

INJEP NOTES & RAPPORTS **RAPPORT D'ÉTUDE**

■ **Décembre 2020**
■ INJEPR-2020/14

Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020

CREDOC Pôle évaluation et société

■ Lucie BRICE MANSENCAL, Manon COULANGE,
Colette MAES, Jörg MÜLLER

■ avec la collaboration de Julie BAILLET, Nelly GUISSÉ,
Sandra HOIBIAN, Pauline JAUNEAU-COTTET et
Charlotte MILLOT

Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020

CREDOC pôle évaluation et société

*Lucie Brice Mansencal, Manon Coulange, Colette Maes, Jörg Müller
avec la collaboration de Julie Baillet, Nelly Guisse, Sandra Hoibian,
Pauline Jauneau-Cottet et Charlotte Millot*

Document réalisé en collaboration avec l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), à la demande de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA)

[Pour citer ce document](#)

Brice Mansencal L., Coulange M., Maes C., Müller J. (CREDOC), 2020, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020*, avec la collaboration de Baillet J., Guisse N., Hoibian S., Jauneau-Cottet P., Millot C., INJEP, Notes & rapports/rapport d'étude, 2020.

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	5
II. DÉBUT 2020 : UNE DYNAMIQUE POSITIVE ENTAMÉE PAR LA CRISE	9
1. Une progression de la satisfaction personnelle.....	11
2. Avant la crise, deux tiers des jeunes ont confiance en l'avenir.....	14
3. Un jeune sur deux a le sentiment que son avis compte	15
4. Une vague d'optimisme... avant la pandémie.....	17
5. Un état d'esprit ébranlé par le confinement.....	24
III. L'ENGAGEMENT DES JEUNES SE RENFORCE : UN MOUVEMENT POTENTIELLEMENT ACCENTUÉ PAR LA CRISE DU COVID-19	33
1. La participation associative des jeunes continue sa progression.....	36
2. La hausse de l'engagement bénévole se poursuit	38
3. Un enthousiasme de plus en plus marqué pour l'engagement bénévole	43
4. Avant la crise, un jeune bénévole sur sept est engagé dans le domaine de la santé	45
5. L'environnement, premier moteur d'engagement des jeunes.....	49
6. Vers une levée des freins à l'engagement bénévole durant le confinement ? Le manque de temps et les occasions manquées, premiers freins à l'engagement bénévole des jeunes.....	54
IV. LES JEUNES SE SENTENT MAJORITAIREMENT INVESTIS D'UN DEVOIR CITOYEN	57
1. Une progression de la participation citoyenne sous toutes ses formes dans un contexte de crise de la représentation.....	59
2. Les jeunes privilégient les modes de manifestations pacifistes.....	65
3. Dans le mois précédant le premier tour des municipales, près de deux jeunes sur trois envisageaient d'aller voter	72
4. Le devoir citoyen, première motivation des jeunes pour voter aux élections municipales	76
5. Le sentiment d'inertie constitue le premier frein à la mobilisation lors des élections municipales	79
V. UNE HAUSSE DU NON-RECOURS MALGRÉ UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES DISPOSITIFS SOCIAUX	81
1. Le sentiment de non-recours aux droits sociaux continue de croître et concerne plus du quart des jeunes	83
2. La complémentaire santé solidaire (CSS) bénéficie déjà d'une plus grande notoriété que l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS ou chèque santé)	85
3. Le manque d'information reste la première raison perçue du non-recours	94
4. Avant la crise sanitaire de 2020, une baisse des attentes des jeunes en matière d'aide des pouvoirs publics	99
VI. DES JEUNES MAJORITAIREMENT CONVAINCUS DE LEUR CAPACITÉ D'ACTION EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT	109
1. Plus de quatre jeunes sur cinq se déclarent sensibles à l'environnement.....	113
2. Les deux tiers des jeunes estiment être en capacité de jouer un rôle dans la protection de l'environnement.....	115
3. Sept jeunes sur dix pensent qu'il n'est pas trop tard pour agir en faveur de l'environnement et l'engagement dans le domaine progresse.....	117

4. 75 % des jeunes se disent prêts à effectuer des changements importants dans leur mode de vie pour protéger l'environnement.....	121
5. Plus de neuf jeunes sur dix agissent au quotidien pour limiter leur impact sur l'environnement.....	123
6. La famille proche, principale influence pour adopter des comportements écoresponsables....	135
7. La moitié des jeunes sensibilisent leur entourage à la cause environnementale	139
8. Les jeunes sont majoritairement critiques vis-à-vis de l'action des pouvoirs publics pour la protection de l'environnement.....	150
9. Quatre jeunes sur cinq attendent un changement des pratiques des entreprises en faveur de l'environnement.....	153

VII. DES SÉJOURS À L'ÉTRANGER MIEUX VALORISÉS, TANT DU POINT DE VUE DE LA RECONNAISSANCE QUE DES COMPÉTENCES ACQUISES 159

1. Un jeune sur cinq a fait un séjour à l'étranger au cours des cinq dernières années, une tendance à la hausse depuis 2016.....	160
2. La mobilité internationale reste principalement motivée par les études et l'insertion professionnelle.....	165
3. La maîtrise de la langue et le développement des capacités d'adaptation restent en tête des apports du séjour pour les jeunes.....	167
4. La reconnaissance des acquis liés au séjour est plus souvent jugée utile, la validation d'acquis d'expérience progresse chaque année	173
5. Avoir un emploi et un logement sur place constitue les principaux moteurs du départ.....	177

VIII. VACANCES, LE REGARD PORTÉ SUR LES COLONIES DE VACANCES 183

1. Près de deux jeunes sur trois sont partis en vacances au cours des douze derniers mois, une situation fortement corrélée au milieu social et à la situation familiale.....	184
2. Près de la moitié des jeunes sont déjà partis en colonie de vacances, la plupart ont réitéré l'expérience et en gardent un bon souvenir	190
3. Le séjour en colonie était la seule occasion de partir en vacances pour plus d'un tiers d'entre eux, et près d'un jeune sur deux lorsqu'un seul parent est actif	194
4. La possibilité de partir en vacances et de faire des activités qui sortent du quotidien, atout clé pour les plus modestes, l'opportunité de se faire de nouveaux amis pour les plus aisés.....	196
5. Le coût, principal frein au départ en colonie durant l'enfance des jeunes interrogés, derrière la préférence pour d'autres types de séjours.....	199
6. Parmi les 18-30 ans, quatre sur dix ont déjà inscrit leur enfant en colonie de vacances ou envisagent de le faire, les jeunes parents se montrent toutefois plus réticents.....	201
7. La sécurité, principal frein pour les jeunes parents qui n'inscrivent pas leurs enfants en colonie, derrière la préférence pour d'autres types de vacances	204

IX. ANNEXES 209

A. Questionnaire Baromètre DJEVPA sur la jeunesse (5 ^e vague).....	209
B. Régressions logistiques	233

I. Introduction

À la demande de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et avec l'appui de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), le CREDOC a réalisé début 2020 la cinquième édition du baromètre DJEPVA sur la jeunesse, une enquête nationale auprès de 4 500 jeunes de métropole et d'outre-mer âgés de 18 à 30 ans. Ce dispositif est adossé à l'enquête permanente du CREDOC sur les Conditions de vie et aspirations des Français, qui existe depuis 1978 et permet de resituer les analyses portant sur les jeunes sur des données de contexte général, et de comparer certains des résultats à ceux observés dans d'autres tranches d'âge.

UNE CINQUIÈME VAGUE DU BAROMÈTRE DJEPVA SUR LA JEUNESSE RÉALISÉE DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

Si les premiers signes de la pandémie étaient déjà perceptibles lors de la réalisation du terrain d'enquête, celui-ci s'est globalement déroulé en amont du déclenchement de la crise et du début de la période de confinement. Les premiers cas connus de personnes infectées par le COVID-19 sont apparus le 17 novembre en Chine. La pandémie a été identifiée en France à partir du 24 janvier 2020, quand trois premiers cas ont été recensés sur le territoire métropolitain. Le terrain de la cinquième vague de ce baromètre a débuté une semaine plus tard (le 31 janvier), et s'est achevé le 29 mars. Une faible proportion de questionnaires (139 soit moins de 3 %) a été renseignée après le début de la période de confinement. L'intégralité des entretiens par téléphone en outre-mer a été réalisée avant le début du confinement.

Aussi, les résultats de la cinquième vague du baromètre DJEPVA sur la jeunesse rendent compte d'un état de la jeunesse mesuré en amont du déclenchement de la crise. Afin d'éclairer le lecteur sur les effets de la période sur les opinions et conditions de vie des jeunes, des éclairages mobilisant des sources complémentaires sur l'ensemble des thématiques sont proposés.

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

L'enquête a été réalisée en ligne, du 30 janvier 2020 au 29 mars 2020, auprès d'un échantillon représentatif de 4 530 jeunes âgés de 18 à 30 ans résidant en France (y compris en outre-mer), sélectionnés selon la méthode des quotas. La méthodologie mise en œuvre permet la réalisation d'analyses régionales. Les quotas nationaux (région, taille d'agglomération, âge, sexe, niveau de diplôme, situation d'activité) et régionaux (sexe, âge, niveau de diplôme, situation d'activité) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population

Un redressement a été effectué pour assurer la représentativité de l'échantillon par rapport à la population nationale des jeunes âgés de 18 à 30 ans intégrant l'ensemble des variables de quotas ainsi que le taux de départ à l'étranger des jeunes de 18 à 30 ans observé dans l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, réalisée en face-à-face en juin 2018.

En parallèle, des questions du baromètre DJEPVA sur la jeunesse ont été insérées à la demande de la DJEPVA et de l'INJEP dans la vague de janvier 2020 de l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC et dans la vague exceptionnelle menée par le CREDOC en avril 2020 pour appréhender l'effet de la crise sanitaire sur les conditions de vie et aspirations de Français. Ces deux enquêtes ont été menées en ligne auprès d'environ 3 000 résidents français âgés de 15 ans et plus. Les résultats de ces questions figureront dans le rapport à titre de points de comparaison.

Plusieurs thèmes ont été abordés dans cette cinquième vague :

- Les aspirations : l'état d'esprit actuel, la satisfaction vis-à-vis de la vie actuelle et les perspectives futures.
- L'accès aux droits sociaux : le non-recours aux droits sociaux, les motifs de non-recours, la connaissance d'une sélection de dispositifs sociaux et les attentes d'aides des pouvoirs publics.
- La mobilité et l'expérience internationale (questions posées uniquement aux jeunes métropolitains) : les départs à l'étranger (hors vacances) au cours des cinq dernières années, les apports de ce séjour à l'étranger, les éléments qui pourraient inciter les jeunes à aller vivre à l'étranger pendant une période et la reconnaissance des acquis de l'expérience de mobilité.
- L'engagement citoyen : l'adhésion associative, l'engagement bénévole, les freins et leviers à l'engagement bénévole, mais aussi les différentes formes de participation à la vie publique au cours des douze mois précédant l'enquête, l'intention de participer au premier tour des élections municipales 2020.
- Les vacances et le regard sur les colonies de vacances : départ en vacances, expérience et souvenir associés aux colonies de vacances, atouts des colonies de vacances, motivations et freins à l'inscription des enfants pour ce type de séjour.
- Le rapport à l'environnement : sensibilité environnementale, modalités d'engagement, acteurs susceptibles d'influencer les comportements en matière d'environnement, opinion sur sa propre capacité à jouer un rôle dans ce domaine, opinion sur l'efficacité des actions menées par les pouvoirs publics.

Certains des thèmes ont déjà été abordés lors des précédentes vagues du baromètre. Par conséquent, chaque fois que cela est possible, les réponses sont présentées en évolution.

Optimiste et engagé, tel était le mot d'ordre de la jeunesse à l'aube du confinement. La poursuite de la reprise économique s'est pour partie traduite par une amélioration de la satisfaction des jeunes à l'égard de leur vie et de leur confiance dans leur avenir (II). La crise sanitaire est néanmoins venue ébranler ces certitudes. Sensibles à l'actualité, les jeunes s'inscrivent dans la continuité des grands événements de l'année 2019. Cette dernière a été marquée sous le sceau des alertes à l'égard du réchauffement climatique : canicule en Europe, feux de plusieurs mois en Australie et en Amazonie... Le choix de Greta Thunberg, âgée de 17 ans, comme personnalité de l'année par le magazine *Time* et les marches pour le climat ayant émaillé l'année ont été synonymes d'éveil à la cause climatique pour certains jeunes. Des mouvements sociaux (Gilets jaunes, personnel soignant, opposants à la réforme des retraites, lutte contre les violences policières...) ont aussi ponctué 2019. Particulièrement attentive à la cause environnementale et à la défense de causes sociales et économiques, la jeunesse s'est donc engagée plus que jamais dans le bénévolat (III) mais aussi sur Internet et dans le cadre de manifestations. Cet engagement se teinte cependant de résignation à l'égard du vote aux élections municipales, perçu comme un devoir citoyen plutôt que comme une réelle opportunité de faire évoluer la société (IV). Les jeunes sont plus informés de leurs droits en matière de politiques sociales, mais font pourtant plus souvent état d'une situation de non-recours et comptent moins que par le passé sur une aide des pouvoirs publics (V). Les jeunes de 2020 sont en effet empreints d'une vision critique des pouvoirs publics, comme des entreprises, et veulent croire en leur potentiel d'action sur leur propre vie et sur le monde. À travers leurs actions quotidiennes et la sensibilisation de leurs proches, ils espèrent ainsi jouer un rôle positif dans la lutte contre le réchauffement climatique tout en appelant les institutions publiques

comme privées à faire leur part d'efforts (VI). À l'heure où les crises environnementale et sanitaire, la question des mobilités, y compris internes à la France, se trouve remise en cause. Pourtant, la mobilité internationale bénéficie de plus en plus souvent au parcours des jeunes grâce à une meilleure valorisation de leurs expériences à l'étranger (VII). Les départs en vacances sont aussi facteur de bien-être pour la population. Les expériences de colonies vécues durant l'enfance sont synonymes de bons souvenirs, de rencontres et d'activités plaisantes. Toutefois, pour la nouvelle génération de jeunes, l'idée d'une future séparation de son enfant est difficilement envisageable (VIII).

II. Début 2020 : une dynamique positive entamée par la crise

En 2020, avant le confinement, la jeunesse française s'illustre par un regain d'optimisme et de confiance en son propre avenir. Les années précédentes, les états d'esprit positifs de la jeunesse étaient tempérés par une attitude de résilience, de résistance à la survenue d'événements négatifs (attentats, climat social) que les jeunes souhaitaient dépasser¹. Début 2020, les jeunes se sentent au contraire davantage acteurs de leur propre vie et capables d'aller de l'avant. Ce positionnement se retrouve dans une moindre demande d'aides de la part des pouvoirs publics, mais aussi et surtout dans une participation citoyenne accrue, notamment bénévole, et dans un engagement fort en faveur de l'environnement.

Cet optimisme de la jeunesse n'est pas synonyme d'aveuglement face aux enjeux du monde actuel, qu'ils soient sociaux, économiques, sanitaires ou environnementaux. Nombre d'indicateurs convergent vers une somatisation d'un certain nombre de tensions par les plus jeunes générations. Malgré ces motifs d'inquiétude et leurs conséquences sur leur santé, les jeunes de début 2020 paraissent refuser de sombrer dans le fatalisme.

Toutefois, cette amélioration de l'état d'esprit des jeunes au regard de 2019 est mise à l'épreuve des effets de la crise liés à la pandémie. La pandémie provoque la montée des sentiments négatifs, de l'anxiété, de la peur et de la défiance mais aussi de la solitude. L'édition flash de l'enquête Conditions de vie et aspirations des Français menée en avril 2020, en ligne, auprès de la population confinée montre ainsi que le niveau de bonheur déclaré des jeunes a ainsi chuté de 62 % à 57 % en l'espace de trois mois à peine et que près d'un tiers (30 %) des jeunes déclaraient se sentir souvent seuls, voire tous les jours ou presque, durant le confinement. La vague d'avril du baromètre CEVIPOF de la confiance politique révèle que 32 % des sondés évoquent la méfiance (+ 2 points par rapport aux données de février), 28 % la morosité (+ 6 points) et 27 % la peur pour qualifier leur état d'esprit actuel. Par rapport au mois de février, ce dernier sentiment est en augmentation de 17 points, une hausse nettement plus forte qu'à l'époque des attentats de janvier 2015. En mars 2020, seuls 31 % des Français se disent satisfaits de leur vie, soit une diminution nette de - 3 points en un mois².

En raison de leurs conditions de logement, le vécu du confinement a déjà eu un impact négatif direct sur la satisfaction actuelle des jeunes. Selon un sondage IFOP³, 18 % des 18-24 ans étaient confinés dans un appartement d'une surface inférieure à 30 m² (contre 5 % pour l'ensemble des Français), et 30 % souffraient d'un manque d'intimité (contre 17 % en moyenne). Les conditions du confinement pesaient également sur leur santé. Une étude menée pour la mutuelle Heyme et le quotidien *20 Minutes*⁴ indique que 41 % des 18-30 ans signalaient un problème de dépression, de fatigue et d'ennui se répercutant négativement sur leur moral, 31 % évoquaient à la mi-avril un problème de poids et 16 % rapportaient un

¹ BAILLET Julie, BRICE MANSENCAL Lucie, DATSENKO Radmila, HOIBIAN Sandra, MAES Colette, avec la collaboration de GUISSÉ Nelly., JAUNEAU-COTTET Pauline (CREDOC), *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019*, « Notes & rapports/rapport d'étud », INJEP, 2019, p. 10-13.

² OPINIONWAY pour CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, vague « spéciale Coronavirus » 11 bis, avril 2020.

³ IFOP pour CONSOLAB, « *Ma casa va craquer ?* », *Enquête sur les conditions de logement des Français confinés et les tensions au sein des foyers*, 7 avril 2020.

⁴ OPINIONWAY pour HEYME et 20 MINUTES, *Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? »*, vague 2, avril 2020.

problème de santé en général. Enfin, si les jeunes s'inquiétaient relativement peu pour leur propre santé (23 % considèrent le COVID comme une menace pour leur santé individuelle), 70 % d'entre eux en revanche se disaient très inquiets pour la santé de leurs proches et amis⁵.

La période de confinement a été l'occasion pour la jeunesse de réévaluer l'importance de différents domaines (emploi, famille, amis, logement...) dans sa vie et d'atténuer certaines de ses inquiétudes, sans doute jugées plus dérisoires qu'autrefois. La période succédant à cette crise sanitaire est perçue comme une occasion de faire table rase et de mettre à plat les manières d'appréhender la société. 66 % des 18-30 ans souhaitent changer les choses dans leur vie personnelle à la sortie de la crise⁶.

Fin avril, près d'un jeune sur deux (45 %) fait cependant part d'une incertitude face à son avenir professionnel, cité en première ou en deuxième position des inquiétudes les plus importantes liées au confinement et à la pandémie du coronavirus⁷. On pourrait ainsi s'attendre au sortir de cette crise et pour les prochaines vagues de ce baromètre à une diminution de la satisfaction des jeunes envers leur situation personnelle et leur confiance en l'avenir. La période de déconfinement a été l'occasion pour les jeunes de réaliser l'ampleur des difficultés à venir en termes d'emploi, comme de logement mais aussi pour certains de dénoncer des injustices, notamment en termes de discriminations et de violences policières⁸. Des craintes émergent également en termes de tensions générationnelles dans les arènes politiques, à l'heure du phénomène *OK Boomer*⁹. Si la pandémie peut inciter certains jeunes à faire (davantage) entendre leur voix, elle risque également de se traduire à moyen terme par l'élargissement d'une fracture sociale déjà existante au sein même de la jeunesse. Pour les sociologues Monique Dagnaud et Olivier Galland¹⁰, l'expérience de la pandémie, du confinement et de ses répercussions économiques et sociales, est propice à l'émergence d'une conscience générationnelle, d'une génération « COVID ».

⁵ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, avril 2020.

⁶ OPINIONWAY pour HEYME et 20 Minutes, *op. cit.*

⁷ *Ibid.*

⁸ CHARREL Marie, « "Mon avenir, je n'y pense pas, sinon j'explose" : l'inquiétude et la colère de la "génération Covid" face à la crise économique », *Le Monde*, 13 juin 2020 ; QUIGNON Catherine, « Jeunes diplômés : sur le marché du travail, la "génération sacrifiée" », *Le Monde*, 1^{er} juin 2020 ; COLLECTIF, « "Retourner chez ses parents, faute d'emploi, ce n'est pas évident", la génération Covid témoigne », *Le Monde*, 13 juin 2020 ; CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », édition flash, avril 2020 ; OPINIONWAY pour HEYME et 20 Minutes, *op. cit.*

⁹ Expression employée pour se moquer de comportements associés à la génération des *baby-boomers* ; cf. LECLERCQ Noémie, « "OK, boomer", une expression devenue le symbole d'un malaise entre les générations », in *France Info*, 28 décembre 2019 ; FRESSOZ Françoise, PIETRALUNGA Cédric, « Après le déconfinement, l'Élysée craint un vent de révolte : "Il ne faut pas perdre la jeunesse" », *Le Monde*, 10 juin 2020 ; IRIBARNEGARAY Léa, LAMBERT Anne, « Anne Lambert, sociologue : "Avec la crise, les conditions d'insertion dans la vie d'adulte se sont encore dégradées" », *Le Monde*, 11 juin 2020.

¹⁰ KLOETZLI Sophie, « Va-t-on désormais parler de "génération Covid" ? », *Cheek Magazine*, 12 juin 2020 ; GALLAND Olivier, « Y'aura-t-il une génération Covid ? », *The Conversation*, 17 mai 2020.

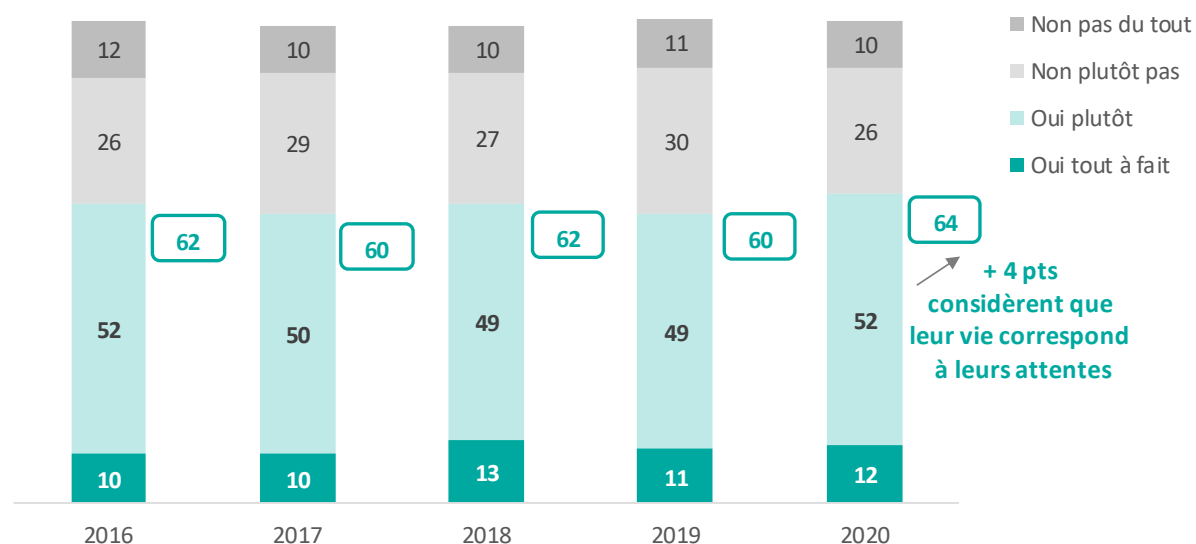
Cette édition du baromètre met en effet en lumière deux grandes sous-populations de jeunes :

– des jeunes optimistes, engagés bénévolement, sensibilisés à l'environnement et désireux d'agir en sa faveur, mobiles pour leurs études comme pour leurs loisirs et en demande d'un accompagnement du quotidien de la part des pouvoirs publics d'une part ;

– des jeunes plus pessimistes, ayant le sentiment que leur avis compte peu, résignés à l'égard des pouvoirs publics, moins mobiles, profitant moins de vacances thématiques et n'ayant plus généralement l'espace mental pour se consacrer à des causes leur tenant à cœur, tant leurs inquiétudes sont grandes. L'engagement de ces jeunes-là se traduit de manière davantage informelle et n'emprunte que peu les voies habituelles de la participation citoyenne, malgré une forte sensibilité à certaines causes comme la lutte contre les discriminations.

1. Une progression de la satisfaction personnelle

GRAPHIQUE 1. DE MANIÈRE GÉNÉRALE, VOTRE VIE ACTUELLE CORRESPOND-ELLE À VOS ATTENTES ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, avant la crise, le niveau de satisfaction des jeunes à l'égard de leur vie actuelle enregistre une nette augmentation (Graphique 1). 64 % se déclarent satisfaits, soit la plus grande proportion observée au cours de cinq dernières années.

À l'image de 2019, plusieurs facteurs sociodémographiques ont un lien avec le degré de satisfaction à l'égard de sa vie :

– le niveau de diplôme : un faible niveau de diplôme est en lien avec une insatisfaction tandis qu'un niveau élevé est en lien avec une plus grande satisfaction ;

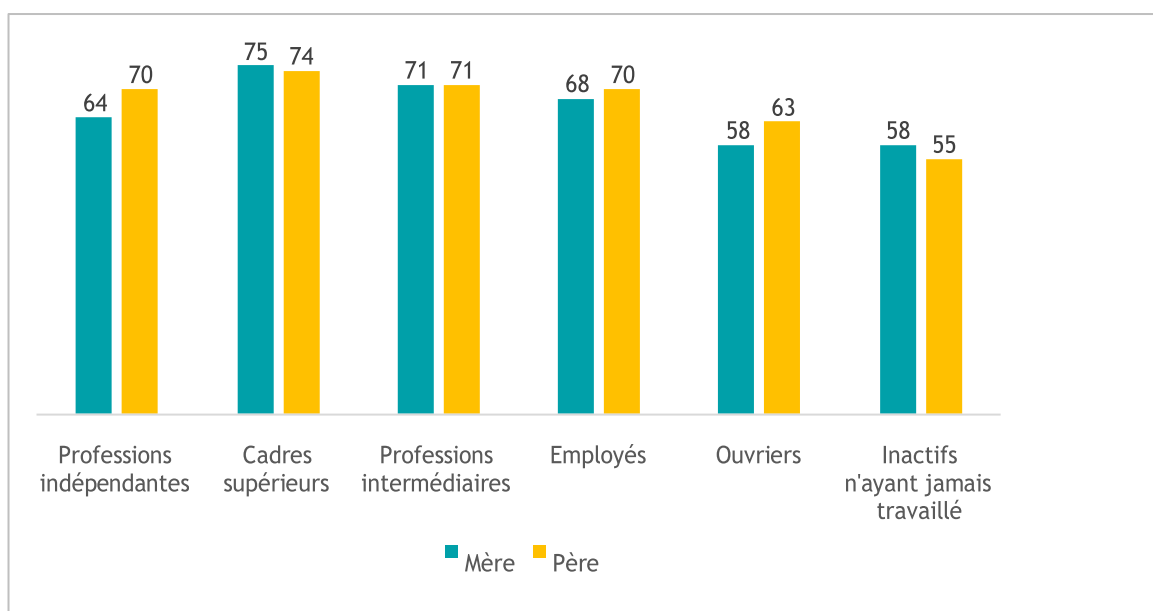
– le statut d'activité : les personnes au chômage et celles sans recherche d'activité ou en situation de longue maladie ou d'invalidité font état d'une insatisfaction à l'égard de leur propre vie, à l'inverse des

personnes mieux insérées, qu'elles soient en emploi ou étudiante. Parmi les personnes en emploi, un emploi durable (de type CDI) est associé à un niveau de satisfaction plus élevé qu'un emploi précaire (intérim, CDD) ;

- le niveau de ressources mensuel du foyer : plus il est élevé, plus un jeune se déclarera satisfait ;
- le statut familial : les célibataires et les monoparents se rangent plus volontiers du côté des insatisfaits tandis que les couples avec ou sans enfants se déclarent plus souvent satisfaits ;
- le statut d'occupation : les locataires de logement HLM sont moins souvent satisfaits, les propriétaires le sont plus.

Le rapport de l'édition 2019 souligne l'incidence de la perception de sa propre intégration sociale et économique sur son niveau de satisfaction¹¹, phénomène vraisemblablement encore à l'œuvre cette année. Le recueil de la catégorie socioprofessionnelle des parents permet d'élargir la perspective à l'environnement familial et paraît confirmer cette hypothèse : si 75 % des enfants d'une mère cadre et 74 % des enfants d'un père cadre se déclarent satisfaits de leur vie, seuls 58 % des enfants d'une mère ouvrière et 63 % des enfants d'un père ouvrier sont dans ce cas (Graphique 2).

GRAPHIQUE 2. SATISFACTION À L'ÉGARD DE SA VIE ACTUELLE SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DE SES PARENTS – SOMME DE « OUI, PLUTÔT » ET « OUI, TOUT À FAIT » (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La satisfaction à l'égard de sa situation de vie pourrait pour partie être tributaire de l'aide accordée par ses parents pour s'établir dans la vie. Les jeunes dont les parents sont d'origine modeste reçoivent moins d'aides financières que les jeunes dont les parents sont plus aisés. Le taux d'effort des parents pour aider leurs enfants durant le début de leur vie adulte (de 18 à 24 ans) est particulièrement élevé pour les ménages modestes, allant jusqu'à atteindre 13 % de leurs revenus, mais se traduit mécaniquement par

¹¹ BAILLET Julie et al. (CREDOC), *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019*, op. cit.

des montants d'aides bien moins élevées que celles accordées par les parents plus aisés. La poursuite d'études et la décohabitation étant pour partie dépendantes des revenus des parents, les jeunes issus d'un milieu socio-économique favorisé ont également plus souvent le capital culturel nécessaire à l'intégration de filières sélectives d'une part et peuvent plus facilement s'établir dans un logement indépendant et entreprendre des études longues et/ou coûteuses d'autre part. Les parents cadres aident donc par exemple plus fortement leurs enfants que les autres (jusqu'à 1,5 fois plus) puisque ces derniers entreprennent davantage d'études coûteuses¹².

Au-delà du montant de l'aide financière accordée, les jeunes issus d'un milieu social plus favorisé disposeraient d'une plus grande sérénité d'esprit. Ainsi, comme le note Olivier Galland, « le revenu ne décrit qu'un aspect comptable des conditions de vie. Les étudiants de milieu aisé bénéficient d'autres avantages qui ne sont pas purement monétaires : la certitude de pouvoir être aidé par les parents en cas de difficultés, le confort et les conditions matérielles offerts par l'environnement familial »¹³.

La décohabitation est en lien avec la satisfaction à l'égard de sa vie, puisque 59 % des jeunes habitant toujours chez leurs parents déclarent être satisfaits de leur vie actuelle contre 68 % de ceux ne vivant plus chez leurs parents.

Toutes choses égales par ailleurs, les jeunes sortis du système scolaire ont moins de chances d'être aidés de leurs parents, y compris lorsqu'ils sont au chômage¹⁴. Entre 2019 et 2020, la progression de la satisfaction à l'égard de sa vie (de + 4 points) est particulièrement importante auprès de profils de jeunes ne dépendant *a priori* plus de cette aide parentale, déjà plutôt insérés économiquement, mais disposant de ressources budgétaires limitées :

- des hommes (+ 7 points),
- des diplômés de niveau baccalauréat ou supérieur (+ 12 points),
- des 25-30 ans (+ 7 points),
- des jeunes en emploi (+ 7 points),
- des jeunes s'imposant des restrictions budgétaires (+ 7 points),
- des jeunes dont les ressources mensuelles du foyer sont comprises entre 1 200 euros et 2 199 euros par mois,
- des locataires ou sous-locataires du parc privé (+ 9 points),
- des jeunes ne vivant pas chez leurs parents (+ 8 points),
- des monoparents (+ 15 points), mais aussi des couples avec enfants (+ 7 points) ou sans enfants (+ 7 points).

Bien que toujours inférieur à la moyenne européenne, le taux d'emploi des jeunes Français était en progression depuis 2017 au moment de l'interrogation des jeunes, en février et début mars 2020¹⁵. L'arrivée récente sur le marché du travail et dans un logement indépendant a ainsi pu être source de satisfaction pour une partie des jeunes, avant la crise suscitée par la pandémie.

¹² GROBON Sébastien, « Dossier : Combien coûte un jeune adulte à ses parents ? », in *INSEE Références*, 2018.

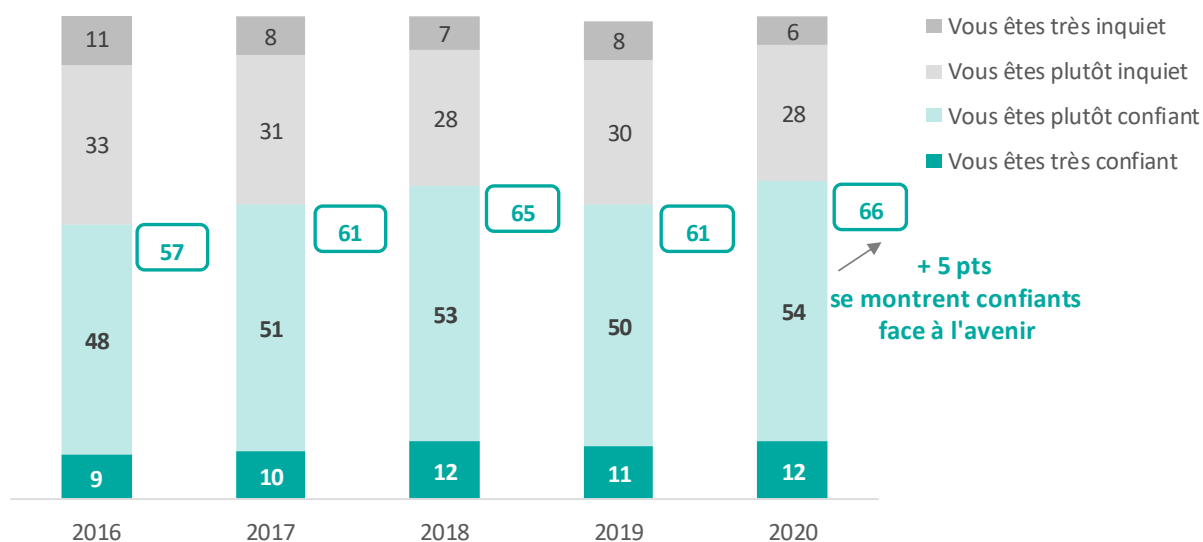
¹³ GALLAND Olivier, « Précarité étudiante : de la difficulté d'une évaluation », *The Conversation*, 13 novembre 2018.

¹⁴ GROBON Sébastien, *op. cit.*

¹⁵ INSEE, « TEF, édition 2020 », in *INSEE Références*, 2020, p. 50.

2. Avant la crise, deux tiers des jeunes ont confiance en l'avenir

GRAPHIQUE 3. COMMENT VOYEZ-VOUS VOTRE AVENIR DANS LES TROIS ANS QUI VIENNENT ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

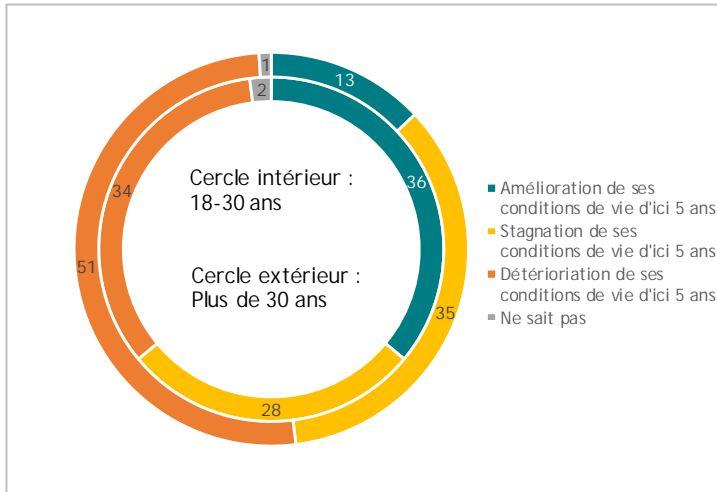
Avant le confinement, les jeunes de 18 à 30 ans étaient plus confiants envers leur avenir (+ 5 points par rapport à 2019) que les années précédentes, avec un retour à un niveau proche de celui observé en 2018, 66 % des jeunes se déclarant confiants en 2020 contre 65 % en 2018 (Graphique 3).

En 2020 comme en 2019, les hommes, les diplômés d'un niveau égal ou supérieur au baccalauréat, les jeunes en emploi, ceux aux ressources mensuelles supérieures à 2 200 euros par mois, ou encore les propriétaires, se déclarent plus confiants en leur avenir que la moyenne. En l'espace d'un an, le niveau de confiance progresse particulièrement au sein de ces mêmes catégories de jeunes, déjà caractérisées par leur fort optimisme à l'égard du futur. Par conséquent, les inégalités ont tendance à s'accroître.

Ainsi, les jeunes en emploi gagnent 9 points de confiance entre 2019 et 2020, passant de 65 % de confiants en leur avenir à 74 % tandis que la confiance des jeunes chômeurs ne progresse que de 3 points sur la même période, de 47 % à 50 % de confiants. La confiance recule même parmi les jeunes au niveau de diplôme inférieur au baccalauréat (- 6 points) ou les étudiants (- 3 points).

Dans l'enquête Conditions de vie et aspirations de janvier 2020, les jeunes se montrent plus optimistes sur l'évolution de leurs conditions de vie que leurs aînés. 36 % d'entre eux déclarent que leurs conditions de vie vont s'améliorer, contre 13 % des Français âgés de plus de 30 ans (Graphique 4).

GRAPHIQUE 4. PERCEPTION DU FUTUR DE SES CONDITIONS DE VIE (AVANT LE CONFINEMENT) [EN %]



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

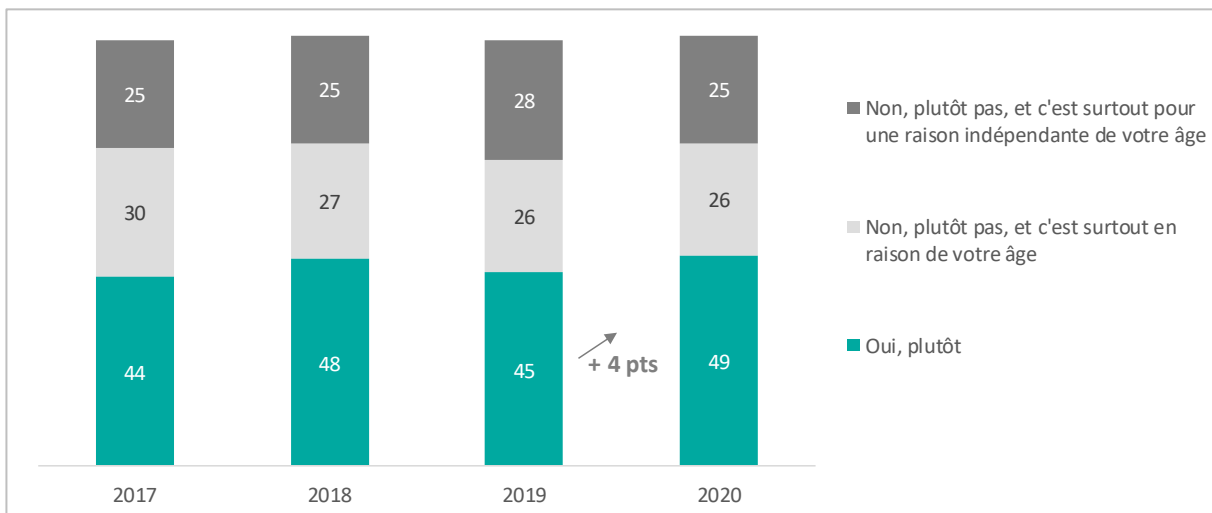
Champ : Ensemble des résidents français âgés de 18 ans et plus.

Les jeunes s'avèrent cependant plus indécis sur l'évolution du chômage dans le pays, avec néanmoins une tendance ici encore à l'optimisme. Avant le confinement, 42 % d'entre eux (- 4 points par rapport aux Français âgés de plus de 30 ans) estimaient que le nombre de chômeurs allait continuer à augmenter pendant plusieurs années dans le pays, 44 % (- 3 points) qu'il allait se stabiliser dans un avenir proche et 12 % (pour 12 % des plus de 30 ans également) qu'il allait diminuer dans un avenir proche.

Le confinement est venu nuancer pour partie cet optimisme, bien que les jeunes soient demeurés plus positifs que l'ensemble des Français (cf. II.5, p. 24).

3. Un jeune sur deux a le sentiment que son avis compte

GRAPHIQUE 5. PENSEZ-VOUS QUE VOTRE AVIS COMPTE AU SEIN DES ESPACES DANS LESQUELS VOUS ÉVOLUEZ (ENTREPRISE, ÉCOLE, UNIVERSITÉ, ASSOCIATION, CLUB DE LOISIR OU DE SPORT...) ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La progression de la satisfaction à l'égard de sa vie et de la confiance dans son avenir au sein de la jeunesse va de pair avec une augmentation du nombre de jeunes ayant le sentiment que leur avis compte au sein des espaces dans lesquels ils évoluent, que ce soit en entreprise, à l'école, à l'université, dans une association ou un club. Près de la moitié des jeunes (49 %) estiment ainsi que leur avis compte, un niveau proche de celui de 2018 (Graphique 5).

Quand ils pensent ne pas être entendus, les jeunes mettent en avant leur âge et une raison indépendante à leur âge en proportion presque égale (respectivement 26 % et 25 %). Entre 2019 et 2020, le fait de ne pas être pris en compte pour une raison ne dépendant pas de son âge recule plus particulièrement (- 3 points).

Sans surprise, les jeunes en emploi (+ 8 points), détenteurs d'un diplôme de niveau baccalauréat ou supérieur (+ 6 points), percevant plus de 2 200 euros par mois (+ 3 points) ou ne s'imposant pas de restrictions budgétaires (+ 3 points) manifestent davantage l'impression d'être entendus, à la différence des jeunes dont le niveau est inférieur au baccalauréat (- 9 points) ou au chômage (- 13 points), moins souvent entendus.

Les jeunes de 18 à 24 ans (+ 8 points) et les étudiants (+ 8 points) mettent plus souvent en avant leur âge pour expliquer pourquoi ils ne sont pas entendus tandis que les inactifs hors étudiants (+ 13 points) et les monoparents (+ 4 points) pensent qu'il s'agit d'une autre cause.

Entre 2019 et 2020, l'impression d'être entendu dans l'espace qu'on fréquente progresse plus particulièrement parmi les jeunes en emploi (+ 7 points), chez les locataires ou sous-locataires d'un logement dans le parc social (+ 7 points), chez les locataires ou sous-locataires d'un logement dans le parc privé (+ 6 points), parmi les monoparents (+ 10 points) ainsi que parmi les couples sans enfants (+ 7 points). Elle recule en revanche tout particulièrement parmi les jeunes dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat (- 12 points). Certains, chez ces derniers, estiment à la fois bien davantage qu'en 2019 qu'on ne les écoute pas en raison de leur âge (+ 10 points), mais aussi pour une raison indépendante à leur âge (+ 8 points).

4. Une vague d'optimisme... avant la pandémie

Plus satisfaits, plus confiants et plus écoutés, début 2020, les jeunes s'avèrent également bien plus positifs qu'en 2019 (+ 6 points) lorsqu'ils sont interrogés sur les mots ou phrases courtes qui décrivent le mieux leur état d'esprit (Figure 1).

FIGURE 1. QUEL MOT (OU PHRASE COURTE) DÉCRIT LE MIEUX VOTRE ÉTAT D'ESPRIT ACTUEL ? (QUESTION OUVERTE)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

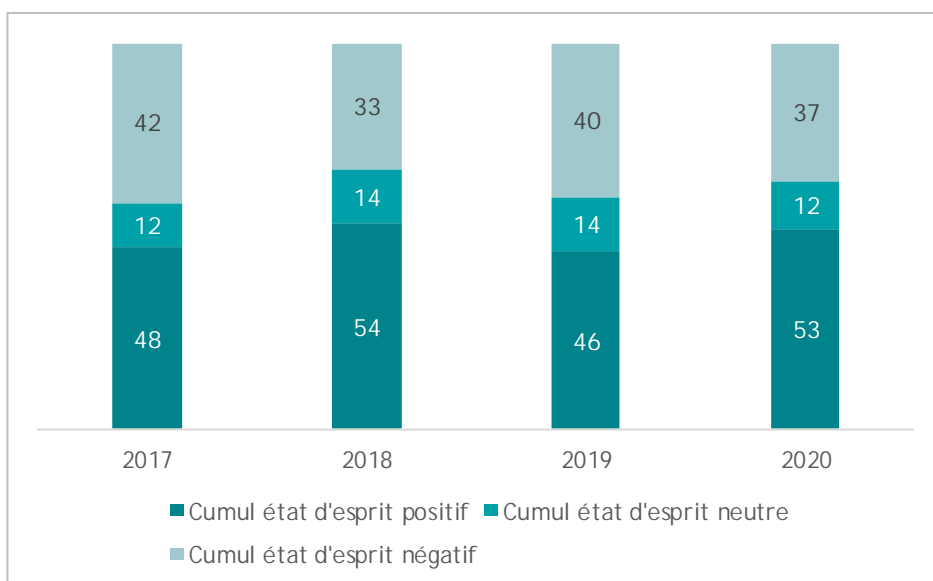
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : Recodification *a posteriori* en thématiques. Nuage de mots constitué en fonction du nombre d'occurrences de la thématique (taille des mots proportionnelle au nombre d'occurrences).

Une codification des mots et phrases courtes a été effectuée avec le même plan de codification que les années précédentes afin d'assurer une comparaison en historique : les réponses des jeunes ont été classées selon leur caractère positif, négatif ou plus nuancé.

En 2019, l'état d'esprit des jeunes était partagé avec 40 % d'état négatif et 46 % d'état positif. En 2020, la balance penche davantage vers le positif : 53 % des jeunes déclarent un état d'esprit positif contre 37 % de négatif et 12 % neutre (Graphique 6).

GRAPHIQUE 6. L'ÉTAT D'ESPRIT DES JEUNES – CUMUL DES ÉVOCATIONS NÉGATIVES, POSITIVES OU NEUTRES (EN % DES RÉPONSES APRÈS RECODIFICATION DES RÉPONSES)



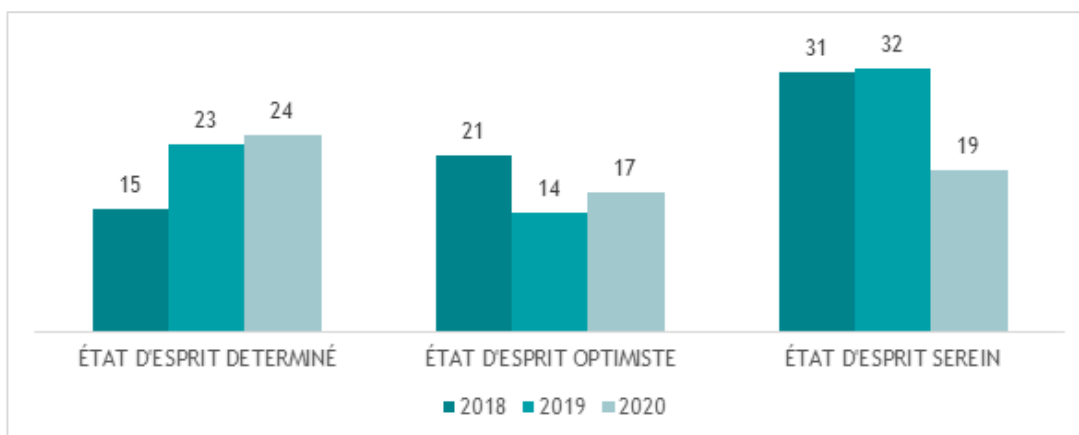
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Parmi les jeunes à l'état d'esprit négatif, la mention de la tristesse, d'un état de déprime voire de la sensation d'être « nul » régresse fortement (- 6 points), de même que le sentiment d'être perdu (- 3 points) ou blasé (- 3 points). Cependant, l'inquiétude progresse de manière significative (+ 9 points).

En lien avec cette montée des inquiétudes, les jeunes à l'état d'esprit positif mentionnent moins la sérénité (- 14 points) qu'en 2019 et indiquent moins souvent cueillir l'instant présent (*carpe diem*, - 3 points). Ils restent cependant tout aussi déterminés (24 % en 2020 contre 23 % l'année précédente) (Graphique 7).

GRAPHIQUE 7. ÉVOLUTION DE LA NATURE DE L'ÉTAT D'ESPRIT POSITIF DEPUIS 2018 (EN %)

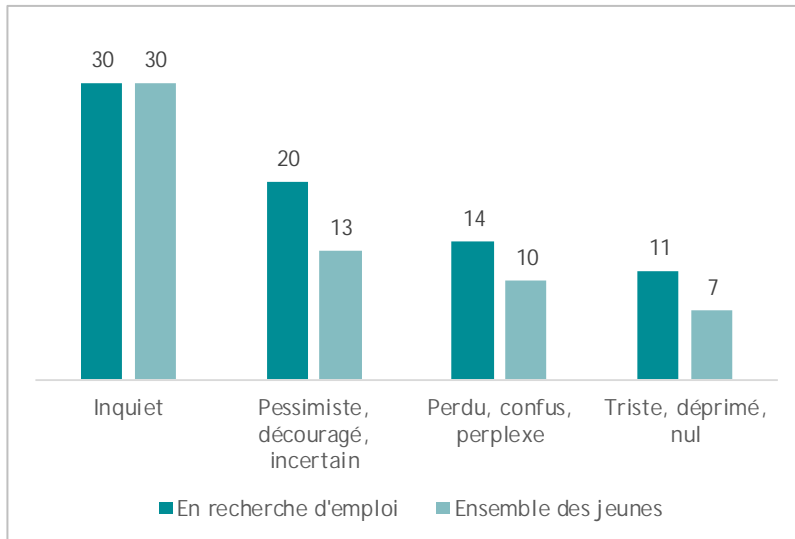


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant un état d'esprit positif.

L'état d'esprit des jeunes est, tout comme leur confiance dans l'avenir ou leur niveau de satisfaction à l'égard de leur vie, intimement lié à leur situation d'activité. Les jeunes en situation de chômage ne sont pas plus inquiets, mais se déclarent plus souvent pessimistes, perdus et tristes que l'ensemble des jeunes (Graphique 8).

GRAPHIQUE 8. NATURE DE L'ÉTAT D'ESPRIT NÉGATIF AUPRÈS DES JEUNES EN RECHERCHE D'EMPLOI (EN %)

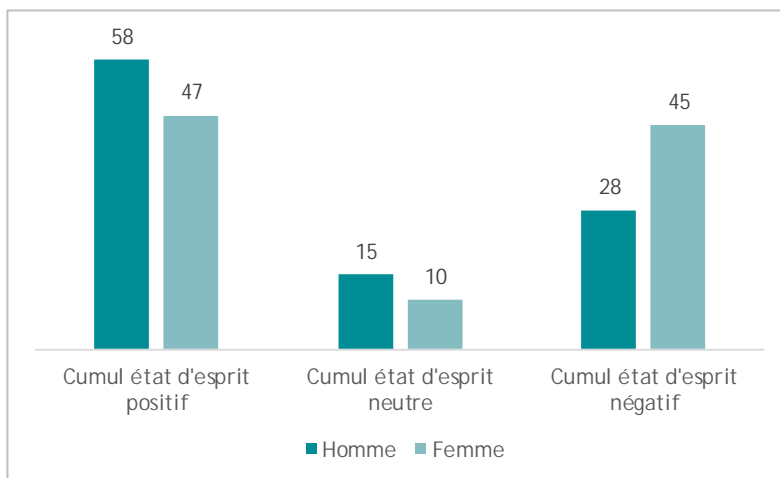


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant un état d'esprit négatif.

De manière plus inattendue, l'état d'esprit du jeune varie également fortement selon son sexe. Les hommes sont bien plus imprégnés d'un état d'esprit globalement positif (58 %) que les femmes (47 %) (Graphique 9).

GRAPHIQUE 9. CUMUL DES ÉTATS D'ESPRIT DÉCLARÉS SELON LE SEXE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

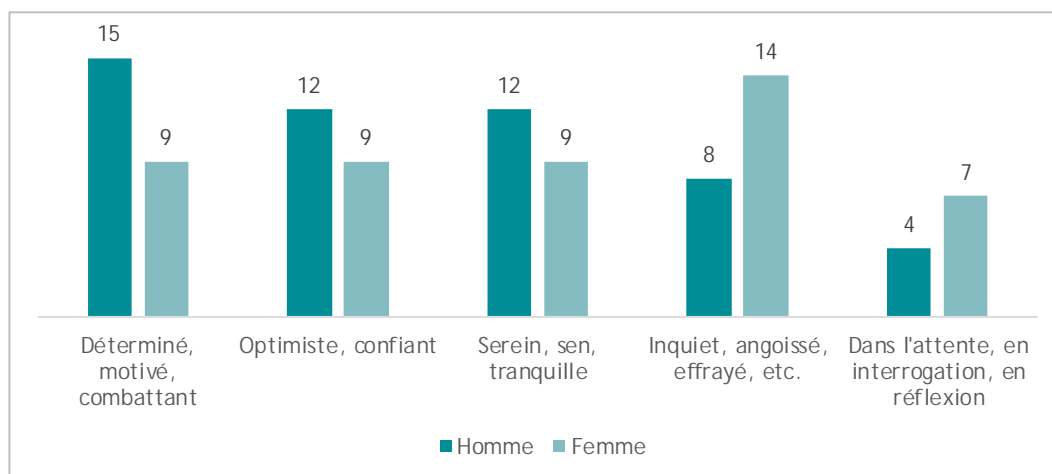
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : La somme des pourcentages ne fait pas 100 %, car les jeunes peuvent déclarer plusieurs émotions, susceptibles d'appartenir à des registres différents.

L'inquiétude est davantage portée par les femmes : 14 % de l'ensemble des femmes se déclarent inquiètes (contre 8 % des hommes) et jusqu'à 31 % de celles majoritairement animées par un état d'esprit négatif (contre 28 % des hommes dans le même état d'esprit).

Les femmes font aussi plus souvent part que les hommes d'un sentiment d'attente, de réflexion ou d'interrogation à l'égard de leur vie (+ 3 points), là où les hommes indiquent davantage être optimistes (+ 3 points), sereins (+ 3 points) et surtout déterminés (+ 6 points) (Graphique 10).

GRAPHIQUE 10. DIFFÉRENCES D'ÉTAT D'ESPRIT SELON LE SEXE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les divergences sont encore plus fortes lorsque l'on observe les états d'esprit des jeunes femmes et des jeunes hommes à l'aune de leur niveau de diplôme et de leur situation d'activité. Ainsi, 65 % des jeunes hommes avec un niveau de diplôme égal ou supérieur au baccalauréat ont un état d'esprit positif (+ 15 points par rapport aux jeunes femmes du même niveau de diplôme) tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, 50 % des femmes dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat ont un état d'esprit négatif (+ 16 points par rapport aux hommes de même niveau de diplôme).

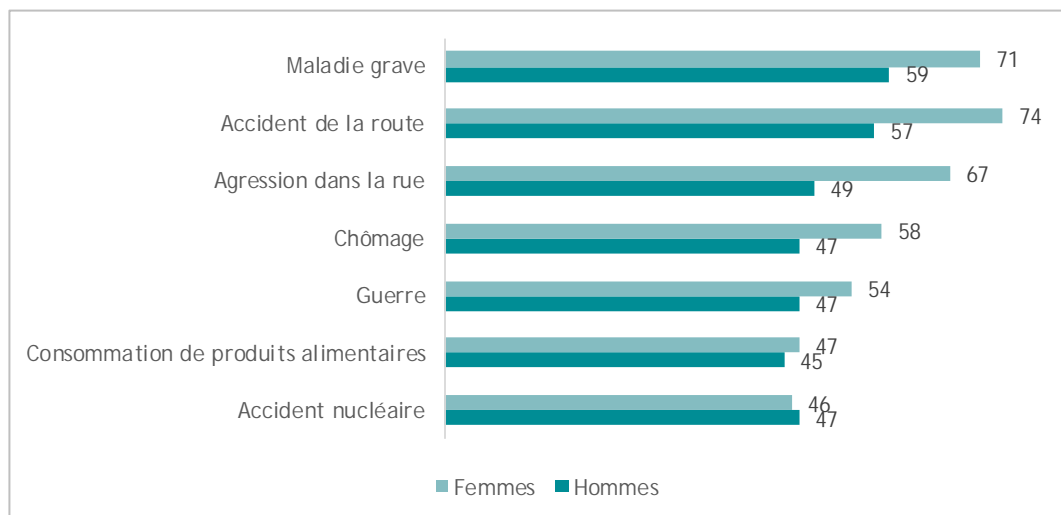
Bien qu'un niveau d'études supérieur et l'accès à un statut d'actif augmentent les proportions d'un esprit positif parmi les jeunes femmes, elles restent plus négatives que leurs homologues masculins.

Ces inquiétudes pourraient trouver leur source dans la charge mentale et émotionnelle supportée par ces jeunes femmes. Toutefois, la sphère domestique ne semble pas en être à l'origine : 44 % des jeunes femmes ayant des enfants ont un état d'esprit négatif (contre 45 % de celles sans enfants) et 42 % de celles en couple (contre 50 % de celles célibataires). Cette charge mentale des jeunes femmes semble bien plus tournée vers l'extérieur : les femmes s'inquiètent davantage d'un ensemble de risques (maladie, agression, chômage, guerre) pour elles-mêmes et leurs proches par rapport aux hommes. Ainsi, avant même la crise du COVID-19, 74 % des femmes de 18 à 30 ans s'inquiétaient des risques de maladies graves pour elles-mêmes et leurs proches (+ 11 points par rapport aux hommes du même âge).

41 % d'entre elles indiquaient s'inquiéter à la fois des maladies, des risques d'agression, des accidents de la route et des accidents nucléaires contre 28 % des hommes¹⁶.

Le confinement n'a pas modifié cette plus grande inquiétude des jeunes femmes, qui concerne également davantage leurs aînées que leurs aînés, les femmes se démarquant par une plus grande inquiétude, quel que soit l'âge¹⁷ (Graphique 11).

GRAPHIQUE 11. ON ÉProuVE PARFOIS DE L'INQUIÉTUDE, POUR SOI-MÊME OU POUR DES PROCHES. POUVEZ-VOUS ME DIRE SI LES RISQUES SUIVANTS VOUS INQUIÉSENT ? – SELON LE SEXE (EN %)



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les états d'esprit plus négatifs des jeunes femmes seraient donc pour partie expliqués par ces inquiétudes nombreuses. Olivier Galland note que les préoccupations sociétales pèsent sur le moral de la jeunesse¹⁸. Ces plus grandes préoccupations sociétales des jeunes femmes par rapport à leurs homologues masculins se reflètent dans les causes susceptibles de motiver leur engagement bénévole, plus empreintes d'une dimension sociale (cf. III.5, p. 49).

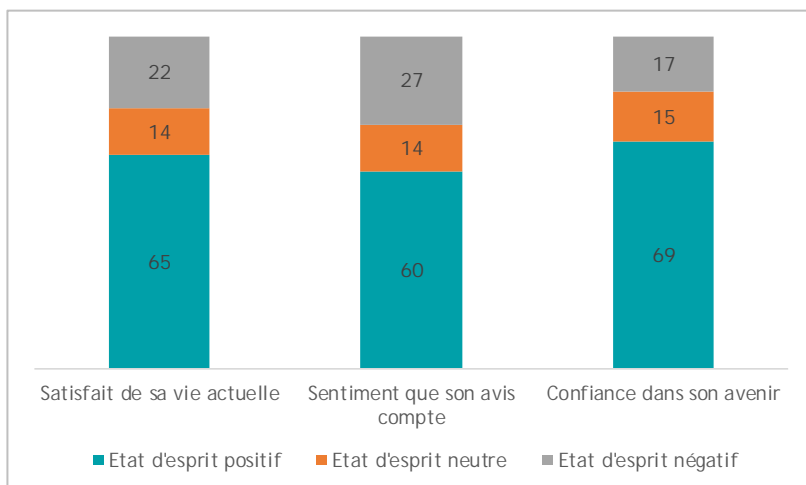
Les jeunes se déclarant dans un état d'esprit positif sont plus généralement ceux porteurs d'une vision optimiste sur leur avenir comme sur leur vie : 69 % des jeunes ayant confiance en l'avenir et 65 % de ceux satisfaits de leur vie sont d'humeur positive, de même que 60 % des jeunes estimant que leur avis est pris en compte dans les espaces qu'ils fréquentent. Ces éléments allant de pair, les jeunes à l'état d'esprit négatif comptent à l'inverse bien moins de personnes satisfaites de leur vie, ayant le sentiment que leur avis compte ou confiantes dans leur avenir (Graphique 12).

¹⁶ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

¹⁷ CREDOC, *Idem*, édition flash, avril 2020.

¹⁸ GALLAND Olivier « Les jeunes et la société : des visions contrastées de l'avenir », in STELLINGER Anna, WINTREBERT Raphaël (dir.), *Les jeunes face à leur avenir*, Fondation pour l'innovation politique, 2008.

GRAPHIQUE 12. REGARD SUR SA VIE, LA PRISE EN COMPTE DE SON AVIS ET SON AVENIR SELON SON ÉTAT D'ESPRIT (EN %)

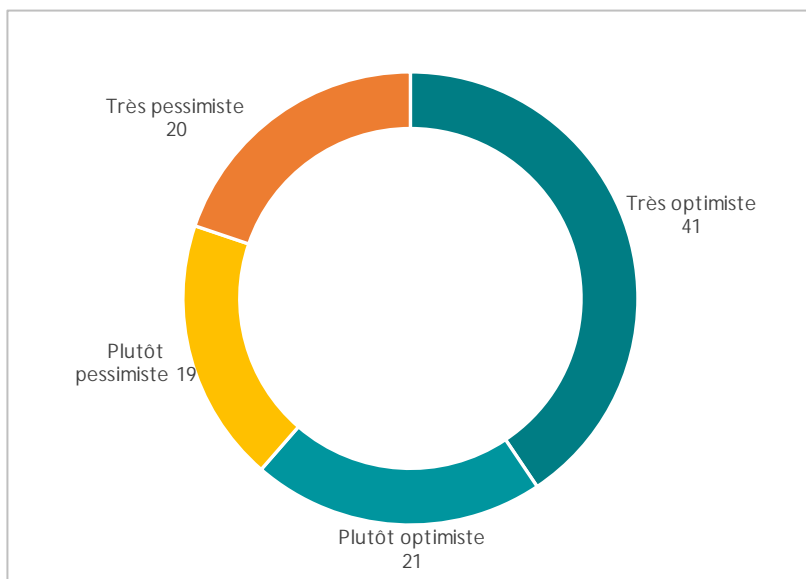


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

41 % des jeunes interrogés cumulent un état d'esprit positif, une satisfaction de leur vie actuelle et une confiance dans leur avenir. À l'autre extrême, 20 % des jeunes déclarent à la fois un état d'esprit négatif, être insatisfaits de leur vie actuelle et inquiets à l'égard de leur avenir, 40 % des jeunes se trouvent enfin « mitigés », dans un entre-deux, dont 21 % tendant vers l'optimisme, avec la formulation de deux items optimistes sur trois, et 19 % vers le pessimisme, avec la formulation de deux items pessimistes sur trois (Graphique 13).

GRAPHIQUE 13. POSITIONNEMENT GÉNÉRAL DES JEUNES À L'ÉGARD DE LA VIE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

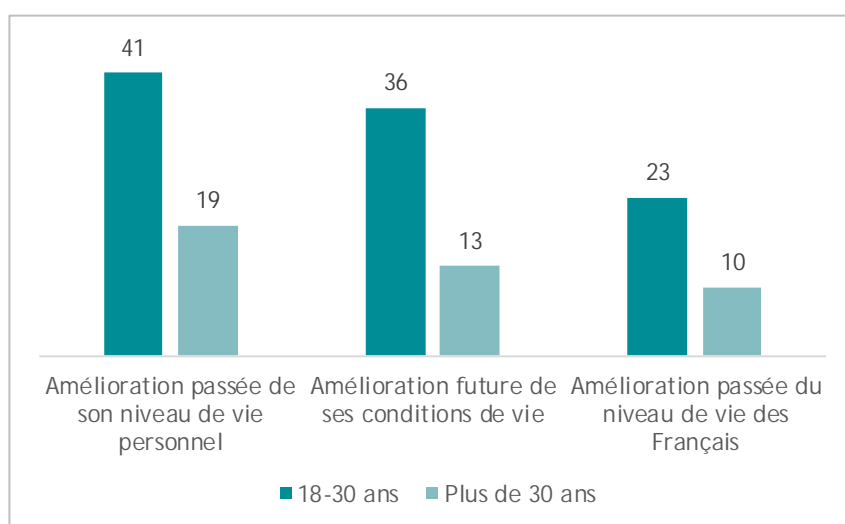
Note : Les jeunes très optimistes ont à la fois déclaré un état d'esprit positif, être confiants en leur avenir et satisfaits de leur vie ; les jeunes plutôt optimistes ont déclaré deux de ces aspects seulement, les plutôt pessimistes un seul ; les jeunes très pessimistes ont déclaré un état d'esprit négatif, une inquiétude envers leur propre avenir et une insatisfaction à l'égard de leur vie.

La réalisation d'une régression logistique montre que, toutes choses égales par ailleurs, certains facteurs jouent positivement sur l'optimisme des jeunes (cf. en annexe IX.B, Tableau 8, p. 233). Ainsi, être un homme, être en couple sans enfants ou être en couple avec enfants et, de manière peut-être contre-intuitive, être monoparent, accroît la probabilité d'être à la fois dans un état d'esprit positif, satisfait de sa vie et confiant en son avenir. À l'inverse, le fait de détenir un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat, d'être en situation d'invalidité, de longue maladie, inactif sans recherche d'activité ou d'être au chômage joue négativement sur cette probabilité.

La région et la taille de commune de résidence n'ont en revanche pas de lien avec cette disposition optimiste.

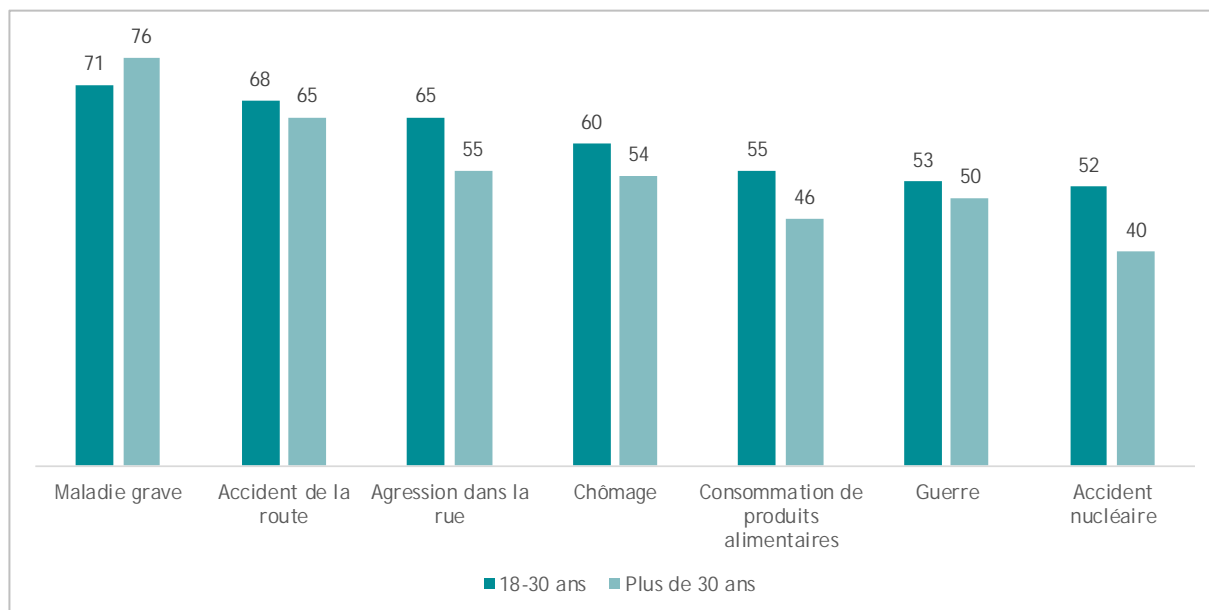
L'état d'esprit inquiet, mais positif des 18-30 ans les distingue plus globalement de leurs aînés. Ainsi, dans le cadre de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » de janvier 2020, 41 % des jeunes de 18 à 30 ans indiquaient que leur niveau de vie s'était amélioré depuis une dizaine d'années contre 19 % des Français âgés de plus de 30 ans. En outre, 23 % des jeunes estimaient plus généralement que le niveau de vie de l'ensemble de leurs concitoyens s'était également amélioré au cours des dernières années, contre 10 % des répondants plus âgés. Un tiers des jeunes (36 %) pensaient en outre que leurs conditions de vie allaient s'améliorer dans les cinq ans à venir, contre 13 % des plus de 30 ans (Graphique 14). Dans le même temps, les jeunes, quel que soit leur sexe, sont plus inquiets que leurs aînés pour eux-mêmes et pour leurs proches. Seule l'inquiétude à l'égard des maladies graves fait figure d'exception (Graphique 15).

GRAPHIQUE 14. REGARD SUR SES CONDITIONS DE VIE ET CELLES DES FRANÇAIS SELON L'ÂGE (EN %)



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

GRAPHIQUE 15. MOTIFS D'INQUIÉTUDE POUR SOI-MÊME OU POUR SES PROCHES SELON L'ÂGE (EN %)

Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

5. Un état d'esprit ébranlé par le confinement

Le confinement est venu ébranler un état d'esprit plus positif de la jeunesse après une série d'années noires liées aux attentats, à la crise sociale révélée par le mouvement des Gilets jaunes, au mécontentement d'une fraction de la jeunesse à l'égard du manque d'action en matière de changement climatique, etc. Une étude de l'écart entre le niveau de bonheur déclaré des jeunes et celui du reste de la population révèle les récentes années difficiles vécues par la jeunesse française.

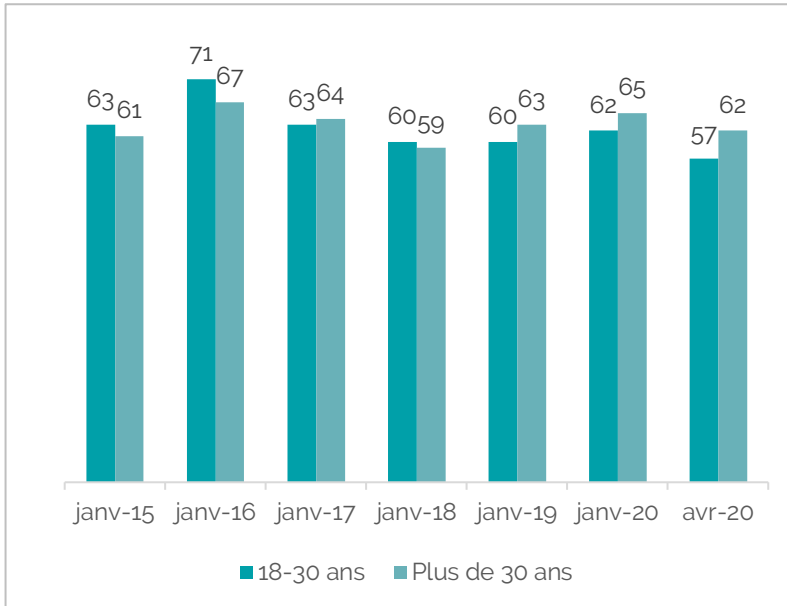
Après plusieurs années supérieures à la moyenne, le niveau de bonheur des jeunes a rejoint celui de leurs aînés en janvier 2015 avant de passer en deçà en janvier 2016, à la suite des attentats : deux mois et demi après les attentats du 13 novembre 2015, 63 % des 18-30 ans se déclaraient alors souvent ou très souvent heureux contre 67 % des Français plus âgés.

L'onde de choc s'est ensuite propagée au reste de la population, qui a rejoint l'état d'esprit moins positif de la jeunesse, et plus particulièrement après l'attentat de Nice. Ainsi, en janvier 2017, 63 % des jeunes et 64 % de plus de 30 ans se déclaraient souvent ou très souvent heureux, soit un écart négligeable, réduit à un point de pourcentage. L'année 2018 a vu le niveau de bonheur de l'ensemble des Français et de la jeunesse chuter à nouveau, bien qu'à un niveau similaire, passant à 60 % pour les 18-30 ans et à 59 % pour les plus âgés.

Ce n'est qu'en janvier 2019 qu'un léger regain de bonheur s'est fait à nouveau sentir parmi les Français âgés de plus de 30 ans (63 % d'heureux) alors que la jeunesse conservait le même niveau de bonheur (60 %) qu'en 2018. Cette absence de rebond auprès des 18-30 ans s'explique pour partie par leur plus grande implication dans le mouvement des Gilets jaunes, porteur d'un mécontentement à l'égard de la situation de vie de certaines catégories de la population.

En janvier 2020, la jeunesse française reprenait enfin son souffle avec un meilleur niveau de bonheur (62 %), cependant toujours légèrement en deçà de celui des Français plus âgés (65 %) (Graphique 16).

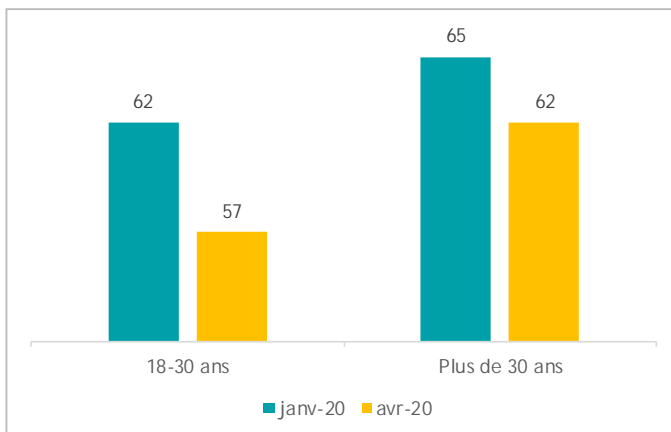
GRAPHIQUE 16. ÉCART ENTRE LE NIVEAU DE BONHEUR DECLARÉ DES FRANÇAIS ET DE LA JEUNESSE DEPUIS 2015 (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2015-2020, avril 2020.
 Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Le confinement a eu un impact très marqué sur cet optimisme retrouvé, particulièrement auprès des jeunes. Les éditions de janvier et d'avril de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » permettent d'en appréhender la mesure. Ainsi, le niveau de bonheur déclaré des jeunes a plongé de 5 points en l'espace de trois mois. Durant le confinement, seuls 57 % des jeunes se déclaraient souvent ou très souvent heureux contre 62 % des Français plus âgés alors qu'ils étaient respectivement 62 % et 65 % à déclarer de même avant le confinement (Graphique 17).

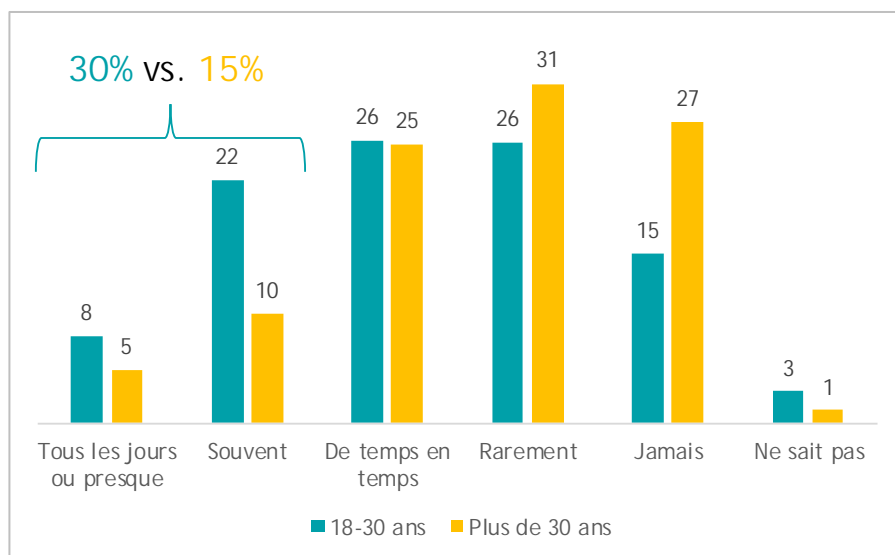
GRAPHIQUE 17. EN CE MOMENT, VOUS SENTEZ-VOUS HEUREUX ? CUMUL « TRÈS SOUVENT » ET « ASSEZ SOUVENT » (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.
 Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Durant cette même période, 30 % des jeunes déclaraient se sentir souvent seuls, voire tous les jours ou presque, soit + 15 points par rapport aux personnes âgées de plus de 30 ans (Graphique 18). Une minorité de jeunes (15 %) déclarait ne jamais se sentir seule contre un quart de la population. Les jeunes sont la classe d'âge la plus atteinte par cette solitude lors du confinement, seuls 12 % des personnes âgées de 70 ans et plus déclarant se sentir seules tous les jours ou souvent¹⁹.

GRAPHIQUE 18. DEPUIS LE CONFINEMENT, VOUS ARRIVE-T-IL DE VOUS SENTIR SEUL ? (EN %)



CREDOC pour Fondation de France, enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Les jeunes opèrent plus souvent un lien entre le confinement et leur sentiment de solitude : 39 % des 18-30 ans estiment se sentir plus seul que d'habitude durant le confinement (contre 24 % des Français plus âgés, soit + 15 points)²⁰.

Ces résultats sont confortés par les données de l'enquête COCONEL de l'INED qui mettent en évidence un cumul de vulnérabilités des jeunes, en particulier des 18-24 ans, plus concernés par un retour au domicile parental, par une diminution de leurs revenus, des difficultés à payer leur loyer, mais aussi par un sentiment d'isolement, qui atteint jusqu'à 46 % des 18-24 ans restés dans le logement habituel durant le confinement²¹. Ainsi, sans surprise, 17 % des jeunes de 18 à 30 ans ont eu l'impression de n'avoir plus personne vers qui se tourner (contre 11 % des plus de 30 ans)²².

Solitude et isolement ne sont cependant pas synonymes. Les jeunes Français ont davantage partagé leur lieu de confinement avec des personnes avec lesquelles ils ne vivaient pas habituellement (21 % contre 18 % en moyenne), probablement leurs parents. Le confinement a également été source de

¹⁹ CREDOC pour CEPREMAP, enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, avril 2020.

²⁰ *Ibid.*

²¹ LAMBERT Anne, CAVOINETTE-REMBLIÈRE Joanie, GUERAUT Élie, BONVALET Catherine, GIRARD Violaine, LE ROUX Guillaume, LANGLOIS Laetitia, « Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français », *COCONEL, Note de synthèse n° 10*, vague 6, INED, mai 2020.

²² CREDOC pour CEPREMAP, *op. cit.*

tensions : les jeunes ont plus souvent fait état de difficultés à supporter leurs compagnons de confinement (23 % contre 11 % en moyenne)²³. Les conflits entre les jeunes et leurs parents n'ont pas été les seuls à l'œuvre. Les jeunes en couple ont aussi tout particulièrement souffert du confinement, notamment lorsqu'ils avaient eux-mêmes des enfants : 39 % des jeunes de 18 à 24 ans en couple se sont plus souvent disputés au sujet des tâches ménagères durant le confinement (contre 11 % de l'ensemble des Français en couple cohabitant sous le même toit, soit + 18 points), 45 % des jeunes parents de 18 à 24 ans se sont plus disputés à propos du temps passé par leurs enfants devant les écrans (contre 34 % des parents français)²⁴.

Interrogés sur la pénibilité de leur confinement, les jeunes de 18 à 30 ans lui attribuaient donc une note moyenne de 5,6/10, soit un peu plus élevée que celle de 4,8/10 attribuée en moyenne par les personnes âgées de plus de 30 ans et similaire à celle de 5,5/10 donnée par les répondants de 15 à 17 ans, la note de zéro correspondant à une pénibilité nulle du confinement et la note de dix à une très forte pénibilité²⁵.

Les jeunes de 18 à 30 ans estiment plus souvent avoir été infectés par le coronavirus : 17 % indiquent en avoir eu les symptômes ou avoir été formellement diagnostiqués (+ 8 points par rapport aux plus de 30 ans) et 11 % avoir été en contact avec une personne infectée (+ 7 points) tandis que 70 % ne pensaient pas avoir été en contact avec le virus (-15 points)²⁶. En outre, 14 % des jeunes (+ 10 points) déclaraient avoir été confinés avec une personne infectée²⁷. Les jeunes sont particulièrement vigilants à l'égard de leur santé. Ils estiment moins souvent que les plus de 30 ans (75 % contre 82 %) être en bonne santé par rapport aux personnes de leur âge alors même qu'ils sont moins nombreux (18 % contre 32 % des répondants âgés de plus de 30 ans) à faire état d'une maladie chronique ou d'un handicap. Cette tendance est antérieure à la crise du coronavirus et s'explique pour partie par l'importance prise par les injonctions sanitaires au cours des dernières décennies et par la place de l'image de soi primordiale au sein des réseaux sociaux²⁸.

De manière générale, la jeunesse indique plus souvent souffrir de manifestations physiques d'anxiété (nervosité, migraine, dépression...). Le confinement a paradoxalement réduit ces manifestations pour les jeunes comme pour la population française en général. En janvier 2020, à l'exception des maux de dos les affectant autant qu'en moyenne, les 18-30 ans indiquaient davantage avoir connu des épisodes migraineux (54 %, + 18 points), nerveux (42 %, + 10 points) voire dépressifs (25 %, + 8 points) que leurs concitoyens plus âgés. En avril 2020, les jeunes restent plus nombreux que leurs aînés à faire état d'un certain nombre de troubles : des maux de tête (43 %, + 18 points), de la nervosité (32 %, + 9 points) ou un état dépressif (20 %, + 9 points par rapport aux personnes âgées de plus de 30 ans) (Graphique 19).

²³ *Ibid.*

²⁴ IFOP pour CONSOLAB, « *Ma casa va craquer ?* », *op. cit.*

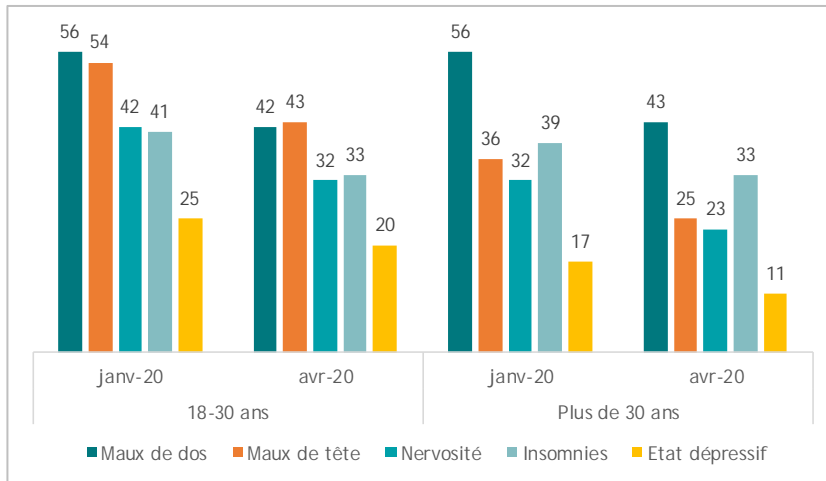
²⁵ CREDOC pour CEPREMAP, *op. cit.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ RSPH, *Status of Mind. Social Media and Young People's Mental Health and Wellbeing*, Royal Society for Public Health, 2017 ; TIGGERMAN Marika, SLATER Amy, « The internet and body image concerns in preteenage girls », *The Journal of Early Adolescents*, vol. 34, n° 5, 2013.

GRAPHIQUE 19. EN DEHORS DES LONGUES MALADIES OU INFIRMITÉS, LES GENS SOUFFRENT DE TEMPS EN TEMPS D'AFFECTIONS COURANTES. AVEZ-VOUS SOUFFERT AU COURS DES QUATRE DERNIÈRES SEMAINES DE... ? (EN %)

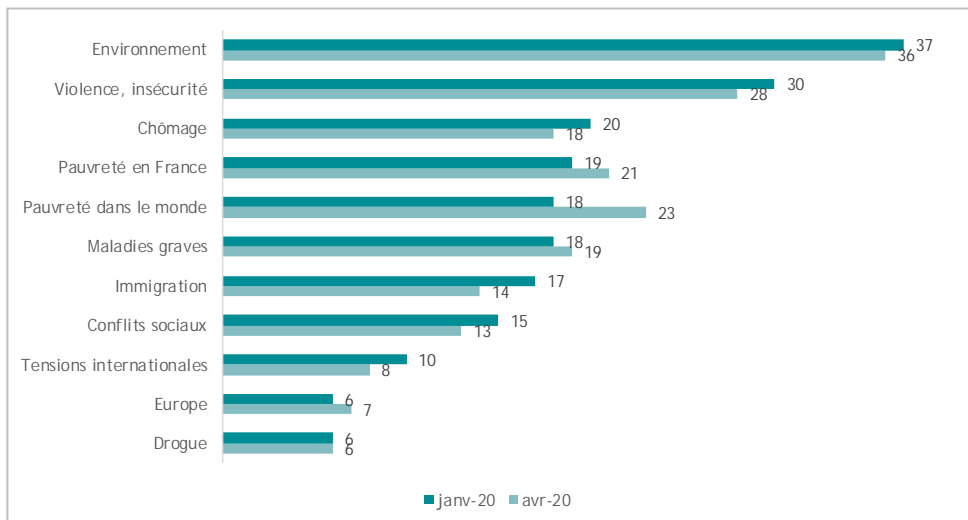


Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Même les années où elle se déclare plus heureuse, la jeunesse manifeste une certaine vigilance à l'égard d'un grand nombre de problématiques sociétales²⁹. Les jeunes, y compris les plus joyeux, sont emplis d'inquiétudes à l'égard du monde et s'avèrent notamment plus préoccupés par les risques environnementaux ou la pauvreté dans le monde. À l'exception des préoccupations en matière de pauvreté dans le monde, qui gagne en ampleur, le confinement ne bouleverse pas l'ordre d'importance de ces préoccupations dans l'esprit des jeunes (Graphique 20).

GRAPHIQUE 20. PARMI LES SUJETS SUIVANTS, QUELS SONT LES DEUX QUI VOUS PRÉOCCUPENT LE PLUS ? CUMUL DES DEUX RÉPONSES (EN %)



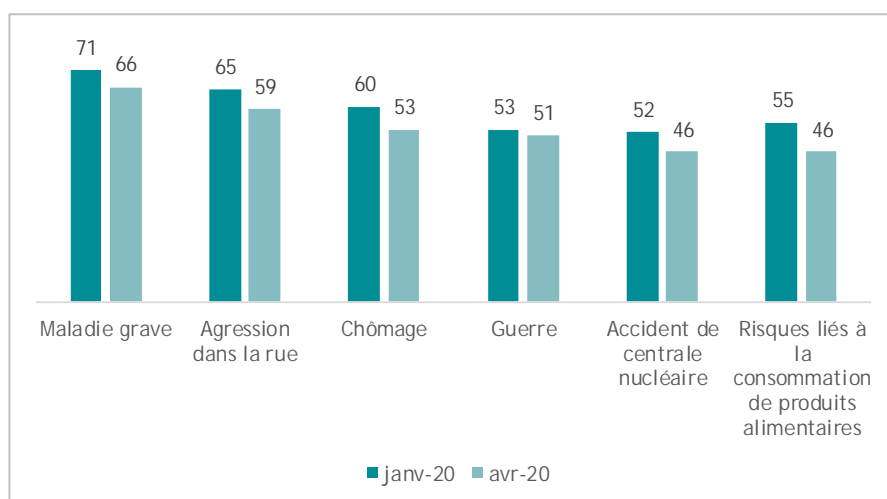
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 15 ans et plus.

²⁹ GALLAND Olivier, « Les jeunes et la société : des visions contrastées de l'avenir », *op. cit.*, p. 47.

Toutefois, le confinement et la crise sanitaire mondiale ont eu pour conséquences une prise de conscience de la chance et de la satisfaction à l'égard de sa propre vie. L'inquiétude ressentie pour ses proches ou pour soi-même a ainsi décliné lors du confinement, y compris concernant les maladies graves, même si les jeunes demeurent plus inquiets que leurs aînés sur ces sujets (Graphique 21).

GRAPHIQUE 21. ÉVOLUTION DES MOTIFS D'INQUIÉTUDE DE LA JEUNESSE POUR SOI-MÊME ET POUR SES PROCHES AVANT ET PENDANT LE CONFINEMENT ? (EN %)

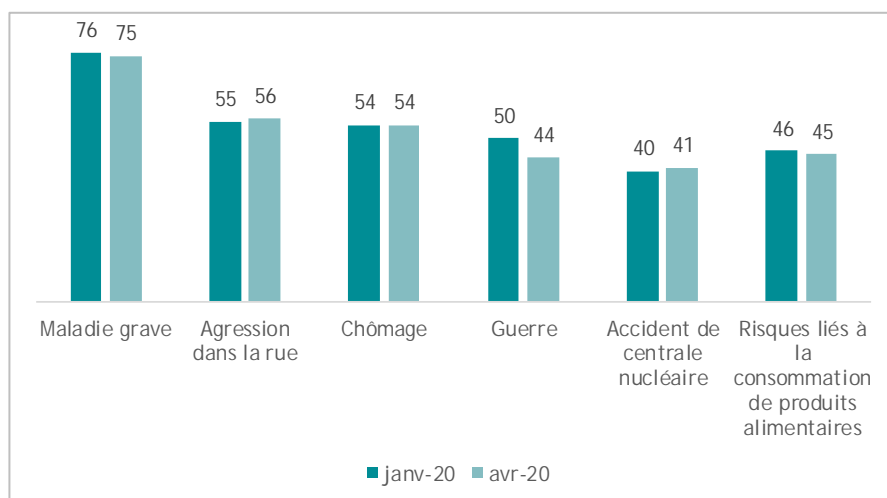


Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.

Champ : personnes âgées de 18 à 30 ans.

La jeunesse se démarque ici de la population plus âgée, dont les inquiétudes sur ces sujets baissent peu durant la même période à l'exception de celles liées à un risque de guerre (- 6 points) (Graphique 22).

GRAPHIQUE 22. ÉVOLUTION DES MOTIFS D'INQUIÉTUDE DES RÉPONDANTS ÂGÉS DE PLUS DE 30 ANS, POUR EUX-MÊMES ET POUR LEURS PROCHES AVANT ET PENDANT LE CONFINEMENT ? (EN %)



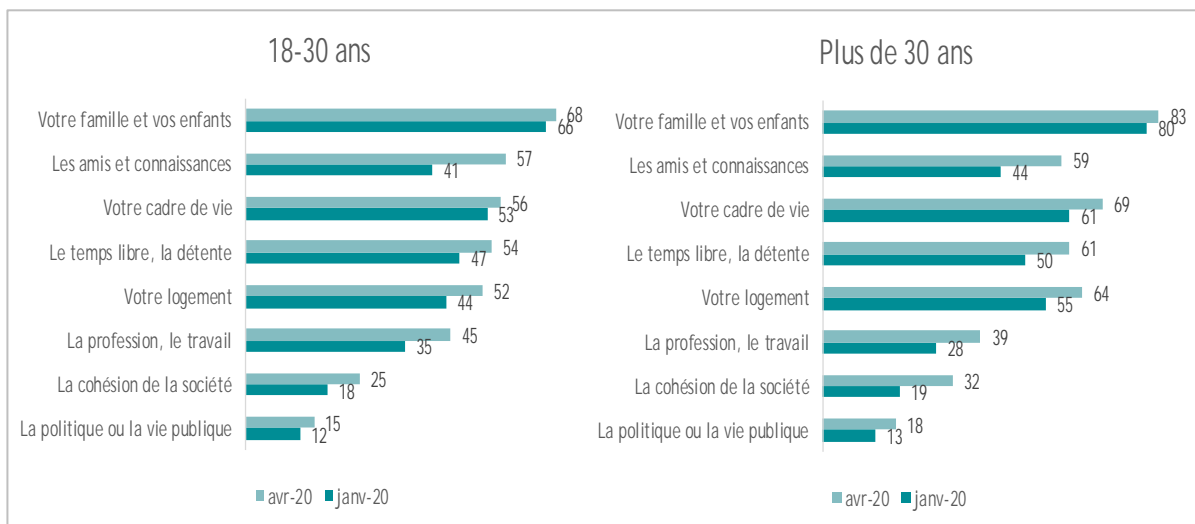
Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de plus de 30 ans.

Cette période a également été propice au réexamen de l'importance prise par différents domaines dans sa vie. Ainsi, les amis, les connaissances (+ 16 points), la carrière professionnelle (+ 10 points), le temps

libre (+ 7 points) ou encore le logement (+ 8 points) ont vu leur importance revue à la hausse par les jeunes. Ce phénomène s'observe également auprès des plus âgés (Graphique 23).

GRAPHIQUE 23. POUR CHACUN DES DOMAINES DE LA VIE SUIVANTS, POUVEZ-VOUS ATTRIBUER UNE NOTE DE 1 À 7 SELON L'IMPORTANCE QUE VOUS LUI ACCORDEZ ? – CUMUL DES NOTES 6 ET 7 (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

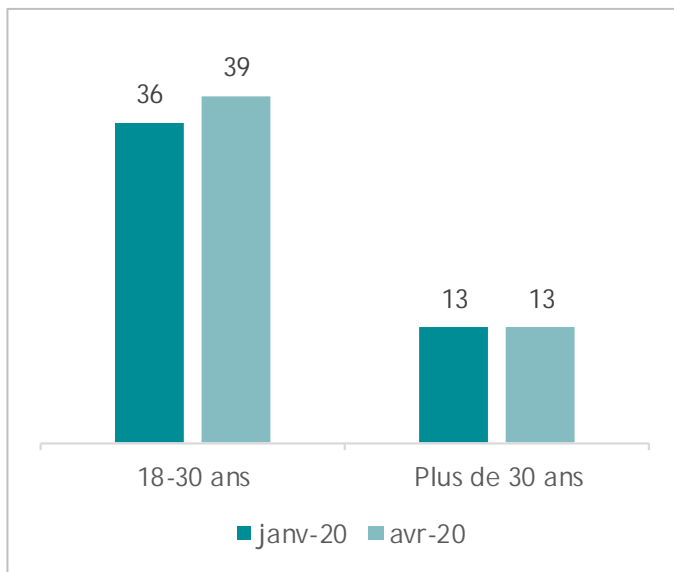
Elle a également conduit à une relecture du passé sous un jour plus lumineux : les Français estiment plus souvent qu'avant le confinement que leur niveau de vie personnel s'est amélioré au cours de la dernière décennie (de 23 % à 34 %, + 11 points). En leur sein, les jeunes adoptent un positionnement similaire, passant de 41 % de sentiment d'amélioration à 48 % (soit + 7 points en l'espace de trois mois).

Si le confinement a permis à la population, et particulièrement aux jeunes, de relativiser leurs inquiétudes actuelles et d'accorder plus d'importance à certains aspects de leur vie, il a surtout nourri l'angoisse à l'égard du « monde d'après ».

Durant le confinement, 60 % des jeunes de 18 à 30 ans demeurent très confiants (10 %) ou assez confiants (50 %) en leur avenir, soit bien plus que les plus de 30 ans (42 %, dont 4 % de très confiants)³⁰. Les jeunes sont même un peu plus nombreux à estimer que leurs propres conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (+ 3 points) tandis que l'opinion des plus âgés reste stable à un niveau bien plus bas (13 %) [Graphique 24].

³⁰ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, janvier et avril 2020.

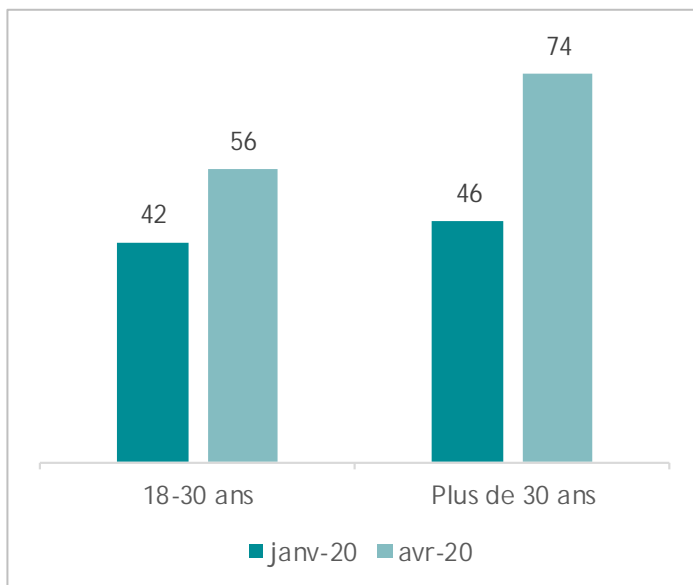
GRAPHIQUE 24. PENSEZ-VOUS QUE VOS CONDITIONS DE VIE VONT S'AMÉLIORER OU SE DÉTÉRIORER AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES ? – CUMUL « BEAUCOUP » ET « UN PEU » (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.
 Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Bien que les jeunes anticipent davantage en avril qu'en janvier une augmentation durable du nombre de chômeurs (+ 14 points entre janvier et avril 2020), le bouleversement est moindre que celui à l'œuvre au sein de la population plus âgée (+ 28 points sur la période) (Graphique 25).

GRAPHIQUE 25. À VOTRE AVIS, LE NOMBRE DE CHOMEURS VA-T-IL AUGMENTER DURABLEMENT ? (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, avril 2020.
 Champ : Ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

Cette attitude encore positive pourrait masquer une forme de sidération de la jeunesse, qui ne réalise pas dans un premier temps que des problèmes pourraient la toucher de manière personnelle et durable alors même que 39 % des 18-24 ans avaient déjà constaté une perte de revenus durant le confinement³¹.

L'optimisme des jeunes a pour partie résisté à la période du confinement, qui a même fait reculer certaines de leurs inquiétudes en leur accordant la possibilité de se recentrer sur les domaines essentiels à leur vie. Il est cependant à craindre que cette vague de positivité ne soit balayée par les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire et que les angoisses des jeunes ne reviennent en force, une fois les difficultés réalisées.

³¹ PIETRALUNGA Cédric, LEMARIE Alexandre, ZAPPI Sylvia, CARRIAT Julie, « "Il faut des mesures d'urgence" : les responsables politiques redoutent une révolte de la jeunesse », *Le Monde*, 13 juin 2020. ; LAMBERT Anne *et al.*, *op. cit.*

III. L'engagement des jeunes se renforce : un mouvement potentiellement accentué par la crise du COVID-19

Portés par un état d'esprit plus positif, avant le confinement, et une conscience environnementale en plein essor, la participation associative et l'engagement bénévole des jeunes poursuivent leur progression pour la troisième année consécutive. L'enthousiasme pour l'engagement bénévole ne s'émousse pas : d'année en année, les catégories de jeunes identifiées comme les mieux disposées à s'engager prennent de plus en plus souvent la décision d'agir. De plus, les jeunes déjà bénévoles font montre d'une volonté d'engagement accrue, d'autant plus intense qu'ils sont déjà engagés dans de nombreux domaines. Le domaine de l'environnement profite en premier lieu de cette montée du bénévolat et reste un moteur fort d'engagement, notamment pour les jeunes non-bénévoles. Il est aussi un levier d'engagement supplémentaire pour les jeunes déjà bénévoles.

En période de tensions, l'engagement bénévole est particulièrement valorisé par la population. En avril 2020, en pleine période de confinement, plus d'un jeune sur dix (12 %) estimait que l'engagement de certains citoyens dans des associations était l'élément qui contribuait le plus à renforcer la cohésion sociale¹ (au sein d'une liste incluant l'école, la protection sociale, les services publics ou encore l'entraide familiale). Le manque de temps et le manque d'occasions sont en temps normal les deux principaux freins à l'engagement, mais se sont en partie levés durant le confinement, notamment grâce à la création de plateformes en ligne. Si la participation associative a résisté à la période de confinement, l'action bénévole des jeunes a dû se recomposer pour faire face aux impératifs de la distanciation sociale et s'adapter aux nouveaux besoins de la population. Elle est devenue plus épisodique, malgré des opportunités plus nombreuses.

Les jeunes ne s'estimant pas prêts à être bénévoles ne sont pas nécessairement réfractaires à un engagement. Peu le jugent inutile. Ces jeunes manifestent surtout le besoin d'être aidés eux-mêmes, leur impression de ne pas avoir les compétences requises ou de vivre dans un monde où règne le « chacun pour soi » les freinant dans leur participation bénévole. On retrouve parmi les jeunes ne souhaitant pas être bénévoles, les jeunes les moins qualifiés et les moins insérés, de même que ceux partageant plus souvent l'impression que leur voix n'est pas entendue et que leur avenir s'annonce sombre. Pourtant, la crise liée au coronavirus a montré que ces jeunes en situation défavorisée étaient également prêts à s'engager pour des causes ou, sans doute plus encore, pour leur prochain, et ce sans nécessairement passer par l'intermédiaire de structures existantes (cf. III.2, p. 38).

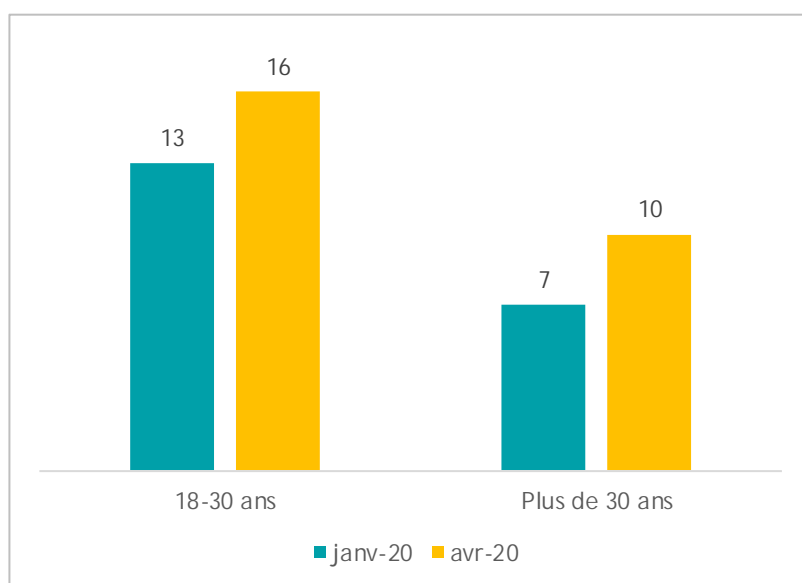
Plusieurs signes convergent vers un vaste élan de solidarité dans l'ensemble de la population durant le confinement : le volume des inscriptions sur la plateforme jeveuxaider.gouv.fr, la multiplication des initiatives individuelles et collectives d'aide, d'entraide entre voisins ou pour fabriquer des masques et blouses, les témoignages dans la presse laissant supposer une hausse du bénévolat associatif. Autre exemple de ce mouvement : l'appel aux dons de la Fondation de France, de l'APHP et de l'Institut Pasteur a permis de collecter plus de 20 millions d'euros fin avril 2020. 31 % des jeunes de 18 à 30 ans indiquent

¹ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, avril 2020.

avoir bel et bien participé à au moins une action civique allant des dons (13 %) à la couture de masques ou surblouses (3 %) en passant par le soutien téléphonique à des personnes isolées (10 %)².

La crise du coronavirus a amené les Français, et plus encore les jeunes, à accorder une plus grande confiance aux associations. Ces institutions disposaient déjà, en janvier 2020, d'une grande popularité auprès des Français : 67 % de l'ensemble des Français comme des répondants âgés de plus de 30 ans leur faisant confiance. Ils étaient 72 % en avril 2020, en moyenne comme pour les plus de 30 ans, soit une augmentation de 5 points de pourcentage en l'espace de quelques mois. La jeunesse s'illustre à ce titre par l'intensité de la confiance témoignée à ce type d'institutions : 13 % leur accordaient une « très » grande confiance en janvier, contre 8 % de l'ensemble des Français (+ 5 points). Cette singularité s'est maintenue durant la crise avec 16 % des 18-30 ans « très confiants » contre 10 % des plus de 30 ans (Graphique 26).

GRAPHIQUE 26. GLOBALEMENT, AVEZ-VOUS TRÈS CONFIANCE, PLUTÔT CONFIANCE, PLUTÔT PAS CONFIANCE OU PAS DU TOUT CONFIANCE DANS LES ACTEURS SUIVANTS ? – « TRÈS CONFIANCE » DANS LES ASSOCIATIONS (EN %)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020 et avril 2020.
Champ : Ensemble de la population résidant en France âgée de 18 ans et plus.

Au-delà même de l'engagement bénévole durant le confinement, le simple respect de ses règles par les jeunes est révélateur d'une volonté de solidarité. Les sondages #MoiJeuneConfiné d'OpinionWay ont montré que les jeunes avaient à cœur de protéger leur propre santé comme celle des plus faibles ou des plus âgés³.

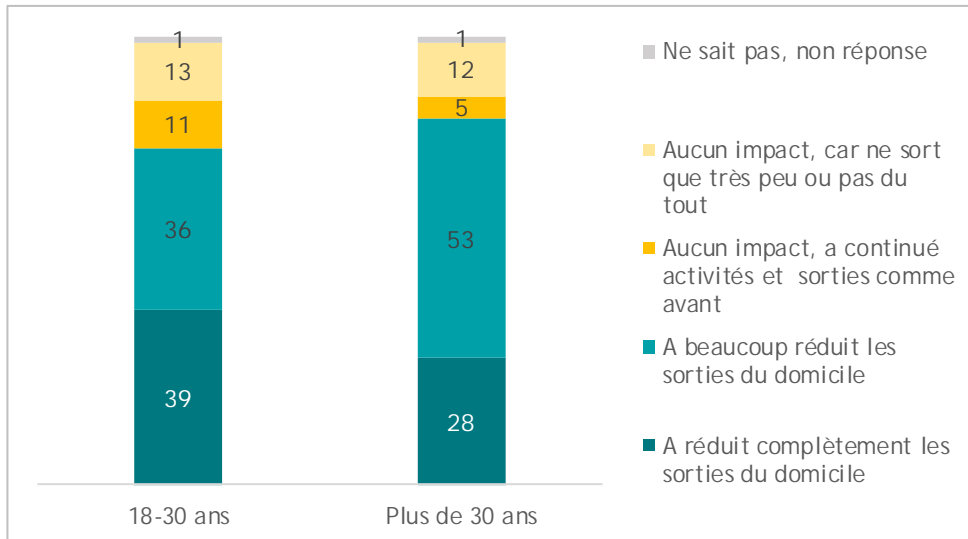
Selon l'édition flash de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », une fraction de la jeunesse n'a pas autant respecté le confinement que ses aînés : 11 % ont ainsi continué leurs sorties et activités sans changement, contre 6 % de l'ensemble des Français. Cependant, une large part des jeunes a bien respecté le confinement, et ce de manière plutôt assidue. 39 % des jeunes de 18 à 30 ans ont ainsi

² OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 3, avril 2020.

³ *Idem*, vague 4, avril 2020.

complètement réduit leurs sorties hors de leur domicile pendant le confinement (+ 11 points par rapport aux personnes âgées de plus de 30 ans) (Graphique 27).

GRAPHIQUE 27. QUEL IMPACT A CETTE PÉRIODE DE CONFINEMENT SUR VOS SORTIES ET VOS DÉPLACEMENTS ? (EN %)



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population résidant en France âgée de 18 ans et plus.

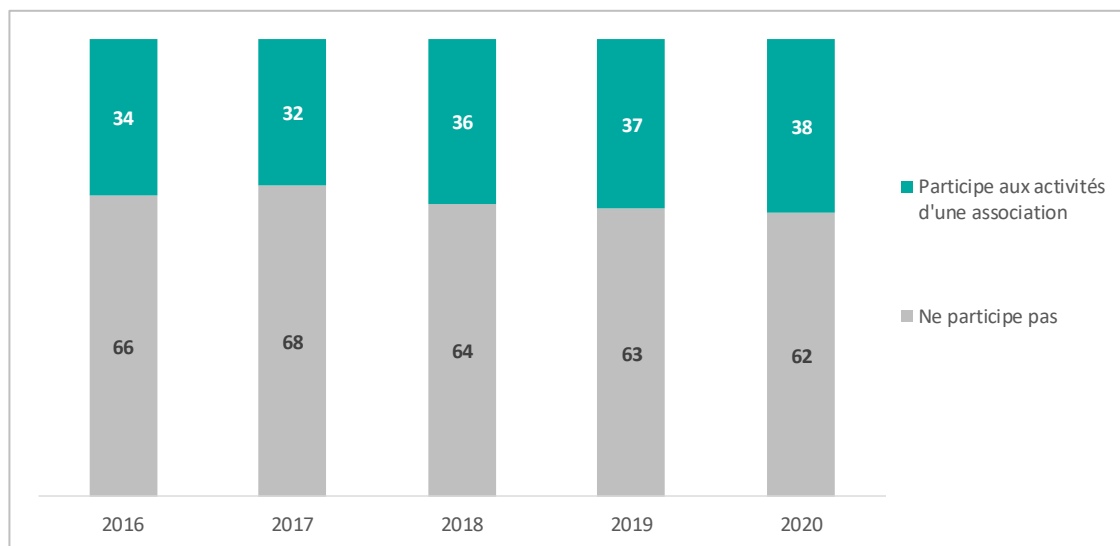
Le respect des règles du confinement par la jeunesse est ainsi révélateur de la tendance altruiste les animant : malgré leur plus faible risque d'attraper une forme grave du virus et les nombreuses conséquences économiques auxquelles le confinement les expose, les jeunes ont privilégié la solidarité avec les plus âgés et, plus généralement, le reste de la population. En avril 2020, 67 % des jeunes n'étaient pas prêts à enfreindre les règles de confinement, y compris pour préserver leur santé physique et/ou mentale⁴. Il est en outre révélateur que le non-respect des règles sanitaires après le confinement par une fraction de la jeunesse se soit effectué dans le contexte de défense d'une cause. Ainsi, malgré l'interdiction de manifester, des jeunes, souvent primo-manifestants, ont apporté leur soutien à la lutte contre le racisme et les discriminations⁵, à la suite de la mort de Georges Floyd lors d'un contrôle de police.

⁴ *Idem*, vague 2, avril 2020.

⁵ COLLECTIF, « ' Rester silencieux fait partie du problème' : des milliers de manifestants en France contre les violences policières », *Le Monde*, 7 juin 2020.

1. La participation associative des jeunes continue sa progression

GRAPHIQUE 28. FAITES-VOUS PARTIE, OU PARTICIPEZ-VOUS AUX ACTIVITÉS D'UNE ASSOCIATION (SPORTIVE, CULTURELLE, DE LOISIR, DE JEUNES, HUMANITAIRE, POLITIQUE...) ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

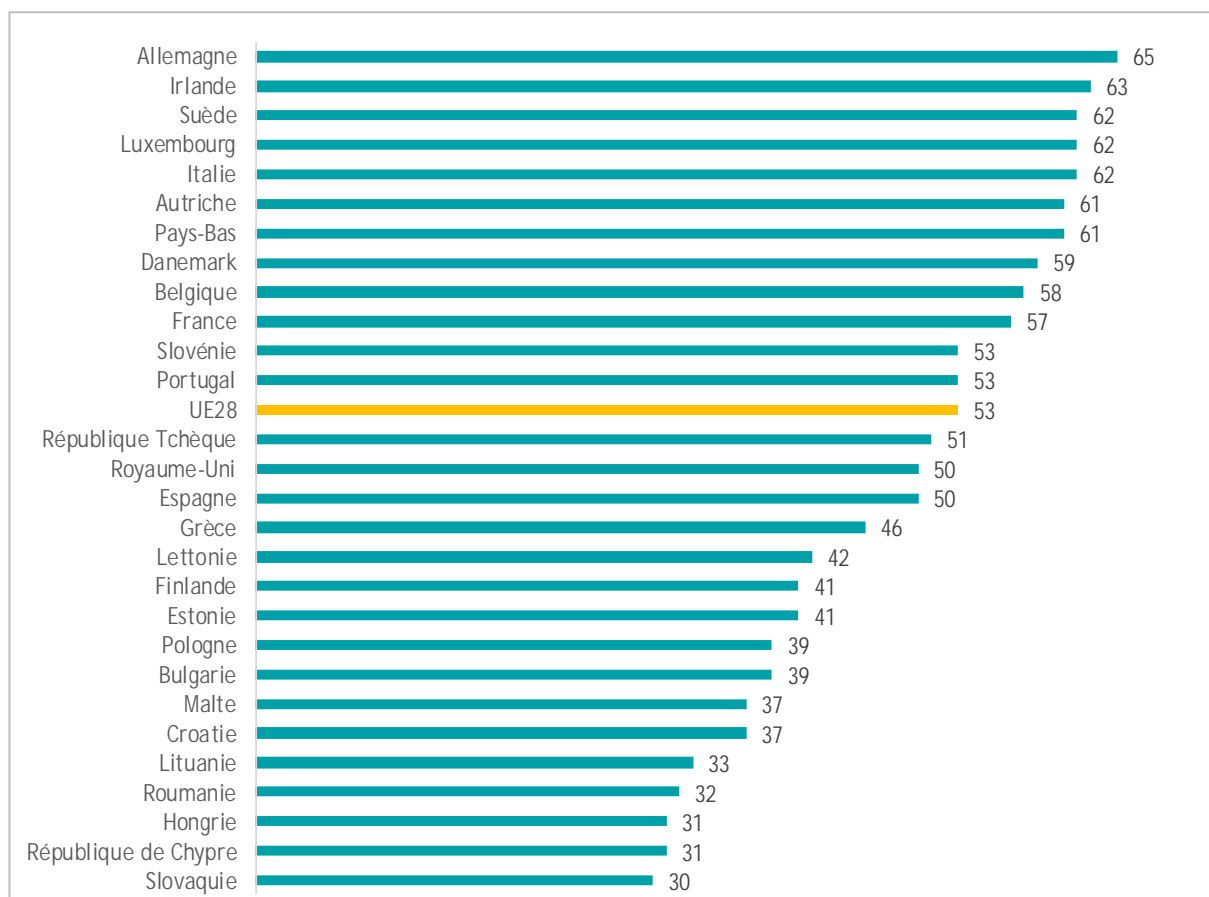
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La participation associative des jeunes est en hausse pour la troisième année consécutive. En 2020, 38 % des jeunes âgés de 18 à 30 ans indiquent ainsi faire partie ou participer aux activités d'une association (Graphique 28).

29 % des jeunes interrogés dans le cadre de l'édition spéciale d'avril 2020 de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC déclaraient même appartenir à deux associations ou plus (contre 22 % des Français plus âgés). En 2018, 57 % des jeunes Français âgés de 15 à 30 ans déclaraient faire partie d'au moins une association parmi les huit proposés dans le cadre de l'Eurobaromètre flash n° 455 sur la jeunesse européenne. La prise en compte des 15-17 ans pourrait expliquer une partie de l'écart observé avec les données du baromètre sur la jeunesse, l'engagement associatif des adolescents diffère sensiblement de celui des jeunes adultes, en particulier en raison du plus grand nombre de contraintes temporelles (études, emploi, recherche d'emploi, famille) pesant sur ces derniers⁶. Au sein de l'Union européenne, les jeunes Français s'illustrent par une participation associative importante, de 4 points supérieure à celle observée parmi l'ensemble des jeunes Européens de 15 à 30 ans. La France se classe ainsi au 10^e rang des pays européens en termes d'engagement associatif des jeunes, derrière d'autres pays de l'Europe occidentale comme l'Allemagne, l'Irlande ou le Luxembourg (Graphique 29).

⁶ CORTESSIS Sandrine, WEBER GUISSAN Saskia, TSANDEW Evelyn, *Le bénévolat des jeunes : une forme alternative d'éducation*, Seismo, 2019.

GRAPHIQUE 29. AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS PARTICIPÉ AUX ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS SUIVANTES (SPORTIVE, DE LOISIR, DE JEUNES, CULTURELLE, POLITIQUE, CIVIQUE, ENVIRONNEMENTALE, HUMANITAIRE...) ? – AU MOINS UN TYPE D'ACTIVITÉ (EN %)



Source : Eurobaromètre, « European Youth », EB flash, n° 455, septembre 2017.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 15 à 30 ans résidant en Union européenne (28 pays).

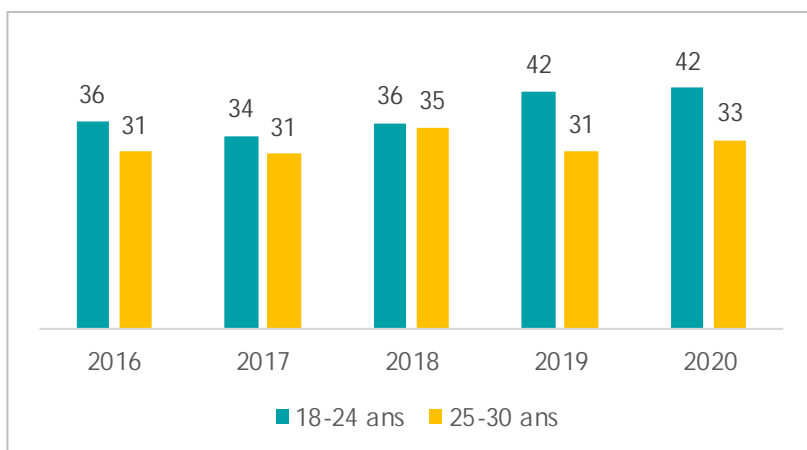
En 2020, en France, le portrait du jeune adhérent à une association reste similaire à celui des années passées. Les jeunes hommes sont davantage concernés (+ 7 points par rapport à la moyenne en 2020), de même que les diplômés de niveau baccalauréat ou supérieur (+ 6 points), les étudiants (+ 7 points), les jeunes dont les revenus mensuels du foyer excèdent les 2 200 euros par mois (+ 5 points), les jeunes dont le foyer est propriétaire ou accédant à la propriété (+ 8 points). Les jeunes qui portent un regard positif sur leur vie (+ 6 points) et leur avenir (+ 5 points) et estimant que leur avis compte (+ 12 points) sont aussi plus fréquemment membres d'une association, en 2016, 2017, 2018, 2019 comme en 2020.

Les éditions précédentes du baromètre DJEPVA sur la jeunesse explorent plus avant ces distinctions sociodémographiques, en particulier celles ayant trait aux différences selon le sexe. On notera à ce propos que les écarts entre hommes et femmes sont en voie d'accentuation : si la participation associative des hommes était supérieure de 10 points à celle des femmes en 2016, elle est en 2020 supérieure de 14 points.

Autre différence notable sur la période, la participation associative des 25-30 ans qui avait rattrapé le niveau de celle des 18-24 ans en 2018 progresse de nouveau moins rapidement depuis 2019. Elle ne

rattrape pas son écart avec celle de ses cadets en 2020, alors même que cette dernière stagne à 42 % (Graphique 30).

GRAPHIQUE 30. ÉVOLUTION DES ÉCARTS DANS LA PARTICIPATION ASSOCIATIVE SELON L'ÂGE (EN %)

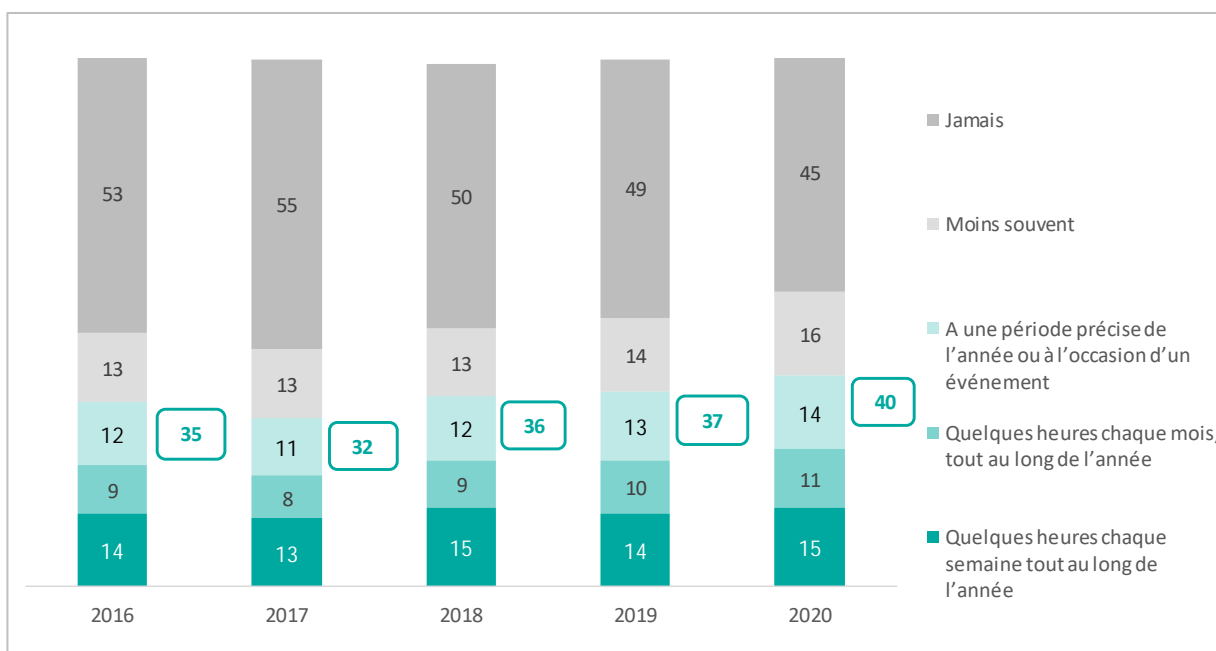


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Signe de la résilience de la participation associative de la jeunesse, les jeunes interrogés lors du confinement déclarent aussi souvent appartenir à une association que ceux interrogés juste avant.

2. La hausse de l'engagement bénévole se poursuit

GRAPHIQUE 31. À QUELLE FRÉQUENCE DONNEZ-VOUS BÉNÉVOLEMENT DE VOTRE TEMPS AU SEIN D'UNE ASSOCIATION OU D'UNE AUTRE ORGANISATION : PARTI POLITIQUE, SYNDICAT, ETC. ? (EN %)

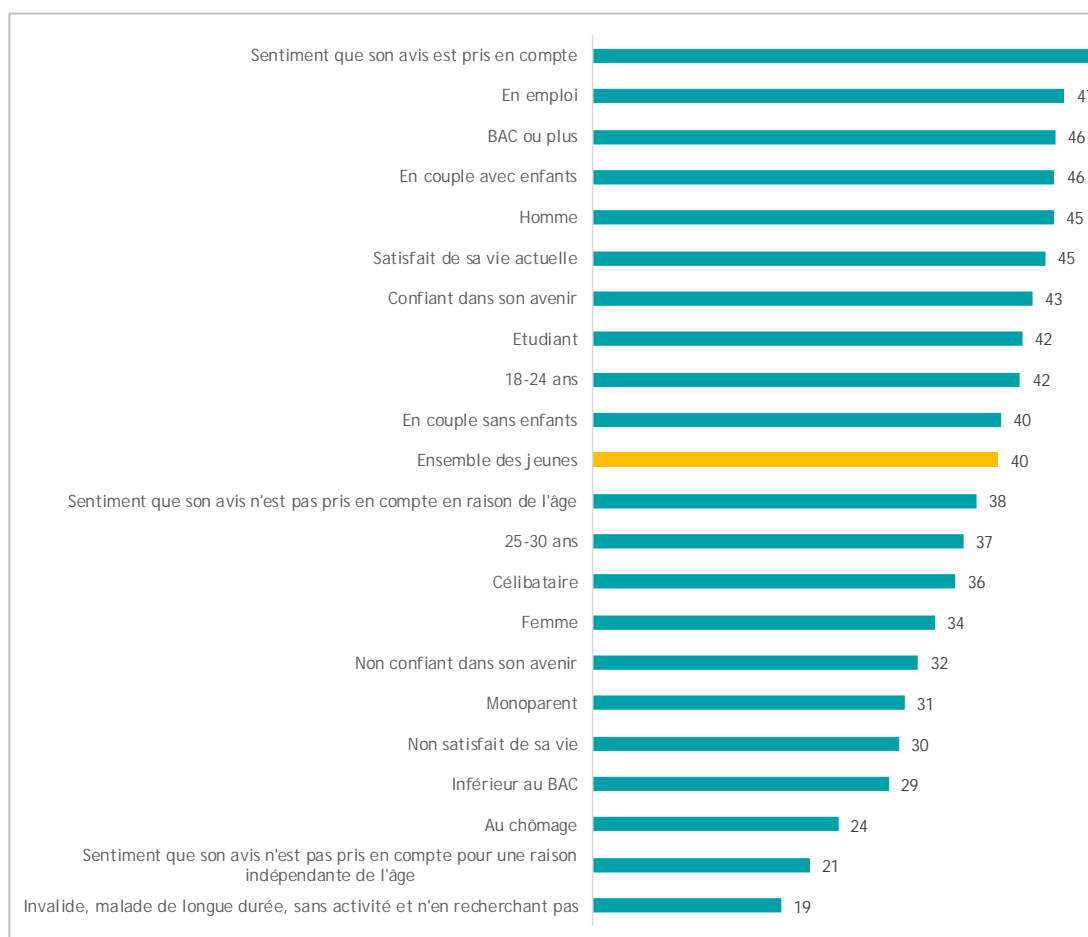


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

L'engagement bénévole des jeunes connaît une trajectoire similaire à leur participation associative. Elle est en effet en hausse depuis trois années consécutives. En 2020, deux jeunes sur cinq donnent de leur temps bénévolement quelques heures chaque semaine, quelques heures par mois ou à des périodes précises de l'année. 16 % ont une activité bénévole plus éphémère tandis que 45 % n'en ont jamais. Ainsi deux jeunes sur cinq (40 %) donnent bénévolement de leur temps à une période précise de l'année ou tout au long de l'année contre 35 % en 2016 (Graphique 31).

Les profils de jeunes bénévoles et de non-bénévoles restent similaires entre 2016 et 2020 : les hommes, les plus diplômés, les personnes en emploi, les couples avec enfants, les 18-24 ans, mais aussi les personnes heureuses de leur situation de vie, confiantes dans leur avenir et ayant le sentiment que leur avis est pris en compte sont plus engagées (Graphique 32).

GRAPHIQUE 32. PROPORTION DE JEUNES BÉNÉVOLES SELON LE SEXE, L'ÂGE, LE NIVEAU DE DIPLOME, LE STATUT D'EMPLOI, LA SITUATION FAMILIALE ET LE REGARD SUR SA VIE (EN %)



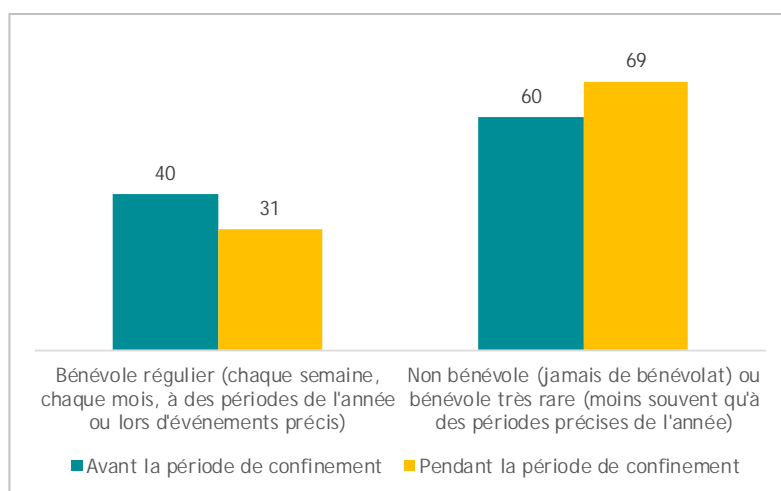
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes interrogés lors du confinement, peu diplômés, déclarent moins souvent (- 5 points) être bénévoles, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre étant donné la médiatisation de l'engagement bénévole au cours de cette période. Toutefois, une observation plus fine des données montre que la baisse du bénévolat parmi ces jeunes est en premier lieu imputable à une baisse du bénévolat régulier, sans doute encouragé par le confinement et l'impossibilité pour les jeunes les plus engagés de se livrer

à nombre de leurs activités habituelles, et notamment dans le sport ou dans la culture, deux grands domaines d'engagement des jeunes. La sociologue Édith Archambault note à cet égard que la pandémie a empêché un nombre conséquent de bénévoles sportifs et culturels de travailler, ce qui leur aurait permis de se consacrer à d'autres domaines⁷. Une partie de l'engagement régulier se reporte ainsi en temps de confinement sur une forme plus volatile, moins fréquente qu'un engagement à l'occasion d'un événement ou d'une période revenant annuelle. La hausse de cette forme de bénévolat ponctuel pourrait être en lien avec le contexte très exceptionnel de la pandémie (Graphique 33).

GRAPHIQUE 33. PART DE BÉNÉVOLES RÉGULIERS AU SEIN DE LA JEUNESSE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

L'enquête Yougov révèle que l'envie de s'engager était davantage présente auprès des jeunes : 18 % des « millenials » ayant entendu parler de la plateforme jeveuxaider.gouv.fr s'y étaient inscrits contre 10 % de l'ensemble des Français et 6 % des 55 ans et plus⁸. 7 % des jeunes, habituellement non-bénévoles, souhaitent conserver la nouvelle habitude qu'ils ont prise durant le confinement de s'engager pour une cause⁹.

Les jeunes de 18 à 30 ans déclarent d'ailleurs plus souvent que leurs aînés avoir donné du temps bénévolement dans un groupe ou une association pendant la période de confinement au sein de l'enquête flash Conditions de vie et aspirations du CREDOC : 22 % des jeunes l'avaient fait contre 7 % des répondants âgés de plus de 30 ans en moyenne. Ils ont également plus souvent rendu service à des personnes fragiles ou au personnel soignant (22 % contre 17 % pour les plus de 30 ans). 27 % des 18-30 ans déclarent en outre avoir continué, durant le confinement, à apporter comme d'habitude une aide régulière à une ou plusieurs personnes pour accomplir certaines tâches de la vie quotidienne (faire les courses, préparer les repas, faire la toilette, etc.) en raison d'un problème de santé, de l'avancée en âge ou d'un handicap. Ils sont à cet égard proches des pratiques des plus âgés (25 %).

⁷ POYET Stanislas, ARCHAMBAULT Édith, « Coronavirus : les jeunes s'engagent parce qu'ils ont un fort besoin de sens », in *Le Figaro*, 16 avril 2020.

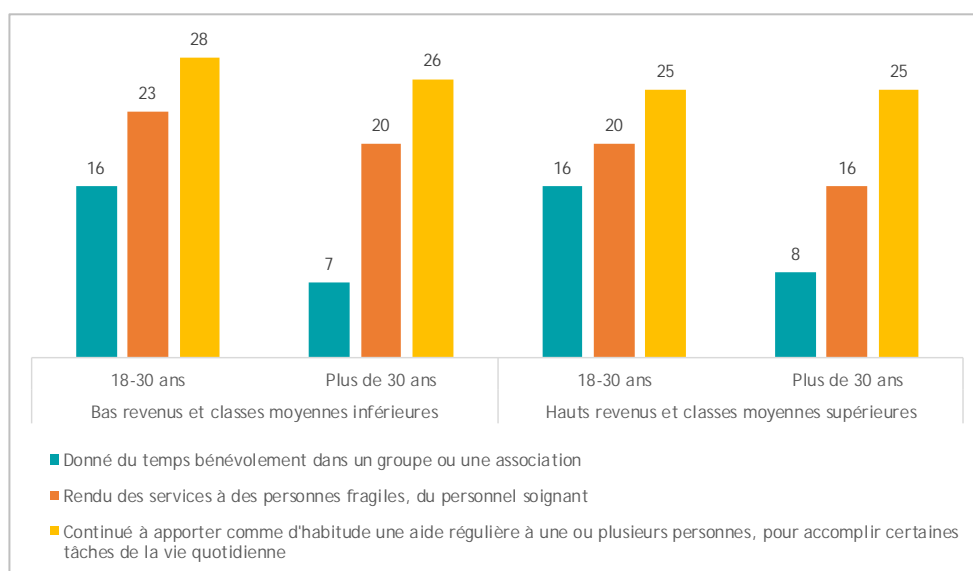
⁸ YUOGOV pour le HUFF POST, Étude spéciale COVID-19, 2020.

⁹ OPINIONWAY pour HEYME et 20 Minutes, *Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? »*, vague 4, avril 2020.

Le contraste est d'autant plus saisissant si on compare l'engagement des jeunes avec celui des Français les plus âgés, souvent plus mobilisés dans l'aide aux plus démunis, mais aussi plus à risque face au coronavirus. Ces derniers se sont massivement désengagés au moment du confinement, certaines associations comme les Restos du cœur ayant perdu 70 % de leurs bénévoles habituels¹⁰. En avril 2020, seuls 7 % des Français âgés de 60 ans et plus ont donné de leurs temps bénévolement (- 15 points par rapport aux 18-30 ans), 14 % ont rendu des services à des personnes fragiles et du personnel soignant (- 8 points par rapport aux jeunes) et 24 % ayant aidé des personnes dans leur vie quotidienne (-3 points).

L'essor des pratiques de solidarité des jeunes ne concerne pas nécessairement les profils les plus insérés économiquement et, en général, plus fréquemment déjà bénévoles. L'édition flash de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC révèle que l'engagement bénévole durant la période de confinement a traversé le corps social et davantage mobilisé la jeunesse, quel que soit son niveau de ressources. Elle montre en outre que l'aide régulière à des personnes souffrant de problèmes de santé, d'un handicap ou de leur grand âge est plus fréquemment apportée par des personnes appartenant à des catégories de revenus moins élevés. 28 % des jeunes de 18 à 30 ans appartenant à la catégorie des bas revenus ou aux classes moyennes inférieures ont ainsi continué à apporter une telle aide à leurs proches durant le confinement (pour 26 % des personnes plus âgées à niveau de revenu égal), soit + 3 points par rapport aux jeunes également âgés de 18 à 30 ans, mais appartenant aux classes moyennes supérieures ou à la catégorie des hauts revenus. Les jeunes à faibles revenus ont de plus été plus nombreux à étendre cette solidarité informelle à d'autres personnes fragiles et à du personnel soignant : 23 % d'entre eux l'ont fait (contre 20 % de la population âgée de plus de 30 ans à même niveau de revenus) ; 20 % des jeunes plus aisés ayant fait de même (contre 16 % de la population âgée de plus de 30 ans à même niveau de revenus) (Graphique 34).

GRAPHIQUE 34. PART DE BÉNÉVOLES RÉGULIERS ET D'AIDANTS AU SEIN DE LA POPULATION SELON L'ÂGE (EN %)



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population résidant en France âgée de 18 ans et plus.

¹⁰ BANCAUD Delphine, « Coronavirus : hausse des bénéficiaires, baisse du nombre de bénévoles. l'inquiétude des associations caritatives monte d'un cran », 20 Minutes, 15 mai 2020.

Ceci entre en résonance avec le ressenti des acteurs de terrain et les expériences partagées dans la presse¹¹. Cet engagement de la jeunesse à la faveur de la pandémie ne serait en outre pas spécifique à l'Hexagone, mais observé dans d'autres pays tout autour de la planète¹².

La question de la pérennité de cet engagement de la jeunesse pose question à l'heure où le déconfinement rime avec reprise des activités quotidiennes et où les plus âgés, formant traditionnellement la plus grande partie des bénévoles des associations d'aide aux plus démunis, sont toujours plus à risque d'être durement touchés par le virus. Pour certains responsables associatifs, elle suppose une meilleure adaptation aux emplois du temps des jeunes, moins disponibles en journée, mais plus réactifs le soir et le week-end¹³.

En effet, cet engagement bénévole des jeunes en période de confinement a sans doute été facilité par l'impossibilité de se rendre sur leur lieu d'étude ou de travail, mais aussi, pour certains, par un retour dans le foyer familial après avoir vécu dans un logement indépendant. En 2019, les jeunes vivant chez leurs parents après avoir déjà vécu dans un logement indépendant étaient davantage bénévoles (+ 5 points) que ceux n'ayant jamais quitté le domicile parental. En avril 2020, 10 % des 18-30 ans étaient ainsi confinés chez un membre de leur famille (contre 1 % des plus de 30 ans), 84 % d'entre eux étant restés dans leur domicile habituel (contre 97 % des personnes âgées de plus de 30 ans)¹⁴. Dans le même temps, 43 % des jeunes étaient confrontés à une période de chômage technique ou partiel (contre 34 % des plus âgés) et 18 % par le non-renouvellement ou la fin de leur contrat de travail (contre 5 % des plus âgés). 17 % (contre 6 %) ont été réquisitionnés pour travailler. Toutefois, 8 % (contre 2 % des plus âgés) avaient retrouvé du travail et 8 % (contre 2 %) avaient créé leur activité professionnelle durant cette période.

¹¹ VILAIN Olivier, *Les jeunes prêtent main forte*, Secours populaire, 22 avril 2020. ; Collectif, « Coronavirus : les jeunes des cités de Sartrouville viennent en aide au personnel hospitalier et aux femmes de ménage », *FranceInfo*, 25 mars 2020 ; REY-LEFEBVRE, Isabelle, « Coronavirus, les associations d'aide au plus démunis font appel aux jeunes », *Le Monde*, 18 mars 2020.

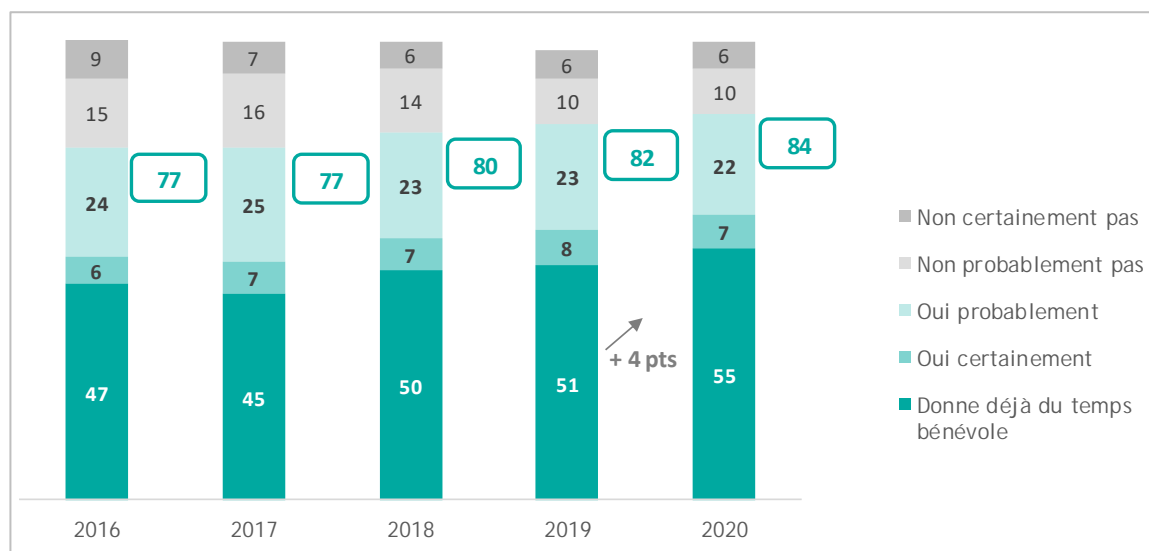
¹² COLLECTIF, « Génération Z : contre le coronavirus, créativité et engagement », *TV5MONDE*, 5 juin 2020 ; OXFAM FRANCE, *Jeunes et Covid-19 au Sahel : quand l'entraide devient virale*, 3 juin 2020.

¹³ BANCAUD Delphine, « Coronavirus : hausse des bénéficiaires, baisse du nombre de bénévoles, l'inquiétude des associations caritatives monte d'un cran », *op. cit.*

¹⁴ CREDOC, *Enquête Conditions de vie et aspirations*, édition flash, avril 2020.

3. Un enthousiasme de plus en plus marqué pour l'engagement bénévole

GRAPHIQUE 35. SERIEZ-VOUS PRÊT À DEVENIR BÉNÉVOLE POUR UNE CAUSE ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Entre 2019 et 2020, la proportion de jeunes bénévoles s'est accrue, témoignant d'un engouement de plus en plus important des jeunes pour cette forme de participation à la vie publique (Graphique 35). 55 % des jeunes indiquent être déjà bénévoles, dont 40 % de manière régulière (cf. III.2, p. 38).

Ce plus grand nombre de bénévoles s'est pour partie traduit par une baisse du nombre de jeunes disposés à être bénévole, suivant le principe des vases communicants. Il est en effet probable que les catégories de jeunes enclines à envisager l'activité bénévole en 2019 se soient bel et bien impliquées dans ce domaine en 2020, réduisant d'autant la « réserve » de jeunes toujours disposés à être bénévoles.

En 2020, les catégories de la jeunesse les plus susceptibles de vouloir donner de leur temps bénévolement sont :

- des femmes (+ 7 points),
- des jeunes dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat (+ 5 points),
- des jeunes au chômage (+ 10 points),
- des jeunes en situation d'invalidité, de longue maladie ou sans emploi et n'en cherchant pas (+ 6 points),
- des locataires du parc privé (+ 4 points).

Les jeunes peu enthousiastes à l'égard de leur situation de vie actuelle (+ 5 points), ceux animés de l'impression qu'on ne les écoute pas en raison de leur âge (+ 4 points) ou pour un autre motif (+ 3 points) manifestent également davantage leur désir de bénévolat.

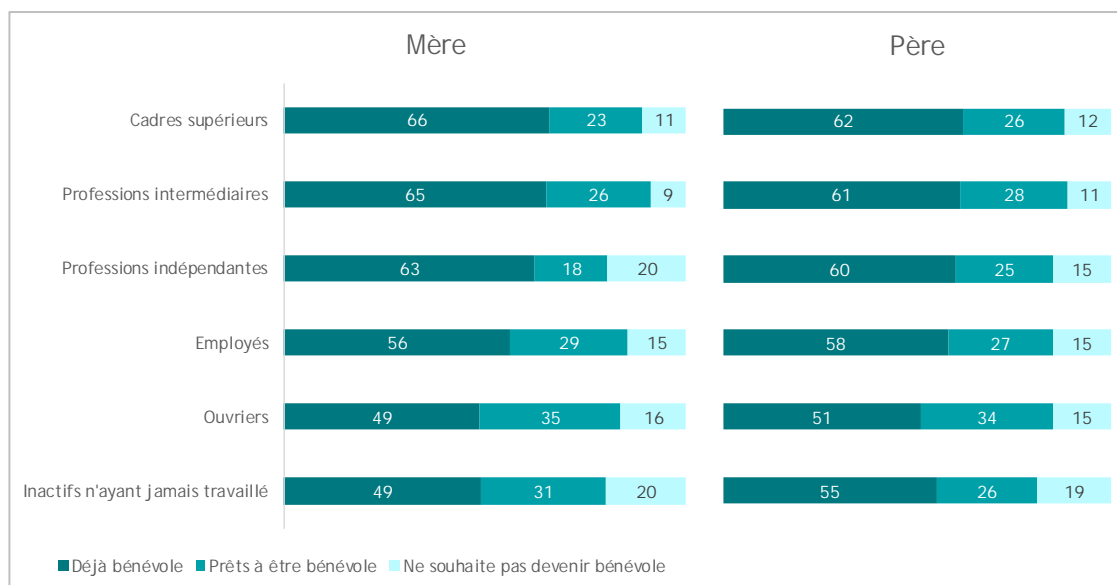
Ces catégories demeurent en grande partie similaires à celles déjà observées pour les aspirants bénévoles en 2016, bien que le niveau de diplôme et d'activité ait donné lieu à des écarts à la moyenne plus marqués, et que les différences en termes de ressources et de composition familiale aient perdu de leur importance.

Au cours de la période 2016-2020, le profil des jeunes ne souhaitant pas être bénévoles s'est chaque année dessiné avec plus de précision sous l'effet de l'engouement croissant pour le bénévolat : seuls les jeunes y étant particulièrement peu prêts apparaissent dès lors dans cette catégorie.

En 2016, seuls les jeunes inactifs (hors étudiants) se distinguaient par leur plus grande réticence à l'engagement bénévole. En 2020, les jeunes en longue maladie, invalidité ou sans activité et n'en recherchant pas sont toujours bien moins motivés (+ 11 points) par cette perspective. Ils côtoient toutefois les jeunes peu diplômés (+ 6 points), au chômage (+ 6 points), les jeunes ne souhaitant pas communiquer les ressources mensuelles de leur foyer ou en ignorant le montant (+ 10 points), les jeunes ne s'exprimant pas sur leurs restrictions budgétaires (+ 9 points), les célibataires (+ 3 points) et plus encore les jeunes à la tête d'une famille monoparentale (+ 10 points). Comme les jeunes aspirants bénévoles, les jeunes n'étant pas satisfaits de leur vie actuelle (+ 4 points) et estimant que leur avis est ignoré pour une autre raison que leur âge (+ 14 points) sont plus représentés dans cette catégorie. Toutefois, le regard porté sur l'avenir a ici une influence qu'elle n'a pas chez les jeunes intéressés par le bénévolat : les jeunes n'ayant pas confiance dans l'avenir sont plus souvent réticents à s'engager (+ 4 points).

Les questions ajoutées à l'édition 2020 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse au sujet de l'activité professionnelle des parents du répondant permettent de constater l'influence du milieu social d'origine et de la situation professionnelle des parents sur le rapport des jeunes au bénévolat. 66 % des jeunes dont la mère est cadre supérieure et 65 % de ceux dont la mère est membre d'une profession intermédiaire sont déjà bénévoles contre 56 % de ceux dont la mère est employée et 49 % de ceux dont la mère est ouvrière (Graphique 36).

GRAPHIQUE 36. POSITION DES JEUNES À L'ÉGARD DU BÉNÉVOLAT SELON LA CATÉGORIE PROFESSIONNELLE DE LEURS PARENTS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

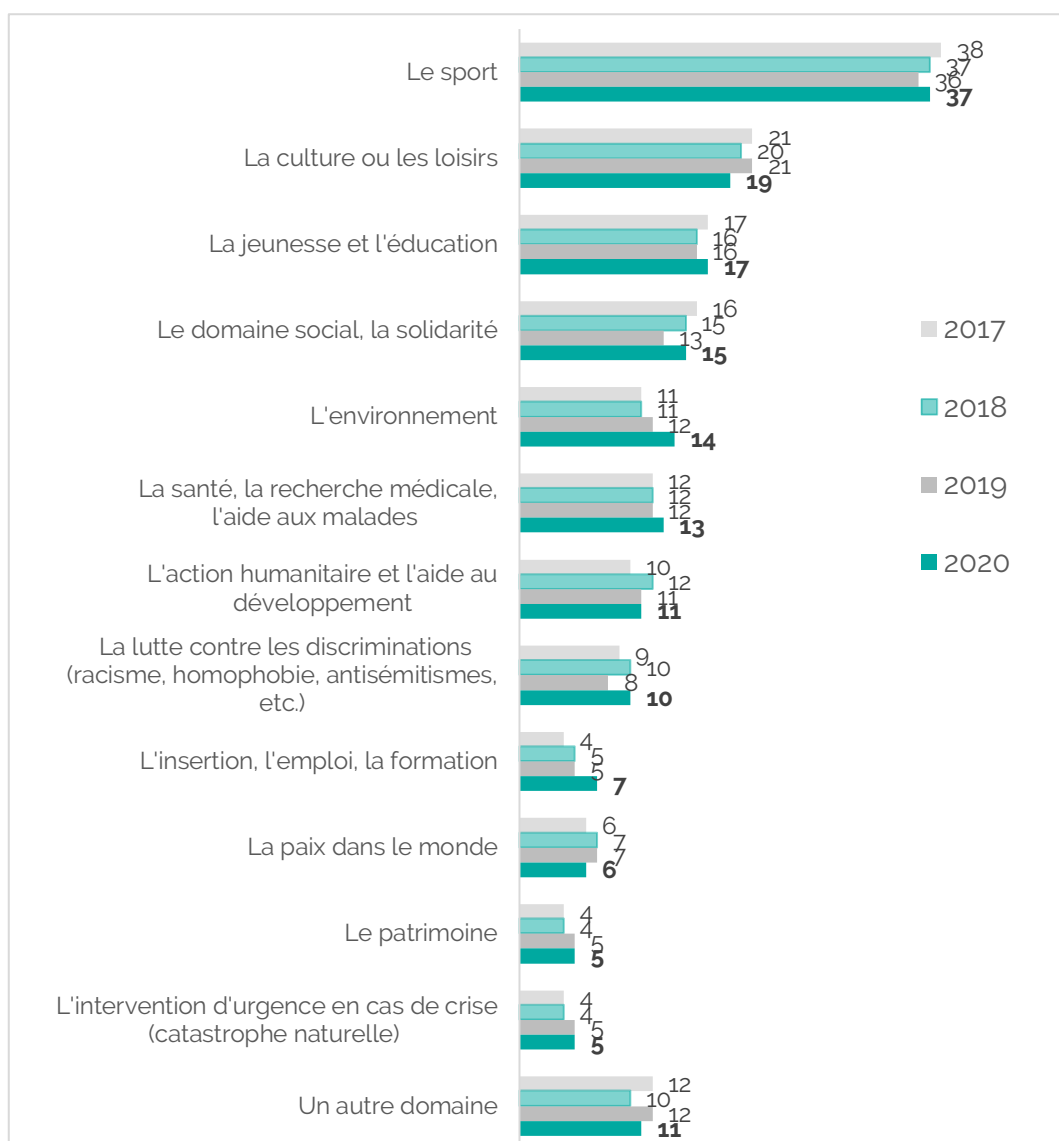
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : La catégorie des agriculteurs exploitants n'est pas représentée en raison d'effectifs trop faibles.

4. Avant la crise, un jeune bénévole sur sept est engagé dans le domaine de la santé

GRAPHIQUE 37. DANS QUEL(S) DOMAINE(S) DONNEZ-VOUS BÉNÉVOLEMENT DE VOTRE TEMPS AU SEIN D'UNE ASSOCIATION OU D'UNE AUTRE ORGANISATION ? (EN %)

Plusieurs réponses possibles (sauf pour « autre domaine »)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, et 2017.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

Les domaines d'engagement des jeunes bénévoles évoluent peu entre 2017 et 2020 (Graphique 37). Le sport (37 %) reste le secteur clé d'engagement, suivi de loin par la culture et les loisirs (19 %) et la jeunesse et l'éducation (17 %). Rappelons que l'engagement bénévole dans le domaine du sport ou de la culture et des loisirs ne se résume pas à « faire du sport » ou à consommer une offre culture ou de loisirs. Ainsi, le bénévole sportif, s'il cherche effectivement à satisfaire un intérêt personnel par son engagement, a également à cœur l'utilité sociale de son engagement : il s'agit tout à la fois d'acquérir des connaissances

personnelles, de développer son « employabilité » et de tisser des liens sociaux¹⁵. L'édition 2019 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse repérait par ailleurs que, tous domaines de bénévolat confondus, le fait de « se sentir utile » était le principal bénéfice perçu de l'engagement bénévole, suivi de l'apprentissage d'une meilleure communication avec autrui¹⁶.

En 2020, deux domaines d'actions semblent toutefois se distinguer par un plus grand enthousiasme des jeunes à leur égard :

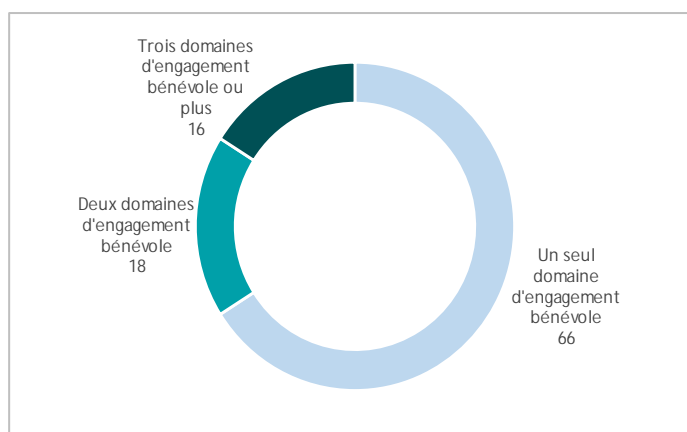
- l'environnement (+ 3 points entre 2017 et 2020),
- l'insertion, l'emploi et la formation (+ 3 points).

Les catégories de jeunes s'engageant dans les différents domaines varient légèrement par rapport à 2017, année de la première interrogation des répondants sur cette thématique, selon :

- le sexe : les femmes sont ainsi plus représentées dans les domaines du social, de la jeunesse et de l'éducation et citent plus souvent un autre domaine de bénévolat tandis que les hommes s'engagent bien plus dans le sport. Ces écarts s'effacent toutefois dans le domaine de la santé, mais aussi de l'humanitaire ;
- l'âge : l'âge influence peu le domaine d'engagement en 2020 comme en 2017. Seule la lutte contre les discriminations est davantage citée par les 18-24 ans ;
- le statut d'activité : avec un plus grand engagement des chômeurs dans les domaines de l'insertion, du social, de la culture et de la jeunesse et de l'éducation ;
- le statut familial : avec un plus grand engagement des couples avec enfants dans la jeunesse et l'éducation et la paix dans le monde, et un plus grand engagement des célibataires dans le sport ;
- le niveau de ressources mensuelles du foyer : les jeunes pour lesquels il est supérieur à 2 200 euros sont surreprésentés dans le sport tandis que ceux disposant de moins de 1 200 euros s'engagent davantage dans la lutte contre les discriminations.

Certains jeunes n'hésitent pas à s'engager dans de multiples domaines. En 2020, 18 % des jeunes bénévoles indiquaient s'engager dans deux domaines et 16 % dans trois domaines ou plus. L'engagement bénévole des jeunes est toutefois le plus souvent concentré sur un seul domaine d'action (66 %) [Graphique 38].

GRAPHIQUE 38. RÉPARTITION DES JEUNES BÉNÉVOLES SELON LE NOMBRE DE DOMAINES D'ENGAGEMENT (EN %)



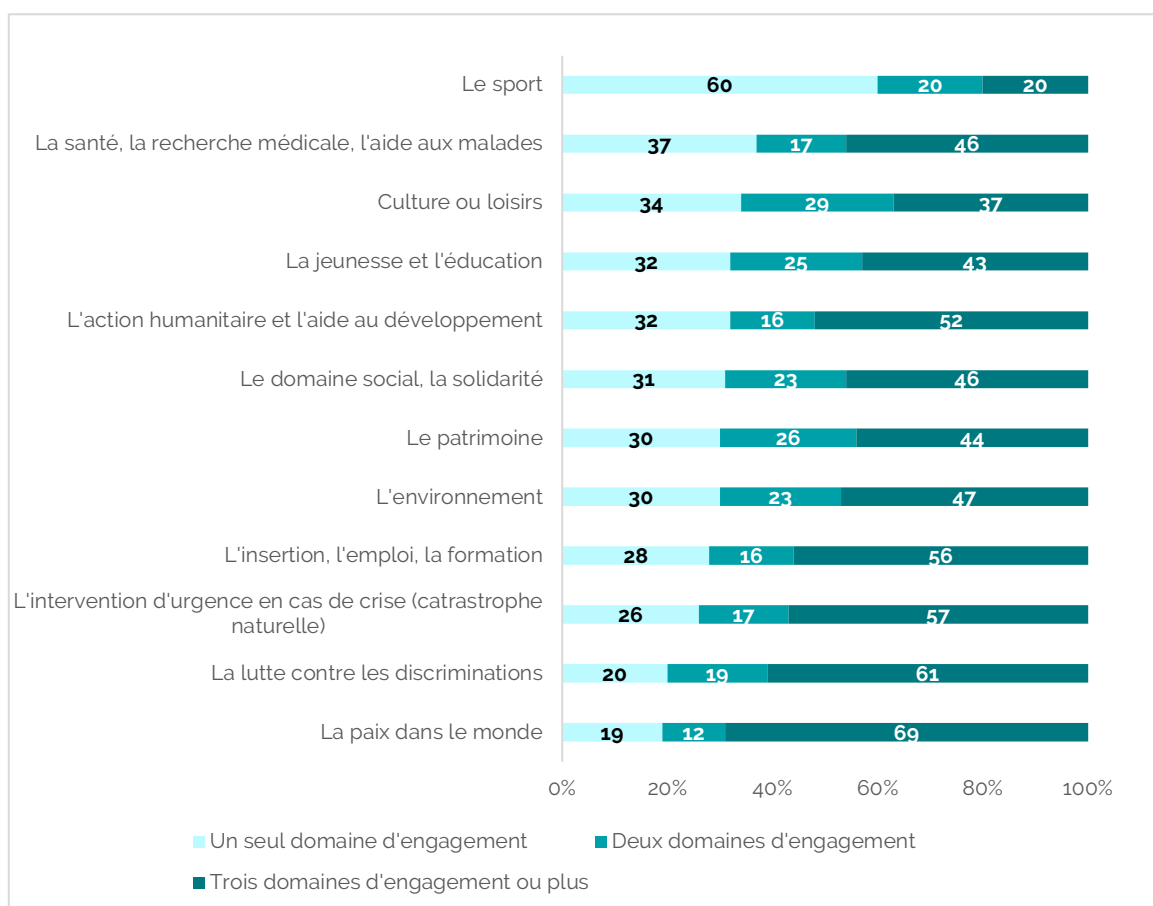
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

¹⁵ PETER J.-M., « L'engagement bénévole des jeunes sportifs : crise ou mutation ? », *Agora débats/jeunes*, n° 51, 2009, p. 29-42.

¹⁶ BAILLET Julie *et al.* (CREDOC), *op. cit.*, p. 114-116.

Les hommes bénévoles se focalisent ainsi plus volontiers que les femmes bénévoles sur un seul domaine, souvent le sport. De même, les jeunes dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat (+ 5 points) choisissent plus souvent un seul domaine d'engagement. Les jeunes s'engageant chaque semaine (+ 4 points) concentrent eux aussi plus souvent leurs efforts tandis que l'engagement mensuel permet plus souvent de s'engager dans plusieurs domaines (+ 4 points d'engagement dans deux domaines ou plus par rapport à l'ensemble des bénévoles). Outre la fréquence, la nature de l'activité bénévole est intimement liée à l'engagement dans un unique domaine (le sport) ou dans de multiples domaines (les autres domaines d'engagement) [Graphique 39].

GRAPHIQUE 39. DOMAINES D'ENGAGEMENT SELON LE NOMBRE TOTAL DE DOMAINES DE BÉNÉVOLAT INVESTIS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

Certains domaines sont également plus souvent associés les uns aux autres dans les pratiques des jeunes. Il en va ainsi de l'action humanitaire et de l'intervention d'urgence en cas de crise (comme de catastrophe naturelle). Les jeunes bénévoles s'engageant dans l'action humanitaire indiquent en effet s'engager également dans l'intervention d'urgence (+ 23 points) plus souvent que l'ensemble des bénévoles. De même, s'engager dans la lutte contre les discriminations amène plus fréquemment à s'engager dans le domaine de l'insertion, de l'emploi et de la formation (+ 21 points) ainsi que de la paix dans le monde (+ 25 points) [Tableau 1].

TABLEAU 1. DOMAINE D'ENGAGEMENT SECONDAIRE PRIVILEGIÉ SELON LE PREMIER DOMAINE D'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE DU JEUNE

Domaine d'engagement	Domaine d'engagement secondaire le plus fréquent
Le sport	La paix dans le monde (+ 8 points)
La culture ou les loisirs	La paix dans le monde (+ 12 points)
La jeunesse et l'éducation	L'insertion, l'emploi, la formation (+ 16 points)
Le domaine social, la solidarité	L'insertion, l'emploi, la formation/L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle)/L'action humanitaire et l'aide au développement (+ 15 points)
L'environnement	La lutte contre les discriminations (+ 15 points)
La santé, la recherche médicale, l'aide aux malades	L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle) (+ 19 points)
La lutte contre les discriminations	La paix dans le monde (+ 25 points)/ Insertion, emploi, formation (+ 21 points)
L'insertion, l'emploi, la formation	La lutte contre les discriminations (+ 14 points)
La paix dans le monde	La lutte contre les discriminations (+ 16 points)
Le patrimoine	La culture ou les loisirs (+ 5 points)
L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle)	La santé, la recherche médicale, l'aide aux malades (+ 8 points)
L'action humanitaire et l'aide au développement	L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle) (+ 23 points)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

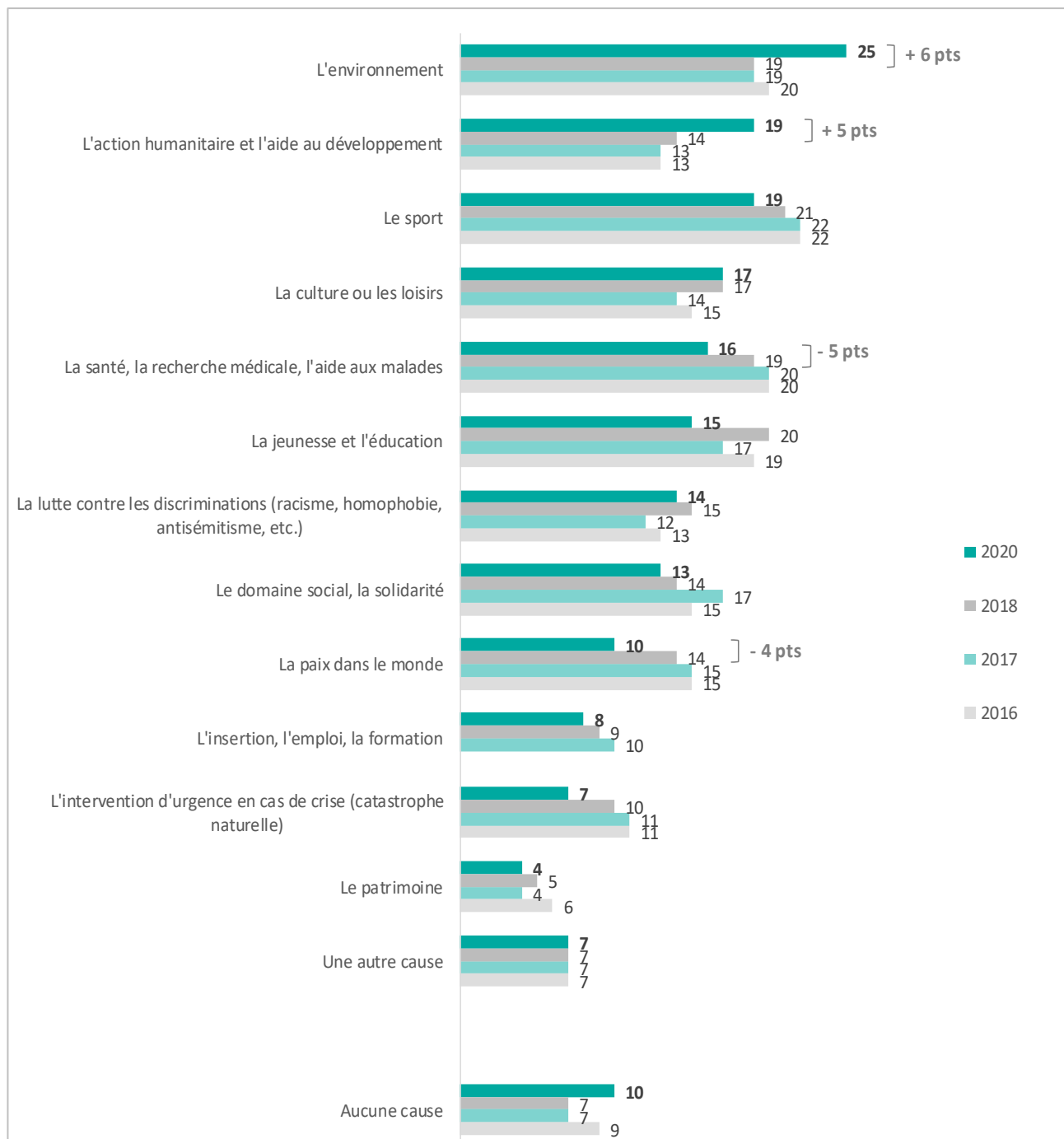
Note : Les bénévoles dans le domaine du sport s'engagent plus souvent dans le domaine de la paix dans le monde (+ 8 points) que l'ensemble des bénévoles.

Avant la crise du coronavirus, 13 % des jeunes s'engageaient dans le domaine de la santé, de la recherche médicale et de l'aide aux malades. L'analyse des réponses des jeunes interrogés durant la période de confinement ne permet pas de conclure à une évolution de cet engagement en raison d'un trop faible nombre de répondants. Il en va de même pour les autres domaines d'engagement bénévole.

5. L'environnement, premier moteur d'engagement des jeunes

GRAPHIQUE 40. QUELLES SONT LES DEUX PRINCIPALES CAUSES QUI VOUS DONNERAIENT ENVIE DE VOUS ENGAGER (DAVANTAGE) PERSONNELLEMENT ? (EN %)

Cumul des deux réponses, deuxième réponse différente de la première



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, le domaine de l'environnement réalise une percée fulgurante, et arrive en tête des causes donnant aux jeunes envie de s'engager ou de s'engager davantage (+ 6 points entre 2019 et 2020). L'action humanitaire et l'aide au développement (+ 5 points) sont également devenues nettement plus attractives sur la période pour les jeunes, au contraire de la paix dans le monde (- 4 points) (Graphique 40).

Au total, 97 % des jeunes déjà bénévoles sont prêts à s'engager plus, allant même le plus souvent jusqu'à citer deux causes d'engagement supplémentaires (93 %), davantage que les jeunes souhaitant être bénévoles sans l'être déjà (89 %).

On note ainsi un véritable engouement pour le bénévolat chez une grande partie des jeunes déjà bénévoles. Celui-ci est d'autant plus fort que les jeunes interrogés s'engagent déjà dans de nombreux domaines. Ainsi 98 % des jeunes s'engageant bénévolement dans trois domaines ou plus souhaitent s'engager dans au moins deux autres domaines (contre 93 % des jeunes bénévoles ne s'engageant actuellement que dans un seul domaine) (Tableau 2).

TABLEAU 2. NOMBRE DE CAUSES POUVANT MOTIVER UN ENGAGEMENT BÉNÉVOLE SUPPLÉMENTAIRE SELON LE NOMBRE DE DOMAINES D'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE DÉJÀ INVESTIS

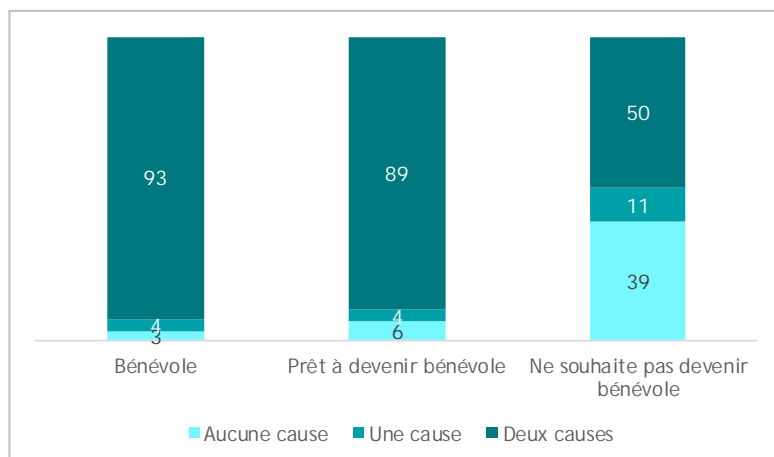
Engagement bénévole actuel dans un ou plusieurs domaines/Nombre de causes pouvant motiver un engagement supplémentaire	Aucune cause	Une cause	Deux causes
Un seul domaine d'engagement bénévole	3 %	4 %	93 %
Deux domaines d'engagement bénévole	2 %	2 %	97 %
Trois domaines d'engagement bénévole ou plus	1 %	1 %	98 %

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

Sans surprise, les jeunes n'aspirant pas à être bénévoles sont bien moins motivés par les causes proposées. Néanmoins, la moitié d'entre eux citent jusqu'à deux causes qui pourraient potentiellement leur donner envie de sauter le pas (Graphique 41).

GRAPHIQUE 41. NOMBRE DE CAUSES SUSCEPTIBLES DE MOTIVER UN ENGAGEMENT SUPPLÉMENTAIRE SELON LE RAPPORT ACTUEL DU JEUNE AU BÉNÉVOLAT (EN %)

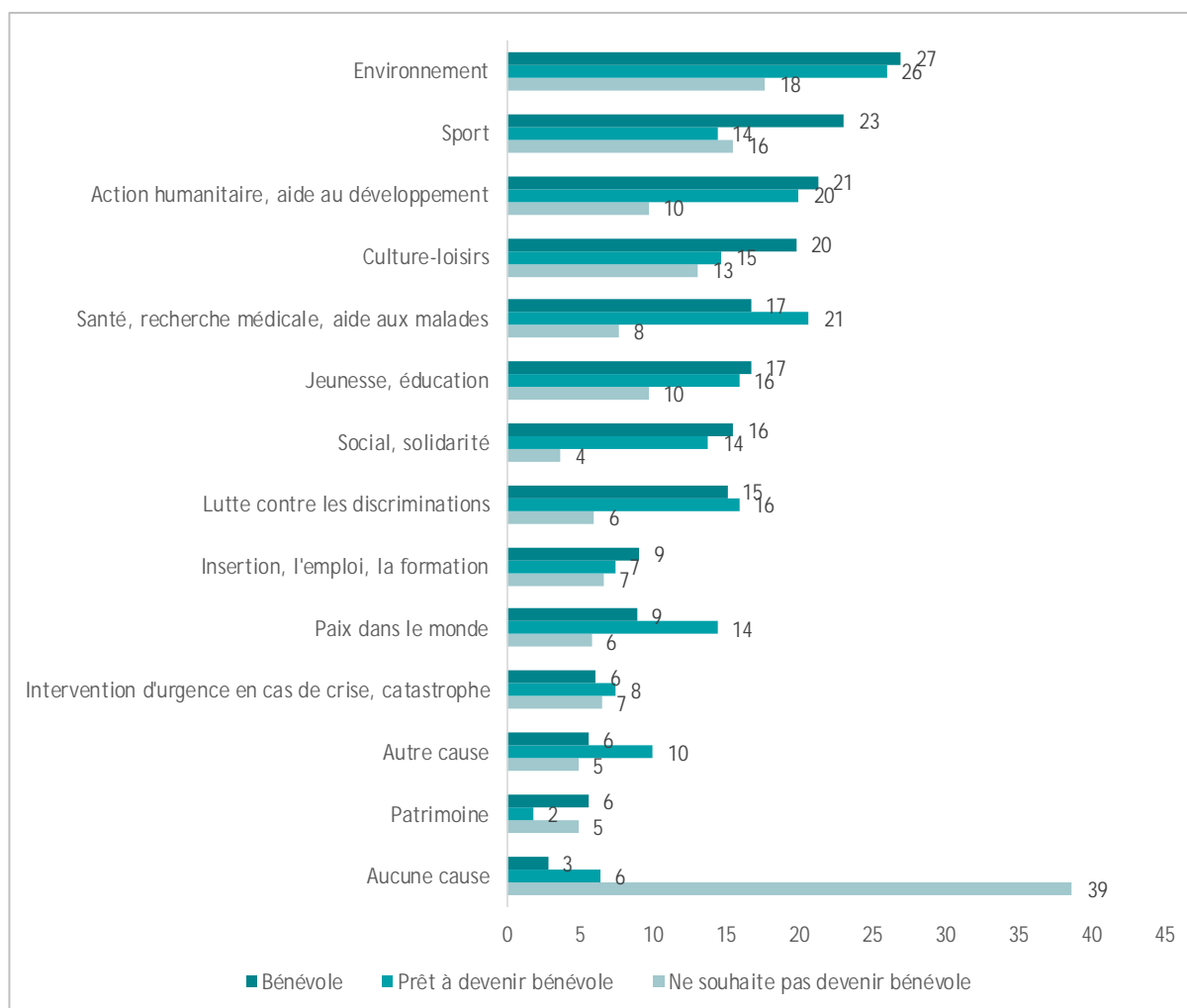


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

L'environnement est la cause la plus motivante, que ce soit pour les bénévoles, les aspirants bénévoles ou les jeunes indiquant ne pas être prêts à être bénévoles. Toutefois, l'attrait pour certaines causes varie selon le degré d'engagement actuel des jeunes (Graphique 42).

GRAPHIQUE 42. ATTRAIT POUR DES CAUSES DE BÉNÉVOLAT SELON LE RAPPORT ACTUEL DU JEUNE AU BÉNÉVOLAT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Ainsi, le sport attire davantage les bénévoles en se classant au second rang des causes qui pourraient les inciter à donner plus de temps. Ces jeunes engagés seraient également prêts à donner plus de temps pour la culture et les loisirs.

Les aspirants bénévoles sont eux bien plus intéressés par des causes altruistes :

- dans le domaine de la santé, de la recherche médicale et de l'aide aux malades, et ce avant même le confinement ;
- pour la paix dans le monde.

L'engagement bénévole dans un domaine sportif ou dans celui de la culture et des loisirs les intéresse bien moins.

Les différences traditionnellement observées en matière de sexe se retrouvent ici. Les hommes sont plus disposés à s'engager dans les domaines du sport ou de la culture et des loisirs, qu'ils soient bénévoles,

souhaitent le devenir ou qu'ils ne le souhaitent pas. De manière similaire, les femmes mettent en avant les domaines de l'humanitaire ou de la santé quelle que soit la nature actuelle de leur engagement bénévole.

L'âge n'a pas d'influence notable sur les domaines d'engagement privilégiés, à une exception près : les 25-30 ans ne souhaitant pas devenir bénévoles se disent plus sensibles à l'environnement (+ 4 points) que l'ensemble des jeunes ne souhaitant pas être bénévoles.

Si le niveau de diplôme des bénévoles n'a pas d'incidence marquée sur leur choix de causes, celui des jeunes aspirant à être bénévoles et de ceux ne le souhaitant pas semble en avoir une. Ainsi, les jeunes prêts à devenir bénévoles et peu diplômés privilégient l'engagement dans l'insertion, l'emploi, la formation tandis que leurs homologues également peu diplômés, mais ne souhaitant pas devenir bénévoles indiquent plus souvent qu'aucune des causes présentées ne les motiverait. Lorsqu'ils ne sont pas déjà bénévoles, les détenteurs d'un baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont plus motivés par l'environnement que les autres non bénévoles. Les diplômés non bénévoles et non disposés à le devenir sont également plus attirés par l'humanitaire que l'ensemble des jeunes ne souhaitant pas être bénévoles.

Le confinement lié à la pandémie du COVID-19 a fait évoluer certaines des envies d'engagement des jeunes peu diplômés. Rappelons avant tout que les jeunes interrogés durant la période de confinement dans le cadre du baromètre DJEPVA sur la jeunesse ne sont pas représentatifs de la jeunesse française et surreprésentent les hommes et plus encore les jeunes peu diplômés, aucun jeune détenteur d'un baccalauréat ou d'un niveau de diplôme supérieur n'ayant été interrogé sur la période. Les éléments livrés ci-dessous ont donc pour objet de livrer des pistes de réflexion sur le bénévolat de la jeunesse peu diplômée en temps de confinement, à la lumière d'autres sources de données ou d'information.

Avant la crise du coronavirus, l'envie de s'engager en faveur de la santé, de la recherche médicale et de l'aide aux malades s'était atténuée par rapport aux années précédentes (- 5 points entre 2019 et 2020). Cette baisse, loin d'être entravée par la pandémie, se poursuit parmi les jeunes confinés (- 5 points). On note aussi un infléchissement de la volonté de s'engager pour l'environnement (- 5 points), la jeunesse et l'éducation (- 6 points) et pour le patrimoine (- 4 points). Ces thématiques étaient pourtant au cœur de l'actualité – du soutien apporté au personnel soignant aux appels à changer le rapport à l'environnement, en passant par les nouveaux enjeux posés par l'éducation à distance et l'accès aux monuments nationaux et musées.

Le confinement a toutefois suscité des envies de s'engager bénévolement dans un domaine sportif (+ 8 points) pour les jeunes peu diplômés, peut-être en lien avec les nombreux appels à garder la forme (et la ligne) diffusés sur les réseaux sociaux. Les jeunes ont en effet modifié leurs pratiques sportives durant la période de confinement. Pour 25 % des 18-24 ans, le confinement a servi de déclencheur pour accroître leur niveau de pratique sportive, contre 12 % de l'ensemble de la population¹⁷. 32 % des jeunes de 18-30 ans déclarent avoir profité du confinement pour pratiquer du sport, du yoga ou de la méditation en ligne et 30 % des jeunes espèrent d'ailleurs garder cette nouvelle habitude de pratiquer une activité sportive, développée lors du confinement¹⁸. 23 % des 18-30 ans déclarent en outre avoir pratiqué une activité sportive plus que d'habitude¹⁹.

La solidarité (+ 4 points) et la lutte contre les discriminations (+ 4 points) sont d'autres domaines ayant davantage attiré l'attention des jeunes confinés. On note toutefois que ces thématiques intéressent déjà plus

¹⁷ CREDOC, Enquête pour *FITNESS Magazine*, « La pratique sportive des Français à l'ère du Covid-19 », mai 2020.

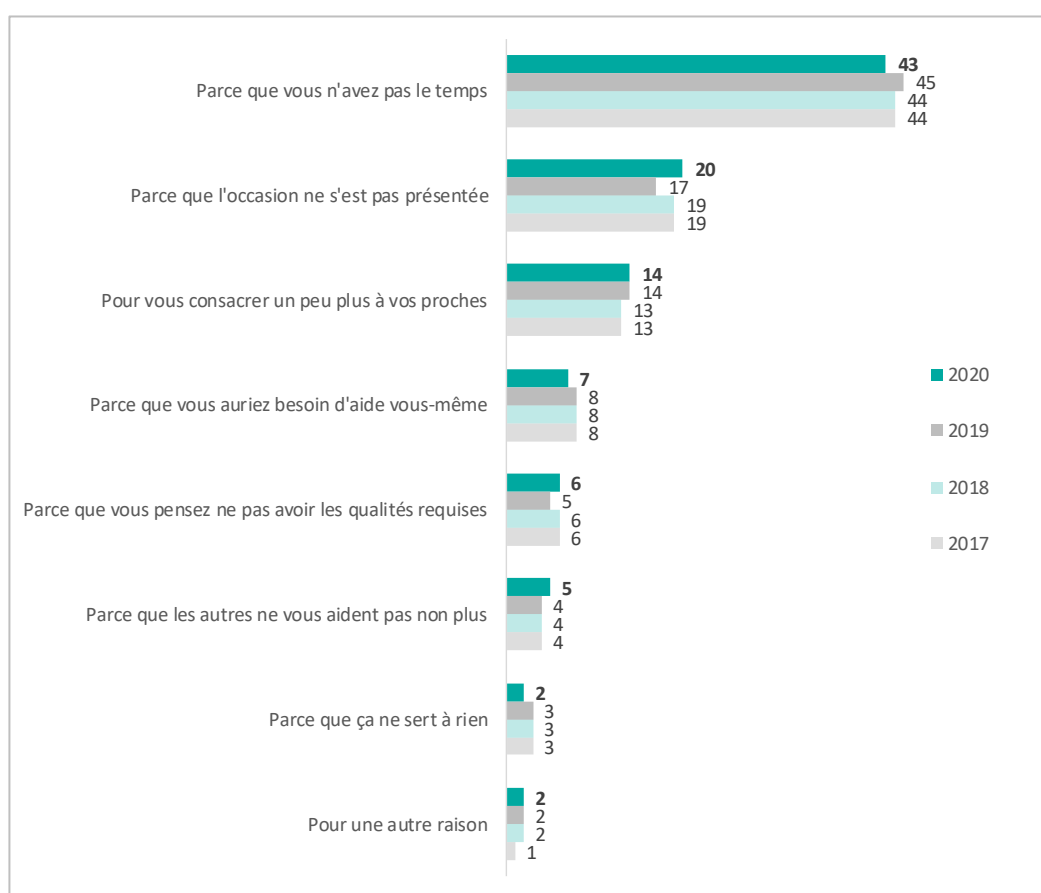
¹⁸ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 4, avril 2020.

¹⁹ CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, édition flash, avril 2020.

particulièrement les jeunes à faibles ressources et niveaux de diplôme, qui constituent l'essentiel des jeunes interrogés en période de confinement. Le baromètre d'OpinionWay sur les jeunes et le confinement révèle d'ailleurs que 59 % des jeunes estiment que la nature de la solidarité changera à la suite de la crise²⁰.

6. Vers une levée des freins à l'engagement bénévole durant le confinement ? Le manque de temps et les occasions manquées, premiers freins à l'engagement bénévole des jeunes

GRAPHIQUE 43. SI VOUS NE DONNEZ PAS (PLUS) DE VOTRE TEMPS BÉNÉVOLEMENT OU SI VOUS NE SOUHAITEZ PAS DEVENIR BÉNÉVOLE AU SEIN D'UNE ASSOCIATION OU D'UNE AUTRE ORGANISATION, C'EST AVANT TOUT... (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018 et 2017.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Avant le confinement, le manque de temps (43 %) restait le principal frein identifié par les jeunes à leur engagement bénévole, suivi par le manque d'occasions (20 %). Plus d'un jeune sur dix estime privilégier le temps passé auprès de ses proches. Le besoin d'aide pour soi-même, l'impression de ne pas disposer des qualités requises, d'absence de réciprocité ou d'inutilité demeurent plus minoritaires (Graphique 43).

Les caractéristiques sociodémographiques des personnes invoquant les différents freins présentés sont conformes à celles déjà observées lors des précédentes éditions du baromètre DJEPVA pour la jeunesse :

²⁰ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, *op. cit.*, vague 4, avril 2020.

- le manque de temps est davantage mis en évidence par des jeunes paraissant bien insérés socio-économiquement (en emploi + 7 points, étudiants + 5 points, détenteurs d'un diplôme de niveau baccalauréat ou supérieur + 6 points, disposant de plus de 2 200 euros mensuels + 6 points, et les couples sans enfants + 5 points) et par ceux satisfaits de leur vie actuelle (+ 5 points) ;
- l'envie de se consacrer à ses proches est avant tout un frein pour les familles (jeunes ayant des enfants + 8 points, en couple + 3 points) et donc plus prégnant auprès des plus âgés (25-30 ans, + 4 points). Les jeunes en recherche d'emploi (+ 3 points) citent également plus ce frein ;
- le manque d'occasions est lui davantage le fait de catégories de population plus en retrait (au chômage + 6 points, en invalidité, longue maladie et sans activité, et n'en cherchant pas + 3 points) ;
- de manière similaire, le besoin d'aide pour soi-même est invoqué par les jeunes en situation plus précaire (les jeunes au chômage + 6 points, ceux dont le niveau de diplôme est inférieur au bac + 4, ceux dont les ressources mensuelles du foyer sont inférieures à 1 200 euros par mois + 4 points), les jeunes n'étant pas satisfaits de leur vie actuelle + 5 points et ceux n'ayant pas confiance dans leur avenir + 4 points ;
- les jeunes en situation d'inactivité et n'étant pas étudiants, soit qu'ils sont en situation de maladie longue durée, d'invalidité ou qu'ils ne recherchent pas d'activité, se distinguent par la plus forte remise en cause de leurs propres compétences : 11 % d'entre eux estiment ne pas avoir les qualités requises pour s'engager (+ 5 points). De fait, certains auteurs signalent un essor de la demande de compétences et des sélections dans le domaine du bénévolat de nature à freiner l'engagement des jeunes les moins qualifiés²¹ ;
- les jeunes inactifs (hors étudiants) signalent également plus souvent un autre type de frein (+ 4 points). Au rang de ces autres freins, aux faibles effectifs, comptent les difficultés de transport, l'éloignement des structures associatives, la faiblesse du tissu associatif local, les problèmes de santé, y compris mentale, ou encore la nécessité de se consacrer pleinement à son activité professionnelle pour être en mesure de payer ses factures.

Les freins mis en avant diffèrent selon la position du jeune à l'égard du bénévolat. Ainsi, le manque d'occasions (30 %, + 10 points) est davantage souligné par les jeunes prêts à être bénévoles, bien que le manque de temps (39 %) reste le premier motif de leur absence d'engagement. Les jeunes ne souhaitant pas être bénévoles ne sont eux pas à la recherche d'occasions de le devenir et peu d'entre eux (9 %, - 11 points) en font la raison principale de leur décision. Ils expriment le besoin d'aide pour eux-mêmes (10 %, + 3 points) et l'opinion que le bénévolat ne sert à rien (7 %).

Les jeunes déjà bénévoles évoquent des motifs semblables à ceux de l'ensemble des jeunes : en premier lieu le manque de temps (45 %), le manque d'occasions (18 %) et l'envie de consacrer du temps à leurs proches (16 %).

Durant le confinement, la hiérarchie des freins à l'engagement s'est trouvée pour partie altérée. Le manque de temps est bien moins cité comme un frein à l'engagement par les jeunes interrogés au cours de cette période, de même que le manque d'occasions. De fait, il est vraisemblable que les jeunes aient disposé de plus de temps libre et le lancement de plateformes à l'image de celle de la réserve civique a pu générer des opportunités de s'engager en tout point du territoire. 22 % des jeunes confinés ne souhaitent pas être bénévoles, car ils auraient besoin d'une réciprocité des aides ou d'être aidés eux-mêmes (contre 11 % de l'ensemble des jeunes). Une enquête d'OpinionWay d'avril 2020 révèle toutefois

²¹ BERNARDEAU-MOREAU Denis, HÉLY Matthieu, « Transformations et inerties du bénévolat associatif sur la période 1982-2002 ». *Sociologies pratiques*, n° 15(2), 2007. ; CORTESSIS Sandrine *et al.*, *op. cit.*, Seismo, 2019.

que 67 % des jeunes de 18-30 ans indiquent ne pas avoir eu la possibilité de s'engager dans des actions civiques, de bénévolat (dons, soutien téléphonique, courses pour des personnes dépendantes, couture, maraudes...) et 16 % des jeunes n'auraient pas bénéficié d'initiatives ayant eu lieu durant le confinement, car ils n'avaient pas « vraiment eu plus de temps que d'habitude »²². Les autres motifs sont invoqués par un nombre trop faible de jeunes confinés. On notera seulement qu'à l'exclusion du manque de temps et d'occasions et de la volonté de passer plus de temps avec ses proches, en recul durant le confinement, la citation de tous les autres freins progresse. Selon les acteurs associatifs de terrain, l'un des freins à l'engagement bénévole des jeunes durant le confinement s'est avéré être le manque de formation. La formation, nécessitant du temps d'apprentissage et l'aide d'autres bénévoles, n'a parfois pas pu s'effectuer dans le contexte du COVID-19, et a conduit à refuser des volontaires²³.

²² OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, *op. cit.*, vague 3, avril 2020.

²³ BANCAUD Delphine, « Coronavirus : hausse des bénéficiaires, baisse du nombre de bénévoles, l'inquiétude des associations caritatives monte d'un cran », *op. cit.*

IV. Les jeunes se sentent majoritairement investis d'un devoir citoyen

Depuis le milieu des années 1990, les débats sur la théorie de la démocratie, son statut et son avenir ont été dominés par une thématique devenue centrale dans l'analyse du fonctionnement de nos sociétés contemporaines : les théories de la participation citoyenne. Alors que les travaux scientifiques examinant la question de la démocratie ont longtemps été axés sur l'analyse des institutions, ils mettent désormais l'accent sur le rôle joué par les citoyens dans la conception de la décision publique. Au cours des années 2000, des concepts comme la « citoyenneté engagée » (USA), la « citoyenneté active » (France) ou le *Bürgerschaftliches Engagement* (Allemagne) ont fait leur apparition, postulant qu'il existe un lien organique entre engagement social des citoyens et participation politique¹.

S'interroger sur ce lien organique alimente aussi de façon récurrente les débats sur les formes de participation politique des jeunes générations. Depuis une vingtaine d'années, les diagnostics ont été plus ou moins optimistes ou pessimistes, mais toujours entachés du soupçon d'un relâchement du lien à la politique entraînant avec lui un affaiblissement de l'engagement civique des jeunes et une mise en péril des fondements même de notre régime politique². Certains constats posés sont toujours d'actualité, d'autres moins. S'agissant de l'engagement citoyen et des relations des jeunes à la politique, d'évidentes transformations sont à observer dans toutes les démocraties occidentales : un détachement vis-à-vis des clivages politiques traditionnels, une « désidéologisation » des controverses et débats publics, une perte de considération du personnel politique, une crise de l'engagement dans sa forme institutionnalisée et du soutien aux partis « populaires » (attrape-tout), la formation de nouvelles entités politiques à la fois plus spécialisées et plus spontanées, mais moins pérennes³.

Si la plupart de ces évolutions profondes affectent l'ensemble des citoyens et existent au-delà des frontières nationales, il convient de mesurer leur impact sur les jeunes générations. Et, si ces nouvelles réalités politiques s'avèrent correctes, le citoyen de demain ne ressemblera plus au citoyen d'hier.

En effet, la principale et plus profonde caractéristique du changement affectant le lien entre jeunes générations et le politique est une défiance généralisée à l'égard des institutions politiques et plus particulièrement du personnel politique. Les jugements portés à l'endroit du personnel politique sont plutôt négatifs et la défiance qui s'ensuit est statistiquement mesurable. Dans une enquête nationale du CEVIPOF sur les opinions des jeunes face au politique, les résultats sont sans appel. Plus d'un jeune sur deux (52 %) pense que les élus et dirigeants politiques sont corrompus⁴. Cette mauvaise opinion traverse l'ensemble des catégories sociales au sein des jeunes. Dans une autre enquête conduite auprès

¹ JONES Kevin, IRWIN Alan, « Un espace d'engagement citoyen. La participation profane et le changement institutionnel dans la gouvernance contemporaine des risques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n° 1, vol. 7, janvier 2013.

² Le sujet de la participation politique des jeunes est devenu récurrent depuis la fin des années 1990 bien que le débat ne soit pas nouveau en soi. Déjà au tournant des années 1960, un colloque organisé par la Fondation nationale de sciences politiques interrogeait des phénomènes de dépolitisation des jeunes générations. Cf. VEDEL Georges (dir.), *La dépolitisation : mythe ou réalité ?*, Presses de Sciences Po, 1962 ; Cf. également une discussion des différents débats dans MUXEL Anne (dir.), *Les étudiants de Sciences Po : leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Presses de Sciences Po, 2004.

³ SCHWEISGUTH Étienne, « La dépolitisation en question », in GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna, SNIDERMAN Paul M. (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

⁴ Enquête démocratie du CEVIPOF, vague 2018.

d'étudiants de Sciences Po, supposés plus modérés dans le jugement du personnel politique, les résultats témoignent de cette même défiance : 21 % associent dans le cadre d'une question ouverte des mots comme « mensonge », « corruption », « magouilles », « démagogie » au personnel politique et les trois mots les plus cités sont « pouvoir », « démocratie » et « corruption »⁵.

Cette mauvaise image de la fonction représentative se traduit par une faible confiance dans le personnel politique des jeunes Français, toutefois supérieure à celle mesurée en population générale. Selon le baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, en 2018, 13 % des 18-24 ans ont confiance dans les partis politiques, contre 9 % de l'ensemble des Français. Bien qu'un peu plus élevée dans l'enquête Eurobaromètre, la confiance dans les partis politiques reste faible. L'EB92 d'automne 2019 mesure 26 % des 15-24 ans ayant confiance dans les partis politiques, contre 17 % des 55 ans et plus⁶. Au même titre, 56 % des 18-24 ans considèrent dans l'enquête CEVIPOF que la démocratie fonctionne mal en France, contre 61 % dans l'ensemble de la population. Sur le plus long terme, l'indicateur de la confiance reste structurellement à des niveaux faibles. En 2012, 25 % des 18-24 ans déclarent avoir confiance dans le Gouvernement. En 2018, cet indicateur reste quasi identique, à 26 %.

Cette défiance à l'égard de la fonction gouvernementale se traduit également par une crise des médiations classiques. Les partis politiques sont ainsi chahutés par cette tendance, visible aussi bien chez les jeunes que chez leurs aînés : en 2018, seuls 13 % des 18-24 ans ont confiance dans les partis politiques (19 % en 2010) et 29 % (40 % en 2010) dans les syndicats⁷.

La relation de confiance dans les institutions politiques est d'abord le résultat du rapport dynamique entre performances de l'action publique et exigences politiques des citoyens. La défiance augmenterait sous l'effet d'une performance déclinante mettant à jour un manque d'efficacité des institutions et des politiques publiques, incapables de résoudre les problèmes qu'elles se sont engagées à résoudre. Ted Gurr montre par ailleurs que, tandis que les performances des institutions déclinent, les exigences vis-à-vis des politiques publiques s'élèvent. Moins les institutions sont performantes plus elles produisent des exigences, engendrant une frustration et donc de la défiance⁸. Cette logique est devenue particulièrement prégnante dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19. Plus de 8 jeunes sur 10 (86 %) estiment que la crise du COVID-19 va alimenter une défiance de la population à l'égard des institutions publiques⁹. De fait, cette défiance s'exprime déjà au cours de la crise sanitaire à travers l'appréhension de la manière dont les différentes institutions publiques ont su gérer les différents enjeux rencontrés.

Selon le baromètre COVID de l'institut IPSOS, les 18-24 ans se montrent moins défiantes que la moyenne des Français envers les capacités du gouvernement à gérer la crise (46 % contre 56 % en moyenne)¹⁰. Le regard des jeunes Français sur la gestion de la crise sanitaire par les institutions est en effet critique, mais plus clément que celui de leurs aînés que ce soit au niveau national, européen ou international. Ainsi, si 69 % des Français jugent que l'État ne s'est pas montré à la hauteur de la crise du COVID-19, 59 % des

⁵ MUXEL Anne (dir.), *Les étudiants de Sciences Po*, op. cit.

⁶ EUROBAROMÈTRE, L'opinion publique dans l'Union européenne, EB92, novembre 2019.

⁷ MUXEL Anne, « Un fragile retour de la confiance dans les jeunes générations » in *Baromètre de la confiance politique*, vague 9, CEVIPOF, janvier 2018.

⁸ GURR Ted R., *Why Men Rebel*, Princeton University Press, 1970.

⁹ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 5, mai 2020.

¹⁰ IPSOS, *Baromètre Covid-19*, vague n° 1, 24 avril 2020.

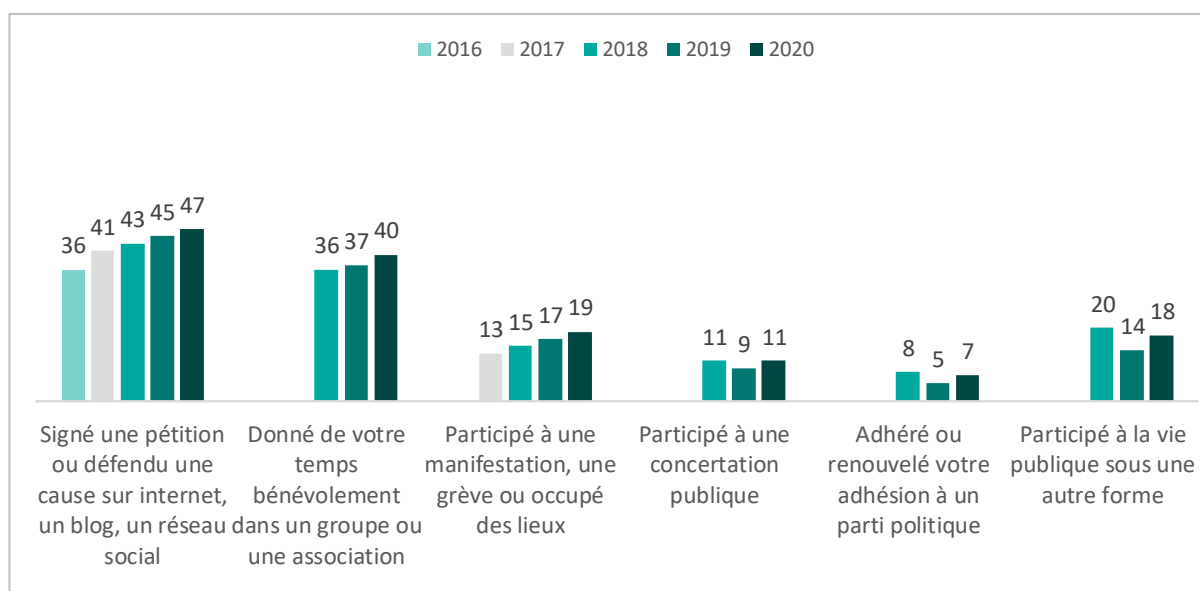
plus jeunes, entre 18 et 24 ans, pensent de même. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Union européenne (UE) sont vastement décriées par la population avec respectivement 69 % et 80 % d'opinions défavorables, mais polarisent les divergences d'opinions entre générations, les plus jeunes étant les plus bienveillants à l'opposé des doyens des Français :

- 56 % des Français âgés de 18 à 24 ans critiquent la gestion de la crise sanitaire par l'OMS contre 73 % des 65 ans et plus et 69 % des Français en moyenne ;
- 68 % des 18 à 24 ans estiment que l'Union européenne n'a pas été à la hauteur contre 88 % des 65 ans et plus, et 80 % des Français en moyenne.

Se tenant à distance et méfiants vis-à-vis du personnel politique et de sa capacité à gérer les affaires courantes, les jeunes Français ne semblent pourtant pas démobilisés et désinvestis de la chose politique. Au contraire, leurs ambitions en termes de participation citoyenne semblent intactes. Comme le souligne Pierre Bréchon dans ses travaux sur la participation politique, la défiance à l'égard des institutions aurait même l'effet inverse et entraînerait un effet *Do it yourself*. Sous l'effet d'une forte valorisation de l'individu et de sa capacité d'agir dans nos démocraties libérales modernes, l'érosion de la confiance politique stimulerait paradoxalement les formes de participation citoyenne non institutionnalisées, notamment chez les jeunes.

1. Une progression de la participation citoyenne sous toutes ses formes dans un contexte de crise de la représentation

GRAPHIQUE 44. AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019 et 2018.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

L'ensemble des formes de participation citoyenne testées dans le baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020 enregistrent des progressions par rapport à 2019, mais aussi, sur une plus longue période, par rapport à 2018 et, pour certains items, à 2016 (Graphique 44).

En 2020, l'engagement citoyen des jeunes se traduit principalement par le soutien et la signature d'une pétition. Ainsi, 47 % des 18-30 ans ont signé une pétition ou défendu une cause sur Internet, un blog ou

un réseau social : + 2 points de pourcentage par rapport à 2019, mais surtout + 11 points par rapport à 2016. L'intérêt soutenu que portent les jeunes à la pétition comme objet politique semble en phase avec l'idée de l'individualisation de la participation politique. En effet, jusqu'au début des années 2000, la pétition politique n'est pas considérée comme un objet légitime par la recherche en sciences humaines et sociales¹¹. Avec l'apparition de nouvelles formes d'expression politique notamment sur les réseaux sociaux et sur Internet, la pétition (notamment sous sa forme numérique) est devenue un objet d'intérêt pour la participation citoyenne¹² dans la mesure où elle s'oppose par son essence même au principe de représentation politique. Le principe de la pétition est qu'elle est à l'initiative citoyenne et constitue donc un moyen permettant d'interroger directement les représentants politiques, de questionner leurs actions, d'exprimer une demande ou d'exiger des comptes. Deuxièmement, sa légitimité est fondée sur le nombre de signataires qu'elle représente. De ce point de vue, elle constitue un pendant au suffrage universel, d'où sa popularité dans une période où la fonction représentative semble questionnée et les nouveaux médias permettent de rassembler (virtuellement) un grand nombre de signataires¹³.

Quatre jeunes sur dix (40 %) ont donné de leur temps bénévolement dans un groupe ou une association. Cette forme de participation citoyenne arrive en deuxième position et continue sa progression entamée en 2018 lorsque cet item a été posé pour la première fois : + 4 points de pourcentage par rapport à 2018. Très prisé par les jeunes, l'engagement associatif n'est pas une simple expression de l'engagement citoyen, c'est aussi une occasion de rencontre et de sociabilité ou encore une opportunité professionnelle ou de formation¹⁴.

19 % des 18-30 ans ont participé à une manifestation, une grève, ou occupé des lieux. Cet indicateur progresse également par rapport aux années précédentes : + 2 par rapport à 2019, mais + 6 points par rapport à 2016. Cette hausse s'inscrit dans un contexte sociétal où de grands mouvements et mobilisations sociétaux, se traduisant par des manifestations de grande ampleur et des grèves très suivies, ont rythmé le quotidien de nos concitoyens. Depuis le mois de novembre 2018, les manifestations des Gilets jaunes au sein desquelles on dénotait une surreprésentation des jeunes (50 % des Gilets jaunes ont moins de 40 ans)¹⁵, les marches pour le climat incarnées par la jeune militante Greta Thunberg, sa figure de proue, ont marqué le quotidien médiatique, politique et social. La mobilisation sociale contre la réforme de l'assurance-chômage puis contre la réforme du système de retraites a pris le relais avec pour conséquence une paralysie des transports collectifs en Île-de-France notamment. Entre la rentrée politique en septembre 2019 et le début de la crise du COVID-19, tous les mois ont été marqués par des mobilisations sociales avec, notamment, une forte implication des jeunes. Dernière mobilisation en date, celle contre les violences policières et pour la défense du dossier Adama Traoré qui montre qu'indépendamment du thème de mobilisation, les jeunes restent assez mobilisés lorsqu'il s'agit de défendre la justice sociale, économique, environnementale ou de faire entendre une cause jugée minoritaire.

¹¹ CONTAMIN Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France*, Thèse de doctorat de sciences politiques dirigée par OFFERLÉ Michel et soutenue à l'université Paris I, 2001.

¹² BOURE Robert, BOUSQUET Franck, « Enjeux, jeux et usages d'une pétition politique en ligne », *Réseaux*, n° 164, juin 2010.

¹³ MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 2014.

¹⁴ BAUGNET Lucy, « Participation associative et rapport au politique : l'engagement social des jeunes », in Roudet B. (dir.), *Des jeunes et des associations*, Paris, L'Harmattan, 1996.

¹⁵ HOIBIAN Sandra, « Les Gilets jaunes un précipité des valeurs de notre société », *Note de synthèse*, n° 26, CREDOC, avril 2019.

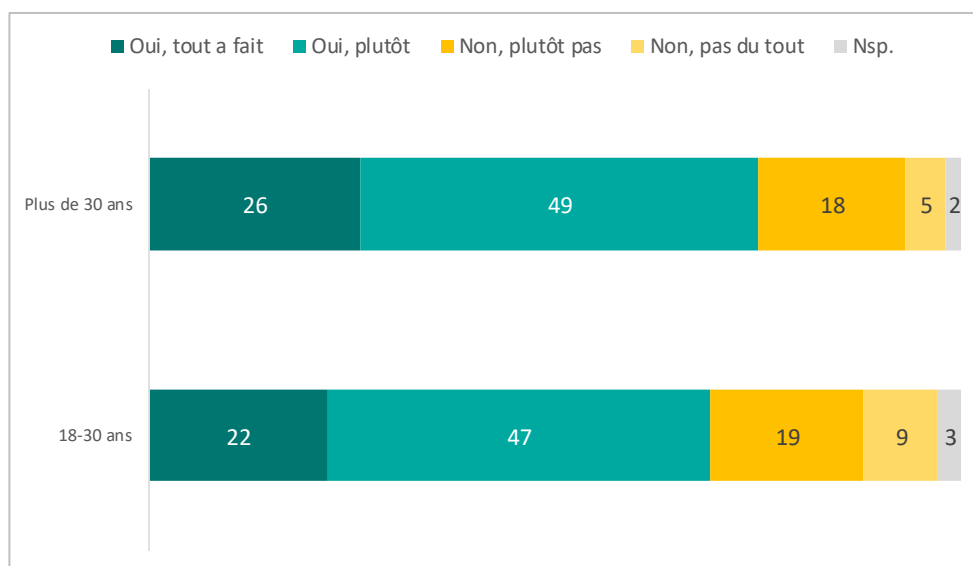
Dans ce contexte, un peu plus d'un jeune sur dix (11 %) a participé à une concertation publique. Cette proportion progresse de + 2 points par rapport à 2019 et reste stable par rapport à 2018. Malgré cette légère progression, l'indicateur peine à décoller. L'intérêt réservé des moins de 30 ans pour cette forme de participation citoyenne tient probablement au manque d'efficacité au niveau national de ces initiatives. Des concertations comme le « Grand débat » lancé par Emmanuel Macron fin décembre 2018, à la suite du mouvement des Gilets jaunes, se sont étalées dans le temps, se sont avérées complexes lors de l'interprétation des résultats, et leur traduction en mesures politiques concrètes était peu lisible, soit autant de facteurs décourageants pour la jeunesse. Les concertations publiques occupent une place plus importante au niveau local où les temps de concertation sont plus courts et la concrétisation des résultats plus facile à lire¹⁶. S'agissant des jeunes, l'influence de la taille d'agglomération du lieu d'habitation reste néanmoins marginale. En effet, du fait d'une plus grande mobilité sociale et professionnelle, les jeunes sont moins souvent tournés vers l'échelon local que leurs aînés et attestent d'un plus grand enthousiasme à l'égard de l'échelle européenne ou encore mondiale. Ainsi, ils pensent plus souvent que la démocratie fonctionne bien au niveau européen (46 % des 15-24 ans contre 32 % des 55 ans et plus) alors qu'ils pensent moins souvent que leurs aînés qu'elle fonctionne bien au niveau national (44 % contre 48 %). Par ailleurs, 44 % des jeunes ont confiance dans l'UE contre seulement 25 % des 55 ans et +, et 46 % que leurs intérêts sont bien représentés au niveau européen contre 32 % des 55 ans et plus. À l'inverse, seuls 28 % des jeunes Français estiment que la mondialisation menace leur identité, alors que 61 % des 55 ans et plus perçoivent la mondialisation comme une menace pour leur identité¹⁷. Aussi, leurs préoccupations en termes d'orientation des politiques publiques sont tournées vers des problèmes qui appellent à des solutions à l'échelle nationale, internationale ou mondiale, à savoir « l'environnement » et « l'emploi ».

Aussi, dans l'ensemble, les jeunes sont, comparés aux aînés, un peu plus prudents quant à l'impact de la participation des citoyens sur les décisions politiques et le fonctionnement du pays. Alors que 69 % des 18-30 ans estiment qu'une plus grande participation des citoyens améliorerait le fonctionnement du pays, cette proportion est de 75 % chez les plus de 30 ans (Graphique 45).

¹⁶ BEURET Jean-Eudes, « Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment », *Négociations*, n° 17, janvier 2012, p. 81-86.

¹⁷ EUROBAROMÈTRE, *Les Européens en 2019*, Spécial EBS486, mars 2019.

GRAPHIQUE 45. UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES CITOYENS AUX DÉCISIONS AMÉLIORERAIT-ELLE LE FONCTIONNEMENT DU PAYS ? (EN %)



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Population âgée de 18 ans et plus résidant en France.

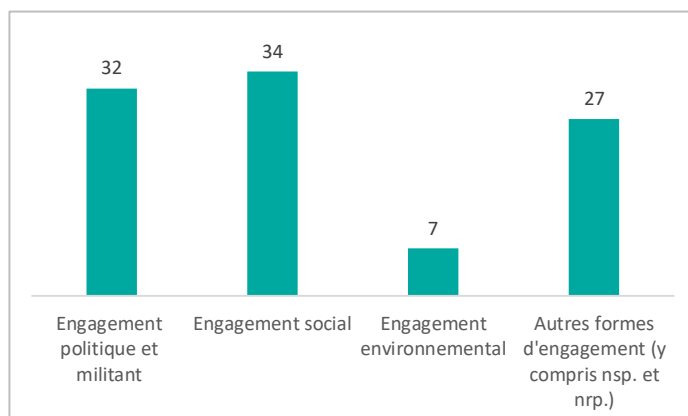
En 2020, 7 % des 18-30 ans ont adhéré ou renouvelé leur adhésion à un parti politique. Ce résultat appelle plusieurs remarques. D'abord, il s'agit du seul item testé qui décrit une forme de participation politique institutionnalisée. Force est de constater que le soutien des jeunes aux partis politiques n'a que peu évolué depuis 2018 (- 1 point) et occupe la dernière place des formes d'engagement choisies. Or, cette relative stabilité de l'indicateur cache un changement de la structure sociale. En 2020, ce sont les catégories modestes et les protestataires qui adhèrent davantage à des partis politiques (notamment au Front national et à la France insoumise) et non plus les jeunes à fort capital culturel et social pour qui l'adhésion à un parti politique n'est plus synonyme d'appartenance à un réseau d'influence¹⁸.

Enfin, 18 % des jeunes indiquent avoir participé à la vie publique sous une autre forme. Ces autres formes de participation citoyenne sont extrêmement hétérogènes, mais peuvent être regroupées sous trois catégories thématiques (Graphique 46) :

- près d'un tiers (32 %) des personnes ayant déclaré une autre forme de participation citoyenne fait part d'un engagement politique et militant tel qu'être soi-même élu, participer à un boycott, à des informations publiques, à des débats locaux, tenir un bureau de vote ou assister au dépouillement ;
- une proportion légèrement plus grande (34 %) déclare un engagement social : la diffusion d'avis sur Internet, le don de sang, le don d'objets, de nourriture ou d'argent, le soutien d'une cause par une performance artistique (concerts), l'exercice d'une fonction au sein d'une copropriété, etc. ;
- 7 %, enfin, évoquent un engagement pour l'environnement comme le nettoyage des plages ou des forêts. Un peu plus d'un quart ne spécifie pas sa réponse.

¹⁸ REYNIÉ Dominique, 2022 - *Le risque populiste en France*, Fondapol, 2019.

GRAPHIQUE 46. AUTRES FORMES DE PARTICIPATION CITOYENNE... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant sélectionné la réponse « autre ».

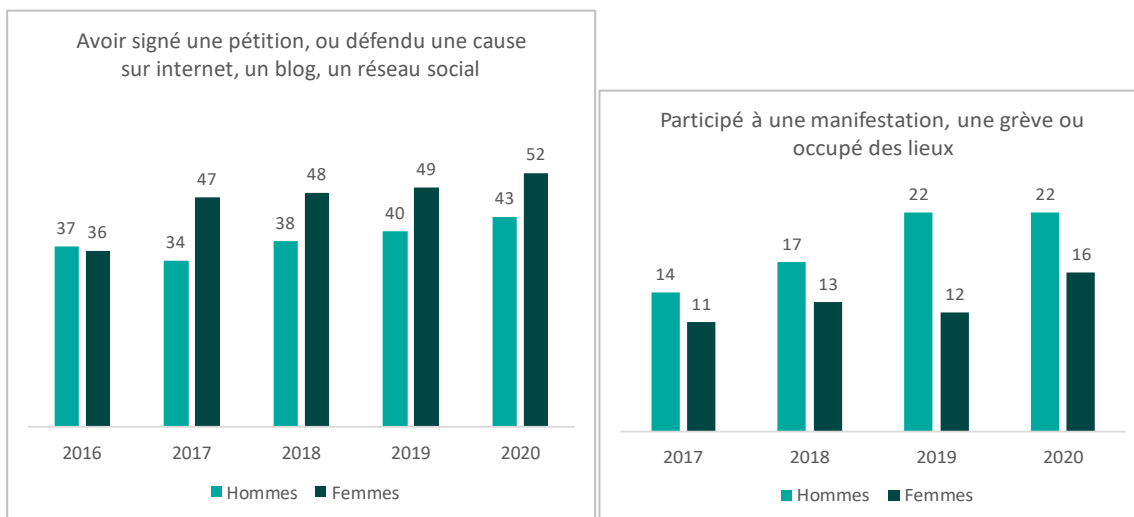
L'engagement associatif et le soutien à des initiatives *ad hoc* peu contraignantes, comme la signature de pétitions, prévalent sur d'autres formes de militantisme plus classiques, comme l'adhésion à des partis politiques et l'enrôlement dans un syndicat. Cela confirme que l'engagement citoyen s'élargit à un pan plus vaste de la population, tout en se faisant plus distant de l'engagement institutionnalisé au sein d'organismes et de structures établis. Toutefois, même si quatre jeunes sur dix s'engagent dans une association, cela ne signifie pas une participation égale de toutes les catégories sociodémographiques. En effet, les clivages notamment selon le genre et le capital social sont prépondérants.

Le clivage selon le sexe varie en fonction de la forme de participation citoyenne. Il convient de distinguer la répartition entre un engagement citoyen peu contraignant et spontané, où les femmes sont surreprésentées, et un engagement traditionnel et militant attirant davantage les hommes. Selon Lucie Bargel, l'engagement politique dans le cadre partisan des femmes entre 15 et 20 ans serait plus tardif d'où leur sous-représentation. En revanche, à ce stade embryonnaire de l'engagement politique, les réseaux sociaux constitueraient un véritable tremplin pour les femmes vers des formes d'engagement plus contraignantes, mais aussi plus classiques¹⁹. En effet, en 2020, 52 % des jeunes femmes indiquent avoir signé une pétition, ou défendu une cause sur Internet ou sur un réseau social, contre 43 % des hommes. La différence de neuf points entre ces deux catégories reste stable par rapport à 2019. La prédominance de jeunes femmes dans l'engagement numérique mis en exergue dans la vague précédente du baromètre DJEPVA se confirme et semble indiquer une particularité structurelle de ce type d'engagement.

À l'inverse, s'agissant d'un univers militant plus classique comme la participation à une grève ou une occupation de lieux, les hommes (22 %) sont surreprésentés par rapport aux femmes (16 %). Cependant, par rapport à 2019 l'écart séparant hommes et femmes se rétrécit : de 10 points en 2019 à 6 points en 2020. Les mobilisations dans le cadre des manifestations contre la réforme des retraites et la réforme de l'assurance-chômage ont probablement touché un nombre de jeunes très important et il est probable que, indépendamment du genre, ces grands rendez-vous d'expression politique aient également mobilisé une grande partie des jeunes femmes françaises (Graphique 47).

¹⁹ BARGEL Lucie, « La socialisation politique sexuée, apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant.e.s », *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, mars 2005.

GRAPHIQUE 47. TYPE DE PARTICIPATION CITOYENNE SELON LE SEXE... ? (EN %)



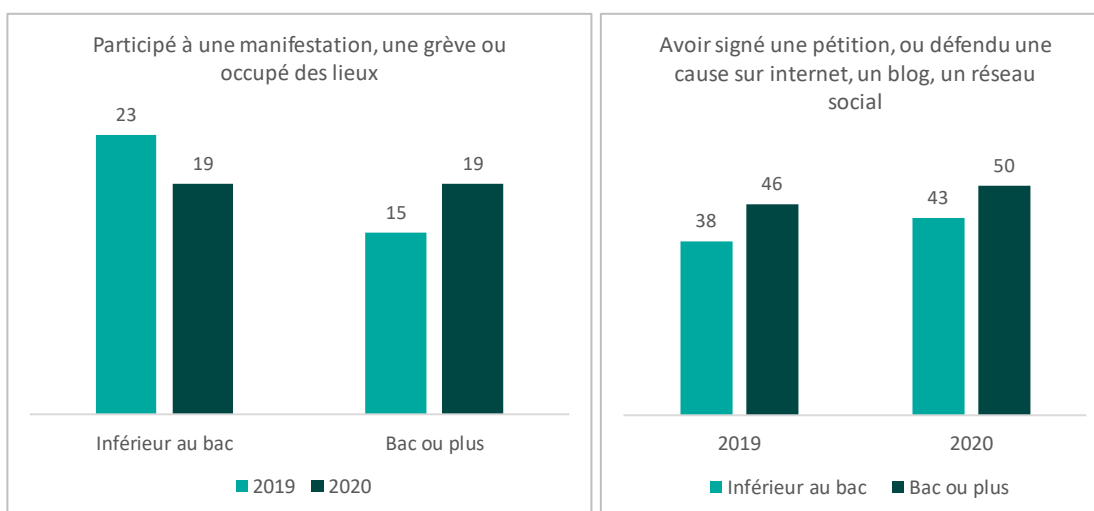
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le capital socioculturel est un deuxième facteur influençant l'engagement citoyen des jeunes. En effet, la propension à signer une pétition en ligne ou sur les réseaux sociaux augmente avec le niveau de diplôme : 43 % des jeunes dont le niveau d'éducation est inférieur au bac déclarent avoir signé une pétition en ligne, contre 50 % des titulaires d'un diplôme du niveau bac ou plus.

Cependant, par rapport à 2019, on observe une réduction des écarts catégoriels liés au capital culturel notamment pour la participation à une grève ou une occupation de lieux qui, en 2020, engage autant les jeunes diplômés que les jeunes non diplômés, sans distinction de capital culturel. Ainsi, en 2019, si 23 % des jeunes dont le niveau de diplôme est inférieur au bac et 15 % des « bac et plus » participaient à des grèves ou des occupations de lieux, en 2020, la proportion s'élève à 19 % dans les deux catégories (Graphique 48).

GRAPHIQUE 48. TYPE DE PARTICIPATION CITOYENNE SELON LE DIPLÔME... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

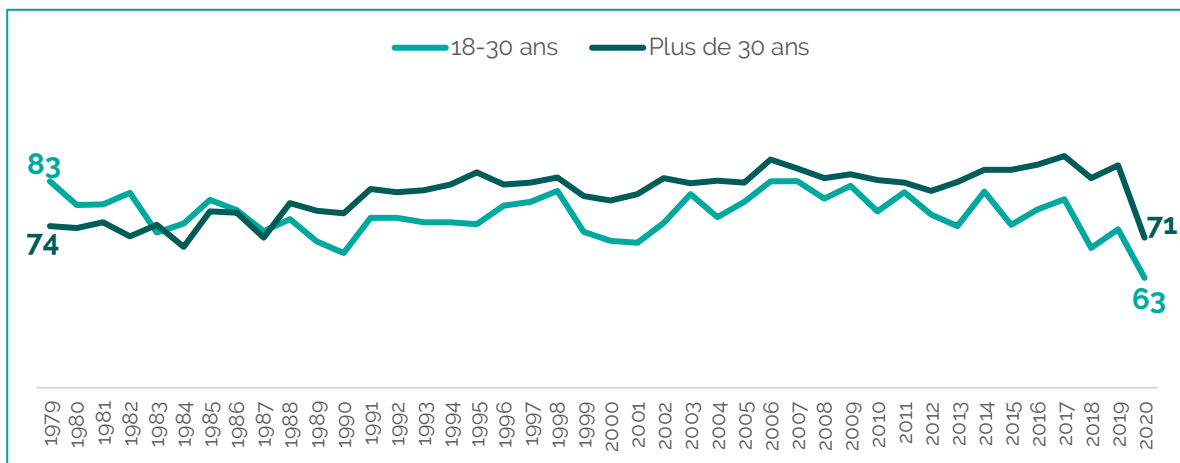
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

2. Les jeunes privilégient les modes de manifestations pacifistes

En France, l'impression que la société française a besoin de changer profondément est très ancrée dans l'esprit de la population. En janvier 2020, 69 % de nos concitoyens estiment que la société a besoin de changer profondément d'orientation. Les 18-30 ans sont cependant plus mesurés. Une proportion moins importante pense qu'il serait souhaitable que la société change d'orientation (63 %). Ce constat appelle plusieurs remarques.

On note tout d'abord une évolution du positionnement de la jeunesse. Le suivi longitudinal de cet indicateur montre un changement structurel dans la posture des jeunes. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les 18-30 ans souhaitaient davantage que la société française change d'orientation. En toile de fond de la première élection de François Mitterrand en 1981, 83 % des jeunes souhaitaient un changement de modèle sociétal en 1979, contre 74 % des plus de 30 ans. Puis, à partir de 1986, les jeunes adhèrent moins souvent à l'idée d'un changement sociétal que leurs concitoyens, et leur position reflète plus souvent une satisfaction avec le régime actuel (Graphique 49).

GRAPHIQUE 49. PROPORTION DE PERSONNES ESTIMANT QUE LA SOCIÉTÉ A BESOIN DE CHANGER PROFONDÉMENT SELON L'ÂGE (EN %)

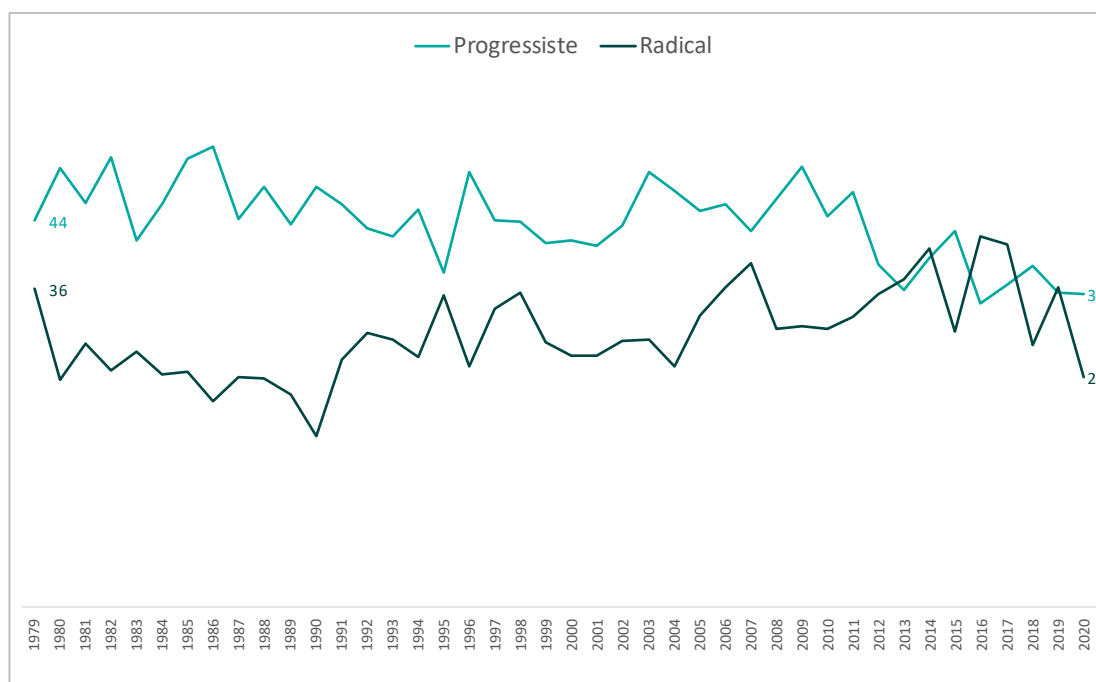


Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Population âgée de 18 ans et plus résidant en France.

On note ensuite une spécificité de la forme de changement sociétal désirée. Ventilée selon le type de changement souhaité, un changement radical d'orientation contre un changement par des réformes progressives, l'analyse permet de mieux comprendre la façon dont les jeunes envisagent la transformation sociale. Force est de constater que les jeunes sont peu radicaux. En ce début 2020, les progressistes l'emportent sur les jeunes souhaitant un changement radical : 36 % contre 45 % pour les plus âgés. Sur le plus long terme, le progressisme a toujours été préféré au radicalisme hormis au cours de deux périodes récentes, où les jeunes préconisant la politique de la table rase l'emportaient sur leurs congénères plus modérés : la période de la crise économique et sociale mondiale entre 2011 et 2017 d'une part et la période plus récente d'exaspération sociale portée par le mouvement des Gilets jaunes en 2019. Le radicalisme chez les 18-30 ans a diminué de 10 points par rapport à 2019, tandis que l'indicateur pour le progressisme est resté stable (à 36 %). Cette baisse du radicalisme va de pair avec une moindre appétence pour la réforme de la société (Graphique 50).

**GRAPHIQUE 50. PROPORTION DE PERSONNES SOUHAITANT UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ PROGRESSISTE OU RADICAL
RÉSULTATS POUR LES 18-30 ANS (EN %)**



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Population âgée de 18-30 ans résidant en France.

Si en ce début d'année 2020, l'engagement dans le cadre de la participation citoyenne repart donc légèrement à la hausse, il ne se traduit pas pour autant par un activisme militant inspiré de radicalisme ou encore de violence physique. En effet, la justification d'un quelconque engagement militant ou citoyen par de la violence est très faible parmi les jeunes Français.

Interrogés sur le type d'action justifiée pour faire triompher une cause qui leur tient à cœur, en 2020, 59 % des 18-30 ans considèrent qu'il est justifié d'occuper ou de bloquer des lieux. L'occupation de l'espace public semble donc un moyen d'expression politique légitime qui reste largement dans le registre de la violence politique symbolique sans se traduire (dans la plupart des cas) en violence physique et collective²⁰. Par rapport à 2019, cette proportion a progressé de + 3 points ce qui s'explique probablement par un plus grand nombre de jeunes ayant expérimenté personnellement ce type d'action dans le cadre des grandes mobilisations sociales de l'année écoulée.

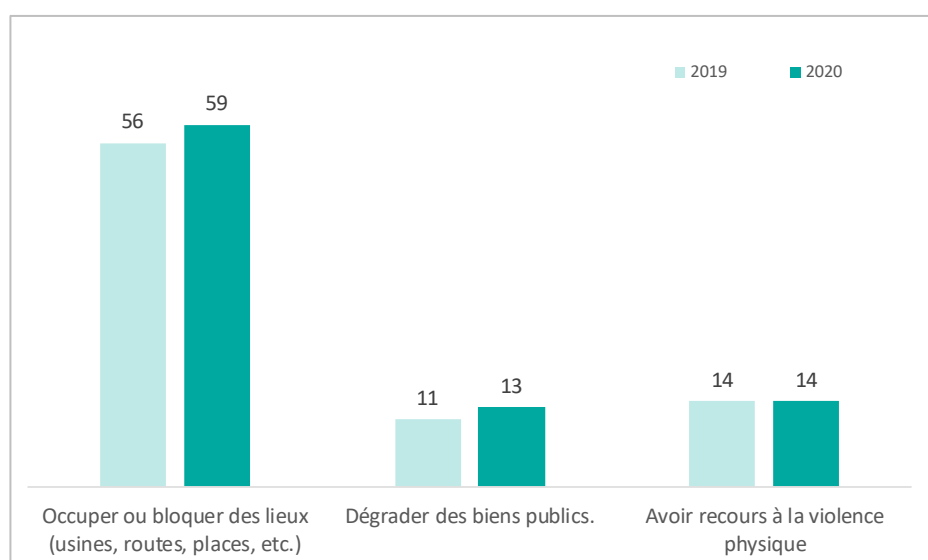
L'intérêt que portent les jeunes à des formes d'expression politique impliquant de la violence physique contre des objets ou des personnes reste très minoritaire. 14 % considèrent qu'il est justifié d'avoir recours à de la violence physique pour défendre une cause qui leur tient à cœur (stable par rapport à 2019) et une proportion comparable, 13 % (+ 2 points), estime qu'il est légitime de dégrader des biens publics pour faire triompher une cause. Un sondage IFOP confirme ce positionnement des jeunes plutôt pacifistes :

²⁰ MERKLEN Denis, « De la violence politique en démocratie », *Cités*, n° 50, février 2012.

14 % des 18-25 ans estiment justifié de casser ou vandaliser du mobilier urbain (dont 5 % seulement « tout à fait » justifié) tandis que 86 % le jugent injustifié (dont 72 % « tout à fait » injustifié)²¹ (Graphique 51).

Il existe probablement un lien entre ce potentiel de radicalité, qui reste relativement contenu, et la désaffection partisane et syndicale observée au cours des dernières décennies. En effet, les travaux de psychologie sociale ont démontré que l'effet de groupe désinhibe le potentiel d'agressivité des individus et amplifie des phénomènes de violence physique²². Dans l'actualité plus récente, on a pu observer cette mécanique²³ à l'œuvre dans les actions violentes de certains Gilets jaunes (incident de l'Arc de Triomphe), des *Black blocks* ou plus généralement du hooliganisme lors de manifestations sportives.

GRAPHIQUE 51. POUR S'OPPOSER À UNE DÉCISION QUE L'ON DÉSAPPROUVE FORTEMENT, OU FAIRE TRIOMPHER UNE CAUSE QUI TIENT À CŒUR, COMPRENEZ-VOUS QU'ON PUISSE AVOIR RECOURS AUX ACTIONS SUIVANTES ? (RÉPONSES « OUI JE COMPRENDS » EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le rapport à la violence symbolique et physique chez les jeunes engagés dans la cité est, comme pour l'engagement même, très sexué. Mary Parlee distingue deux types de comportement des jeunes engagés :
 – du *attention-getting* (attirer l'attention) socialement dévolu aux hommes,
 – du *attention-giving* (donner de l'attention) socialement dévolu aux femmes²⁴.

En effet, comparées aux hommes, les jeunes femmes tolèrent davantage l'idée d'occuper ou de bloquer des lieux pour défendre une cause : 60 % contre 57 % en 2020. L'écart entre les deux sexes s'est réduit pour cet item en 2020, alors qu'il était encore de 11 points de pourcentage en 2019. Les différences restent cependant plus marquées pour les formes plus violentes d'engagement politique : 17 % des

²¹ CREDOC, ENQUÊTE pour l'ANACEJ et le Forum français de la jeunesse (FFJ), *Les jeunes et les élections municipales de 2020*, 3 mars 2020.

²² LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, PUF, 1985.

²³ VAN AELST Peter, WALGRAVE Stefaan, « Who is that (wo) man in the street ? From the normalisation of protest to the normalisation », *European Journal of Political Research*, n° 39, 2001.

²⁴ PARLEE Mary, *Sex Differences in Human Performance*, New York University Press, 1989.

hommes estiment qu'il est justifié de dégrader des biens publics, contre 9 % des jeunes femmes. Il va de même pour 19 % des jeunes hommes considérant justifié l'utilisation de la violence physique, contre 10 % des jeunes femmes (Tableau 3).

TABLEAU 3. POUR S'OPPOSER À UNE DÉCISION QUE L'ON DÉSAPPROUVE FORTEMENT, OU FAIRE TRIOMPHER UNE CAUSE QUI TIENT À CŒUR, COMPRENEZ-VOUS QU'ON PUISSE AVOIR RECOURS AUX ACTIONS SUIVANTES ? (RÉPONSES « OUI JE COMPRENDS » SELON LE SEXE)

	Occuper ou bloquer des lieux		Dégrader des biens publics		Avoir recours à la violence	
	2019 (en %)	2020 (en %)	2019 (en %)	2020 (en %)	2019 (en %)	2020 (en %)
Homme	51	57	14	17	20	19
Femme	62	60	9	9	9	10
Ensemble des 18-30 ans	56	59	11	13	14	14

Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

L'éducation joue également sur l'acceptation de la violence physique pour défendre une cause. Anne Muxel décrit les processus de socialisation comme apprentissage du fonctionnement du système politique avec ses mécanismes, ses failles et les moyens à employer pour être entendu. Plus un jeune comprend le fonctionnement d'un régime, plus il est à même de composer avec les mécanismes de concertation qu'il offre et moins il est séduit par un recours à la violence physique²⁵.

La justification de l'occupation des lieux est en effet la plus consensuelle parmi toutes les catégories, avec des proportions de jeunes soutenant cette idée entre 52 % (aucun diplôme) et 62 % (bac + 4). Par rapport à 2019, on notera notamment la forte progression de cette idée auprès des jeunes peu diplômés : + 14 points pour les non-diplômés + 9 points pour les BEPC.

En revanche, la « dégradation des biens publics » ou « le recours à la violence » sont plus souvent condamnés par les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, les non-diplômés les justifient près de deux fois plus souvent que les titulaires d'un diplôme du supérieur. Les évolutions les plus notables concernent à nouveau les non-diplômés qui justifient davantage ces violences pour défendre une cause.

Il est notable que le soutien à des formes de violence physique progresse dans quasiment toutes les catégories, ce qui s'explique probablement par un contexte de luttes sociales particulièrement visibles qui ont pu conduire à la « normalisation » de certains actes de violence dans la perception des jeunes (Tableau 4).

²⁵ MUXEL Anne (dir.), *Les étudiants de Sciences Po : Leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Presses de Sciences Po, 2004.

TABLEAU 4. POUR S'OPPOSER À UNE DÉCISION QUE L'ON DÉSAPPROUVE FORTEMENT, OU FAIRE TRIOMPHER UNE CAUSE QUI TIENT À CŒUR, COMPRENEZ-VOUS QU'ON PUISSE AVOIR RECOURS AUX ACTIONS SUIVANTES ? (RÉPONSES « OUI JE COMPRENDS » – SELON LE DIPLÔME)

	Occuper ou bloquer des lieux			Dégrader des biens publics			Avoir recours à la violence		
	2019 (en %)	2020 (en %)	Évolutions (en points de pourcentage)	2019 (en %)	2020 (en %)	Évolutions (en points de pourcentage)	2019 (en %)	2020 (en %)	Évolutions (en points de pourcentage)
Aucun diplôme	38	52	14	13	21	8	16	22	7
BEPC, brevet des collèges	52	61	9	14	12	-2	18	12	-6
CAP, BEP ou équivalent	52	57	5	14	15	1	18	17	0
Bac général, technologique, professionnel ou équivalent	62	60	-2	10	10	0	13	12	-1
Bac +2 (DEUG, DUT, BTS...)	63	59	-4	12	14	2	14	13	0
Bac +3 (licence...)	59	58	-1	10	13	3	11	14	3
Bac +4 (maîtrise, master 1...)	49	62	13	10	16	6	13	17	4
Bac +5 et plus (DEA, DESS, master 2, grandes écoles, doctorat)	57	57	0	8	13	6	11	14	3
Ensemble des 18-30 ans	56	59	2	11	13	2	14	14	0

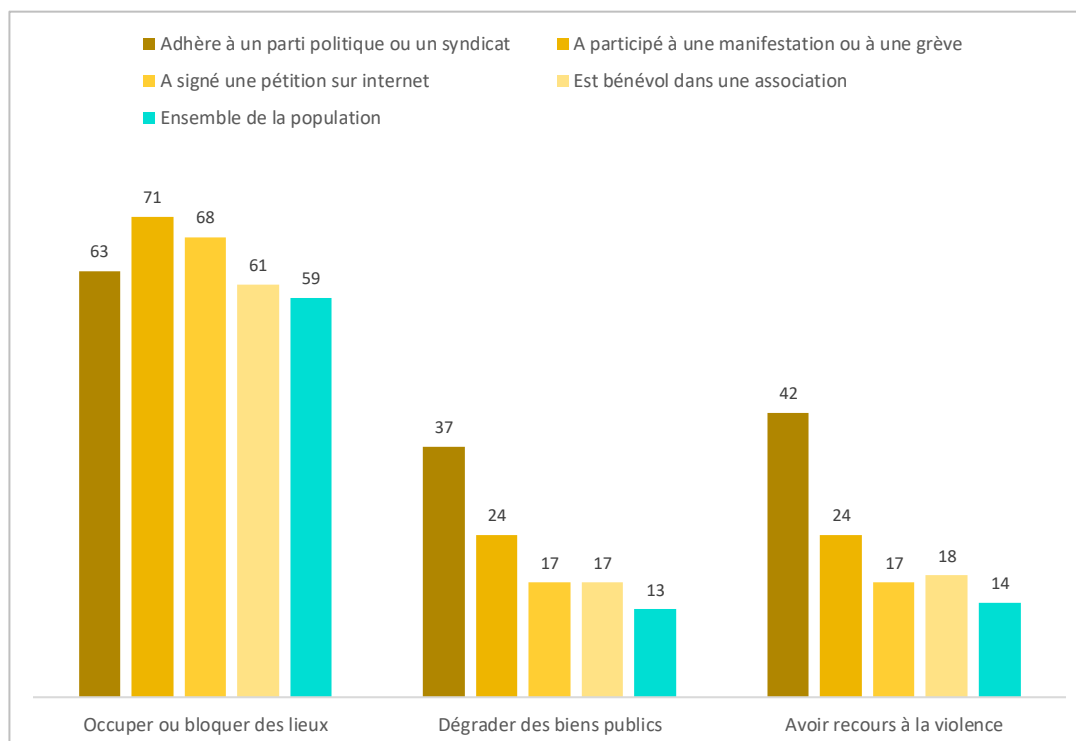
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

L'implication dans la vie civique, et plus spécifiquement l'engagement bénévole, dans un parti politique ou dans un syndicat influence particulièrement la propension des jeunes à défendre des actes de violence symbolique ou physique pour défendre une cause. Toutefois, le soutien varie en fonction de la forme de l'engagement. Il existe ainsi un décalage net entre les personnes enrôlées dans un parti politique ou un syndicat et celles dont l'engagement citoyen se cantonne à la signature de pétitions sur Internet. 37 % des jeunes membres d'un parti politique ou d'une organisation syndicale justifient par exemple la dégradation de biens publics et 42 % d'entre eux le recours à la violence physique, contre 17 % et 18 % des bénévoles dans une association et, 17 % et 17 % respectivement des signataires d'une pétition sur Internet. *A contrario*, les jeunes partisans ou syndicalistes soutiennent moins souvent l'occupation ou le blocus de lieux (63 %) que leurs jeunes congénères indiquant avoir participé à une

manifestation ou une grève (71 %) ou encore ceux ayant signé une pétition sur Internet dans l'année (68 %) (Graphique 52).

GRAPHIQUE 52. POUR S'OPPOSER À UNE DÉCISION QUE L'ON DÉSAAPPROUVE FORTEMENT, OU FAIRE TRIOMPHER UNE CAUSE QUI TIENT À CŒUR, COMPRENEZ-VOUS QU'ON PUISSE AVOIR RECOURS AUX ACTIONS SUIVANTES ? (RÉPONSES « OUI JE COMPRENDS » EN %)



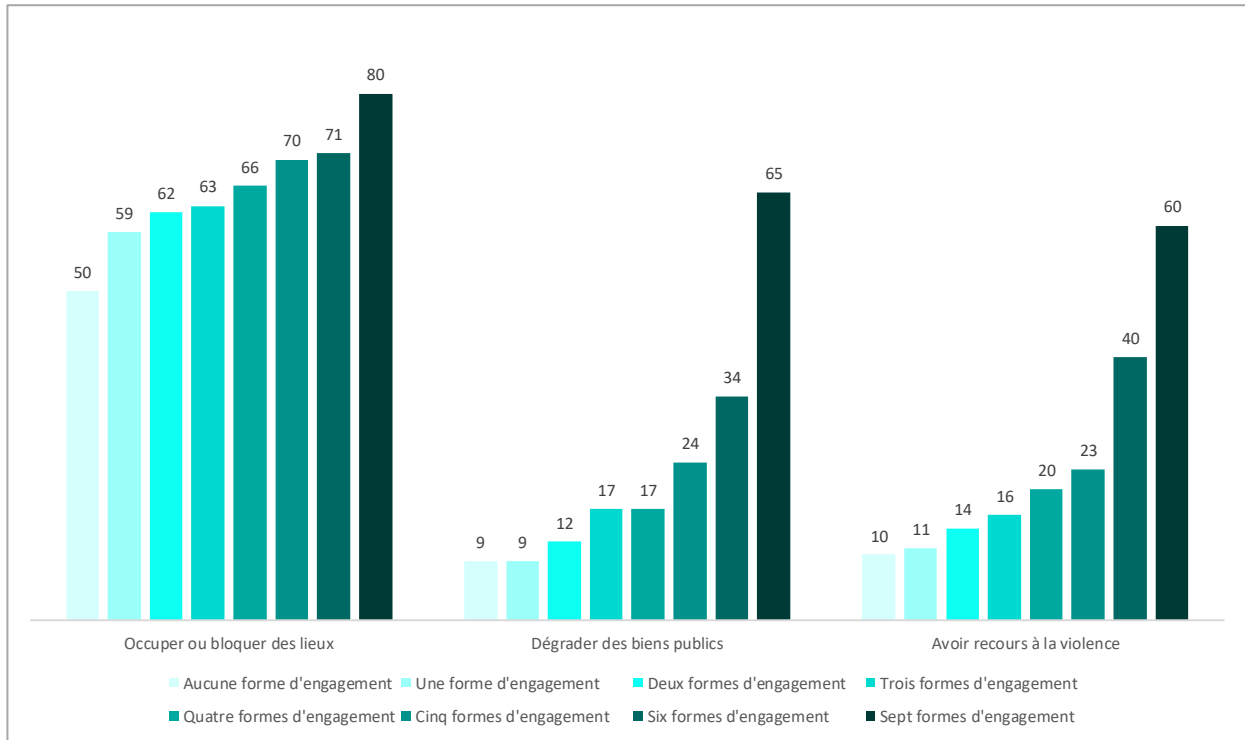
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Plus l'implication dans la vie citoyenne et l'engagement associatif est diversifiée, plus la propension à justifier des actions violentes pour défendre une cause est élevée. Ainsi, 80 % des jeunes ayant 7 différentes formes d'engagement justifient l'occupation des lieux, contre seulement 50 % des jeunes n'ayant qu'une seule forme d'engagement. De même 65 % des très engagés justifient la dégradation de bien publics et 60 % considèrent que le recours à la violence physique est justifié sous certaines circonstances, contre seulement 9 % et 10 % respectivement des jeunes n'ayant qu'une seule forme d'engagement. En effet, Anne Muxel souligne que la diversité de l'engagement est un indicateur de l'importance que les jeunes peuvent accorder à des causes politiques, idéologiques ou sociétales. Ces différentes formes seraient les moyens mis en œuvre pour poursuivre un objectif ou défendre une cause²⁶. Ainsi la tournure que prend l'engagement de ces jeunes « très impliqués et concernés » s'exprimerait parfaitement dans le mantra politique de Machiavel : « La fin justifie les moyens » (Graphique 53).

²⁶ MUXEL Anne, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures, ajustements », *Revue française de sciences politiques*, 52 (5-6), 2002.

GRAPHIQUE 53. POUR S'OPPOSER À UNE DÉCISION QUE L'ON DÉSAAPPROUVE, OU FAIRE TRIOMPHER UNE CAUSE QUI TIENT À CŒUR, COMPRENEZ-VOUS QU'ON PUISSE AVOIR RECOURS AUX ACTIONS SUIVANTES ? (RÉPONSES « OUI JE COMPRENDS » EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Enfin, l'analyse montre que la satisfaction envers sa vie actuelle n'influence pas la propension des jeunes à justifier des actes de violence politique. Autrement dit, l'insatisfaction ou encore la frustration éprouvée (selon la logique du postulat de Maslow) à l'égard de la capacité à satisfaire les besoins quotidiens n'augmente pas le potentiel de violence d'un jeune. Les jeunes « insatisfaits » ne sont pas plus violents que les jeunes « satisfaits ».

Le vécu de la crise sanitaire et plus particulièrement du confinement confirme ces résultats. Malgré un vécu contraignant et particulièrement difficile et déplaisant, l'appétence des jeunes à transiger sur les règles du confinement n'a pas augmenté. Au contraire, les contraintes du confinement n'entament pas le capital des jeunes en termes de réflexes citoyens : 67 % des 18-30 ans refuseraient d'enfreindre les règles du confinement pour préserver leur santé mentale ou physique. Une proportion comparable ne dérogerait en aucun cas aux règles pour ne pas mettre en péril ses concitoyens. 38 % observeront strictement les règles, même si cela ne va pas de soi²⁷.

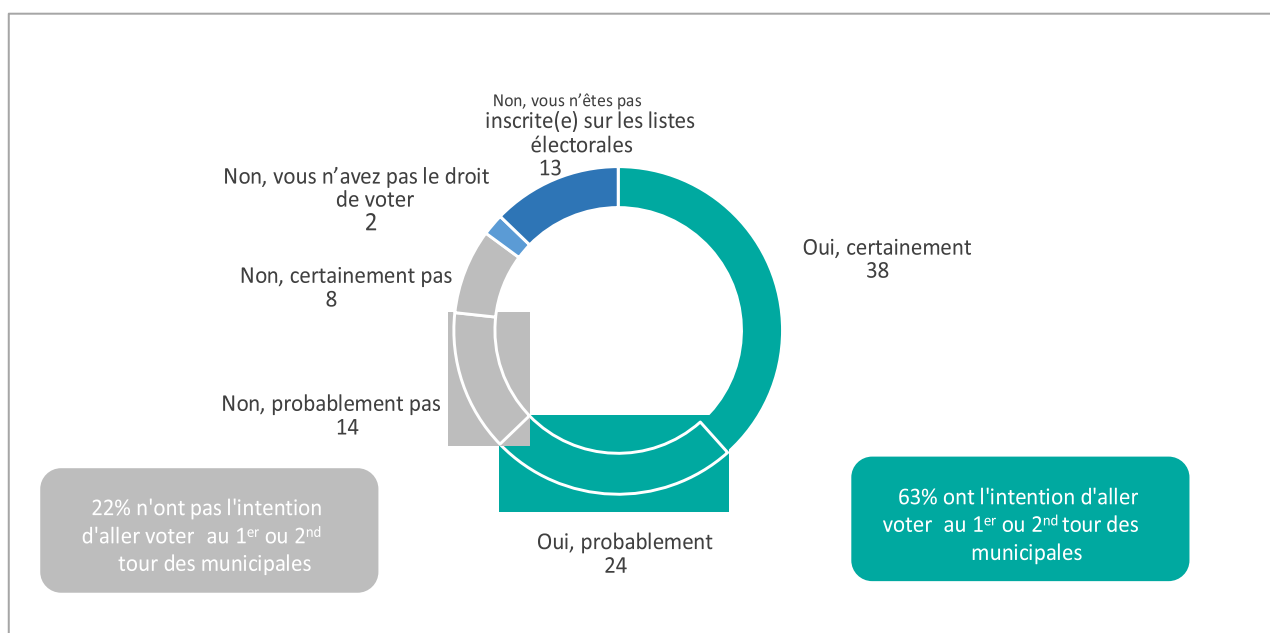
²⁷ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 4, avril 2020.

3. Dans le mois précédant le premier tour des municipales, près de deux jeunes sur trois envisageaient d'aller voter

La participation politique des jeunes a, à l'image de celle de l'ensemble de la population, été bouleversée par la pandémie. Si dans cette 5^e édition du baromètre sur la jeunesse, 63 % des 18-30 ans ont annoncé avoir l'intention d'aller voter, le taux de participation au premier tour des élections municipales 2020 pour l'ensemble de la population est bien inférieur avec 44,7 % et laisse augurer une participation bien moindre de la jeunesse, traditionnellement plus abstentionniste que ses aînés. Au premier tour des élections communales de 2014, 36,4 % des électeurs n'avaient pas voté. En 2020, un sondage de l'IFOP réalisé encore 10 jours avant les élections annonçait que seuls 28 % des électeurs étaient susceptibles de ne pas aller voter aux prochaines élections municipales à cause des risques de transmission du Coronavirus. Toutefois, la crainte du COVID a rattrapé les électeurs et, en 2020, le pourcentage d'abstentionnistes a fait un bond à 55,4 %. Dans un sondage IFOP réalisé le jour du vote, 40 % des futurs abstentionnistes confirmaient que leur décision se fondait sur la peur d'attraper le COVID-19. Entré en vigueur le 17 mars à 12 heures, soit deux jours après le premier tour des municipales, le confinement est venu confirmer les craintes de la population face à la menace du coronavirus et le second tour, initialement prévu le 22 mars, a été reporté.

Les intentions de vote de jeunes interrogés avant le premier tour étaient toutefois proches des taux de participation atteints en population générale en 2014, soit 62,1 % au premier tour et 63,6 % au second tour (Graphique 54).

GRAPHIQUE 54. CETTE ANNEE AVEZ-VOUS L'INTENTION D'ALLER VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES ? (EN %) RÉPONSES DES PERSONNES INTERROGÉES AVANT LE 1^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS (N = 4 233)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Personnes interrogées avant le 1^{er} tour des élections municipales.

Selon l'enquête Eurobaromètre flash 455 de 2017, 67 % des jeunes Français ont participé à une élection au cours des trois dernières années que ce soit au niveau local, régional ou national. La France occupe

ainsi la neuvième place parmi les 28 pays membres de l'Union européenne et la participation au vote des jeunes Français se situe 3 points au-dessus de la moyenne de l'UE28²⁸. Alors que le nombre de jeunes déclarant être inscrits sur les listes électorales baisse d'année en année (87 % en mars 2017, 79 % en avril 2019, et seulement 76 % des 18-24 ans en mars 2020), les jeunes sont nombreux à avoir l'intention de participer aux élections municipales. Cela contraste avec une défiance croissante à l'égard de la fonction élective et le système représentatif, la désaffection voire le rejet des partis politiques et le désamour avec les institutions politiques. Comment expliquer ce hiatus ?

Les 63 % d'intentions de vote se ventilent entre 38 % de jeunes sûrs d'aller voter et 24 % de jeunes qui déclarent vouloir « probablement » voter. La sociologie électorale nous apprend que la question des intentions de vote est à analyser avec précaution du fait de la désirabilité sociale, qui pèse lourdement sur les réponses. Ainsi, les personnes interrogées ont tendance à surdéclarer leur intention de participation aux prochaines élections²⁹. Dans cette optique, les 24 % de jeunes hésitants et répondant par « probablement » peuvent pour partie être expliqués par cette tendance à la surdéclaration qui fera, par ricochet, baisser la proportion de jeunes ayant réellement l'intention d'aller voter aux prochaines élections municipales.

Anne Muxel pointe à ce propos un paradoxe de la politisation des jeunes. Les jeunes montrent à la fois une défiance persistante à l'égard des institutions politiques et des représentants politiques au niveau national, mais sont plus indulgents avec les maires et la gestion au niveau communal. En effet, le rôle électif d'un maire semble décorrélaté de sa fonction représentative et associé à l'idée de « proximité » et de l'action citoyenne directe³⁰. La défiance dans la fonction représentative décroît donc avec le niveau de « proximité institutionnelle », l'échelon local disposant d'un capital de confiance plus élevé que les strates départementales, régionales ou nationales.

En effet, l'enquête électorale 2020 du CEVIPOF montre que les maires de communes inspirent la confiance de leurs administrés : 64 % ont confiance en eux, contre 57 % de confiance dans les conseillers départementaux, 51 % dans les conseillers régionaux, 39 % dans le député (de la circonscription) et 36 % dans le sénateur (de la circonscription)³¹.

L'effet d'âge des « primo-votants » s'estompe : en sciences politiques, on distingue classiquement, au sein de la jeunesse, les primo-votants dont on fixe l'âge entre 18 et 22 ans des votants plus habitués âgés de 23 à 30 ans. Les premiers, lorsqu'ils sont inscrits sur les listes électorales, se rendent davantage aux urnes, tandis que les seconds sont caractérisés par un « moratoire civique » se traduisant par un retrait un peu plus marqué de la décision électorale. Toutefois, selon Anne Muxel cet écart a eu tendance à se réduire au cours des 10 dernières années et les comportements de ces deux groupes à se rapprocher. Les résultats de la cinquième vague du baromètre jeunesse confirment en effet un nivellement des comportements. Les intentions d'aller voter des 18-22 ans sont identiques à celles de leurs aînés, soit 63 % des personnes interrogées avant le 1^{er} tour des municipales.

²⁸ EUROBAROMÈTRE, *European Youth*, EB flash 455, septembre 2017.

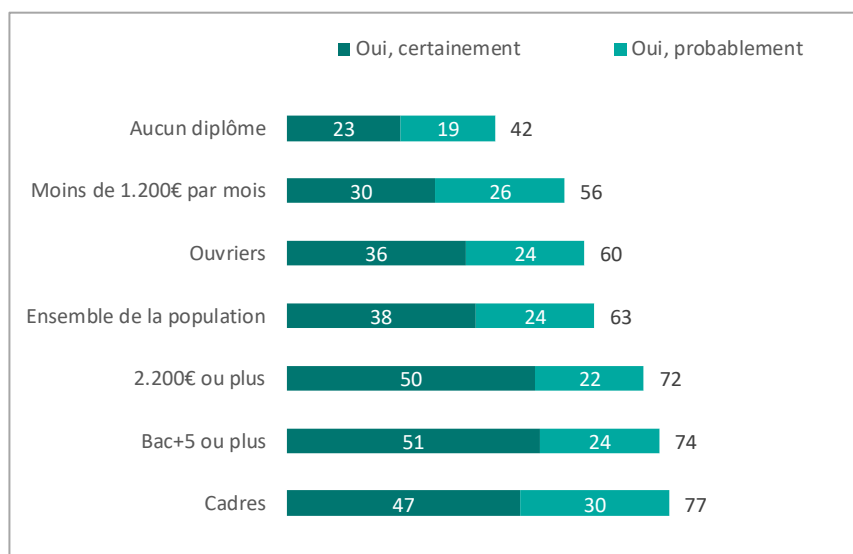
²⁹ LECA Jean, « Le désenclavement des "études électorales" en France. À propos de l'explication du vote », *Revue française de science politique*, n° 97-5, 1987.

³⁰ MUXEL Anne, *Entre indifférence et protestation, à coup sûr une distance est de mise*, ANACEJ, 4 mars 2020.

³¹ CEVIPOF pour AMF, « Enquête électorale française 2020 », Observatoire de la démocratie de proximité AMF-CEVIPOF/Sciences Po, mars 2020 ; FOUCAULT Martial, « Des maires plus combattifs à quatre mois des élections municipales », Troisième enquête de l'Observatoire de la démocratie de proximité, AMF-CEVIPOF/Sciences Po, novembre 2019.

Le déclassement social fait-il le vote des jeunes ? Bien que la situation sociale ne soit pas stabilisée pour beaucoup de jeunes, l'impact de la position sociale déclarée au moment de l'enquête sur les intentions de vote reflète un schéma bien connu de la sociologie électorale. La conviction d'être sûr d'aller voter aux prochaines élections municipales progresse en fonction du niveau de diplôme : 23 % des non-diplômés déclarent vouloir « certainement » voter, contre 41 % des bac + 4 ou encore 51 % des bac + 5 et plus. Il va de même pour les cadres qui déclarent à 47 % vouloir voter de manière certaine au premier tour, contre 36 % des ouvriers. Le tableau est complété par les jeunes disposant de revenus d'au moins 2 200 euros par mois (72 % vont voter, dont 50 % certainement) contre les jeunes disposant de revenus inférieurs à 1 200 euros par mois (56 %, dont 30 % certainement). Par conséquent, les catégories modestes, qui peuvent parfois éprouver un sentiment de déclassement social, n'utilisent pas davantage le vote comme expression de leur mécontentement social (Graphique 55).

GRAPHIQUE 55. CETTE ANNÉE AVEZ-VOUS L'INTENTION D'ALLER VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES ? SELON LES INDICATEURS SOCIODÉMOGRAPHIQUES (EN %) – RÉPONSES DES PERSONNES INTERROGÉES AVANT LE 1^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS (N = 4 233)

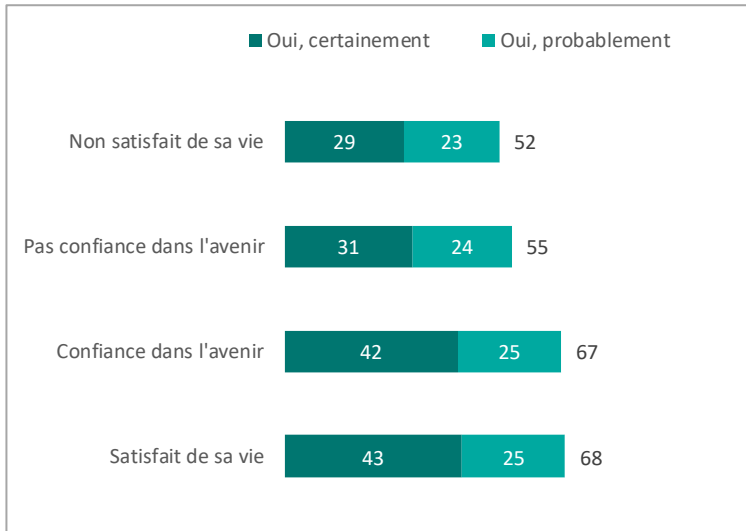


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Personnes interrogées avant le 1^{er} tour des élections municipales.

La satisfaction avec la vie et confiance dans l'avenir influencent l'intention de vote : les jeunes satisfaits de leur vie déclarent plus souvent vouloir se rendre aux urnes pour les municipales que les jeunes insatisfaits de leur situation actuelle : 68 % (dont 43 % oui, certainement) contre 52 % (dont 29 % oui, certainement). Dans cette même optique, le sentiment d'incertitude par rapport à son propre avenir joue aussi. 42 % des jeunes confiants dans leur avenir déclarent vouloir se rendre « certainement » aux élections contre seulement 31 % n'ayant pas confiance dans leur avenir. Ces derniers sont probablement victimes d'un sentiment d'invisibilité sociale plus marqué et fondé sur l'impression que leur participation aux élections ne changera pas le cours des choses (Graphique 56).

GRAPHIQUE 56. CETTE ANNÉE AVEZ-VOUS L'INTENTION D'ALLER VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES ? SELON LA SATISFACTION AVEC LA VIE ACTUELLE ET LA CONFIANCE DANS L'AVENIR (EN %) RÉPONSES DES PERSONNES INTERROGÉES AVANT LE 1^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS (N = 4 233)

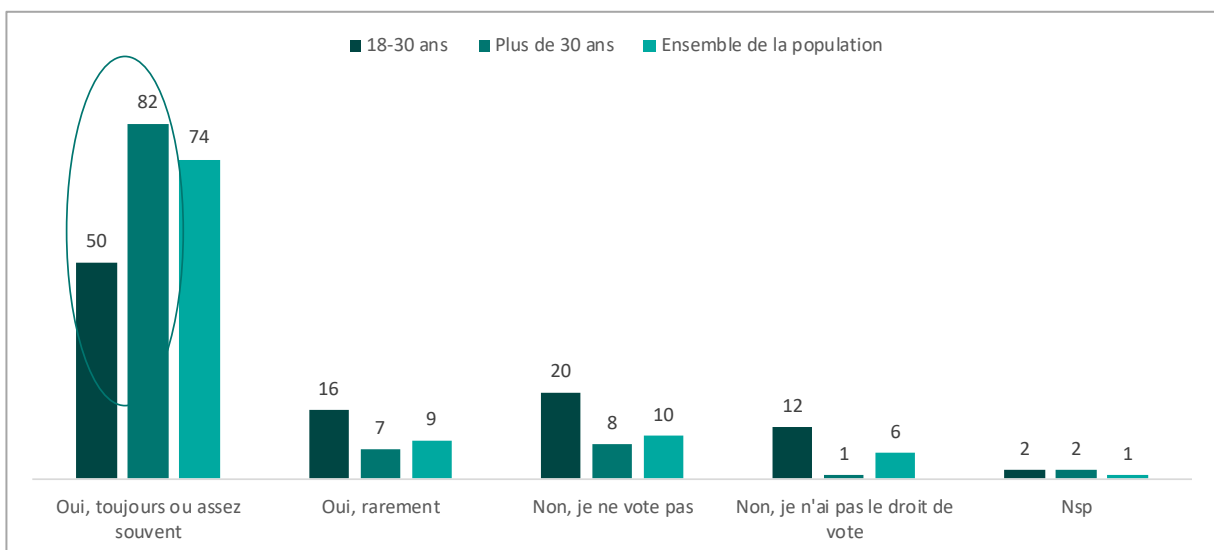


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Personnes interrogées avant le 1^{er} tour des élections municipales.

En effet, une comparaison du vote effectif, réalisée à partir de l'enquête Conditions de vie et aspirations d'avril 2020, montre que les jeunes sont moins nombreux à avoir effectivement voté. 50 % des 18-30 ans indiquent avoir toujours ou assez souvent voté, contre 82 % des plus de 30 ans et 74 % de l'ensemble des Français. En revanche, ils sont 20 % à déclarer ne jamais voter, contre seulement 8 % des plus de 30 ans et 10 % en population générale (Graphique 57).

GRAPHIQUE 57. CES DERNIERES ANNÉES, AVEZ-VOUS VOTÉ ? (EN %) – ENSEMBLE DE LA POPULATION (N = 3 036)



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, flash Covid-19 », avril 2020.

4. Le devoir citoyen, première motivation des jeunes pour voter aux élections municipales

En 2017, 85 % des Français déclarent dans une enquête de la Fondation pour l'innovation politique avoir déjà voté pour un parti populiste, s'être déjà abstenus ou avoir déjà voté blanc pour manifester leur protestation politique. L'idée de l'abstention ou du vote blanc séduit légèrement plus souvent les jeunes qu'en moyenne, 33 % des 18-24 ans contre 22 % des 50-64 ans et 26 % des 65 ans et plus³². Cependant, malgré une socialisation dans un contexte de protestation, l'adoption de comportements contestataires par les jeunes ne met nullement en question l'exercice du devoir citoyen : l'acte de voter et le devoir citoyen ne sont pas mis en cause par un vote blanc plus fréquent. Selon Anne Muxel, il ne faut en effet pas interpréter le vote blanc comme une défaillance citoyenne, mais comme une expression démocratique³³. Ainsi, 46 % des jeunes ayant eu l'intention d'aller voter aux élections municipales déclarent comme principale motivation « le devoir citoyen » : + 1 point par rapport aux résultats de l'enquête 2019, lorsqu'il s'agissait d'expliquer les raisons de voter aux élections européennes.

21 % des jeunes évoquent une raison plus classique au fait d'aller voter : pour que les choses changent. Ce motif de vote progresse de + 7 points par rapport à 2019. Cette forte progression, la plus élevée dans la liste des 7 items testés, a plusieurs causes :

- Bien que davantage proeuropéens et plus ouverts à la mondialisation, les jeunes sont, comme leurs concitoyens, satisfaits des politiques menées au niveau local. 71 % des Français jugent « bon » le bilan de l'équipe municipale sortante et se montrent satisfaits des efforts fournis par les élus locaux. De même, 69 % jugent « bien » l'utilisation de l'argent des impôts locaux. La corruption ou le gaspillage d'argent sont rarement avancés comme arguments pour critiquer les politiques locales. Plus généralement, 60 % déclarent dans l'enquête Eurobaromètre de juin 2019 faire confiance aux autorités publiques ou locales³⁴.

- Toutefois, l'impact de la gestion de la crise du COVID-19 sur la perception de la performance des politiques locales est de taille. Alors que 59 % des jeunes estiment que la crise a été bien gérée par les communes, cette proportion augmente sensiblement avec l'âge : 64 % des 35-64 ans et 74 %, des 65 ans et plus. À l'inverse, les jeunes apprécient davantage les actions menées à l'échelon supranational par l'OMS ou encore par l'Union européenne : 44 % et 32 % jugent la gestion de crise de ces instances « bonne » contre seulement 27 % et 12 % des 65 ans et plus (Graphique 58)³⁵.

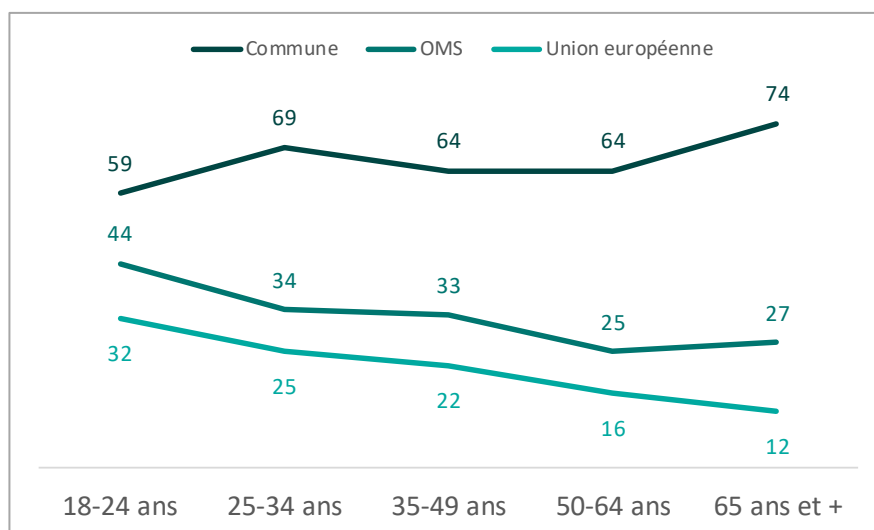
³² REYNIÉ Dominique, *op. cit.*

³³ MUXEL Anne, « Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 23, février 2008.

³⁴ EUROBAROMÈTRE, *L'opinion publique dans l'Union européenne*, EB91, juin 2019.

³⁵ ELABE pour Institut Montaigne, *Les Échos*, Radio classique, *Les Français, le pouvoir local et l'Europe face à la crise*, 6 mai 2020.

GRAPHIQUE 58. DE MANIÈRE GÉNÉRALE, DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE DU CORONAVIRUS, DIRIEZ-VOUS QUE CHACUN DES ACTEURS SUIVANTS A ÉTÉ À LA HAUTEUR ? (EN %)



Source : Enquête ELABE, Institut Montaigne, *Les Échos*, Radio classique, «Les Français, le pouvoir local et l'Europe face à la crise», 6 mai 2020.

Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans et plus.

– Le souhait que les choses changent au niveau local est également porté par l'envie d'expérimenter de nouvelles politiques à tous les niveaux du système politique. Le souhait de changer de paradigme environnemental en est un bon exemple. Après les succès des partis environnementaux au niveau européen et dans certains pays voisins, la vague verte tire également les attentes envers la politique locale vers le haut : l'enquête CEVIPOF/AMF montre que la principale attente des citoyens à l'égard du prochain maire est la question de la préservation de l'environnement sur le territoire de la commune (47 % des Français), devant le souhait d'avoir un représentant de proximité (44 %) et la garantie de la sécurité pour tous (36 %) ³⁶. Cette envie de changement est amplifiée par la période du confinement et la crise sanitaire du COVID-19 ³⁷.

10 % des jeunes, enfin, souhaitent soutenir un candidat spécifique, + 5 points par rapport à 2019. Il doit en effet paraître aux yeux des jeunes plus aisé d'entretenir un lien de proximité avec leurs élus locaux qu'avec les députés européens, qui peuvent paraître plus éloignés, ne serait-ce que géographiquement, et donc moins accessibles aux demandes concrètes des citoyens.

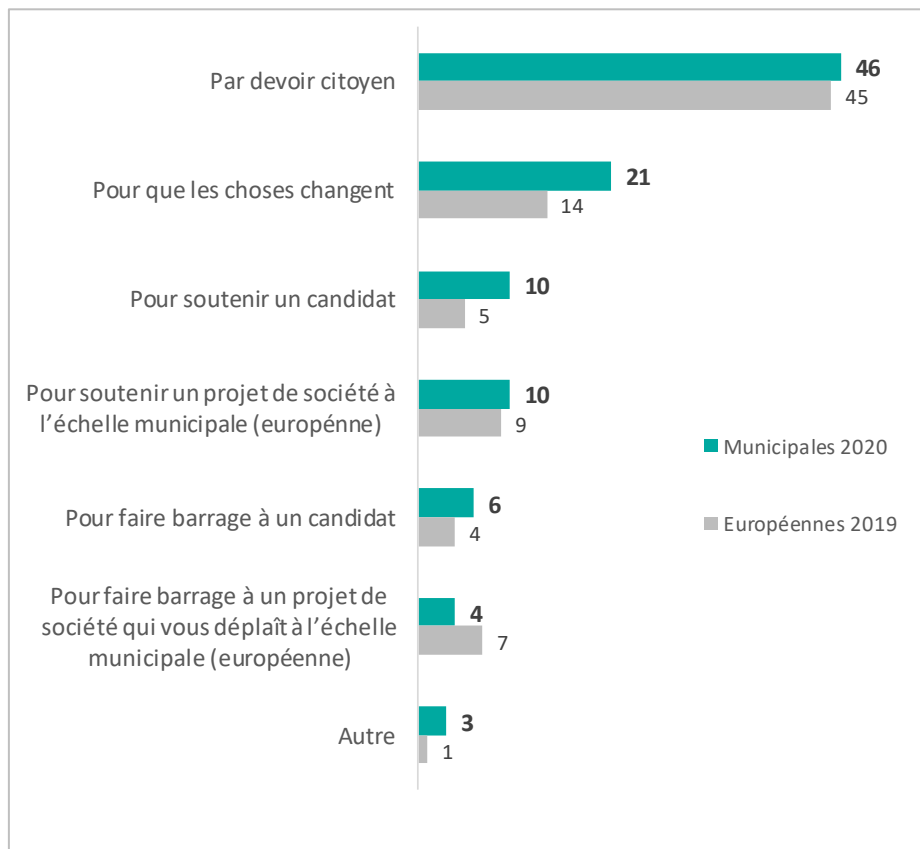
Moins d'un jeune sur dix se rend aux élections pour faire barrage à un candidat (6 %, + 2 points) ou à un projet de société qui lui déplaît (4 %, - 3 points) (Graphique 59). Comme le confirment les analyses de sociologie électorale, le public jeune semble peu séduit par les votes extrémistes à des fins de protestation électorale ³⁸.

³⁶ CEVIPOF pour AMF, « Enquête électorale française 2020 », Observatoire de la démocratie de proximité AMF-CEVIPOF/Sciences Po, mars 2020.

³⁷ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 5, mai 2020.

³⁸ ROUBAN Luc, « L'enquête électorale française : comprendre 2017 », *La note* n° 24, CEVIPOF, juillet 2016.

GRAPHIQUE 59. QUELLE EST VOTRE PRINCIPALE MOTIVATION À ALLER VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES (EUROPÉENNES EN 2019) – RÉPONSES DES PERSONNES AYANT DECLARÉ LEUR INTENTION DE VOTE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

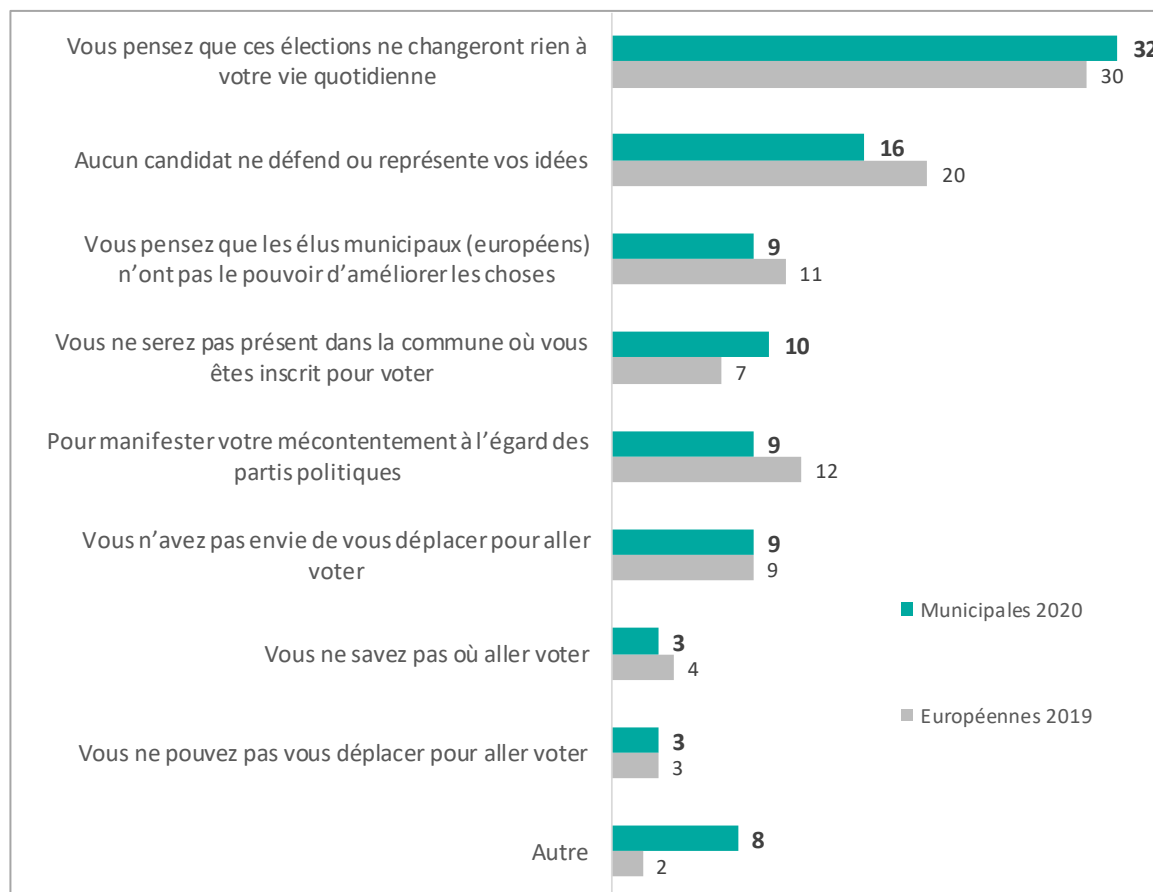
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui ont déclaré avoir l'intention de voter aux élections.

Le diplôme s'avère légèrement discriminant dans les raisons invoquées pour aller voter. 50 % des bac ou plus se rendent aux élections municipales par devoir de citoyen, contre 39 % des jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au bac. Il est également notable que la participation citoyenne semble décorrélée du devoir de vote. Seulement 43 % des jeunes s'étant engagés dans la vie citoyenne au cours des 12 derniers mois déclarent être allés voter par devoir, contre 54 % de ceux n'ayant déclaré aucun engagement citoyen par ailleurs. En revanche, le vote par devoir citoyen est inversement proportionnel à la propension à justifier le recours à la violence pour défendre une cause politique. Seulement 32 % des personnes comprenant la dégradation de biens publics pour défendre une cause et 33 % de ceux justifiant le recours à la violence physique pour ces mêmes raisons, votent par devoir citoyen, contre 46 % en moyenne.

5. Le sentiment d'inertie constitue le premier frein à la mobilisation lors des élections municipales

Bien que les jeunes se disent très attachés à l'idée de changer les choses par une participation au vote, une proportion non négligeable d'entre eux est en même temps dubitative quant à sa capacité à agir et à être utile à la société.

GRAPHIQUE 60. POUR QUELLE RAISON PRINCIPALE N'ÊTES-VOUS PAS CERTAIN D'ALLER VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans, qui ont déclaré ne pas avoir l'intention de voter aux élections municipales 2020.

La 5^e vague du baromètre sur la jeunesse montre que 32 % (+ 2 points) des jeunes se disent découragés d'aller voter parce qu'ils pensent que cela ne changerait rien à leur vie quotidienne. Le confinement aura probablement accentué ce sentiment : 45 % des 18-30 ans indiquent qu'ils ne se sentent pas vraiment utiles à la société, que ce soit pendant la crise sanitaire ou après et 23 % se considèrent comme moins utiles durant le confinement³⁹. Au total, une proportion de 68 % des jeunes se considère comme pas « vraiment » utile pour la société à l'issue de la crise, et donc juste avant le deuxième tour des élections municipales fixé

³⁹ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 5, mai 2020.

pour le 28 juin 2020. De même, les jeunes considérant que leur voix n'est pas entendue, et cela indépendamment de leur âge, estiment davantage que leur vote ne sert à rien : 41 % (Graphique 60).

16 % des jeunes déclarent que la principale raison pour ne pas aller voter est qu'aucun candidat ne défend ou représente leurs idées. Cette proportion est en baisse par rapport aux élections européennes (- 4 points), ce qui s'explique en partie par le caractère foncièrement différent de ces deux scrutins. Les députés européens sont ainsi plus souvent perçus comme éloignés de leur électorat et suscitent davantage de méfiance, alors que les élus locaux ne sont pas véritablement vus comme des représentants, mais comme des acteurs de la démocratie directe et donc par voie de conséquence comme étant plus proches de leur base⁴⁰. Les élus locaux et plus particulièrement les maires sont également plus directement exposés à des manifestations de mécontentement (parfois violentes comme le montrent ces maires de communes victimes de violences physiques voire d'agressions) de leurs administrés qui, par ricochet, ont davantage l'impression de « pouvoir atteindre » leur élu pour le sanctionner⁴¹. Le ministère de l'intérieur dénombre, en 2018, 361 maires et adjoints victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique. 60 % d'entre eux ont été victimes de menaces ou de chantages, 40 % de « violences non crapuleuses »⁴².

Autre motif d'abstention, environ un jeune sur dix considère que les élus municipaux n'ont pas le pouvoir d'améliorer les choses (9 %, - 2 points par rapport à 2019) et autant souhaitent manifester leur mécontentement à l'égard des partis politiques (- 3 points), ce qui démontre que les élections municipales sont peu affectées par la protestation électorale contre le système représentatif – beaucoup moins que les scrutins nationaux. 9 % (stable) n'ont pas envie de se déplacer pour aller voter et 10 % ne sont pas présents dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales (+ 3 points).

Une faible proportion de 3 % (- 1 point) ne sait pas où aller voter ou ne peut pas se déplacer (stable par rapport à 2019). Somme toute, l'empêchement par un manque de mobilité physique reste un facteur mineur ne freinant qu'à la marge la participation électorale des 18-30 ans.

Enfin, 8 % des jeunes évoquent d'autres freins. Le désintérêt pour la politique, des raisons religieuses ou ne pas avoir le droit de vote à défaut d'être citoyen français ou européen sont évoqués comme raisons. Seuls 5 jeunes citent le coronavirus comme obstacle pour la participation au premier tour.

⁴⁰ FOUCAULT Martial, « Les transformations de la sociologie du vote », *Vie publique.fr*, 2018.

⁴¹ FOUCAULT Martial, « Pourquoi la moitié des maires veulent passer la main en 2020 ? », *Le Monde*, novembre 2018.

⁴² ELIE Mathilde, « Agressions envers les maires que disent les chiffres », *La Gazette des Communes*, 20 août 2019.

V. Une hausse du non-recours malgré une meilleure connaissance des dispositifs sociaux

Cette année, les résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse montrent que le sentiment de non-recours peine encore à émerger au sein des catégories de jeunes les plus précaires, souvent perdus au sujet de leurs droits ou/et en retrait par rapport aux institutions. En parallèle, ce sentiment s'accroît parmi les jeunes les plus qualifiés et plus intégrés socioéconomiquement.

La notoriété des dispositifs publics (Garantie Jeunes, CMU-C, RSA, CSS) progresse néanmoins auprès de certaines catégories modestes. La plus grande notoriété d'un dispositif est susceptible d'encourager certaines d'entre elles à espérer un soutien dans leurs dépenses. On note par exemple en 2020 de plus fortes attentes d'aides culturelles de la part de jeunes en recherche d'emploi, souvent moins concernés par des sorties et activités culturelles¹. Or cette progression peut-être en lien avec le lancement du pass Culture et donc le développement de l'idée qu'il est possible d'être aidé dans ce domaine.

L'information reste en effet la clé dans la levée du non-recours, tout particulièrement parmi les jeunes connaissant très peu de dispositifs et n'estimant pas avoir le droit de bénéficier de prestations supplémentaires. Souvent perçu comme subi, le non-recours est également considéré comme circonstanciel, relevant de circonstances extérieures à l'action du jeune, par les catégories les plus modestes qui déplorent que les aides ne leur soient pas proposées ou que leurs demandes n'aboutissent pas.

Avant le début du confinement, une large fraction de la jeunesse s'était détournée de la puissance publique et n'en désirait pas d'aide alors même que la population française dans son ensemble s'avère favorable à une aide accrue des jeunes. Ainsi, en 2018, les trois quarts des Français estimaient qu'étendre la prime d'activité aux moins de 25 ans serait une bonne chose².

En cette période de crise sanitaire, les Français semblent donner la priorité aux questions de santé sur celles des libertés individuelles. Cette aspiration est loin d'être partagée par les citoyens les plus jeunes. La principale crainte liée au déconfinement pour 75 % des 18-30 ans est la persistance de « multiples interdictions », de « flicage ». En outre, 57 % d'entre eux redoutent une vie sans « liberté de voyager où [ils] veulent, quand [ils] veulent » et 44 % une vie « sous contrôle en permanence »³.

Interrogés sur le monde de demain à privilégier selon eux, seuls 19 % des 18-30 ans préféreraient avant tout une société faisant de la santé de ses citoyens sa priorité, et 4 % opteraient pour la sécurité « quitte à rogner un peu sur les libertés individuelles ». Pour 49 % des jeunes Français, la société de demain doit

¹ BAILLET Julie *et al.* (CREDOC), *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019*, *op. cit.*

² CREDOC pour DGCS, enquête Conditions de vie et aspirations, 2018.

³ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 4, avril 2020.

avant tout miser sur la « protection de l'environnement, quitte à être moins performants d'un point de vue économique »⁴.

Cette vision du monde a un impact direct sur les attentes des jeunes à l'égard des pouvoirs publics. Plus de la moitié d'entre eux estiment en effet que les priorités du gouvernement dans les prochains mois devraient se tourner vers le maintien « des objectifs environnementaux » (56 %), devant la « revalorisation des salaires des professionnels de santé » (55 %). La relocalisation de la « production des produits essentiels en France » (53 %) et le soutien financier aux entreprises françaises (40 %) sont également souvent cités, dénotant une envie de sécuriser un approvisionnement en biens locaux⁵.

Pourtant, les jeunes de 18 à 30 ans entendent le monde post-COVID comme plus propice aux inégalités sociales (76 %), à l'ordre plutôt qu'à la liberté (76 %) et globalement oublieux des « invisibles » (70 %)⁶. Alors même que 65 % d'entre eux estiment que cette crise va affecter leur avenir professionnel proche⁷, les jeunes n'émettent pas d'attentes aussi fortes à l'égard des pouvoirs publics en matière d'aides sociales qu'en matière d'environnement. L'envie d'un renforcement de « la solidarité envers les plus fragiles, les plus démunis » n'est citée que par 32 % des 18-30 ans au plus fort du confinement⁸.

Parmi les jeunes en attente d'aide de la part des pouvoirs publics, la pandémie renforce surtout la volonté déjà prédominante d'un appui au quotidien, pour payer les factures, les courses alimentaires, le loyer. Au niveau planétaire, l'Organisation internationale du travail révèle le malaise psychique, mais aussi les fortes conséquences socio-économiques auxquelles sont exposés les jeunes en raison du caractère plus précaire de leur contrat de travail, de l'impact de la crise sur leurs secteurs d'emploi principaux ou encore de la perturbation de leur éducation et de leur formation⁹.

D¹⁰. Pourtant, cette dernière devra réussir le pari de toucher les jeunes les plus défiants envers les institutions, moins souvent en attente d'aide de la part des pouvoirs publics, moins connaisseurs de ces aides, et partageant moins souvent l'impression d'être en situation de non-recours.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, *Idem*, vague 5, mai 2020.

⁷ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, *Idem*, vague 3, avril 2020.

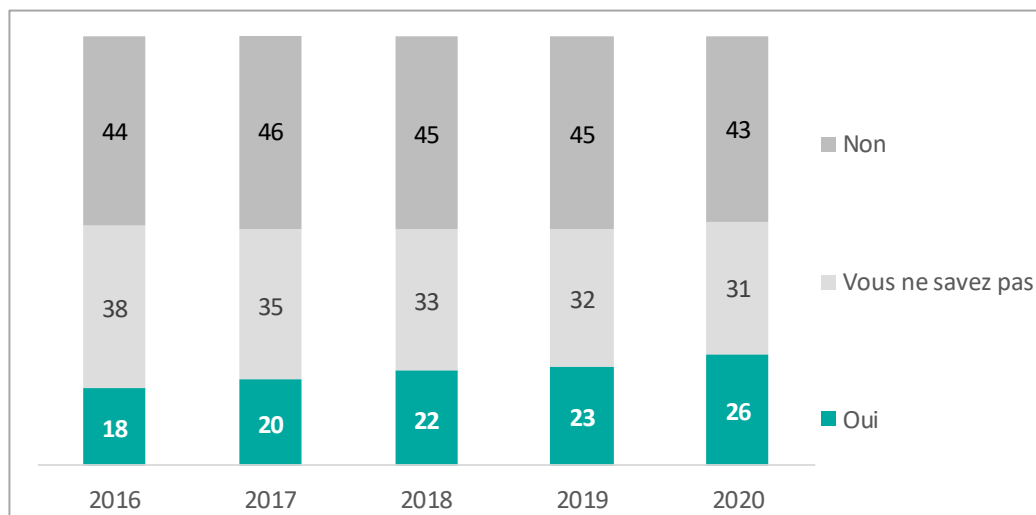
⁸ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, *Idem*, vague 5, mai 2020.

⁹ COLLECTIF, *Le Covid-19 et le monde du travail. Quatrième édition*, OIT, 27 mai 2020.

¹⁰ PIETRALUNGA Cédric, LEMARIÉ Alexandre, ZAPPI Sylvia, CARRIAT Julie, « Il faut des mesures d'urgence » : les responsables politiques redoutent une révolte de la jeunesse », *op. cit.*

1. Le sentiment de non-recours aux droits sociaux continue de croître et concerne plus du quart des jeunes

GRAPHIQUE 61. AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, Y A-T-IL DES DISPOSITIFS, ALLOCATIONS, DROITS, AIDES OU TARIFS SOCIAUX AUXQUELS VOUS POUVIEZ PRÉTENDRE ET DONT VOUS N'AVEZ PAS BÉNÉFICIÉ ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, plus d'un quart des jeunes (26 %) estiment ne pas bénéficier de dispositifs auxquels ils pourraient pourtant prétendre. Il s'agit de la plus forte proportion observée depuis le début des enquêtes en 2016 où seuls 18 % des jeunes pensaient de même (soit + 8 points d'augmentation sur la période) (Graphique 61).

Les grandes caractéristiques sociodémographiques des jeunes se déclarant ou non en situation de non-recours restent fortement similaires d'une année sur l'autre. Toutefois, la progression du non-recours déclaré est portée depuis plusieurs années par les jeunes les plus âgés, entre 25 et 30 ans, d'un niveau de diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, en situation d'emploi. Elle est également particulièrement manifeste auprès des jeunes hommes avec une augmentation de + 8 points dans le ressenti d'un non-recours entre 2016 et 2020.

Fruit d'attentes plus fortes envers les pouvoirs publics ou symptôme d'une inquiétude grandissante quant à la sécurité matérielle d'une jeunesse relativement privilégiée, les jeunes en situation d'emploi et diplômés comptent même en 2020 parmi les jeunes se déclarant le plus souvent en non-recours en 2020. En outre, bien que les jeunes avec enfants se rangent également davantage dans cette catégorie, le fait qu'ils soient seuls à les élever, en famille monoparentale (32 % en 2020, + 7 points par rapport à la moyenne) et donc potentiellement en plus grande précarité influe peu, une proportion supérieure de couples avec enfants (35 %, + 10 points par rapport à la moyenne) se déclarant en situation de non-recours.

Pourtant, le profil des jeunes se déclarant le plus souvent « non-recourants » est pour partie en lien avec des situations de précarité marquées : les jeunes en situation d'invalidité, de longue maladie ou sans situation professionnelle et ne cherchant pas à s'insérer, les jeunes déclarant vivre avec moins de 1 200 euros par mois dans leur foyer, ceux se restreignant budgétairement ainsi que les jeunes logés dans des foyers, des résidences universitaires ou vivant en colocation estiment plus souvent être en situation de non-recours.

Comme l'attestent les caractéristiques socio-économiques plus aisées (diplômés, en emploi) du nouveau profil de non-recourants, l'augmentation du non-recours ressenti ne provient que peu d'une prise de conscience des catégories de jeunes les plus modestes. Entre 2016 et 2020, ce sont surtout des catégories de jeunes (des hommes, des diplômés du baccalauréat ou du supérieur, des jeunes en emploi) auparavant estimant ne pas être en non-recours, qui ont connu la plus forte augmentation du sentiment d'être concernés personnellement par le non-recours.

À l'image des années précédentes, nombreux sont les jeunes en situation économiquement désavantagée à ne pas savoir s'ils sont ou non en situation de non-recours. Il s'agit en premier lieu de personnes jeunes, âgées de 18 à 24 ans (35 %, + 4 points), de jeunes en études et sans activité professionnelle en parallèle (36 %, + 5 points), des détenteurs d'un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat (36 %, + 5 points), ou encore de jeunes vivant chez leurs parents (35 %, + 4 points) et de célibataires (36 %, + 5 points).

Les rapports des années précédentes, notamment celui de 2019, émettaient l'hypothèse d'un sentiment plus aigu de non-recours chez les jeunes dépendant encore fortement de leur cellule familiale au quotidien. Plusieurs faisceaux d'indices laissent entendre que certains de ces jeunes se mettent en retrait de la situation financière de leur foyer dans l'enquête par des non-réponses ciblées sur des questions de niveaux de vie, que ce soit par sentiment de ne pas être concerné personnellement, méconnaissance, peur du stigmate ou impuissance. Ainsi, les sous-groupes suivants sont plus nombreux que la moyenne à ne pas savoir s'ils ont été ou non concernés par un non-recours :

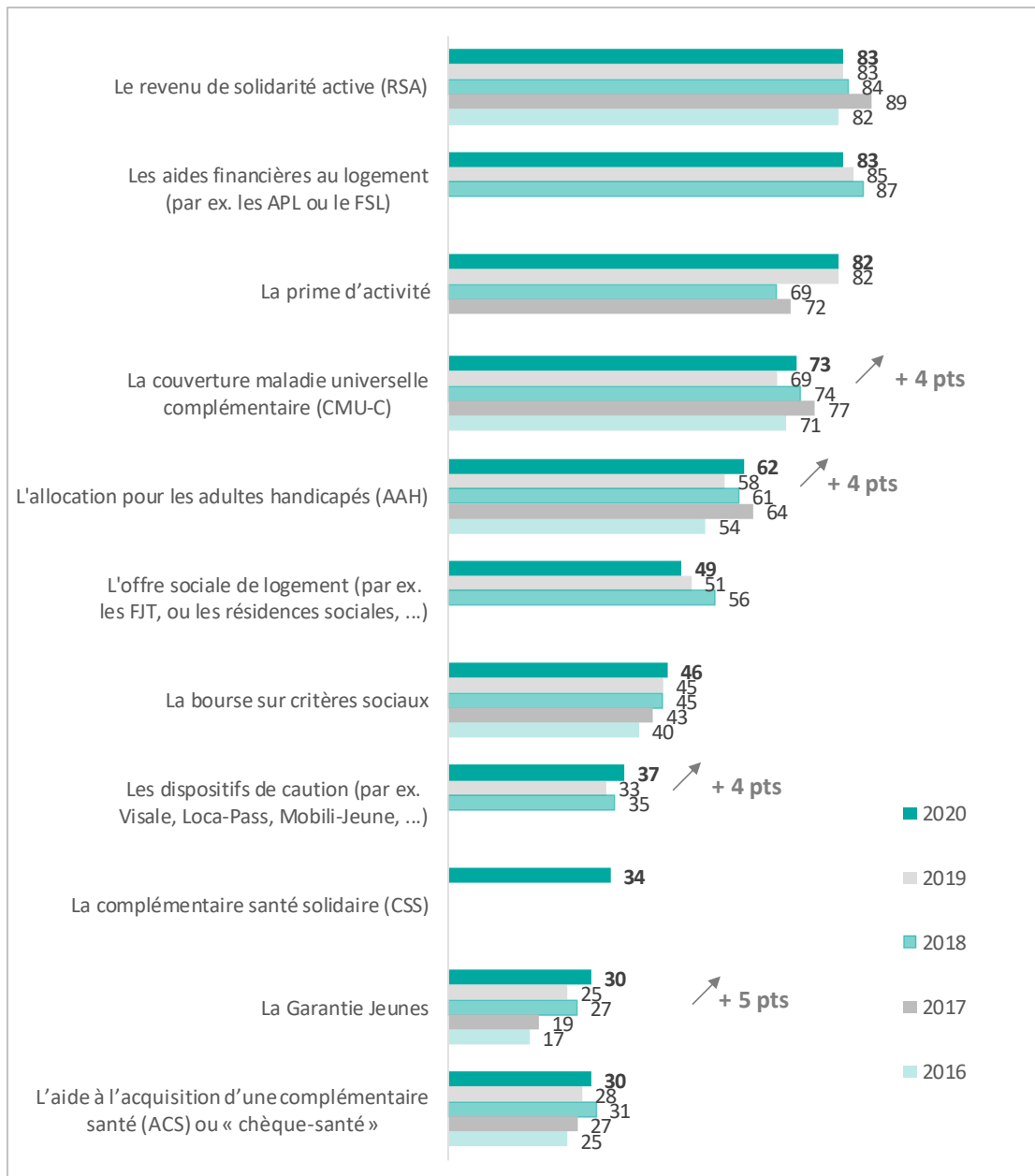
- les jeunes n'ayant pas répondu à la question sur le revenu du foyer (43 % d'entre eux ne savaient pas s'ils avaient été concernés par un non-recours contre 31 % de l'ensemble des 18-30 ans) ;
- les jeunes qui n'ont pas répondu à la question sur l'existence de restriction budgétaire dans leur foyer (46 % d'ignorance de non-recours dans ce groupe contre 31 % en moyenne).

Dans d'autres cas, l'incapacité de savoir si on a effectivement ou non perçu tous ses droits laisse augurer de situations personnelles marquées par la pauvreté. Ne savent pas s'ils ont ou non perçu tous leurs droits :

- les 36 % des jeunes au chômage (+ 5 points par rapport à l'ensemble des jeunes) ;
- les 34 % des résidents de logement social (+ 3 points) ;
- les 37 % des jeunes logés gratuitement (+ 6 points) ;
- les 37 % de ceux n'ayant pas confiance dans leur avenir (+ 6 points) ;
- les 37 % des insatisfaits à l'égard de leur vie actuelle (+ 6 points) ;
- ainsi que 36 % des jeunes ayant l'impression que leur avis n'est pas écouté dans les espaces qu'ils fréquentent pour une raison indifférente de leur âge (+ 5 points).

2. La complémentaire santé solidaire (CSS) bénéficie déjà d'une plus grande notoriété que l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS ou chèque santé)

GRAPHIQUE 62. AVEZ-VOUS ENTENDU PARLER DES PRESTATIONS ET DISPOSITIFS SUIVANTS ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, les trois dispositifs d'aide les plus connus restent similaires à ceux de l'année passée : le revenu de solidarité active (RSA), les aides financières au logement (par exemple, les APL ou le FSL) ainsi que la prime d'activité, et leur notoriété a peu varié. La notoriété des bourses sur critères sociaux, de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) ou « chèque santé » ainsi que des aides au logement est également semblable à celle de l'année passée. D'autres dispositifs ont connu une hausse de leur

notoriété auprès des jeunes. Il en va ainsi de la Garantie jeunes (+ 5 points), de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) (+ 4 points), de l'allocation adultes handicapés (4 points) et des dispositifs de caution locative (+ 4 points) (Graphique 62).

Le profil des jeunes connaissant chaque type d'aide varie cependant peu d'une année sur l'autre, les progressions observées s'opérant au sein de catégories identifiant déjà plus que la moyenne les dispositifs présentés. Nous renvoyons ainsi aux éditions précédentes du baromètre DJEPVA sur la jeunesse pour des analyses plus complètes de ces catégories de jeunes.

- Les aides financières pour le logement (83 %) : ces aides ont une forte notoriété malgré une baisse légère mais constante de leur niveau de connaissance parmi les jeunes depuis 2018. Le profil des jeunes en ayant entendu parler reste cependant le même : des femmes, des 25-30 ans, des diplômés du supérieur ou du baccalauréat, des jeunes se restreignant budgétairement, des jeunes occupant un logement indépendant de celui de leurs parents.
- La prime d'activité (82 %) : elle a connu un bond de notoriété en 2019 à la suite de sa revalorisation par le Gouvernement en réaction au mouvement social des Gilets jaunes. Ce niveau de connaissance se maintient en 2020. Le profil des jeunes connaissant le dispositif reste également similaire, centré sur les jeunes potentiellement éligibles : des femmes, des 25-30 ans, des jeunes en emploi ou au chômage, des jeunes dont le foyer perçoit entre 1 200 et 2 199 euros par mois, des jeunes affectés par des restrictions budgétaires, des locataires du privé, des jeunes vivant dans un logement indépendant de leurs parents et des membres de couples avec enfants.
- L'allocation adultes handicapés (AAH) (62 %) : connue de près de deux tiers des jeunes, l'AAH l'est surtout des femmes, des 25-30 ans, des personnes invalides, en longue maladie ou sans activité et n'en recherchant pas, des jeunes dont les ressources mensuelles du foyer dépassent 1 200 euros, des jeunes touchés par des restrictions budgétaires, des locataires privés, des jeunes ne vivant pas chez leurs parents et de ceux ayant des enfants. Ces profils de jeunes sont similaires sur les cinq éditions de l'enquête (2016-2020)
- La bourse sur critères sociaux (46 %) : la notoriété de la bourse sur critères sociaux est stable depuis 2017 et concerne avant tout les 18-24 ans, les diplômés du supérieur ou du baccalauréat, les étudiants ne travaillant pas, les jeunes dont le foyer dispose de ressources mensuelles de 2 200 euros ou plus, les jeunes n'opérant pas de restrictions budgétaires, les propriétaires, les jeunes vivant chez leurs parents, les célibataires et les membres de couples sans enfants.
- Les dispositifs de caution (Visale, Loca-Pass Mobili-Jeune...) (37 %) : ces dispositifs renouent en 2020 avec un niveau de notoriété plus important, après un léger recul de leur identification par les jeunes en 2019. Ils sont connus des mêmes catégories de jeunes depuis l'année de leur entrée dans le questionnaire en 2018, à savoir des femmes, des jeunes âgés de 25 à 30 ans, des jeunes au chômage, des jeunes s'imposant des restrictions, des membres de couples avec enfants, des jeunes n'étant pas propriétaires de leur logement, et des personnes vivant dans un logement indépendant de celui de leurs parents.
- L'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) ou « chèque santé » (30 %) : la notoriété de l'ACS oscille depuis 2016. Elle retrouve presque en 2020 son niveau de 2018 (30 % contre 31 %). Cette aide dispose d'une connaissance assez homogène au sein de la population, et ce de manière constante. Elle

est à peine plus forte auprès des jeunes en situation d'invalidité, en longue maladie ou sans recherche d'activité, ainsi que des jeunes avec enfants, notamment en famille monoparentale.

Le RSA, la CMU-C et la Garantie jeunes font figure d'exceptions puisque leur notoriété progresse au sein de catégories de la population moins familières de ces dispositifs et prestations les années précédentes. À l'inverse, l'offre sociale de logement connaît une baisse importante de notoriété depuis 2018 auprès de populations spécifiques.

- Le revenu de solidarité active (RSA) (83 %) : la connaissance du RSA est aussi étendue en 2020 qu'en 2016. Elle concerne presque les mêmes profils de jeunes : des femmes, des 25-30 ans, des jeunes au chômage, des jeunes dont le foyer dispose de ressources mensuelles de 2 200 euros ou plus, des jeunes se restreignant budgétairement et des locataires du parc HLM. Toutefois, les disparités observées de 2016 à 2019 en matière de diplôme se tassent en 2020 : l'écart de notoriété du RSA entre les jeunes dont le niveau est inférieur au baccalauréat et ceux dont le niveau est égal ou supérieur au baccalauréat passe de 11 points en 2019 à 6 points en 2020.
- La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) (73 %) : le niveau de notoriété de la CMU-C fluctue fortement, variant d'un minimum de 69 % de connaissance (en 2019) à une notoriété maximale de 77 % (en 2017). Les jeunes connaissant la CMU-C ont des caractéristiques proches d'une année sur l'autre. Les femmes, les jeunes de 25-30 ans, les jeunes en emploi, mais aussi au chômage, ceux dont le foyer dispose de 2 200 euros ou plus par mois, les jeunes se restreignant budgétairement, les jeunes ne vivant pas chez leurs parents et ceux en couple sans enfants sont chaque fois plus nombreux que la moyenne à avoir entendu parler de cette aide. Toutefois, la connaissance progresse auprès de nouvelles catégories de jeunes entre 2019 et 2020 : les étudiants ne travaillant pas en parallèle de leurs études (+ 9 points de connaissance), les locataires du parc social (+ 7 points) et les familles monoparentales (+ 14 points).
- La Garantie jeunes (30 %) : la Garantie jeunes est non seulement de plus en plus connue d'année en année, mais l'est aussi par des profils de jeunes plus variés. En 2016, les jeunes hommes, les 18-24 ans, et les jeunes vivant chez leurs parents étaient ceux ayant le plus entendu parler de ce dispositif. En 2020, si la Garantie jeunes est encore une fois davantage connue des jeunes entre 18 et 24 ans et de ceux vivant chez leurs parents, elle a gagné en notoriété auprès des femmes, des jeunes à faibles revenus, de ceux se restreignant au niveau budgétaire ou encore des familles monoparentales.
- L'offre sociale de logement : ce dispositif a connu une baisse de sa notoriété de 7 points entre 2018 et 2020. La connaissance de l'offre sociale de logement recule plus particulièrement auprès des 18-25 ans (- 10 points de notoriété entre 2018 et 2020), des jeunes dont les ressources du foyer sont inférieures à 1 200 euros par mois (- 10 points de notoriété), des jeunes ne s'imposant pas de restrictions budgétaires (- 10 points de notoriété) et des jeunes en couple sans enfants (- 11 points).

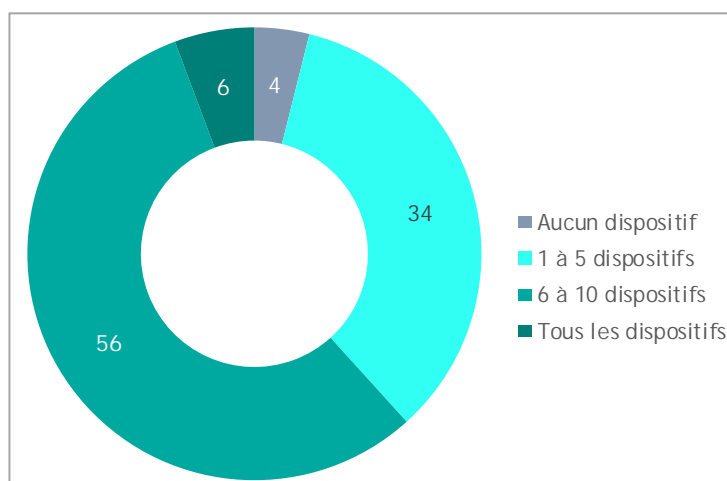
En 2020, il était aussi demandé aux jeunes d'indiquer s'ils avaient entendu parler de la complémentaire santé solidaire (CSS). La CSS remplace la CMU-C et l'ACS depuis le 1^{er} novembre 2019. Octroyée sous conditions de ressources, elle contribue à prendre en charge les dépenses de santé gratuitement ou pour un euro par jour et par membre du foyer.

Après à peine quelques mois d'existence du dispositif, 34 % des jeunes ont déjà entendu parler de la complémentaire santé solidaire, soit encore bien moins que de la CMU-C (73 %), mais plus que de l'ACS (30 %). La notoriété de ce dispositif est en outre relativement homogène au sein de la jeunesse. Les couples avec enfants le connaissent légèrement plus que les autres (37 %, + 3 points par rapport à la

moyenne), de même que les jeunes dont le foyer a des ressources de moins de 1 200 euros par mois (37 %, + 3 points). 62 % des jeunes ayant entendu parler de l'ACS connaissent la CSS, là où 40 % seulement de ceux ayant entendu parler de la CMU-C, dont la notoriété va bien au-delà de son public cible, la connaissent aussi. Cette connaissance rapide de la CSS s'inscrit en faveur d'un meilleur recours à ce dispositif par les jeunes, souvent moins bien couverts en matière de santé que leurs aînés¹¹.

La création d'un indicateur recensant le nombre de dispositifs ou prestations connus par un même jeune met en lumière la notoriété d'un grand nombre d'entre eux. En 2020, seuls 4 % des jeunes n'en connaissent aucun là où 6 % indiquent les connaître tous. La majorité des jeunes (56 %) connaît entre 6 à 10 des prestations et dispositifs mentionnés tandis que 34 % sont familiers avec 1 à 5 d'entre eux (Graphique 63).

GRAPHIQUE 63. NOMBRE DE DISPOSITIFS CONNUS PAR LES JEUNES (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le nombre de dispositifs connu révèle des portraits de jeunes bien différents. Les jeunes ne connaissant aucun dispositif affichent une posture générale de retrait, ceux en connaissant 1 à 5 font état d'une certaine insatisfaction face à leur vie ou/et d'une autonomie limitée par rapport à leurs parents et ont l'impression de ne pas bénéficier de toutes les aides auxquelles ils pourraient prétendre tandis que les jeunes les plus informés sont également les plus âgés et indépendants.

De manière plus générale, le sexe du jeune paraît avoir une influence : les femmes se démarquent par une connaissance d'un plus grand nombre de dispositifs tandis que les hommes en connaissent moins, possible reflet d'une répartition des tâches où les jeunes femmes ont la charge de s'informer sur les aides. (Tableau 5).

¹¹ BARLET Muriel, GAINI Mathilde, GONZALEZ Lucie, LEGALL Renaud (dir.), *La complémentaire santé. Acteurs, bénéficiaires, garanties*, Panoramas de la DREES Santé, 2019.

TABLEAU 5. CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES SUIVANT LEUR NIVEAU DE CONNAISSANCE DES DISPOSITIFS, PRESTATIONS OU DROITS SOCIAUX PRÉSENTÉS

Aucun (4 %)	1 à 5 (34 %)	6 à 10 (56 %)	Tous (6 %)
<ul style="list-style-type: none"> - Ignore si son foyer s'impose des restrictions budgétaires (14 %, + 10 points) - Est logé gratuitement (11 %, + 7 points) - Ignore ou ne veut pas communiquer le montant des ressources mensuelles de son foyer (9 %, + 5 points) - A le sentiment que son avis ne compte pas pour une raison autre que son âge (8 %, + 4 points) 	<ul style="list-style-type: none"> - Est un homme (40 %, + 6 points) - Vit chez ses parents (39 %, + 5 points) - Est étudiant et sans activité professionnelle (39 %, + 5 points) - A le sentiment que son avis ne compte pas en raison de son âge (39 %, + 5 points) - A entre 18 et 24 ans (38 %, + 4 points) - Ne s'impose pas de restrictions budgétaires (38 %, + 4 points) - N'est pas satisfait de sa vie actuelle (38 %, + 4 points) - A le sentiment de ne pas avoir accès à tous les dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels il pourrait prétendre (38 %, + 4 points) - Vit dans un foyer aux ressources de moins de 1 200 euros par mois (37 %, + 3 points) - Est célibataire (37 %, + 3 points) 	<ul style="list-style-type: none"> - Est une femme (63 %, + 7 points) - Locataire ou sous-locataire d'un logement appartenant à un propriétaire privé ou à un bailleur privé (61 %, + 5 points) - Famille monoparentale (61 %, + 5 points) - Couple avec enfants (60 %, + 4 points) - Vit dans un foyer aux ressources supérieures à 2 200 euros par mois (60 %, + 4 points) - S'impose des restrictions budgétaires (60 %, + 4 points) - A le sentiment que son avis compte (60 %, + 4 points) - En situation d'invalidité, de longue maladie ou sans activité et sans en rechercher une (59 %, + 3 points) - 25-30 ans (59 %, + 3 points) - Locataire ou sous-locataire d'un logement social (HLM) (59 %, + 3 points) - Ne vit pas chez ses parents (59 %, + 3 points) 	<p><i>Pas de distinction forte par rapport à la moyenne des jeunes</i></p>

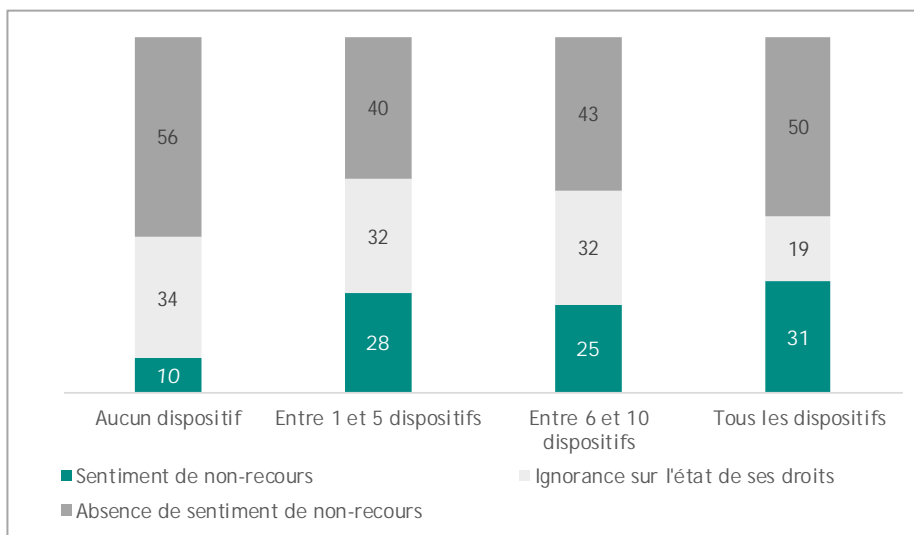
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes ne connaissant aucun des 11 dispositifs présentés, 14 % ignorent si leur foyer s'impose des restrictions budgétaires soit 10 points de plus qu'en moyenne (seuls 4 % des jeunes de 18 à 30 ans ont répondu ne pas savoir si leur foyer s'impose des restrictions budgétaires).

La connaissance de nombreux dispositifs ne présuppose pas une parfaite appréhension de leur fonctionnement. Ainsi, 31 % des jeunes connaissant tous les dispositifs évoqués ont pourtant l'impression d'être en situation de non-recours. À l'inverse, la faible connaissance des dispositifs pourrait induire l'idée de ne pas être en situation de non-recours : 56 % des jeunes n'ayant entendu parler d'aucun dispositif ne pensent pas être en non-recours (Graphique 64).

GRAPHIQUE 64. NOMBRE DE DISPOSITIFS CONNUS SELON LE SENTIMENT DE NON-RECOURS (EN %)



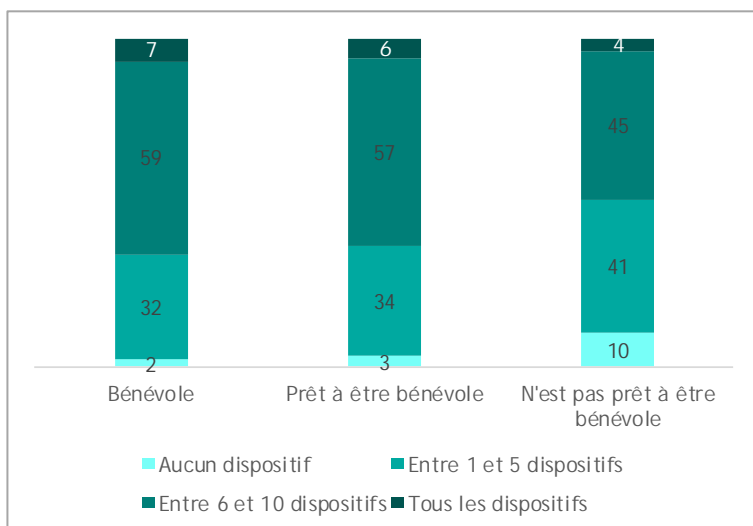
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : Les effectifs faibles sont indiqués par des pourcentages en italique.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes ne connaissant aucun des 11 dispositifs présentés, 10 % ont répondu « oui » à la question : « Au cours des douze derniers mois, y a-t-il des dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs » 56% ont répondu « non » (absence de sentiment de non-recours) et 34 % ont répondu ne pas savoir (ignorance sur l'état de ses droits).

La proximité avec la sphère associative et du bénévolat a un lien avec la connaissance d'un plus ou moins grand nombre de dispositifs, aides ou prestations sociales. 66 % des jeunes déjà bénévoles ont entendu parler d'au moins six dispositifs (dont 7 % de tous les dispositifs présentés) ; 63 % des jeunes prêts à devenir bénévoles en connaissent un nombre similaire pour seulement 49 % des jeunes n'étant pas disposés à devenir bénévoles (Graphique 65).

GRAPHIQUE 65. NOMBRE DE DISPOSITIFS CONNUS SELON LE RAPPORT AU BÉNÉVOLAT (EN %)



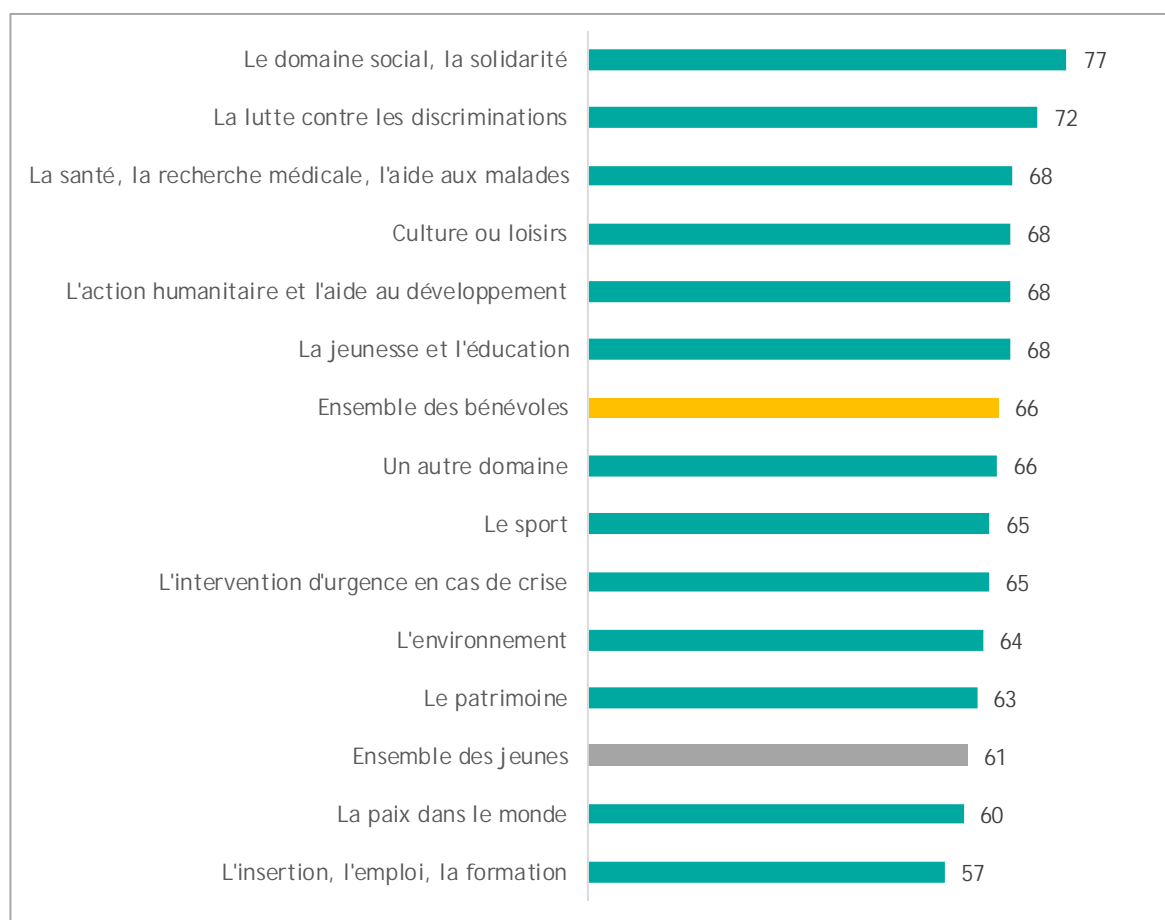
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes déjà bénévoles, 2 % ne connaissent aucun des 11 dispositifs évoqués, 32 % en connaissent entre 1 et 5, 59 % en connaissent entre 6 et 10 et 7 % les connaissent tous.

Parmi les bénévoles, le domaine d'engagement illustre également des disparités dans la manière dont les jeunes sont touchés par les campagnes de communication ou plus généralement informés des aides. Ainsi, on aurait pu faire l'hypothèse que les jeunes engagés dans les domaines de l'insertion et de la formation sont mieux informés que les autres bénévoles sur les aides sociales. Il n'en est rien : 57 % d'entre eux connaissent au moins 6 dispositifs, soit plus que les jeunes n'étant pas prêts à devenir bénévoles (+ 9 points), mais bien moins que la moyenne de l'ensemble des bénévoles (- 8 points). Le profil de ces jeunes est souvent associé à une situation de précarité, ce qui pourrait pour partie expliquer ce phénomène (cf. III.3, p. 43). À l'inverse, les jeunes s'engageant pour accompagner eux-mêmes des populations en difficulté semblent plus au fait des aides. Les jeunes engagés dans le domaine du social, de la solidarité, sont surinformés, y compris au sein de la population de bénévoles : 77 % d'entre eux connaissent au moins 6 dispositifs (+ 11 points par rapport à l'ensemble des bénévoles et + 16 points par rapport à l'ensemble des jeunes). Une plus large connaissance des aides s'observe également auprès des jeunes engagés dans le domaine de la lutte contre les discriminations (+ 6 points dans la connaissance d'au moins 6 dispositifs par rapport à l'ensemble des jeunes bénévoles) (Graphique 66).

GRAPHIQUE 66. PART DES JEUNES CONNAISSANT AU MOINS SIX DISPOSITIFS SELON LE DOMAINE D'ENGAGEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

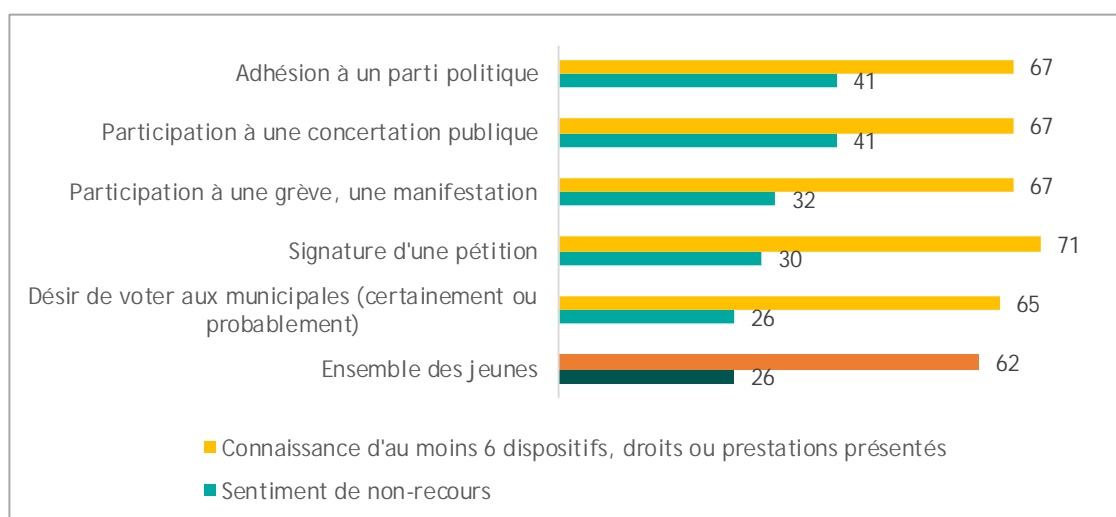
Champ : ensemble des jeunes bénévoles de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes bénévoles dans le domaine social ou la solidarité, 77 % ont dit connaître au moins six dispositifs sur les onze présentés.

Cette proximité entre l'engagement des jeunes et leur connaissance des dispositifs présentés est encore plus vive si l'on considère leur engagement citoyen. Les jeunes adhérents d'un parti politique sont les plus

nombreux, avec ceux ayant participé à une concertation publique au cours des douze derniers mois, à faire état d'un sentiment de non-recours : 41 % d'entre eux le font, soit 15 points de plus que l'ensemble des jeunes. Les signataires de pétition sont particulièrement éclairés sur les aides et dispositifs existants. En revanche, les intentions de vote ne sont pas corrélées à l'impression d'un non-recours même si les aspirants votants sont plus nombreux à avoir entendu parler d'au moins six des dispositifs présentés (Graphique 67).

GRAPHIQUE 67. PART DES JEUNES CONNAISSANT AU MOINS SIX DISPOSITIFS PARMIS LES ONZE CITÉS, ET PART DES JEUNES AYANT LE SENTIMENT DEPUIS UN AN D'AVOIR ÉTÉ EN SITUATION DE NON-RECOURS SELON LA PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes adhérents d'un parti politique, 67 % connaissent au moins 6 des 11 dispositifs sociaux évoqués, et 41 % ont répondu oui à la question sur la non-perception d'une aide ou prestation à laquelle ils avaient droit (sentiment de non-recours).

De manière générale, plus un jeune s'engage, plus il manifestera son sentiment de ne pas avoir accès à tous ses droits et plus il témoignera sa connaissance des dispositifs. Le score d'engagement ci-dessous s'appuie sur celui présenté dans le rapport de l'édition 2018 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse¹² et comprend :

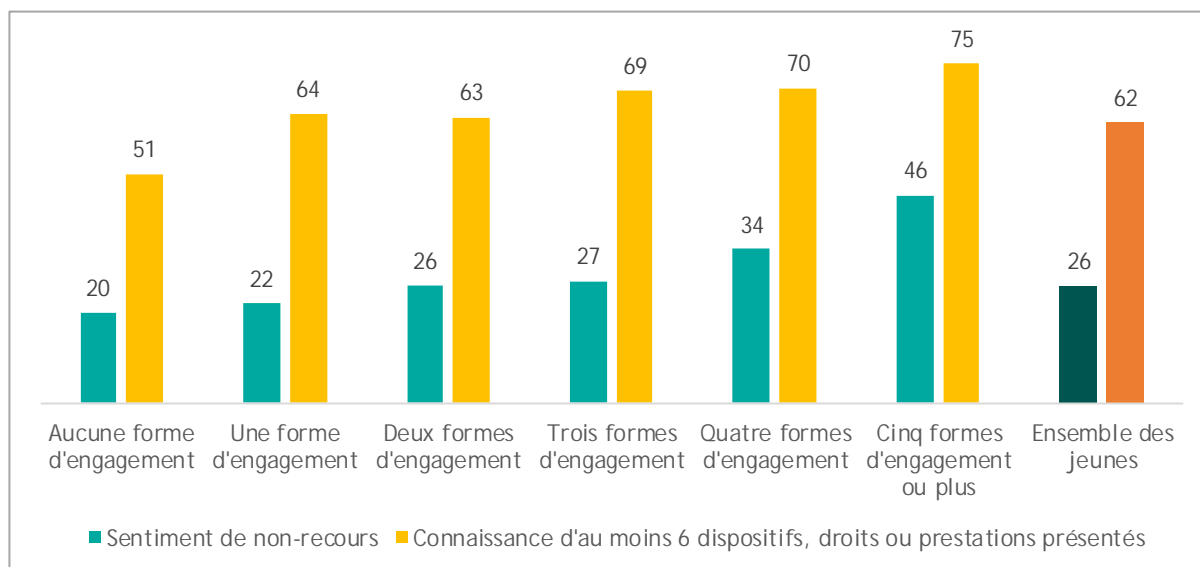
- la participation associative,
- le bénévolat,
- la signature de pétitions,
- la participation à des grèves,
- la participation à des consultations publiques,
- l'adhésion à un parti politique,
- la participation par une autre forme à la vie publique.

Il en ressort que 75 % des jeunes s'engageant de cinq manières ou plus dans la vie publique ont déjà entendu parler d'au moins six des dispositifs d'aide présentés et que 46 % d'entre eux ont le sentiment de ne pas bénéficier de l'ensemble des prestations auxquelles ils pourraient prétendre. À l'autre extrême,

¹² BRICE MANSENCAL Lucie, DATSENKO Radmila, GUISSÉ Nelly, HOIBIAN Sandra, LAUTIE Sophie (CREDOC). *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2018*, Notes & rapports/rapport d'étude, INJEP, 2018.

les jeunes en retrait de la participation à la vie publique sont moins informés des dispositifs existants (51 %) et moins nombreux à estimer être en non-recours (20 %). Ces derniers sont plus nombreux qu'en moyenne à déclarer ne pas savoir s'ils disposent ou non de l'ensemble de leurs droits (35 % contre 31 % en moyenne) (Graphique 68).

GRAPHIQUE 68. PART DES JEUNES CONNAISSANT AU MOINS SIX DISPOSITIFS PARMIS LES ONZE CITÉS, ET PART DES JEUNES AYANT LE SENTIMENT DEPUIS UN AN D'AVOIR ÉTÉ EN SITUATION DE NON-RECOURS SELON LE DEGRÉ D'ENGAGEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

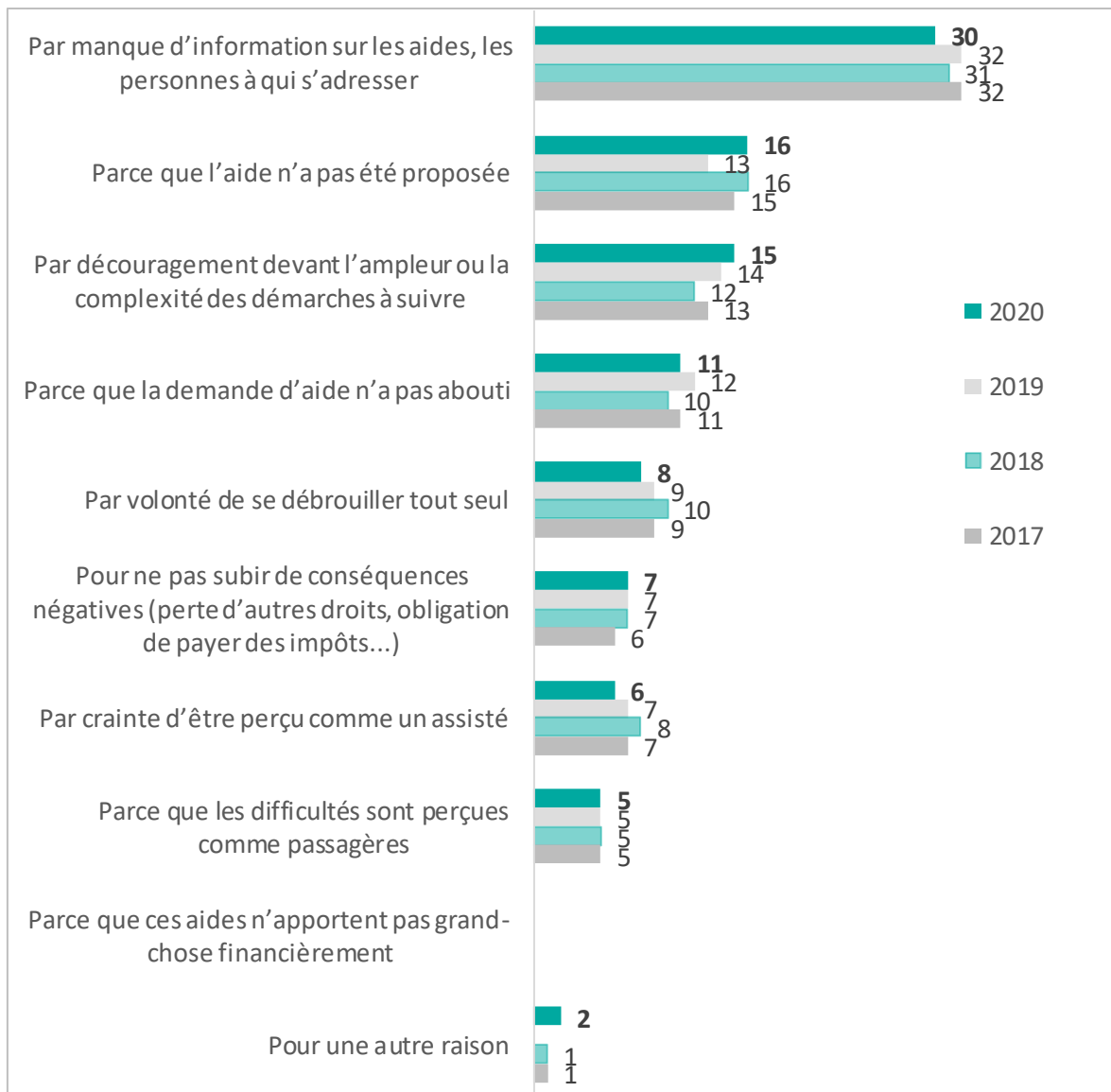
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes n'ayant aucune forme d'engagement, 20 % ont répondu oui à la question sur la non-perception d'une aide ou prestation à laquelle ils avaient droit (sentiment de non-recours) et 51 % connaissent au moins 6 des 11 dispositifs sociaux évoqués.

3. Le manque d'information reste la première raison perçue du non-recours

GRAPHIQUE 69. POUR QUELLE RAISON PRINCIPALE N'AVEZ-VOUS PAS BÉNÉFICIÉ DES DISPOSITIFS, ALLOCATIONS, DROITS, AIDES OU TARIFS SOCIAUX AUXQUELS VOUS POUVIEZ PRÉTENDRE ? (SI CONCERNÉ PAR LE NON-RECOURS)/POUR QUELLE RAISON PRINCIPALE PENSEZ-VOUS QUE CERTAINES PERSONNES NE BÉNÉFICIENT PAS DES DISPOSITIFS, ALLOCATIONS, DROITS, AIDES OU TARIFS SOCIAUX AUXQUELS ELLES PEUVENT PRÉTENDRE ? (SI PAS CONCERNÉ PAR LE NON-RECOURS) [EN %]

Une seule réponse



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018 et 2017.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le baromètre DJEPVA sur la jeunesse permet l'interrogation des jeunes sur un éventail de raisons possibles, qui intègre à la fois des obstacles au niveau organisationnel (« non-proposition »), que des obstacles individuels, psychologiques ou non.

Les explications possibles au non-recours apparaissent en effet comme nombreuses : rationalité à entreprendre une démarche, en particulier dans un champ n'apparaissant pas comme prioritaire ou pour un faible gain, difficulté de s'identifier à la population ciblée par la prestation, priorités différentes de celles proposées, coût psychologique lié à la motivation nécessaire pour mener à bien les démarches ou encore erreurs humaines ou techniques des services en charge du traitement des demandes¹³.

Parmi celles proposées dans le cadre du baromètre, la hiérarchie des raisons du non-recours reste similaire d'une année sur l'autre. Le manque d'information sur les aides, ou sur les personnes à qui s'adresser (30 % des réponses), suivi par l'absence de proposition d'une aide (16 %) et le découragement face aux démarches (15 %) sont en tête des obstacles invoqués par les jeunes (Graphique 69).

L'étude de la DREES sur l'effet des rendez-vous des droits sur le non-recours explore une piste de non-recours supplémentaire : le manque de temps. Celui-ci expliquerait, d'après les personnes concernées, 27 % de leur non-recours par non-demande ou non-aboutissement à des prestations « famille » (allocations familiales, allocation de soutien familial, prestations d'accueil du jeune enfant, allocation adultes handicapés, allocation d'éducation de l'enfant handicapé et allocation supplémentaire d'invalidité), 26 % de leur non-recours à des prestations « santé » (couverture maladie universelle complémentaire et aide à l'acquisition d'une complémentaire santé) et 25 % à des prestations « revenus » (revenu de solidarité active, prime d'activité)¹⁴.

Ce motif est souvent mis en avant par les jeunes, dans le cadre du présent baromètre, pour expliquer pourquoi ils ne s'engagent pas ou pas plus en tant que bénévoles.

L'étude de la DREES souligne en outre l'impact positif d'un accompagnement des populations à même de bénéficier de droits sociaux. Chez les jeunes, un accompagnement serait plus particulièrement efficace en matière de santé¹⁵. Le présent baromètre montre que ce besoin est particulièrement exprimé par les populations les plus en difficulté, comme les NEET.

En 2020, comme en 2018 et 2019, les catégories de jeunes à la situation la plus stable ou favorable sont en effet surtout les premiers demandeurs d'information : les femmes (34 %, + 4 points), les détenteurs d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat (33 %, + 3 points), les personnes dont les ressources mensuelles du foyer excèdent 2 200 euros par mois (35 %, + 5 points). C'est aussi le cas des jeunes habitant en outre-mer (43 %, + 13 points).

Alors que les années passées les autres motifs de non-recours étaient cités de manière homogène au sein de la population, on assiste en 2020 à une démarcation des jeunes sans activité et n'en recherchant pas. Ces derniers citent davantage l'absence de proposition d'une aide (21 %, + 5 points) et la crainte d'être perçu comme un assisté (10 %, + 4 points). L'absence d'aboutissement d'une demande d'aide (15 %, + 4 points) est également citée.

¹³ WARIN Philippe, *Le non-recours aux politiques sociales*, PUG, 2016 ; O'DONOGHUE Ted, RABIN Matthew, « Doing it now or later », *The American Economic Review*, 89 (1), 1999 ; BERRAT Brigitte, PAUL Virginie, *Comprendre les causes de non-recours à la CMU complémentaire et à l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé*, IRTS, Île-de-France, Montrouge, 2007 ; DALY Mary, *L'accès aux droits sociaux en Europe*, Éditions du Conseil de l'Europe, 2002.

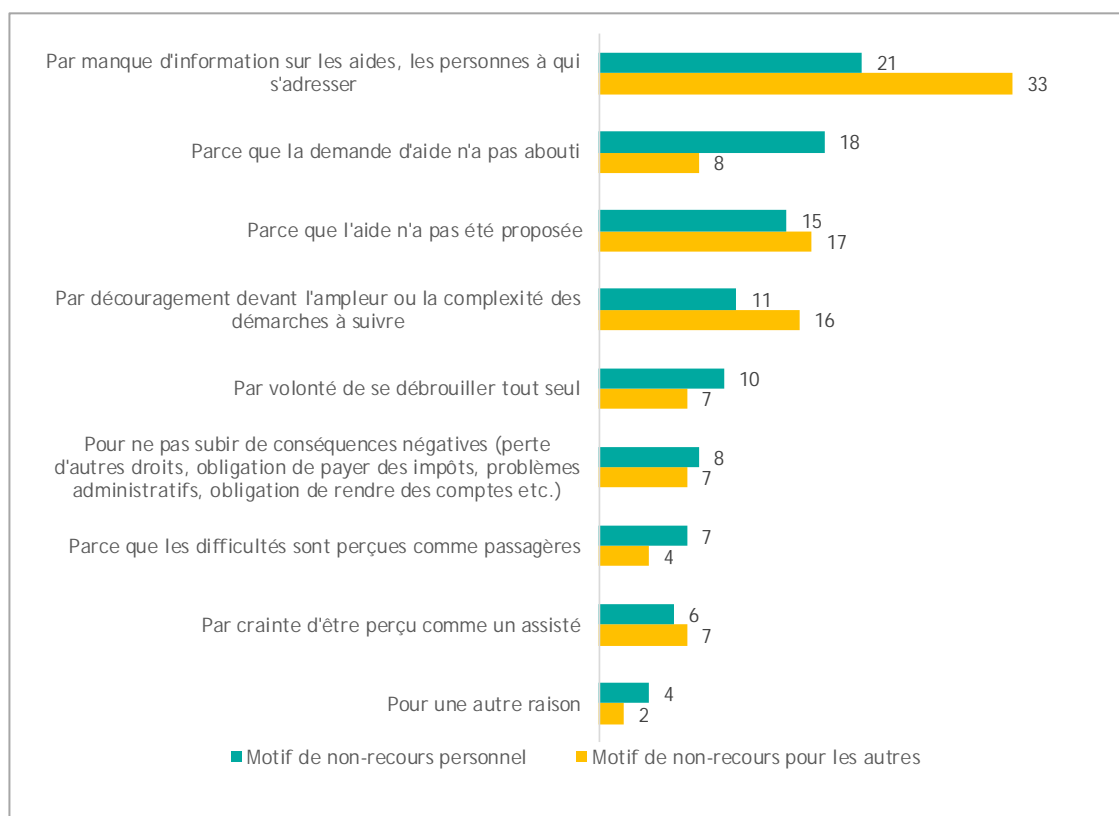
¹⁴ DREES, « Les rendez-vous des droits des CAF : quels effets sur le non-recours ? », *Les dossiers de la DREES*, n° 47, janvier 2020, p. 23.

¹⁵ *Ibid.*, p. 19-20.

+ 4 points) est plus citée parmi les jeunes dont aucun des deux parents ne travaille. Pour ces jeunes dans une situation précaire ou de milieu modeste, l'accès à l'information n'est en effet pas suffisant pour susciter un recours, ce dernier étant surtout déterminé par l'aide à la constitution d'un dossier (mauvaise compréhension des informations, incertitude face aux démarches à entreprendre...)16. En outre, les jeunes dont les parents n'ont jamais travaillé sont plus susceptibles d'être les personnes-ressources de leur famille et de devoir consacrer leur temps comme leur énergie à aider leurs proches, y compris administrativement, plutôt qu'à se pencher sur leurs propres droits17.

La question des raisons du non-recours, posée différemment aux personnes ayant le sentiment d'avoir accès à l'ensemble de leurs droits sociaux et celles ayant le sentiment de ne pas y avoir accès, engendre des réponses contrastées également selon le public considéré.

GRAPHIQUE 70. FREINS IDENTIFIÉS DANS L'ACCÈS AUX DROITS SELON LE SENTIMENT DE NON-RECOURS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : Parmi les jeunes concernés directement par le non-recours (« Motif de non-recours personnel »), 21 % ont expliqué ce non-recours par le manque d'information. Parmi les jeunes ne pensant pas avoir été concernés par un non-recours (« Motif de non-recours pour les autres »), le non-recours en général est attribué dans 33 % des cas à l'absence d'information.

Le manque d'information reste la première raison expliquant le non-recours pour soi (si on est personnellement concerné) ou pour les autres (si, faute d'être concerné, on répond en général) : 21 % des

16 Ibid., p. 24.

17 VAN PARYS Liesbeth, STRUYEN Ludo, « Withdrawal from the public employment service by young unemployed : a matter of non-take-up or of non-compliance? How non-profit social work initiatives may inspire public services », *European Journal of Social Work*, 16 (4), 2013, p. 463.

jeunes ayant le sentiment d'être en non-recours y voient la cause de leur situation et un tiers (33 %) des jeunes ne s'estimant pas concernés par le non-recours indique que c'est la principale raison de l'existence de ce phénomène (Graphique 70). L'accès à une information peut en effet être perçu comme un processus compliqué et psychologiquement coûteux par certains jeunes et ce d'autant plus que leur niveau d'instruction ou/et leur familiarité avec le système institutionnel est faible¹⁸.

Les jeunes non-recourants font bien plus état d'un manque d'aboutissement de leur demande d'aide (18 %, + 10 points par rapport aux autres jeunes) que d'un découragement devant l'ampleur ou la complexité des démarches (11 %, soit - 5 points). Ainsi, les jeunes non-recourants semblent davantage faire référence à un non-recours par non-réception qu'à un non-recours par non-demande.

La nature des propositions n'offre pas la possibilité de caractériser les quatre types de non-recours définis par l'Observatoire des non-recours des droits et services (ODENORE), à savoir : le non-recours par non-connaissance, par non-demande, par non-proposition et par non-réception¹⁹. Toutefois, il est possible d'établir une typologie en fonction du caractère « choisi » ou « subi » du non-recours des jeunes, sur la base des travaux de Benjamin Vial²⁰. Cette typologie permet de tenir compte du caractère primaire du non-recours, qui se traduit par l'absence de demande de prestation, comme de son caractère secondaire, qui renvoie à l'absence de perception d'une prestation demandée²¹ bien qu'il ne soit pas possible de déterminer l'éligibilité des jeunes aux aides visées.

Déjà réalisée dans le cadre de l'édition 2019 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse, la typologie des formes de non-recours comporte trois catégories : le non-recours subi ; le non-recours choisi ; et une troisième catégorie « autre » ou non-recours « circonstanciel » traduisant l'identification par les jeunes de raisons liées au contexte administratif mêlant la perception de non-proposition et celle de la non-réception (Tableau 6).

TABLEAU 6. CLASSIFICATION DES TYPES DE NON-RECOURS (« SUBI », « CHOISI » ET CIRCONSTANCIEL)

Non-recours subi (52 %)	Non-recours choisi (20 %)	Non-recours circonstanciel (lié au contexte administratif) (28 %)
<ul style="list-style-type: none"> • « Manque d'information sur les aides ou les personnes » • « Découragement devant l'ampleur ou la complexité des démarches à suivre » • « Crainte d'être perçu comme un assisté » 	<ul style="list-style-type: none"> • « Volonté de se débrouiller tout seul » • « Ne pas subir les conséquences négatives » • « Parce que les difficultés sont perçues comme passagères » 	<ul style="list-style-type: none"> • « Parce que l'aide n'a pas été proposée » • « Parce que la demande d'aide n'a pas abouti »

Source : Adaptation de la proposition de typologie de Vial (INJEP, 2018) ; INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2019.

¹⁸ *Ibid.*, p. 462.

¹⁹ WARIN Philippe, *Le non-recours : définition et typologies*, Document de travail n° 1, ODENORE, 2010.

²⁰ VIAL Benjamin, *Le non-recours des jeunes adultes à l'aide publique. Revue de littérature*, INJEP/Notes & rapports, 2018.

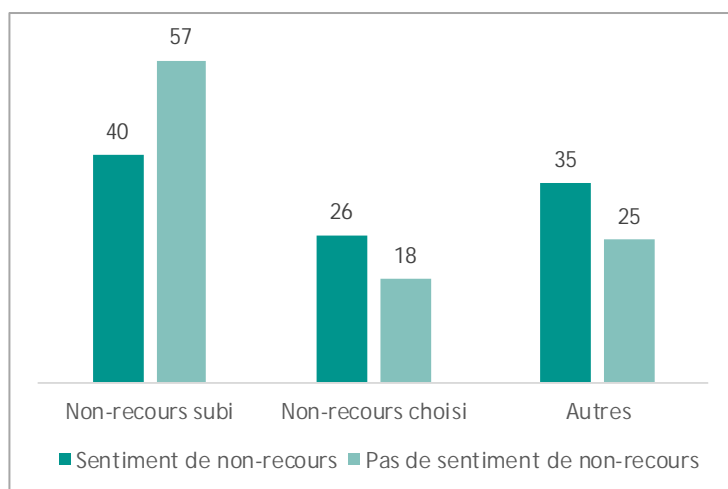
²¹ MATH Antoine, VAN OORSCHOT Wim, « La question du non-recours aux prestations sociales », *Recherches et prévisions*, n° 43, 1996 ; FERNANDEZ Violaine, *Paname, le panel des allocataires des CAF, un nouvel outil d'études et d'analyse*, Dossier d'études CNAF n°155, 2012 ; WARIN Philippe, *Le non-recours : définition et typologies*, op. cit.

En 2020, une majorité (52 %) des jeunes concernés par le non-recours mentionne un non-recours subi, 20 % un non-recours choisi et 28 % un non-recours contextuel.

La répartition des réponses entre ces trois différentes formes de non-recours est d'une grande stabilité au cours du temps, avec des résultats comparables depuis 2017.

Cette stabilité transparaît aussi au niveau des réponses des jeunes ayant le sentiment d'être en non-recours ou non. On y retrouve d'année en année les disparités déjà observées entre ces deux groupes sur les causes du non-recours. En 2020, comme les années précédentes, les jeunes estimant être en situation de non-recours citent plus souvent le non-recours circonstanciel que les autres (35 %, soit + 10 points par rapport à la moyenne par rapport aux autres jeunes), en adéquation avec leur mise en avant du caractère inabouti de leurs demandes d'aide. Ils font également plus souvent état (+ 8 points) d'un non-recours choisi. Le non-recours subi reste cependant la forme de non-recours le plus souvent invoqué, quelle que soit la situation du jeune face à ses droits sociaux (Graphique 71).

GRAPHIQUE 71. TYPE DE NON-RECOURS IDENTIFIÉ SELON QU'ON SE SENTE PERSONNELLEMENT CONCERNÉ OU NON PAR LE NON-RECOURS (EN %)

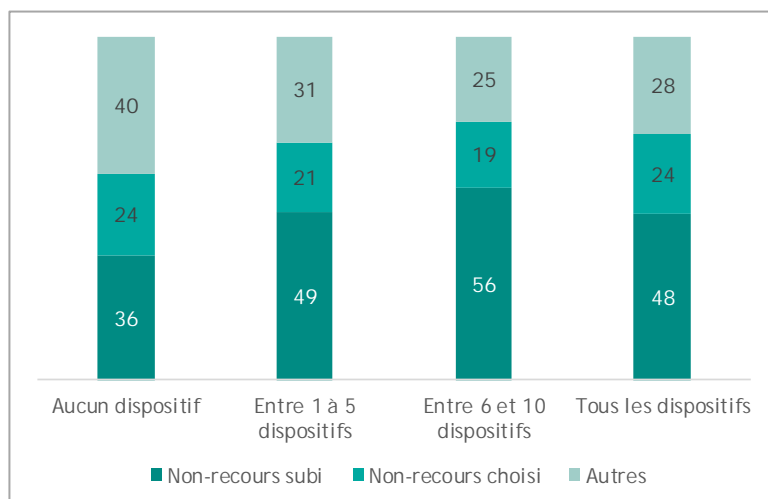


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les raisons du non-recours invoquées ne sont pas non plus les mêmes selon la connaissance qu'ont les jeunes des dispositifs concernés. Les jeunes connaissant peu de dispositifs, sinon aucun, mettent davantage en avant le non-recours circonstanciel que les autres (Graphique 72). La méconnaissance des aides implique en effet que celles-ci ne sont pas accessibles à moins d'être « proposées ».

GRAPHIQUE 72. NOMBRE DE DISPOSITIFS CONNUS SELON LE TYPE DE NON-RECOURS IDENTIFIÉ (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

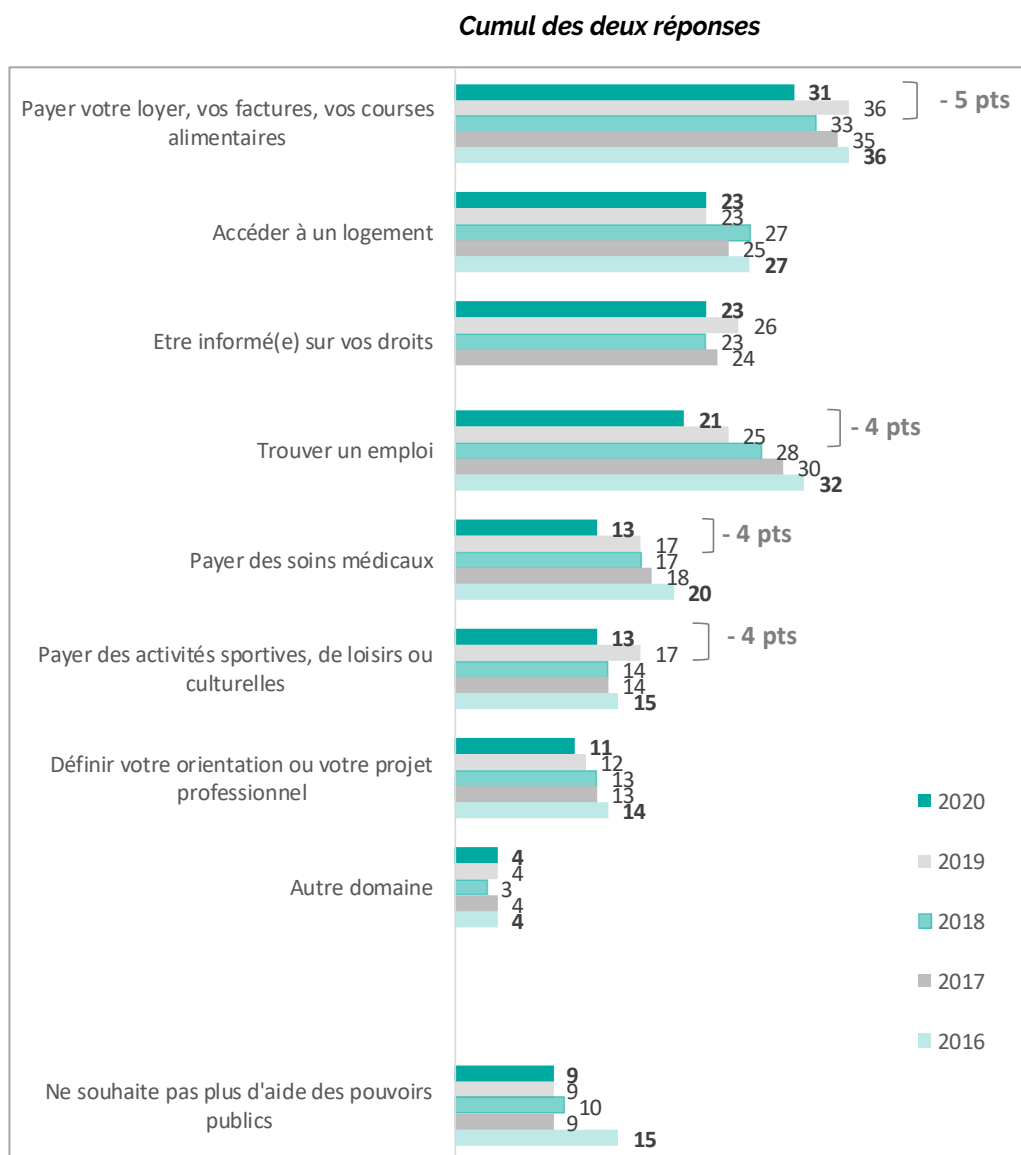
4. Avant la crise sanitaire de 2020, une baisse des attentes des jeunes en matière d'aide des pouvoirs publics

Les jeunes manifestent plus souvent que l'ensemble des Français leur sentiment d'être des gagnants du système de redistribution : en janvier 2020, dans le cadre de l'enquête Conditions de vie et aspirations des Français, 27 % des 18-30 ans se déclaraient ainsi plutôt gagnants « entre ce qu'ils versaient aux administrations et ce dont ils bénéficiaient » contre 17 % de la population âgée de plus de 30 ans. Pourtant 71 % des jeunes ont l'impression d'être les perdants de ce système. Avant le confinement, les jeunes témoignent d'une insatisfaction envers les aides des pouvoirs publics sur plusieurs points, comme le montant des prestations familiales, jugé insuffisant par 53 % des 18-30 ans (+ 20 points par rapport aux plus de 30 ans), ou l'idée que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (47 %, + 7 points par rapport aux personnes âgées de plus de 30 ans).

Selon l'enquête Conditions de vie et aspirations, en janvier 2020, avant le confinement, les jeunes de 18 à 30 ans déclaraient tout autant se restreindre budgétairement (56 %) que les Français plus âgés (57 %). Toutefois, la nature de leurs restrictions portait davantage sur des postes de première nécessité comme l'alimentation (+ 7 points de restriction par rapport aux personnes de plus de 30 ans en situation de restriction) et les soins médicaux (+ 4 points) ou ayant trait aux conditions matérielles de vie, comme le logement (+ 9 points).

En 2020, la demande d'aide pour financer la vie quotidienne, comme payer son loyer, ses factures ou ses courses alimentaires, est en effet l'attente la plus forte des jeunes envers les pouvoirs publics (Graphique 73). Citée par 31 % des jeunes, elle connaît un recul important en l'espace d'un an (- 5 points), bien plus que le nombre de jeunes déclarant opérer des restrictions régulières sur certains postes de leur budget (- 2 points). La persistance de cette demande d'aide en première position est en lien direct avec une plus grande vulnérabilité de la jeunesse au sein de la population française au niveau budgétaire.

GRAPHIQUE 73. QUELS SERAIENT LES DEUX PRINCIPAUX DOMAINES DANS LESQUELS VOUS SOUHAITERIEZ QUE LES POUVOIRS PUBLICS VOUS AIDENT DAVANTAGE ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le quatuor de domaines en tête des attentes des jeunes est en évolution depuis 2018 avec un recul constant de la demande d'aide en matière d'emploi. En 2020, seuls 21 % des jeunes Français souhaitent que les pouvoirs publics les aident à trouver un emploi, derrière les demandes d'information sur ses droits (23 %) et d'accès à un logement (23 %), alors que cette demande s'inscrivait au deuxième rang de leurs préoccupations en 2016 et 2017. Au contraire, la quête d'un logement maintient sa position.

Comme les années précédentes, les attentes envers les pouvoirs publics sont fortement en lien avec le vécu des jeunes. Toutefois, en l'espace de cinq éditions du baromètre, quelques changements de profils sont à noter. Les éditions 2016 et 2020 seront mises en parallèle pour les souligner.

L'aide au paiement du loyer, des factures et des courses alimentaires est plus souvent citée par les jeunes estimant être en situation de non-recours : 38 % d'entre eux (+ 7 points par rapport à l'ensemble des jeunes) en font la demande. Elle l'est également par les jeunes en situation de restrictions (39 %, + 8 points), dont le foyer dispose de moins de 1 200 euros par mois (34 %, + 3 points) ou entre 1 200 et 2 199 euros par mois (35 %, + 4 points). 43 % des jeunes opérant des restrictions alimentaires en matière d'alimentation choisissent ce domaine. Cet item témoigne en effet de difficultés à faire face au quotidien comme aux courses alimentaires ou aux factures courantes, à la différence des autres modalités proposées qui se projettent dans l'amélioration de la situation globale du jeune à l'exception de la question des soins médicaux (trouver un logement, un emploi, s'orienter, se cultiver). Les jeunes manifestant des besoins en matière de logement, qu'ils soient locataires du parc privé (38 %, + 7 points) ou colocalitaires (43 %, + 12 points), les résidents de communes rurales (36 %, + 5 points) les jeunes ayant des enfants (35 %, + 4 points), les jeunes en couple (34 %, + 3 points) le citent également. Les femmes (36 %, + 4 points) sont aussi plus nombreuses à manifester des attentes dans ce domaine. Ce profil reste proche de celui observé dès 2016, où les femmes, les locataires du parc privé, les jeunes avec enfants et les résidents de communes rurales étaient déjà fortement représentés, dans des proportions proches.

Les soins médicaux font également l'objet d'attentes de la part des jeunes aux faibles ressources, et notamment de ceux dont le foyer dispose de 1 200 euros à 2 199 euros par mois (16 %, + 3 points). Les jeunes opérant des restrictions budgétaires en matière de santé citent plus souvent ce domaine (20 %, + 7 points). Sur la période 2016-2020, on assiste à une réduction des écarts suivant le sexe sur cette attente. Surtout évoqué par les femmes en 2016 (24 % contre 17 % des hommes), ce domaine est un peu moins cité en 2020, par les femmes (15 %) comme par les hommes (12 %), réduisant l'écart entre les deux sexes (de 7 points en 2016 à 3 points en 2020).

Les locataires ou sous-locataires dans un logement social (29 %, + 6 points) se démarquent par des attentes plus élevées en matière d'accès à un logement. De manière générale, 28 % (+ 5 points) des jeunes opérant des restrictions en matière de logement émettent des demandes dans ce domaine à l'égard des pouvoirs publics. Selon l'enquête Conditions de vie et aspirations de janvier 2020, 17 % des jeunes de 18 à 30 ans estiment en effet que les dépenses de logement sont une très lourde charge voire même une charge insurmontable pour leur budget, contre 16 % des personnes âgées de plus de 30 ans. En 2016, les demandes en matière de logement émanaient moins des jeunes déjà locataires que des jeunes colocalitaires ou habitant en résidence, en foyer, à l'hôtel.

Les attentes en matière d'emploi sont portées par les jeunes n'étant pas encore sur le marché du travail ou en recherche d'emploi. Les 18-24 ans (25 %, + 4 points), les jeunes au chômage (39 %, + 18 points), les étudiants (26 %, + 5 points), les jeunes en situation d'invalidité, de longue maladie, sans activité (26 %, + 5 points), les jeunes vivant principalement chez leurs parents (28 %, + 7 points), les célibataires (24 %, + 3 points) sont dans ce cas, de manière similaire aux années précédentes. Les jeunes à la situation financière potentiellement difficile en font également plus souvent la demande, comme les locataires ou sous-locataires d'un logement social (26 %, + 5 points), les jeunes à la tête d'une famille monoparentale (28 %, + 7 points) les jeunes se restreignant budgétairement dans le domaine des transports en commun (24 %, + 3 points). Les répondants les plus pessimistes à l'égard de leur avenir (25 %, + 4 points), de leur vie actuelle (26 %, + 5 points) ou de la prise en compte de leur avis pour une raison indépendante de leur âge (24 %, + 3 points), sont plus fréquemment demandeurs d'une aide des pouvoirs publics en matière d'emploi, de même que les jeunes qui ne connaissent qu'un à cinq dispositifs d'aides sur les onze présentés (24 %, + 3 points).

De manière connexe, la demande d'aide à la définition de son projet professionnel ou d'orientation est également portée par les jeunes en études (15 %, + 4 points) et par les jeunes vivant chez leurs parents (15 %, + 4 points), à l'image des années précédentes. Les jeunes manifestant des craintes à l'égard de leur avenir (14 %, + 3 points) et insatisfaits de leur situation actuelle (14 %, + 3 points) sont aussi un peu plus nombreux en 2020 à souhaiter mieux s'orienter avec l'aide des pouvoirs publics.

La volonté d'être informé sur ses droits n'est pas une demande prioritaire pour les jeunes les plus précaires. Elle est davantage le fait de jeunes dont le foyer dispose de 2 200 euros ou plus par mois (28 %, + 5 points), mais aussi des jeunes les plus engagés : 26 % (+ 3 points) de ceux étant certains d'aller voter avant les municipales citent ce domaine d'aide. Cependant, elle est plus citée par les jeunes ignorant s'ils sont ou non en situation de non-recours : 26 % (+ 3 points) d'entre eux le font.

L'aide pour payer des activités sportives, de loisirs ou culturelles était, les années passées, l'apanage des jeunes les plus à l'aise, aux ressources mensuelles supérieures à 2 200 euros par mois et de propriétaires en 2016. En 2020, cette demande est plus homogène au sein de la jeunesse et est même véhiculée davantage par une catégorie plus défavorisée, les jeunes en recherche d'emploi (16 %, + 3 points). Le rattrapage s'est effectué entre 2019 et 2020 et pourrait être à mettre en lien avec le pass Culture, accessible depuis juin 2019 aux jeunes âgés de 18 ans résidant dans quatorze départements, et susceptible de diffuser l'idée qu'il est possible d'être aidé dans ce domaine. Les résultats de l'édition 2019 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse avaient en outre montré que les jeunes en recherche d'emploi réalisaient des sorties culturelles moins fréquentes et moins variées que les autres jeunes, passaient plus de temps devant la télévision ou sur Internet pour se divertir. En outre, ces derniers mettaient prioritairement en avant le coût de la culture comme frein à son accès.

En 2020, la modalité de réponse « Ne souhaite pas recevoir d'aides des pouvoirs publics » est moins en lien avec le statut d'activité que par le passé. Les jeunes en situation d'invalidité, de longue maladie ou qui ne recherchent pas d'activité ne sont pas plus nombreux que la moyenne des jeunes à estimer ne pas avoir besoin des aides publiques, alors qu'ils se démarquaient sur cet aspect en 2016. Alors que les hommes l'exprimaient significativement plus que les femmes par le passé, l'écart entre sexes s'est réduit (2 points en 2020 contre 7 points en 2016). Cette volonté de ne pas faire appel aux pouvoirs publics malgré des besoins est en soi une forme de non-recours, choisi. Elle est toutefois singulière en ce qu'elle ne repose pas sur une prestation ou un dispositif existant ou clairement identifié. Certains aspects du non-recours par non-demande pourraient certes toujours s'appliquer, comme la peur de la stigmatisation par simple demande d'aide, bien que les items proposés ne suggèrent pas directement l'idée d'un « assistantat ». Toutefois, l'arbitrage entre coût et bénéfice ou la non-demande en raison d'une incompatibilité des normes semblent moins applicables en raison du caractère large des domaines d'attentes envers les pouvoirs publics proposés²².

Cette attitude semble être dès lors le fruit d'une défiance à l'égard des pouvoirs publics par rejet du principe même d'être aidé. Les jeunes ayant l'impression que leur avis ne compte pas dans les espaces qu'ils fréquentent, pour une raison indifférente de leur âge (15 %, + 6 points), mais aussi les jeunes n'étant pas inscrits sur les listes électorales (15 %, + 6 points) y sont surreprésentés. 31 % des jeunes ne connaissant aucun dispositif d'aide parmi ceux mentionnés (+ 22 points) indiquent n'attendre aucune aide,

²² WARIN Philippe, *Le non-recours aux politiques sociales*, op. cit.

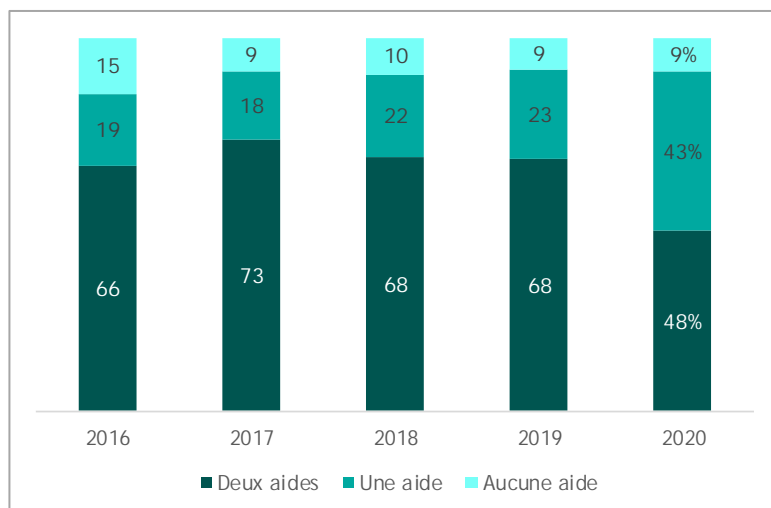
de même que 15 % (+ 6 points) de ceux affirmant tous les connaître. Les jeunes mettant en avant un non-recours choisi citent également plus souvent cette modalité (13 %, + 4 points). Les répondants estimant ne pas être en situation de non-recours sont en outre un peu plus nombreux que la moyenne (12 %, + 3 points) à opter pour cette réponse.

Cette défiance ne s'exprime pas seulement à l'égard des institutions publiques, mais concerne également le champ associatif et bénévole. Ainsi, parmi les jeunes ne se disant pas prêts à être bénévoles, 20 % ne souhaitent aucune aide des pouvoirs publics (+ 8 points).

Dans la lignée de travaux de Vial et Lévy, il est possible de concevoir ce refus d'être aidé par les pouvoirs publics émanant de jeunes en retrait des institutions comme la volonté de s'affirmer en faisant face soi-même aux difficultés, de valoriser sa fortitude et son opiniâtreté en rejetant l'étiquette « d'assisté », voire comme une attitude plus générale de rejet du système²³.

En 2020, avant le début du confinement lié au COVID-19, le regain d'optimisme des jeunes à l'égard de leur situation personnelle, de leur avenir et de leur capacité à agir concrètement sur leur vie, était aussi à l'origine d'un recul plus général des attentes exprimées envers les pouvoirs publics. Moins d'un jeune sur deux (48 %) avait ainsi fait part de deux attentes spécifiques à l'égard des pouvoirs publics contre 68 % en 2018 et 2019 soit un recul de 20 points de pourcentage du choix d'un second domaine d'aide (Graphique 74).

GRAPHIQUE 74. NOMBRE D'ATTENTES D'AIDES EXPRIMÉES À L'ÉGARD DES POUVOIRS PUBLICS DEPUIS 2016 (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, les catégories suivantes sont plus nombreuses que la moyenne à mentionner au moins un deuxième domaine d'aides : les jeunes au chômage (53 %, soit + 5 points par rapport à la moyenne) ou étudiants (53 %), les jeunes s'imposant des restrictions budgétaires (53 %), les femmes (52 %, + 4 points), les jeunes vivant chez leurs parents (52 %), les locataires du parc privé (51 %, + 3 points), les membres de couples sans enfants (51 %) ainsi que les jeunes n'ayant pas confiance dans leur avenir (53 %) et ceux

²³ LÉVY Julien, VIAL Benjamin, « Les raisons du non-recours, une critique de l'autonomie instituée », in OTERO Marcelo *et al.*, *L'institution éventrée. De la socialisation à l'individuation*, Presses de l'Université du Québec, 2017.

n'étant pas satisfaits de leur vie actuelle (52 %). Les jeunes voyant le non-recours comme un phénomène subi citent eux aussi plus volontiers deux domaines d'aides (52 %, + 4 points).

Les jeunes ne demandant d'aide que dans un seul domaine ne disposent pas forcément de ressources élevées. 47 % (+ 4 points) des jeunes dont le foyer touche moins de 1 200 euros par mois ne citent qu'un domaine, de même que 56 % (+ 13 points) des jeunes logés dans un foyer, une résidence universitaire ou un hôtel, 54 % (+ 11 points) des colocataires ou encore 47 % des jeunes logés gratuitement. Certains paraissent cependant vivre dans un environnement plus stable, moins incertain. 47 % des jeunes en emploi indiquent ainsi n'avoir besoin que d'une forme d'aide, tout comme 49 % (+ 6 points) des couples avec enfants.

Les jeunes ne communiquant pas les ressources de leur foyer (14 %, + 5 points) ou ceux ne se livrant pas sur l'existence de restrictions budgétaires chez eux (22 %, + 13 points) sont surreprésentés parmi les jeunes refusant toute aide. En pointillé se dessine à nouveau l'image d'une jeunesse marginalisée ou refusant d'être stigmatisée. 15 % (+ 6 points) des jeunes logés gratuitement ne souhaitent aucune aide supplémentaire et 15 % de ceux estimant que leur avis n'est pas pris en compte dans les espaces qu'ils fréquentent. Les jeunes mettant en avant un non-recours choisi (13 %, + 4 points) et surtout les jeunes indiquant ne connaître aucune des prestations sociales présentées dans le baromètre (31 % ; + 22 points) sont aussi surreprésentés parmi les non-demandeurs d'aide. La volonté de se débrouiller seul (18 %, + 9 points) est centrale dans leur décision. Une distance entre les jeunes et les institutions s'exerce cependant et est illustrée par le fait que 15 % des jeunes non inscrits sur les listes électorales à l'orée des élections municipales de 2020 ne désirent aucune forme d'aide des pouvoirs publics. Le nombre de domaines d'engagement est également révélateur de cette distance. 14 % des jeunes sans aucune forme d'engagement (association, bénévolat, pétition, manifestation...) ne souhaitent aucune aide des pouvoirs publics.

Le confinement lié à la pandémie du COVID-19 est intervenu en fin de terrain d'enquête de l'édition 2020 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse et permet de recueillir les impressions de quelque 182 jeunes. Ces faibles effectifs ne permettent pas d'analyser finement les conséquences de cette situation de crise inédite sur les demandes à l'égard des pouvoirs publics dans le cadre du baromètre DJEPVA sur la jeunesse. On note toutefois que les jeunes confinés désirent presque autant d'aide que les jeunes avant le confinement pour trouver un emploi (23 %, + 2 points) et ne se distinguent pas de la moyenne tout autant pour accéder à un logement (23 %) et être informés sur leurs droits (23 %). Les attentes pour les dépenses de la vie quotidienne (loyer, factures, courses) se sont toutefois légèrement accrues (+ 3 points), ce qui laisse augurer des difficultés ou des craintes des jeunes pour financer leurs dépenses de première nécessité et de court terme. Selon une enquête Opinionway, 25 % de jeunes indiquent avoir profité de livraisons gratuites de vêtements ou de nourriture, en ligne, durant le confinement²⁴. Il n'est pas possible d'estimer si les jeunes auraient été plus nombreux à sélectionner deux domaines dans lesquels ils souhaiteraient être aidés des pouvoirs publics si un plus grand nombre d'entre eux avaient été interrogés en période de confinement.

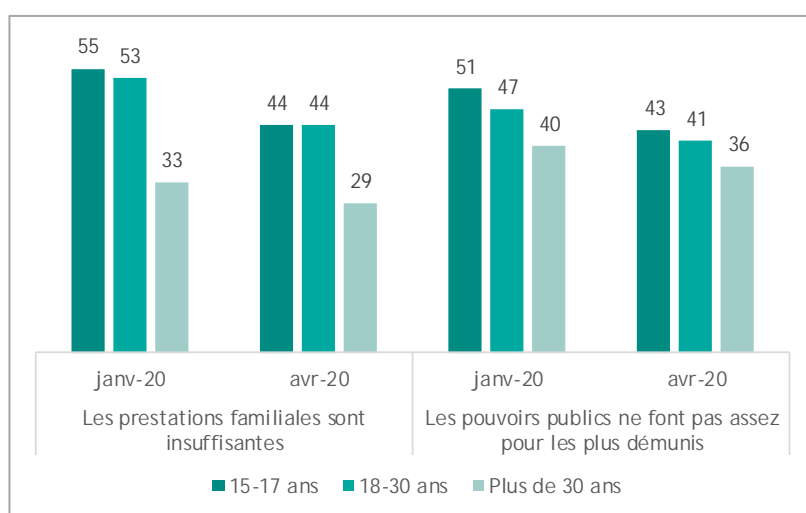
L'édition spéciale « flash » de l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC réalisée en avril 2020 permet d'offrir un aperçu des évolutions à l'œuvre dans la vie quotidienne et dans les opinions des jeunes durant la période de confinement.

²⁴ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 4, avril 2020.

Les jeunes de 18 à 30 ans apparaissent comme particulièrement ébranlés financièrement par la crise du COVID-19. Ils étaient en janvier 2020 tout aussi nombreux (56 %) que les plus âgés (57 %) à opérer des restrictions régulières sur certains postes de leur budget. La crise sanitaire ayant amené un confinement a permis à certains Français de limiter leurs dépenses, notamment de déplacement. Toutefois, si les restrictions reculent, c'est moins auprès des jeunes qu'auprès d'autres classes d'âge : 41 % des 18-30 ans se sont restreints budgétairement durant le confinement contre 33 % des Français âgés de plus de 30 ans.

Les attentes envers les pouvoirs publics ont aussi évolué et paraissent moins fortes chez les familles ou les plus démunis, tout en restant supérieures à celles de leurs aînés (Graphique 75).

GRAPHIQUE 75. LES PRESTATIONS FAMILIALES : PENSEZ-VOUS QUE CETTE AIDE EST GLOBALEMENT INSUFFISANTE ?/ÉSTIMEZ-VOUS QUE LES POUVOIRS PUBLICS FONT, DANS LE CONTEXTE ACTUEL, TROP, FONT CE QU'ILS DOIVENT OU NE FONT PAS ASSEZ POUR LES PLUS DÉMUNIS ? (EN %)

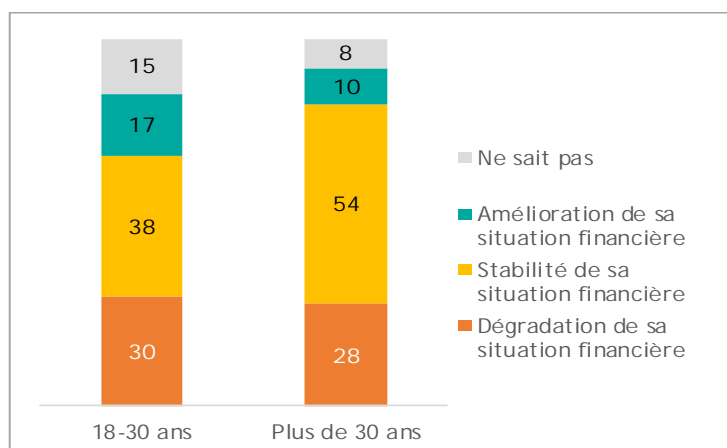


Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Ensemble de la population résidant en France âgée de 15 ans et plus. Les personnes âgées de 15 à 17 ans sont représentées en raison d'effectifs suffisants.

Le confinement engendre davantage d'incertitude pour les jeunes que pour le reste de la population (15 % d'entre eux ne savent pas comment va évoluer leur situation financière), soit 7 points de plus que les personnes âgées de plus de 30 ans. Ils sont plus nombreux (17 %, + 7 points par rapport à leurs aînés) à estimer que leur situation financière s'est améliorée avec le confinement bien que 30 % d'entre eux déplorent une dégradation de leur situation (Graphique 76).

GRAPHIQUE 76. DIRIEZ-VOUS QUE LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOTRE FOYER A CHANGÉ DEPUIS LES MESURES DE CONFINEMENT ? (EN %)



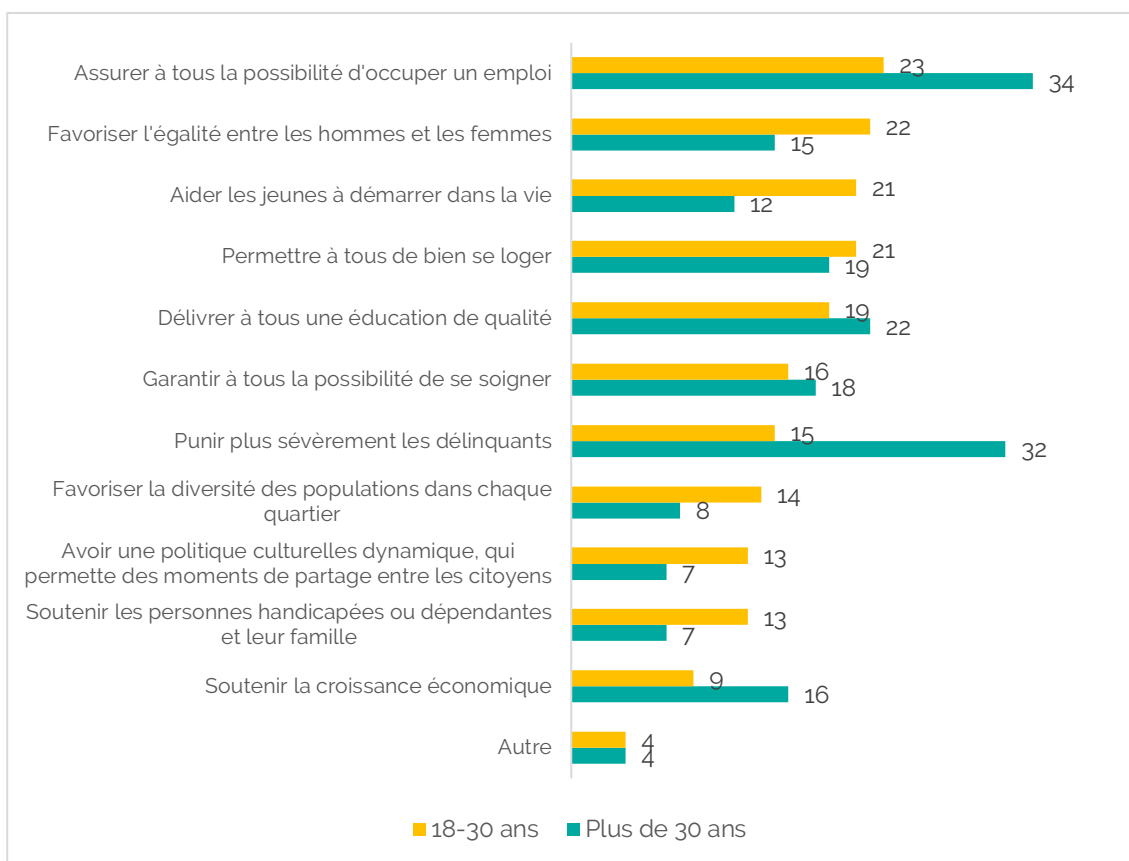
Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Ensemble la population résidant en France âgée de 18 ans et plus.

Interrogés en avril 2020 sur les deux priorités qui devraient être celles des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale, les jeunes de 18 à 30 ans privilégient moins l'emploi que l'ensemble de la population, même s'il demeure un critère essentiel de cohésion sociale (Graphique 77). Ceci s'explique sans doute par le fait que les jeunes confinés sont plus confiants que le reste de la population dans la stabilisation prochaine du taux de chômage (29 %, + 6 points par rapport à l'ensemble des Français) ou dans sa diminution dans un avenir proche (13 %, + 7 points) et moins prompts à penser qu'il augmentera (56 %, - 13 points).

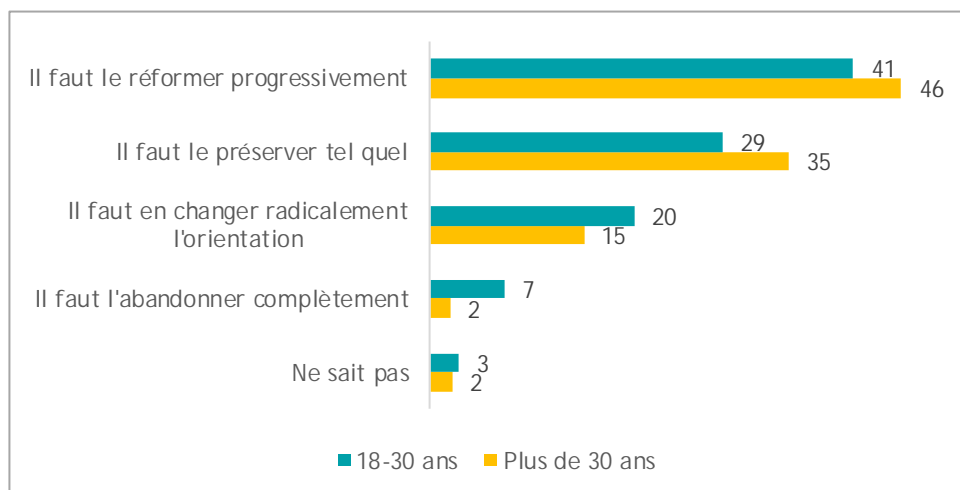
L'aide des jeunes à démarrer dans la vie arrive également très haut dans leur idée de la cohésion sociale, de même que l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces résultats vont ainsi dans le sens des attentes exprimées dans le baromètre DJEPVA sur la jeunesse avant même le confinement : les jeunes attendent une aide au quotidien des pouvoirs publics, un accompagnement global dans leur vie plutôt qu'un accompagnement thématique.

GRAPHIQUE 77. SELON VOUS, QUE DOIVENT FAIRE LES POUVOIRS PUBLICS EN PRIORITÉ POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ? – CUMUL DES DEUX PREMIÈRES RÉPONSES (EN %)



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.
 Champ : Ensemble la population résidant en France âgée de 18 ans et plus.

De manière générale, les jeunes interrogés pendant le confinement sont bien plus nombreux que leurs aînés à plaider pour une reconfiguration radicale du système de protection sociale (Graphique 78).

GRAPHIQUE 78. SELON VOUS, QUE DOIT-ON FAIRE PAR RAPPORT AU SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE ? (EN %)

Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020.

Champ : Ensemble la population résidant en France âgée de 15 ans et plus.

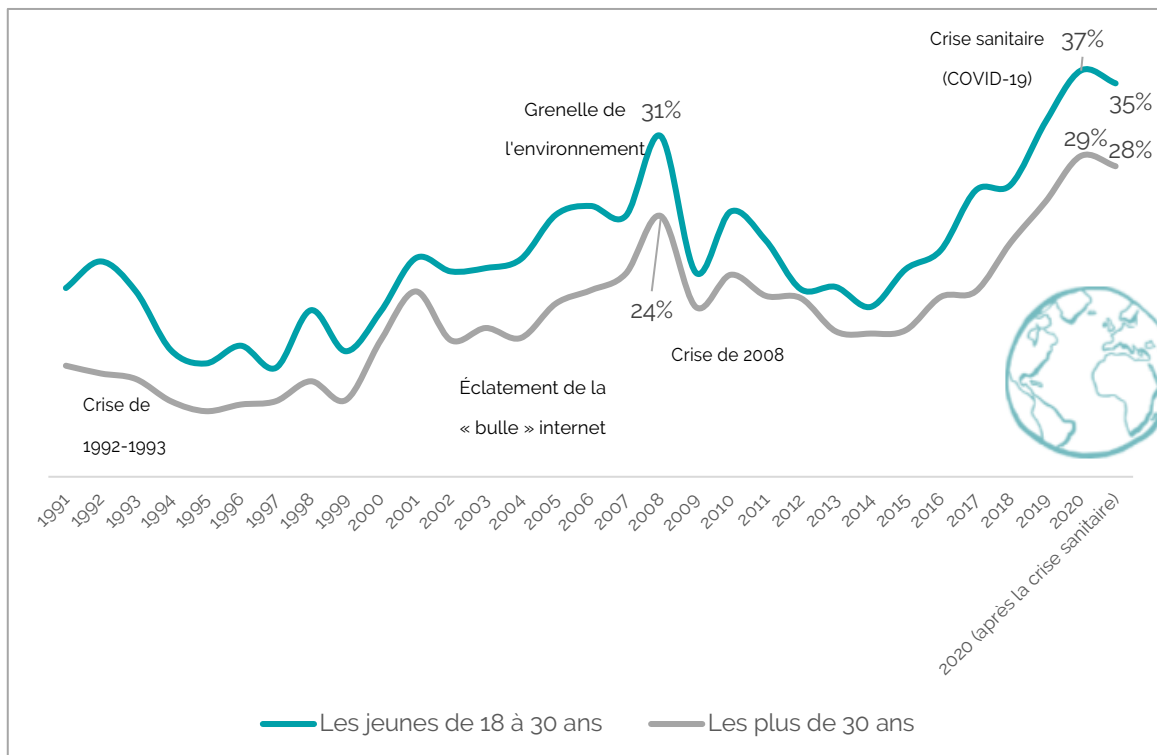
Les jeunes favorisent en outre davantage, en période de confinement, les dépenses préventives plutôt les économies en termes de dépenses publiques de l'État : 64 % des jeunes pensent ainsi que l'État doit anticiper et préparer le pays à toutes les menaces (+ 4 points par rapport aux répondants âgés de plus de 30 ans) plutôt que de limiter les dépenses et les impôts au maximum et de concentrer les efforts sur les menaces les plus probables, quitte à ne pas être préparé pour tous les risques.

VI. Des jeunes majoritairement convaincus de leur capacité d'action en faveur de l'environnement

Entre élan écologique et résignation, prise de conscience de l'impact de nos modes de vie et attirance pour les produits technologiques (aux forts impacts environnementaux, cycle de vie, recyclage, énergie), les jeunes comme l'ensemble de la population se trouvent tiraillés. Entre le monde d'après à construire et un attachement au modèle consumériste qui perdure.

Au début de 2020, la préoccupation des jeunes de 18 à 30 ans et de l'ensemble de la population pour l'environnement continue sa progression, gagnant + 5 points. Cette année, le taux des Français préoccupés par la dégradation de l'environnement atteint son plus haut niveau depuis 30 ans que nous suivons cet indicateur. Le même phénomène est observé chez les jeunes¹ (Graphique 79).

GRAPHIQUE 79. PRÉOCCUPATION POUR LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT (EN %) PARMIS ONZE SUJETS – PARMIS LES SUJETS SUIVANTS*, QUELS SONT LES DEUX QUI VOUS PRÉOCCUPENT LE PLUS ? – CUMUL DES DEUX PRÉOCCUPATIONS CITÉES



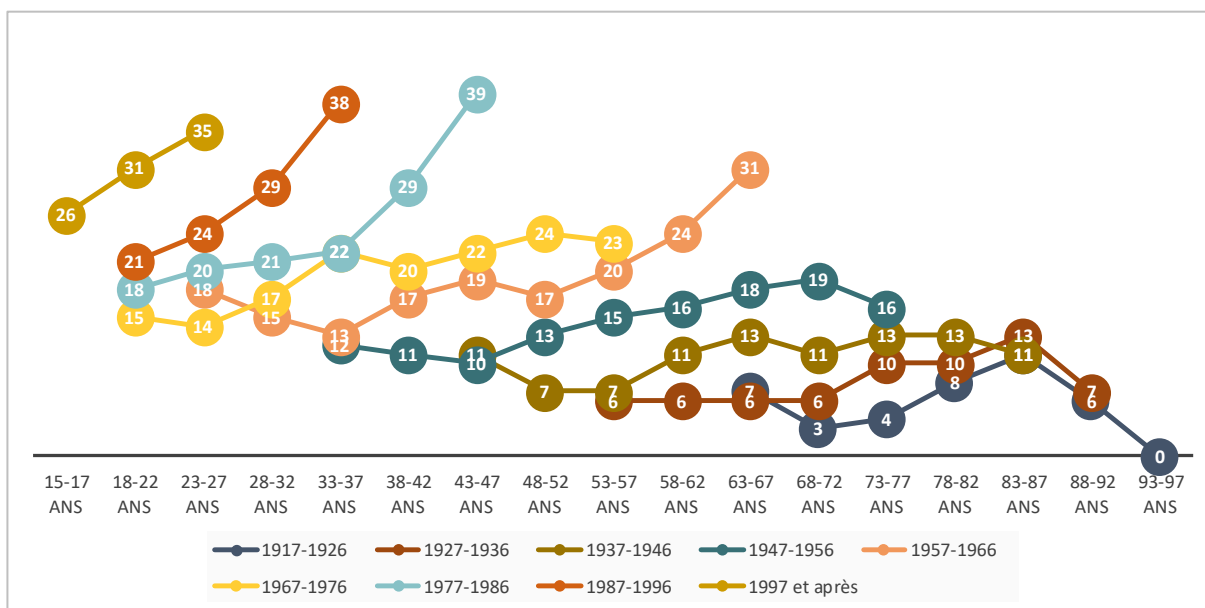
Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, 1991-2020.

* dont le chômage, les maladies graves, la pauvreté en France, dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

¹ HOIBIAN Sandra (dir.), « L'aspiration prométhéenne », *Note de conjoncture sociétale*, CREDOC, 2020.

Effet d'âge ou effet de génération ? L'examen des réponses données par les répondants depuis 1991 en fonction de leur âge au moment de l'enquête et de leur année de naissance révèle que chaque génération est plus préoccupée que la précédente au même âge. La montée des préoccupations en matière d'environnement, observée plus haut par année d'enquête, pénètre toutes les générations nées depuis la Seconde Guerre mondiale. La génération née entre 1967 et 1976 se distingue par une progression de moindre amplitude tandis que la hausse s'avère particulièrement forte pour la génération née après 1997. Ainsi, les répondants âgés de 23 à 27 ans et nés en 1997 ou plus tard sont bien plus préoccupés (35 %) que leurs aînés nés de 1987 à 1996 (24 %), entre 1977 et 1986 (20 %), 1977 et 1986 (18 %) ou encore que ceux nés entre 1967 et 1976 (14 %) lorsqu'ils avaient le même âge.

GRAPHIQUE 80. PRÉOCCUPATION POUR LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT (EN %) PARMI ONZE SUJETS – PARMI LES SUJETS SUIVANTS*, QUELS SONT LES DEUX QUI VOUS PRÉOCCUPENT LE PLUS ? – CUMUL DES DEUX PRÉOCCUPATIONS CITÉES EN FONCTION DE L'ÂGE AU MOMENT DE L'ENQUÊTE ET DE L'ANNÉE DE NAISSANCE



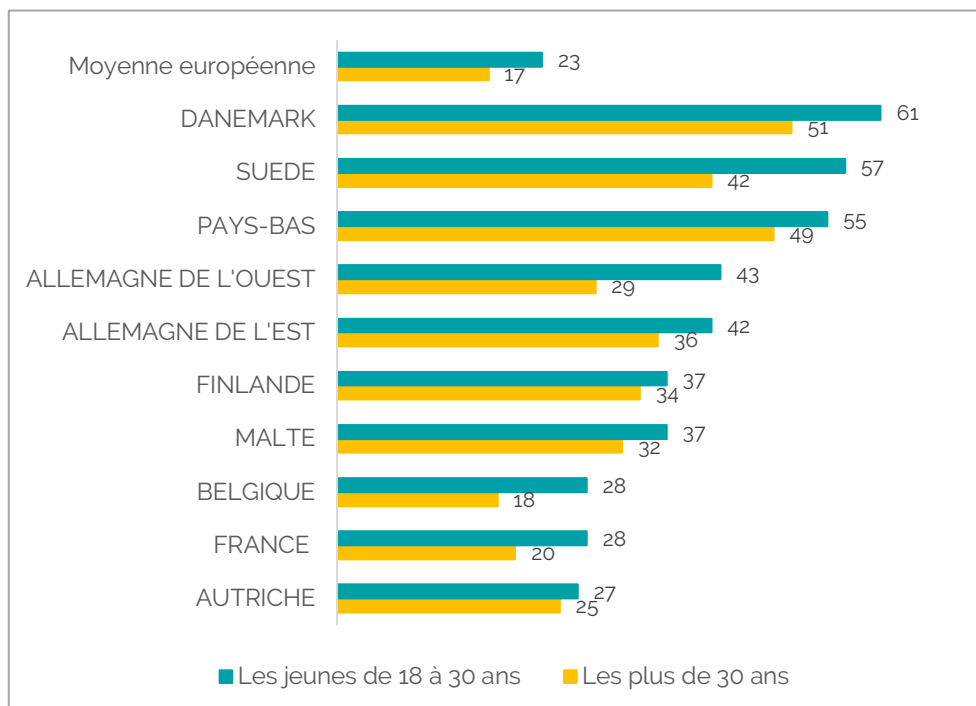
Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, 1991-2020.

Note : 31 % des jeunes âgés de 18 à 22 ans et nés après 1997 sont préoccupés par l'environnement contre 21 % des jeunes du même âge nés entre 1987 et 1996, 18 % des jeunes du même âge nés entre 1977 et 1986 et 15 % des jeunes, également âgés de 18 à 22 ans au moment de l'enquête, nés entre 1967 et 1976.

* dont le chômage, les maladies graves, la pauvreté en France, dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

Quelle que soit la réponse à cette question, le souci de l'environnement n'est pas l'apanage des Français, jeunes ou moins jeunes. Si l'importance que les Français de 18 à 30 ans accordent à la question se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne (28 % le classent parmi les deux principaux problèmes du pays, contre 23 % des jeunes Européens), les jeunes Français n'arrivent qu'en 9^e position (jeunes et ensemble de la population) dans le classement des pays européens selon l'importance accordée à l'environnement, loin derrière les jeunes Danois (61 %), les jeunes Suédois (57 %) ou les jeunes Allemands (43 %) (Graphique 81).

GRAPHIQUE 81. ESTIMATION DE L'IMPORTANCE DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE PAYS (EN %) « À VOTRE AVIS, QUELS SONT LES DEUX PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS AUXQUELS DOIT FAIRE FACE (NOTRE PAYS) ACTUELLEMENT ? » (CHOIX PARI MI UNE LISTE DE 13 ITEMS)



Source : Eurobaromètre Standard, n° 915, 2019.

Note : L'Allemagne est segmentée en deux catégories dans cet Eurobaromètre en raison des importantes divergences d'opinions subsistant sur certaines thématiques, trente ans après sa réunification.

La crise sanitaire mondiale qui s'est déclarée à l'hiver 2019-2020 a bouleversé nombre d'habitudes dans les sociétés occidentales. Sociabilité, mobilité, consommation, rapport à la santé sont autant de domaines qui ont été fortement impactés. Si certains se sont réjouis de la diminution de la pollution de l'air ou du bruit dans les grandes villes, ou se sont amusés du retour des canards dans nos rues et des dauphins près de nos littoraux, la crise ne semble pas, pour le moment, provoquer de « révolution verte ». Les Français interrogés pendant le confinement restent nombreux à se déclarer préoccupés par l'environnement, mais leur nombre ne progresse pas par rapport à la période précédant la crise (- 2 points chez les jeunes, et - 1 point pour les plus de 30 ans entre janvier et avril 2020).

Chez les convaincus, on observe un renforcement de la citation en première position de la dégradation de l'environnement par les jeunes de 18 à 30 ans (20 %, + 9 points par rapport à janvier 2020 et + 6 points par rapport à l'ensemble de la population) durant le confinement. Le chômage reste une considération globalement moins citée que l'environnement durant le confinement, malgré la menace d'une crise économique. La crise de 2008 avait déjà révélé que la paupérisation croissante de la jeunesse ne suffisait pas à entamer son élan vers une meilleure prise en compte de l'environnement².

À ce titre, la majorité des Français considère que la relance économique après le confinement ne doit pas se faire au détriment de l'environnement : près des deux tiers des Français (62 %) et des jeunes (65 %) estiment

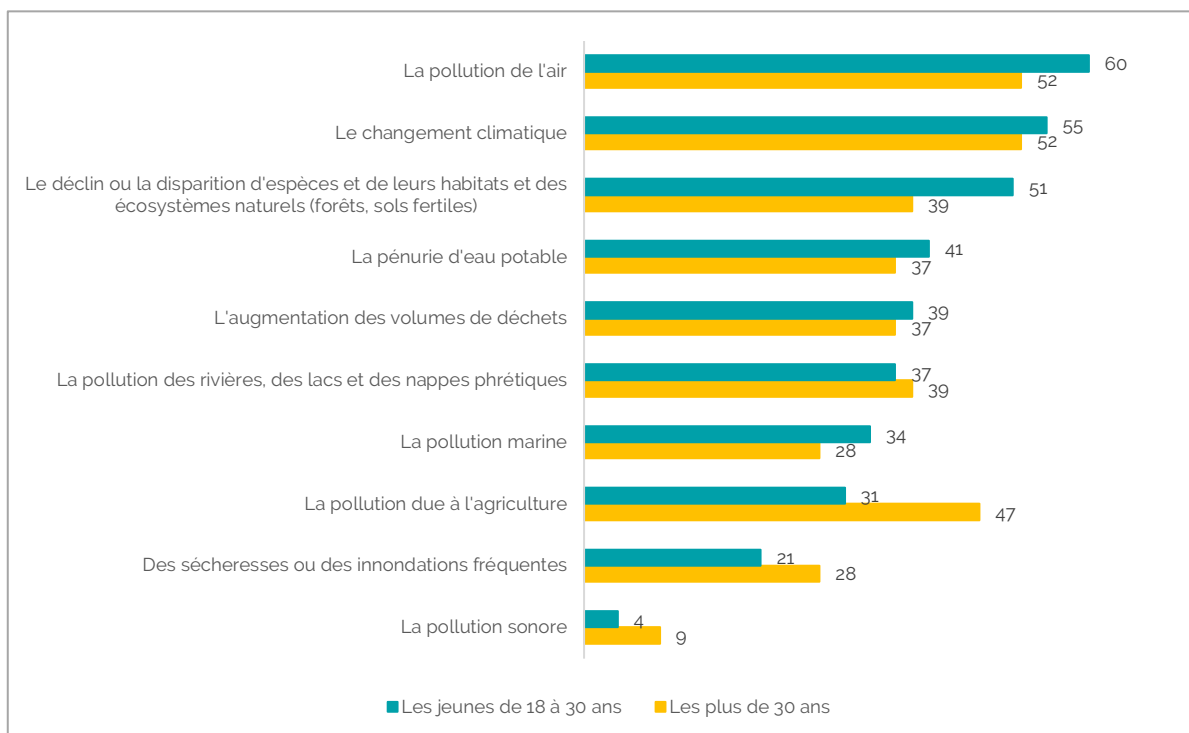
² BRICE Lucie, CROUTTE Patricia, HOIBIAN Sandra, « Pour protéger l'environnement, les jeunes se tournent vers des transports alternatifs et les pratiques collaboratives », in *Théma, Modes de vie et pratiques environnementales des Français*, CGDD, avril 2018.

que dans la phase de reprise, le Gouvernement doit favoriser des activités qui préservent l'environnement, la cohésion sociale et la santé, même si c'est aux dépens de la croissance de certaines activités³.

Les résultats des élections municipales de 2020, avec plusieurs grandes villes conquises par des candidats écologistes, confirment cette attente d'action publique en matière d'environnement⁴. De son côté, le président de la République Emmanuel Macron a reçu les membres de la Convention citoyenne pour le climat⁵ et annoncé la tenue de deux référendums sur l'environnement à l'horizon 2021 et 2022.

La lutte contre le réchauffement climatique est au cœur des inquiétudes environnementales de la population (Graphique 82). 55 % des jeunes Français (52 % des plus de 30 ans) le classent parmi les sujets environnementaux les plus importants, derrière la pollution de l'air (60 % pour les jeunes pour 52 % des plus de 30 ans) et avant le déclin ou la disparition d'espèces et écosystèmes naturels qui inquiète la moitié des jeunes Français (51 %) et seulement 39 % des plus de 30 ans ; ces derniers sont plus inquiets de la pollution due à l'agriculture (47 % des plus de 30 ans pour 31 % des moins de 30 ans).

GRAPHIQUE 82. HIÉRARCHIE DES SUJETS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT (EN %) – « LES QUATRE SUJETS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT QUE VOUS JUGEZ LES PLUS IMPORTANTS »



Source : Eurobaromètre, EB88.1, 2017.

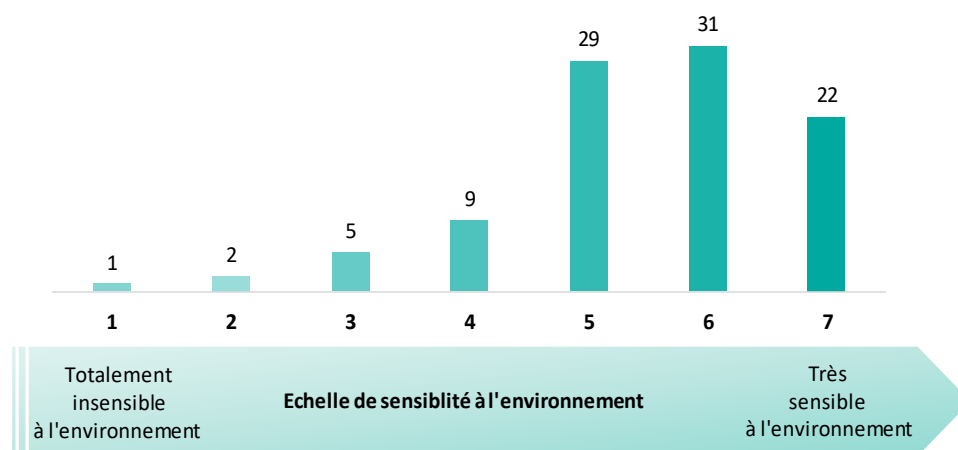
³ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, 2020, question insérée par l'ADEME.

⁴ COLLECTIF, « Municipales : un lendemain d'élection marqué par la marée verte », *Le Parisien*, 29 juin 2020.

⁵ Expérience démocratique décidée par le président de la République, réunissant cent cinquante personnes tirées au sort (représentatives de la diversité de la société française) et avec l'objectif de définir des mesures (projets de loi) permettant d'atteindre une baisse de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2010 dans le respect de la justice sociale. Elles seront soumises au Parlement, aux Français par référendum ou directement mises en application par le Gouvernement.

1. Plus de quatre jeunes sur cinq se déclarent sensibles à l'environnement

GRAPHIQUE 83. CHACUN PEUT SE SENTIR PLUS OU MOINS CONCERNÉ PAR LES PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT. VOUS-MÊME, POUVEZ-VOUS VOUS CLASSER SUR UNE ÉCHELLE DE SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT, DE 1 (SI VOUS Y ÊTES « TOTALEMENT INSENSIBLE ») À 7 (« SI VOUS Y ÊTES « TRÈS SENSIBLE ») COMMENT VOUS CLASSEZ-VOUS ? (EN %)



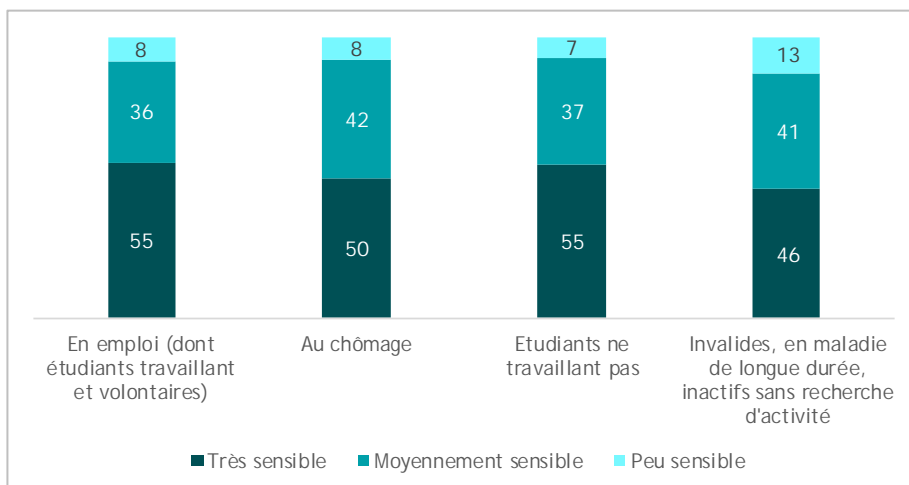
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Exemple de lecture : 22 % des jeunes âgés de 18 à 30 ans, se déclarent très sensibles à l'environnement (au niveau 7 sur l'échelle), 1 % se disent totalement insensibles à l'environnement (niveau 1 sur l'échelle).

Les jeunes se positionnent très majoritairement comme sensibles à l'environnement. Plus de la moitié des jeunes Français de 18-30 ans (53 %) s'y déclarent « très sensibles », en citant la note 6 ou 7, et seulement 3 % optent pour les notes les plus basses (1 ou 2) [Graphique 83].

Globalement, les bacheliers déclarent plus souvent qu'en moyenne une sensibilité élevée à l'environnement : 58 % des bacheliers choisissent les notes 6 ou 7, soit 4 points de plus qu'en moyenne. À l'inverse, les jeunes dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat ne sont que 47 % à choisir ces notes. Un phénomène que l'on retrouve en population générale (47 % des bacheliers se déclarent très sensibles à l'environnement, + 4 points par rapport à la moyenne)⁶. Le statut d'activité a également un impact sur la sensibilité déclarée : les jeunes au chômage ou en situation de longue maladie, d'invalidité se déclarent moins souvent sensibles à l'environnement que la moyenne des jeunes (Graphique 84). Dans ces catégories, la précarité financière et l'inquiétude pour sa situation personnelle est probablement de nature à freiner l'investissement dans la cause écologique.

⁶ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, 2020.

GRAPHIQUE 84. SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT SELON LE STATUT D'ACTIVITÉ (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : Les jeunes « très sensibles » correspondent aux jeunes ayant choisi d'attribuer les notes 6 ou 7 à leur sensibilité environnementale, les jeunes « moyennement sensibles » à ceux ayant attribué les notes de 4 ou 5 et les jeunes « peu sensibles », à ceux ayant attribué les notes de 1, 2 ou 3 à leur sensibilité environnementale.

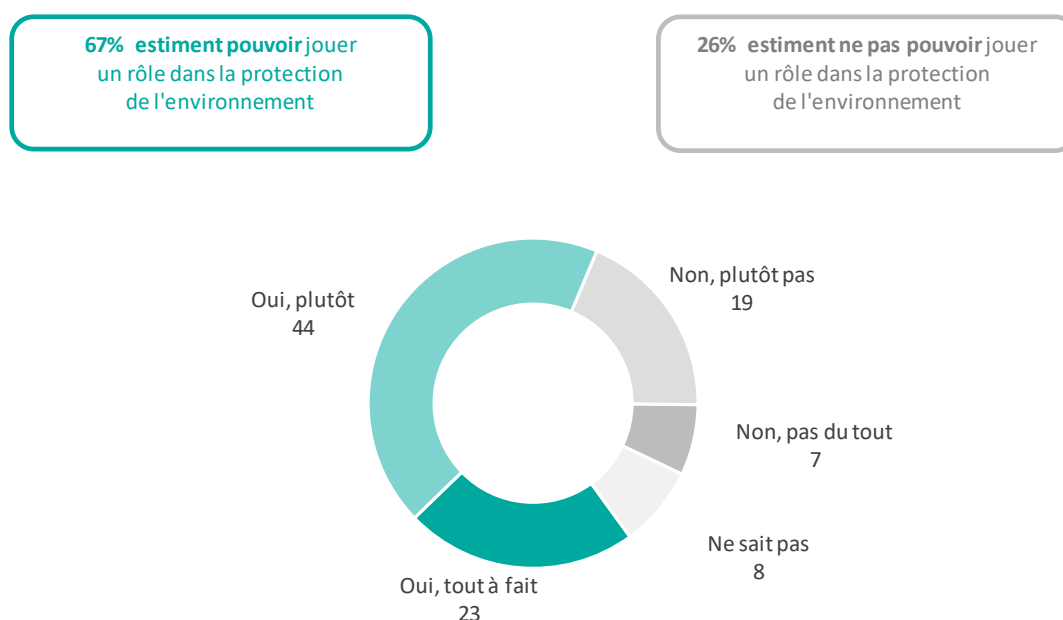
De manière corrélée, plus les jeunes sont satisfaits et confiants en leur avenir, plus ils se déclarent sensibles à la question de l'environnement : 55 % des jeunes se déclarant satisfaits de leur vie sont très sensibles, de même que 55 % des jeunes confiants en leur avenir contre 51 % des jeunes insatisfaits de leur vie comme inquiets de leur avenir. Dans l'ensemble de la population, les individus se déclarant heureux sont aussi plus souvent très sensibles à l'environnement (47 % à être très sensibles à l'environnement pour 43 % en moyenne)⁷.

⁷ CREDOC, *Idem*, janvier 2020.

2. Les deux tiers des jeunes estiment être en capacité de jouer un rôle dans la protection de l'environnement

Les jeunes Français, à l'instar des jeunes Européens⁸, souscrivent à l'idée que les citoyens, en général, ne font pas assez en matière d'environnement (64 %). Et plus des deux tiers (67 %) d'entre eux estiment pouvoir jouer un rôle dans la protection de l'environnement (Graphique 85).

GRAPHIQUE 85. À TITRE PERSONNEL, ESTIMEZ-VOUS QUE VOUS POUVEZ JOUER UN RÔLE DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La confiance dans son avenir et la satisfaction à l'égard de sa vie sont corrélées à la sensation de pouvoir agir. Ainsi, 70 % des jeunes confiants en l'avenir et 71 % des jeunes satisfaits de leur vie estiment pouvoir jouer un rôle dans la protection de l'environnement. De manière liée, plus les jeunes estiment que leur avis est pris en compte, plus ils considèrent qu'ils peuvent jouer un rôle : 75 % des jeunes qui estiment que leur avis est pris en compte déclarent pouvoir jouer un rôle dans la protection de l'environnement, contre 57 % des jeunes ayant l'impression que leur avis n'est pas pris en compte.

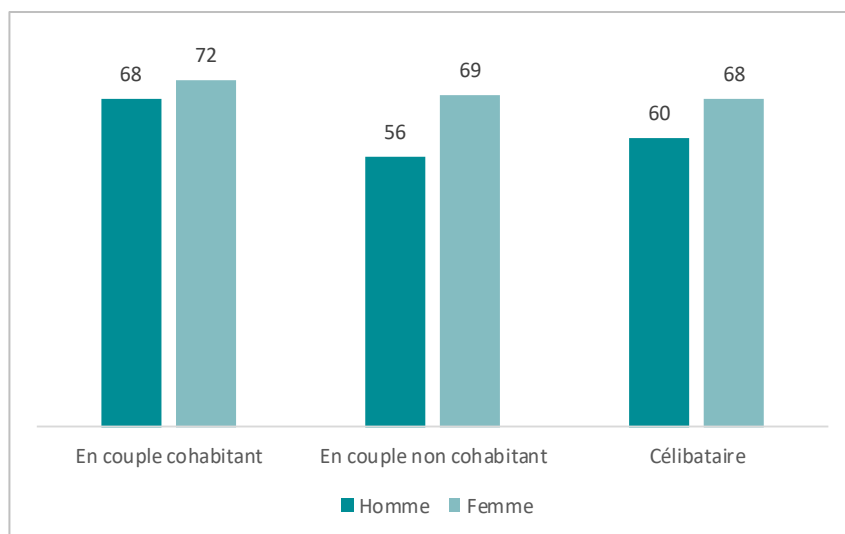
C'est parmi les jeunes les mieux insérés économiquement que la conviction de pouvoir agir est la plus répandue : 72 % des titulaires d'un diplôme supérieur au bac, 68 % des actifs de 24 à 30 ans titulaires d'un bac ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur (contre 50 % chez les inactifs non-bacheliers du même âge) ainsi que les jeunes dont le foyer perçoit 2 200 euros et plus par mois (71 %).

⁸ EUROBAROMÈTRE, *L'opinion publique dans l'Union européenne*, EB88.1, novembre 2017.

Le sexe est un autre critère qui a un lien avec le sentiment de pouvoir agir en faveur de l'environnement : les jeunes femmes sont plus convaincues de leur pouvoir en la matière (70 % contre 62 % des jeunes hommes). Être en couple cohabitant vient atténuer cette différence dans le rapport à l'environnement :

- les jeunes femmes célibataires ou en couple non cohabitant ont une sensibilité à l'environnement équivalente à celle des jeunes femmes en couple cohabitant (72 %) ; mais les jeunes hommes célibataires sont plus distants de l'environnement que les hommes en couple cohabitant (60 % contre 68 %) ;
- le sentiment d'impuissance est plus important chez les jeunes célibataires, quel que soit leur sexe, avec une différence plus marquée chez les jeunes hommes. La conviction de pouvoir agir concerne 60 % des jeunes hommes célibataires, contre 68 % de ceux vivant en couple, soit un écart de 8 points. Chez les jeunes femmes, le saut n'est que de 4 points (68 % à 72 %) entre les célibataires et celles vivant en couple (Graphique 86).

GRAPHIQUE 86. SENSATION D'AVOIR UN RÔLE À JOUER EN FAVEUR L'ENVIRONNEMENT SELON LE SEXE ET LE STATUT MARITAL (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

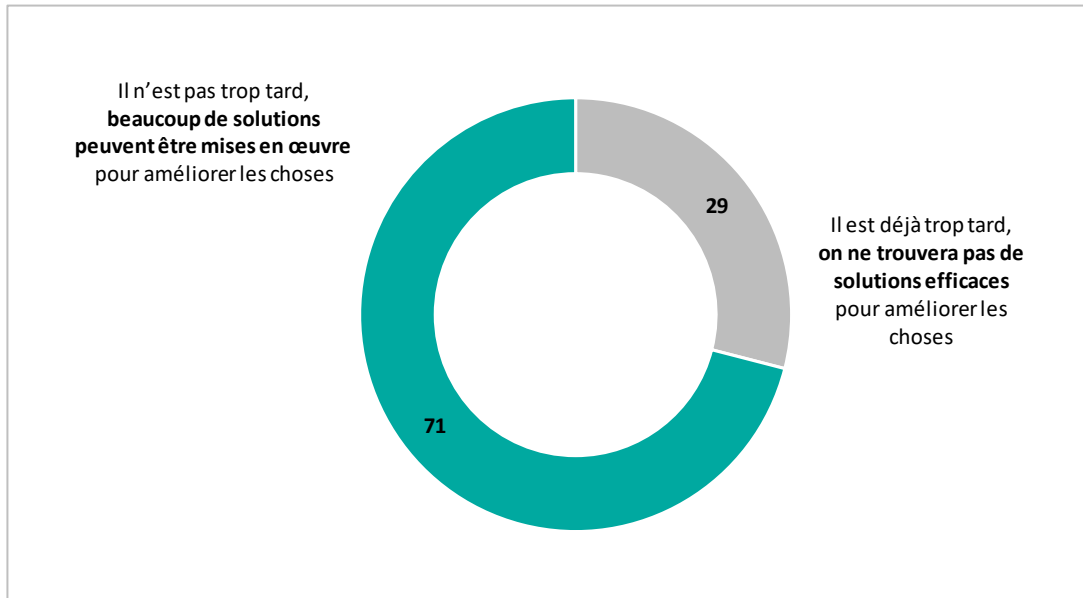
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La réalisation d'une régression logistique (cf. IX. Annexe B, Tableau 9, p. 234) révèle que, plus que le fait d'être en couple cohabitant, le fait d'avoir des enfants a un effet significatif sur l'impression d'avoir un rôle à jouer. Les monoparents et les couples avec enfants sont ainsi plus susceptibles, toutes choses égales par ailleurs, d'estimer pouvoir agir personnellement. À l'inverse, le fait d'avoir un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat et d'être en situation d'invalidité, de longue maladie ou sans recherche d'activité joue négativement. Être un homme rend plus susceptible, *per se*, de se juger impuissant. On pourrait donc en conclure que la mise en couple cohabitant seule ne suffit pas à donner l'impression d'avoir un rôle à jouer, sans la présence d'enfants. Le fait de vivre chez ses parents ou non n'a, pas d'impact de manière isolée, de même que l'âge, la taille de la commune ou la région de résidence.

3. Sept jeunes sur dix pensent qu'il n'est pas trop tard pour agir en faveur de l'environnement et l'engagement dans le domaine progresse

L'impuissance à agir est parfois associée à l'idée qu'il serait déjà trop tard pour limiter les effets du réchauffement climatique. Cette idée n'est pas majoritaire chez les jeunes, qui sont 71 % à penser que beaucoup de solutions peuvent encore être mises en œuvre (Graphique 87).

GRAPHIQUE 87. EN PENSANT À L'AVENIR ET AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, PENSEZ-VOUS... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La nature des solutions à trouver n'est volontairement pas renseignée dans le questionnaire et laissée à la libre interprétation des jeunes répondants. Au sein de l'Union européenne, les Français sont particulièrement enclins à estimer que ces solutions sont technologiques et passent par l'investissement dans la recherche et développement (43 % contre 35 % des Européens)⁹. Cette vision d'une technologie salvatrice est fortement corrélée au PIB des pays concernés : plus la croissance par habitant est élevée, plus la population est attachée à une résolution de la question environnementale conciliable avec une poursuite de la croissance¹⁰. Au sein de la population française, on repère une opposition entre les « prométhéens », estimant nécessaire de repousser les limites technologiques pour faire avancer l'humanité et de poursuivre le processus de mondialisation, et les « écolo-humanistes » qui plaident pour une mise à distance de la technologie, un retour à la nature et l'avènement d'une nouvelle morale centrée autour de l'image d'une nature sanctuarisée, voire d'une forme de décroissance¹¹. En janvier 2020, les « écolo-humanistes » étaient plus représentés au sein de la population française (22 %) que les « Prométhéens » (17 %). Chez les jeunes, le rapport était davantage équilibré : 22 % se retrouvaient

⁹ EUROBAROMÈTRE, *Attitudes of European citizens toward the environment*, EB spécial 468, novembre 2017.

¹⁰ BRICE MANSENCAL Lucie, HOIBIAN Sandra, « La sobriété, une ambition encore lointaine ? Un bilan des pratiques de circulation des objets », in GUILLARD Valérie, *Du gaspillage à la sobriété*, De Boeck supérieur, 2019.

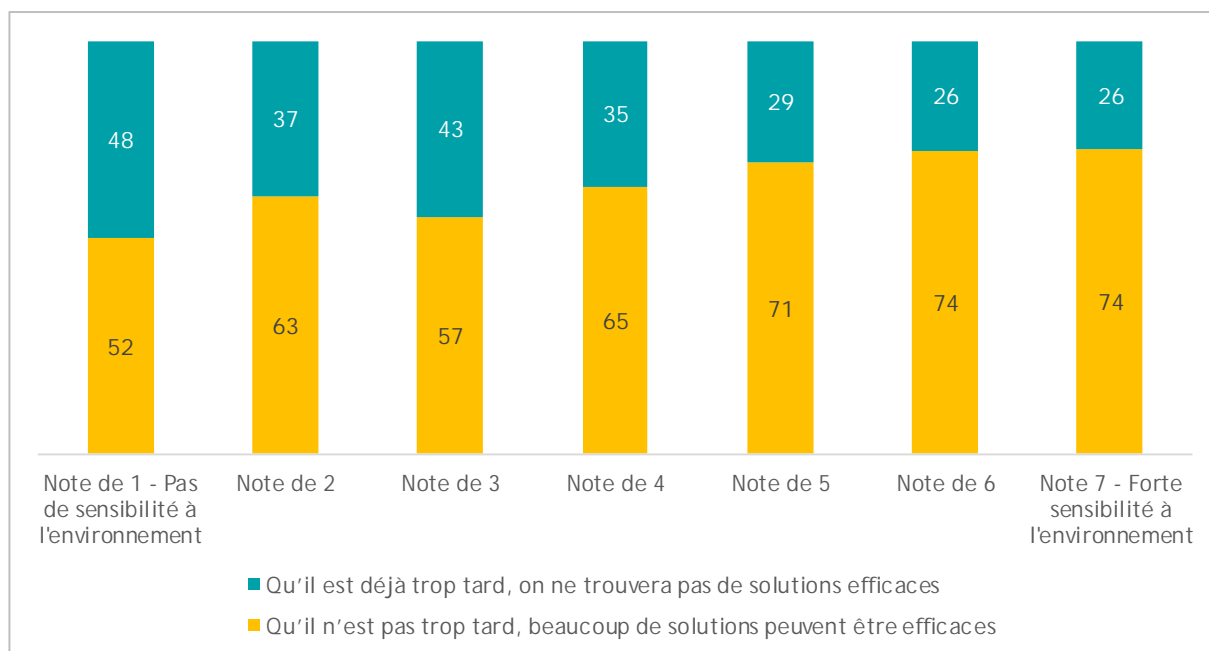
¹¹ Les Prométhéens se caractérisent par un esprit d'idéal et de foi dans la condition humaine, au sein d'une typologie comportant cinq groupes selon un axe sécurité/confiance contre insécurité/méfiance et un axe technologie contre environnement. HOIBIAN Sandra (dir.), « L'aspiration prométhéenne », *op. cit.*

parmi les « écolo-humanistes » et 22 % parmi les « prométhéens ». Pendant le confinement, le rapport de force semble avoir basculé en faveur des « prométhéens » : + 11 points parmi les 18-30 ans et + 9 points en population générale – alors que le groupe des « écolos humanistes » reste stable.

Le sentiment qu'il n'est pas trop tard est plus courant chez les diplômés de niveau égal ou supérieur au baccalauréat (72 % d'entre eux contre 68 % des détenteurs d'un diplôme inférieur au bac), mais également chez les jeunes femmes (73 % pour 68 % des hommes), qui sont par ailleurs moins confiantes en leur propre avenir. Reflet de l'inquiétude pour les générations futures, les jeunes ayant des enfants, qu'ils soient en couple (64 %) ou monoparents (63 %), sont moins nombreux à penser qu'il est encore temps de sauver la planète.

Finalement, la déclaration d'une faible sensibilité environnementale pourrait venir de l'idée qu'il est déjà trop tard pour agir. 48 % des jeunes qui s'estiment « pas du tout sensibles » à l'environnement pensent qu'il est déjà trop tard pour agir. À l'inverse, 74 % des jeunes ayant attribué la note de 6 ou de 7 à leur sensibilité environnementale pensent que des solutions peuvent encore être efficaces (Graphique 88).

GRAPHIQUE 88. OPINIONS SUR L'EFFICACITÉ DE SOLUTIONS EN MATIÈRE ÉCOLOGIQUE SELON LE DEGRÉ DE SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

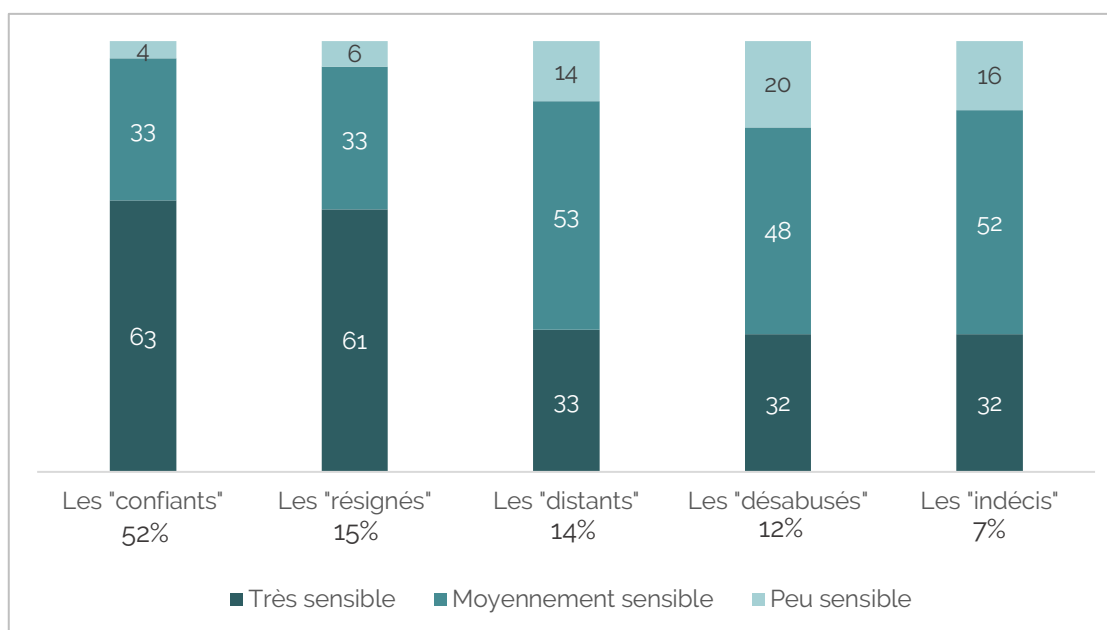
Il est possible de distinguer différents positionnements de la jeunesse à l'égard de l'environnement à partir des croisements des réponses sur le sentiment d'avoir un rôle à jouer et le regard sur la capacité de l'humanité à trouver des solutions pour résoudre les défis environnementaux (Graphique 89)¹² :

– les « confiants » (52 %) sont les jeunes estimant avoir un rôle à jouer et qu'il n'est pas trop tard pour l'environnement (effectif de 2 313 jeunes) ;

¹² L'ensemble de la population des jeunes de 18 à 30 ans est représenté dans cette typologie.

- les « résignés » (15 %) sont les jeunes estimant avoir un rôle à jouer, mais qu'il est trop tard pour l'environnement (effectif de 769 jeunes) ;
- les « distants » (14 %) sont les jeunes estimant ne pas avoir de rôle à jouer, mais qu'il n'est pas trop tard pour l'environnement (effectif de 641 jeunes) ;
- les « désabusés » (12 %) sont les jeunes estimant ne pas avoir de rôle à jouer et qu'il est de toute manière trop tard pour trouver des solutions en faveur de l'environnement (effectif de 517 jeunes) ;
- les « indécis » (7 %) sont les jeunes ne sachant pas se positionner sur leur rôle à jouer ; quant à leur opinion sur l'avenir de l'environnement, ils présentent la même tendance que l'ensemble des jeunes, avec 77 % pensant qu'il reste des solutions et un avenir, et 23 % qui estiment qu'il est déjà trop tard (effectif de 294 jeunes).

GRAPHIQUE 89. SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE EN FONCTION DE LA PERCEPTION DE SON RÔLE À JOUER ET DE L'AVENIR DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les « confiants » et les « résignés » sont majoritairement très sensibles à l'environnement, et globalement sensibles ; la moitié des « distants » et des « désabusés » sont moyennement sensibles, et seulement un tiers y est très sensible. La même forme de sensibilité se retrouve chez les « indécis » que chez les « distants » et « désabusés ».

Au total, les « confiants très sensibles » (33 %) sont les plus nombreux au sein de la jeunesse, suivis par les « confiants moyennement sensibles » (17 %) puis, dans des proportions bien moindres, par les « résignés très sensibles » (9 %) et les « distants moyennement sensibles » (8 %).

FIGURE 2. TYPOLOGIE DES JEUNES EN FONCTION DE LEUR RAPPORT A L'ENVIRONNEMENT (EN %)

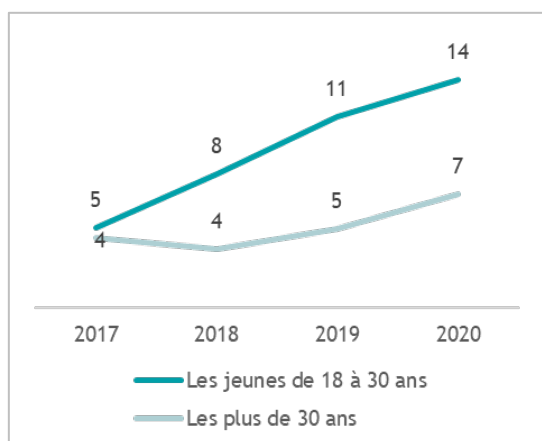


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

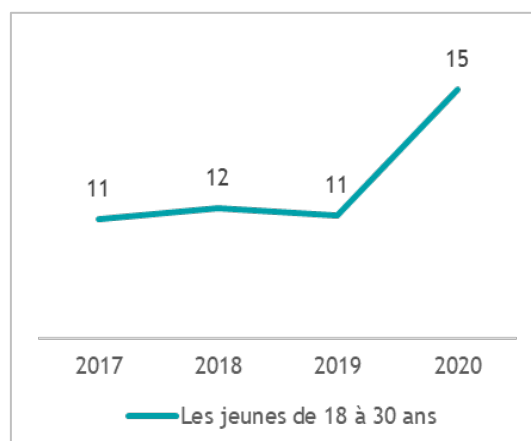
L'engagement dans le domaine de l'environnement croît au sein de la population française sur la période récente, et plus encore au sein de la jeunesse (en 2020 + 7 points). 14 % des jeunes de 18 à 30 ans interrogés dans le cadre de l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC déclaraient adhérer à une association de défense de l'environnement en janvier 2020 contre 5 % en janvier 2017 (Graphique 90). Et globalement, les jeunes aspirent plus souvent à s'engager bénévolement pour cette cause que par le passé (11 % en 2017 pour 15 % en 2020) [Graphique 91].

GRAPHIQUE 90. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JEUNES ADHÉRENTS À UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : CREDOC – enquête Conditions de vie et aspirations, 2017-2020 (janvier).

GRAPHIQUE 91. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JEUNES BÉNÉVOLES DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)

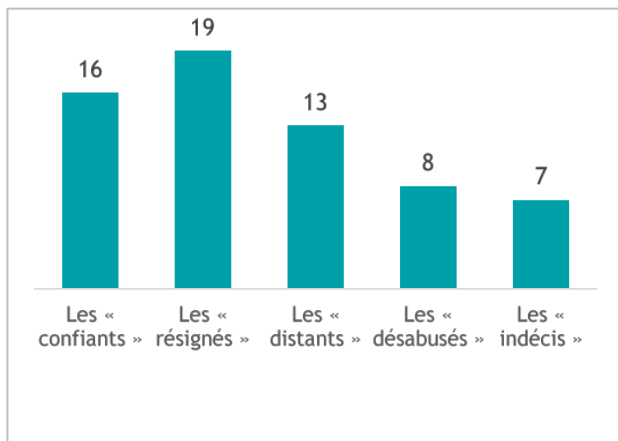


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2017-2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le positionnement à l'égard de l'environnement influence cette disposition à s'engager. Penser qu'il est trop tard pour l'environnement, mais avoir foi dans son rôle à jouer engage davantage le jeune par des actions de bénévolat dans le domaine de l'environnement. Ainsi 19 % des résignés sont actifs bénévolement pour l'environnement pour 16 % des confiants (13 % des distants et 8 % des désabusés). S'ajoute à cette appréciation de la situation, la sensibilité pour l'environnement qui accentue la proportion à s'engager, et particulièrement l'estimation de son engagement pour l'environnement. Les « confiants » très sensibles sont 37 % à se dire prêts à s'engager dans ce domaine (16 % des moyennement sensibles, + 21 points), et les « résignés » très sensibles sont 36 % (pour 26 % des moyennement sensibles, + 10 points).

Par leur opinion inquiète à l'égard de l'avenir de la planète et de ses ressources, les jeunes « résignés » sont les plus présents dans les actions bénévoles pour la préservation de l'environnement et sa défense (19 %, + 4 points). Ils le sont même davantage que les « confiants », qui agissent moins collectivement qu'individuellement (16 %). Les « désabusés » et les « indécis » sont quant à eux les moins impliqués dans le domaine du bénévolat (8 et 7 %, soit - 7 et - 6 points) (Graphique 92).

GRAPHIQUE 92. PART DES JEUNES BÉNÉVOLES DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT SELON LEUR POSITION À L'ÉGARD DE LA CAUSE ENVIRONNEMENTALE (EN %)



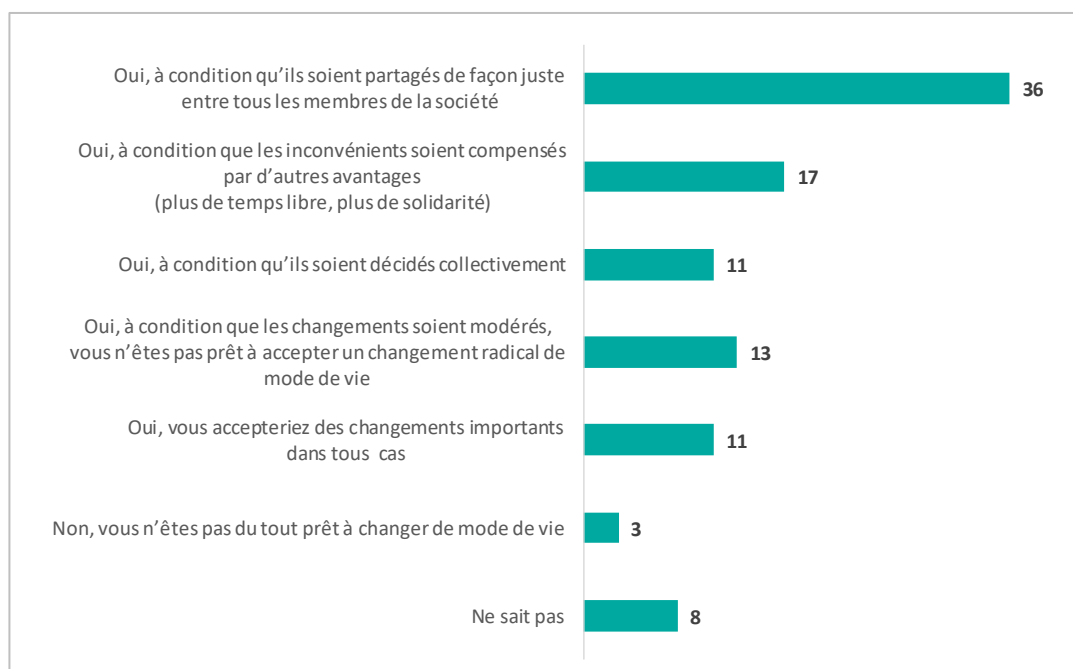
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

4. 75 % des jeunes se disent prêts à effectuer des changements importants dans leur mode de vie pour protéger l'environnement

Interrogés sur leur volonté de mettre en œuvre des changements importants dans leur mode de vie pour protéger l'environnement, les trois quarts des jeunes se disent prêts à changer leur mode de vie. Seulement 3 % ne se déclarent pas prêts à changer et 13 % ne seraient prêts à accepter que des changements mineurs (Graphique 93).

GRAPHIQUE 93. ÊTES-VOUS PRÊT À RÉALISER DES CHANGEMENTS IMPORTANTS DANS VOTRE MODE DE VIE POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La principale condition qu'ils posent pour accepter ces changements est le partage juste des efforts entre tous les membres de la société : 36 % des jeunes se déclarent prêts à des changements importants à cette condition. C'était également la première réponse en population générale dans une enquête menée par l'ADEME en 2018 (45 %)¹³. Au sein de la population générale, l'idée selon laquelle « il ne sert à rien de faire des efforts pour l'environnement si les autres ne font pas de même », proche de l'idée d'une action conditionnée à une répartition des efforts est également partagée par près d'un tiers des répondants, mais recule, passant de 41 % en 2005 à 32 % en 2016¹⁴.

Loin devant la première, la deuxième modalité de réponse choisie par les jeunes appelle à une compensation des inconvénients par des avantages (temps libre, solidarité) et est sélectionnée par 17 % des jeunes, soit un peu plus qu'en population générale (10 %) dans le cadre de l'étude de l'ADEME de 2018. La décision collective est choisie par 11 % des jeunes.

L'avis des jeunes sur les conditions pour accepter d'effectuer des changements dans leur mode de vie pour l'environnement est assez homogène, on notera que les femmes sont plus enclines à accepter de changer leur mode de vie sans aucune condition (14 % d'entre elles pour 9 % des hommes), tout comme les étudiants (14 % pour 11 % de l'ensemble des jeunes).

Si l'âge n'a pas d'influence sur cette question, les conditions de vie influent sur le positionnement et plus particulièrement sur l'importance attribuée à l'équité des changements adoptés :

¹³ ADEME, *Ademe & vous, La lettre stratégie*, n° 57, mars 2019.

¹⁴ MARTIN Solange, PAUTARD Éric, « La prise en considération de l'environnement par les Français : regards rétrospectifs », in *Théma, Modes de vie et pratiques environnementales des Français*, CGDD, avril 2018.

- les jeunes diplômés du baccalauréat ou d'un diplôme du supérieur sont davantage prêts à effectuer les changements à condition qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de la société (38 % pour 33 % des jeunes avec un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat) ;
- les jeunes actifs sont également plus en faveur de cette proposition équitable et égalitaire, avec 39 % d'entre eux en faveur (pour 35 % des étudiants, 32 % des jeunes au chômage et 33 % des autres inactifs) ;
- plus leur revenu est élevé, plus les jeunes sont prêts à effectuer des changements dans leur mode de vie, à cette condition ; 42 % des jeunes dont le revenu est supérieur à 2 200 euros, 36 % pour les jeunes au revenu compris entre 1 200 euros et 2 200 euros, et 33 % des jeunes dont le revenu est inférieur à 1 200 euros. De même, les jeunes satisfaits de leur vie et confiants en l'avenir sont plus à même d'accepter le changement sous des conditions d'équité (38 %).

De manière attendue, il existe une forte corrélation entre le positionnement à l'égard de l'environnement et l'acceptation de changement dans son mode de vie :

- les jeunes « confiants » à l'égard de l'environnement sont plus nombreux à consentir à des changements sans contrepartie : 17 % (+ 3 points) ;
- les jeunes « résignés » sont plus nombreux à s'engager vers un changement partagé de façon juste entre tous les membres de la société : 42 % (+ 6 points) ;
- chez les jeunes « désabusés », 34 % sont pour un changement équitable entre chacun (et jusqu'à 45 % des « désabusés » très sensibles) et 11 % sont contre tout changement, + 8 points par rapport à l'ensemble (24 % des « désabusés » peu sensibles) ;
- enfin les « distants » ont une position plus modérée sur la question du changement, avec 20 % qui déclarent accepter des changements modérés (+ 7 points) ;
- les « indécis », comme pour l'estimation de leur possible rôle, ne se positionnent pas sur leur taux d'effort envisageable pour protéger l'environnement (45 %, + 37 points).

Les autres types de changements possibles sont cités de manière homogène au sein de la jeunesse, sans écarts significatifs.

5. Plus de neuf jeunes sur dix agissent au quotidien pour limiter leur impact sur l'environnement

Les jeunes se déclarent majoritairement prêts à des changements importants dans leur mode de vie pour protéger l'environnement. À l'heure actuelle, si certains comportements sont majoritairement adoptés par les 18-30 ans, comme le tri des déchets, d'autres actions sont peu plébiscitées, notamment celles ayant trait à la consommation de biens neufs ou à l'usage du numérique.

GRAPHIQUE 94. AU QUOTIDIEN, QUELLES SONT LES ACTIONS QUE VOUS PRIVILÉGIEZ POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ? – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

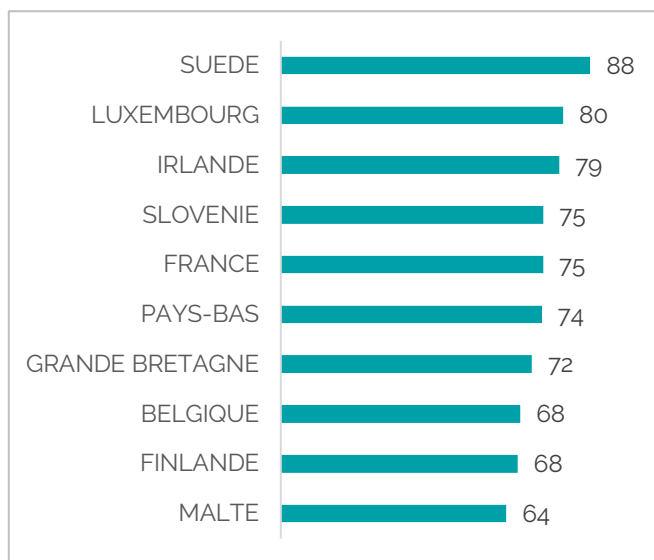
Une grande majorité (63 %) de jeunes déclare veiller à réduire ou trier ses déchets (Graphique 94). Cette pratique est enracinée de longue date dans les habitudes des Français : le tri du verre dans les années 1990, puis du papier et des emballages dans les années 2000 s'est généralisé ; le tri des déchets alimentaires étant en passe de suivre le même chemin avec un tri opéré par 40 % des Français en 2016 contre à peine 21 % en 2005¹⁵. Dans l'ensemble, 55 % des Français indiquent réduire leurs déchets et trier pour le recyclage en janvier 2020¹⁶.

Parmi les jeunesses européennes, la réduction et le tri des déchets est une pratique répandue. La jeunesse française arrive en cinquième position avec 75 % des adultes de moins de 30 ans qui déclarent trier leurs déchets, après la Suède (88 %), le Luxembourg, l'Irlande et la Slovénie (Graphique 95).

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

GRAPHIQUE 95. AVEZ-VOUS ACCOMPLI UNE DES ACTIONS SUIVANTES AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES) – TRIER LA PLUPART DE VOS DÉCHETS POUR LE RECYCLAGE (EN%)



Source : Eurobaromètre spécial, n° 468, « Attitudes of European citizens toward the environment », novembre 2017.

Champ : les jeunes de 18-30 ans.

Il faut dire que 89 % des Français nés entre 1987 et 1999, interrogés dans le cadre de l'Eurobaromètre de 2017 sur les pratiques environnementales, et alors âgés de 18 à 30 ans, se déclaraient inquiets et conscients des conséquences du plastique sur l'environnement, se positionnant 6^e dans le classement des jeunes européennes sur cette question (+ 4 points par rapport à l'ensemble européen). Or d'après Jacqueline Frick, psychologue de l'environnement, les comportements écologiques sont conditionnés par la compréhension du problème, la connaissance des solutions et l'évaluation de l'impact.

En deuxième position des actions individuelles privilégiées par les jeunes Français, on retrouve l'usage de transports à faible impact écologique, 44 % déclarent privilégier d'autres moyens de transport que la voiture, contre seulement 18 % de l'ensemble de la population¹⁷. Une différence qui n'est pas seulement due à la plus faible motorisation des jeunes : 21 % des jeunes Français qui possèdent une voiture privilégient les transports en commun – contre seulement 11 % de l'ensemble des automobilistes¹⁸. (En Europe, l'usage de transports avec un faible impact sur l'environnement et la réduction des déplacements en voiture est encore minoritaire.) C'est en Suède que ces comportements sont les plus répandus, 27 % des jeunes ayant adopté les deux actions. Dans les autres pays européens, moins de 20 % des jeunes sont dans ce cas. En France, seulement 13 % cumulent les deux pratiques, 33 % réduisent l'usage des transports polluants, et 19 % limitent leur usage de la voiture¹⁹ – il faut dire que la France, particulièrement centralisée, compte de nombreuses zones peu desservies par les transports en commun (Graphique 96). Si ces pratiques restent minoritaires, la tendance de long terme semble être celle d'un moindre attrait pour la voiture. En trente ans, la proportion de jeunes motorisés a baissé, notamment chez les 18-24 ans, et ce même une fois les effets de localisation (taille de l'agglomération),

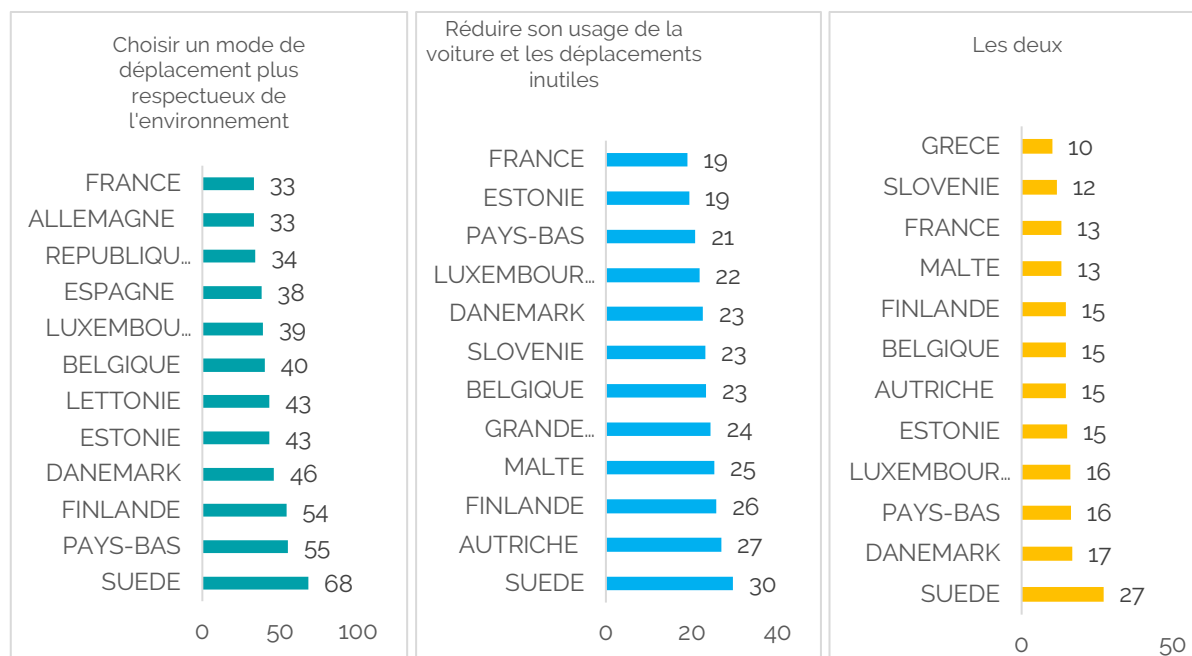
¹⁷ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

¹⁸ EUROBAROMÈTRE, *Attitudes of European citizens toward the environment*, op. cit.

¹⁹ *Ibid.*

de niveau de vie, revenus, catégories socioprofessionnelles et de sexe neutralisés²⁰. Malgré un effet indéniable du cycle de vie, l'arrivée d'un enfant coïncidant souvent avec l'achat d'une voiture, la génération des Millennials²¹ reste moins équipée en voitures que celles qui l'ont précédée.

GRAPHIQUE 96. AVEZ-VOUS ACCOMPLI UNE DES ACTIONS SUIVANTES AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES) – CHOISIR UN MODE DE DÉPLACEMENT PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT – RÉDUIRE SON USAGE DE LA VOITURE ET LES DÉPLACEMENTS INUTILES – LES DEUX



Source : Eurobaromètre spécial, n° 468, « Attitudes of European citizens toward the environment », novembre 2017.

Champ : les jeunes de 18-30 ans.

La régulation de la consommation d'eau et d'électricité arrive en troisième place pour les jeunes (34 %) tandis qu'elle occupe la seconde place pour l'ensemble des Français (29 %)²². L'attention portée à ses consommations domestiques était particulièrement forte au début des années 2010 et régresse depuis, ce qui pourrait provenir d'un moindre intérêt des plus jeunes pour ce type d'actions²³.

La France reste l'un des pays européens où l'attention portée à ses consommations est la plus forte : 19 % réduisent les deux, 34 % réduisent leur consommation d'eau, et 40 % réduisent leur consommation d'énergie, ce qui place le pays en 3^e position pour ces actions (Graphique 97).

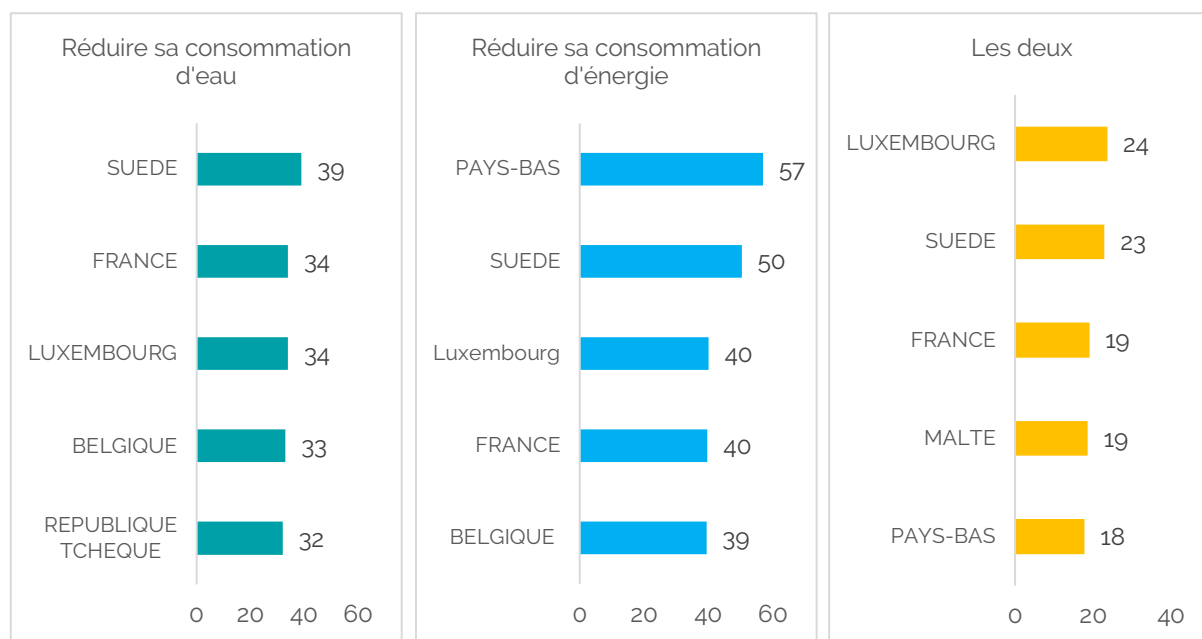
²⁰ BRICE Lucie *et al.*, *op. cit.*

²¹ Sont les enfants des « baby-boomers », ils sont nés entre le début des années 1980 et la fin des années 1990.

²² CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020. On note que les Français ont dans l'ensemble déclaré un niveau de pratiques quotidiennes en faveur de l'environnement moins fort dans cette enquête.

²³ MARTIN Solange, PAUTARD Éric, *op. cit.*

GRAPHIQUE 97. AVEZ-VOUS ACCOMPLI UNE DES ACTIONS SUIVANTES AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES) RÉDUIRE SA CONSOMMATION D'EAU – RÉDUIRE SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE – LES DEUX



Source : Eurobaromètre spécial n° 468 « Attitudes of European citizens toward the environment », novembre 2017.

Champ : les jeunes de 18-30 ans.

32 % des jeunes (et 24 % des Français²⁴) indiquent privilégier certains produits alimentaires : bio, locaux, de saison, etc. Cette pratique est la quatrième la plus pratiquée par les jeunes répondants du présent baromètre. Les jeunes Français ne sont pas la jeunesse européenne qui consomme le plus « local », en 19^e position avec 38 % des jeunes qui ont cette pratique dans la vie courante, elle arrive loin derrière la Suède ou l'Autriche, où respectivement 74 % et 60 % des jeunes s'y emploient²⁵. Mais il existe en France un engouement certain pour les produits issus de l'agriculture biologique : en 2020, 71 % des Français en achètent²⁶, dont 14 % en consomment tous les jours et 33 % au moins une fois par semaine.

En 2019, 44 % des Français estimaient que le numérique était une menace pour l'environnement et le développement durable²⁷. Pourtant, seuls 12 % des jeunes Français limitent leur usage du numérique. Début 2020, 57 % des jeunes expriment une forte attirance pour les innovations technologiques (+ 7 points par rapport à l'ensemble de la population)²⁸. Une attirance qui s'est encore renforcée durant le confinement, puisque 75 % des jeunes déclarent être attirés par les produits comportant une innovation technologique (pour 64 % de l'ensemble de la population) en avril 2020²⁹. Les jeunes ont aussi une consommation de contenus en ligne bien plus importante que l'ensemble des Français, 61 % des jeunes de moins de 30 ans ont souscrit un abonnement à une plateforme de VOD en ligne pour seulement 35 % de l'ensemble des Français. En revanche, 75 % des 18-30 ans sont prêts à augmenter leur budget pour que le produit soit

²⁴ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

²⁵ EUROBAROMÈTRE, *Attitudes of European citizens toward the environment*, op. cit. Champ : les jeunes de 18-30 ans.

²⁶ AGENCE BIO, *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*, édition 2020, 2020.

²⁷ CREDOC pour le CGE, l'ARCEP et l'AGENCE DU NUMÉRIQUE, *Baromètre du numérique 2019*, 2019.

²⁸ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

²⁹ CREDOC, *idem*, édition flash, avril 2020.

plus respectueux de l'environnement en énergie et en gestion des déchets. La population française est également plus encline dans son ensemble à agir au niveau de l'équipement en numérique que de l'usage. 80 % d'entre eux sont plutôt favorables à la limitation de l'impact de leurs équipements contre 69 % pour la modération de leurs usages pour protéger l'environnement³⁰.

Notons que les trois principaux aspects sur lesquels les ménages peuvent avoir un impact positif en termes d'empreinte carbone sont le chauffage et l'équipement du logement et le mode de transport utilisé, soient des postes de consommation potentiellement coûteux et élitistes³¹. Le tri des déchets, les gestes en matière de réduction de la consommation énergétique et la consommation de produits alimentaires biologiques n'ont en revanche qu'un impact limité puisque les Français sont loin de pouvoir en maîtriser toutes les composantes en tant qu'individus³².

Les pratiques des jeunes sont intimement liées à leurs caractéristiques sociodémographiques. Faisant fi des pronostics de meilleure répartition des tâches au sein des nouvelles générations, les jeunes femmes sont plus actives que les hommes dans les actions du quotidien pour réduire leur impact sur l'environnement :

- 70 % d'entre elles réduisent leurs déchets et font le tri sélectif pour seulement 56 % des hommes ;
- 38 % des femmes sont vigilantes à leur consommation d'eau et d'électricité (pour 30 % des hommes) ;
- 36 % privilégient des produits alimentaires de saison et bios (pour 27 % des hommes) et 30 % ajustent leur régime alimentaire en limitant leur consommation de poissons, de viandes et des produits transformés (pour 20 % des hommes).

Les hommes de leur côté sont plus nombreux à citer les transports à faible impact environnemental (47 %, + 4 points) [Graphique 98].

³⁰ CREDOC pour le CGE, l'ARCEP et l'AGENCE DU NUMÉRIQUE, *op. cit.*

³¹ DIETZ Thomas, GARDNER Gerald T., GILLIGAN Jonathan, STERN Paul C., VANDENBERGH Michael, « Household actions can provide a behavioral wedge to rapidly reduce US carbon emissions », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, n° 106 (44), 2009.

³² *Ibid.*

GRAPHIQUE 98. ACTIONS RÉALISÉES AU QUOTIDIEN POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SELON LE SEXE (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le niveau de revenus se traduit également par des choix d'action différents :

– les jeunes dont le revenu est supérieur à 2 200 euros privilégient davantage la réduction et le tri des déchets (71 % d'entre eux) que ceux percevant entre 1 200 et 2 200 euros par mois (66 %) et que les jeunes aux revenus plus modestes, de moins de 1 200 euros par mois (54 %), même si cette action reste la première entreprise par ces catégories de jeunes en termes d'importance ;

– les jeunes dont le revenu est le plus modeste sont ceux ayant le plus de difficultés à privilégier les produits alimentaires bios et de saison. Seuls 25 % d'entre eux mènent cette action dans leur quotidien, pour 32 % des jeunes dont les ressources mensuelles se situent entre 1 200 et 2 200 euros, et 39 % de ceux dont elles excèdent 2 200 euros. Ces produits alimentaires souvent perçus comme chers sont logiquement susceptibles

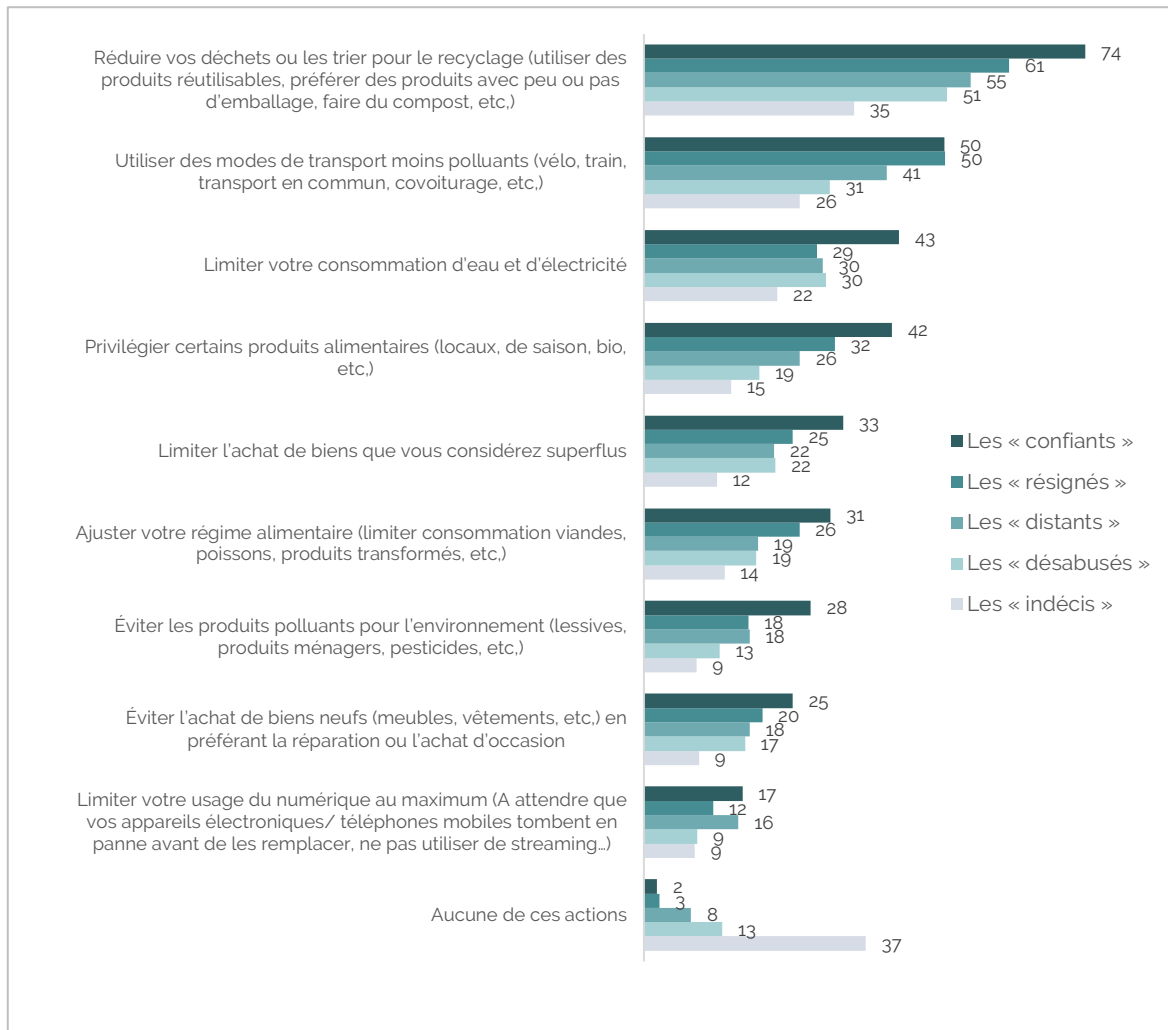
d'être délaissés par les jeunes au budget le plus contraint³³. Les jeunes déclarant une restriction sur le budget de l'alimentation sont d'ailleurs un peu moins nombreux (33 %) à privilégier les produits bios, de saison et locaux que les jeunes sans restriction sur ce poste (37 %).

Enfin, avoir des enfants limite l'usage des transports moins polluants, 49 % des jeunes qui n'ont pas d'enfants privilégient cette action après la gestion de leurs déchets, pour seulement 33 % des jeunes parents. Les jeunes qui se restreignent sur les frais de transport privilégient l'usage des modes de transport moins polluants (48 % d'entre eux, pour 42 % des jeunes qui ne se restreignent pas, + 3 points et - 3 points).

Le positionnement à l'égard de l'environnement est également en lien avec une mise en œuvre plus ou moins fréquente des pratiques environnementales proposées (Graphique 99). Les « confiants » attestent systématiquement de niveaux de pratiques supérieurs à l'ensemble des jeunes, notamment pour la réduction des déchets et le tri (+ 10 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des jeunes), le choix de certains produits alimentaires (+ 9 points), la limitation des consommations d'eau et d'électricité (+ 7 points) ou l'utilisation de transports moins polluants (+ 5 points). À l'inverse, les « désabusés » mettent moins en œuvre ces pratiques quotidiennes, en particulier le choix de certains produits alimentaires (- 14 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des jeunes), l'utilisation de transports moins polluants (- 14 points), la réduction et le tri des déchets (- 13 points) et l'ajustement de leur régime alimentaire (- 7 points). Les « indécis » sont les moins actifs quotidiennement, avec 37 % déclarant n'effectuer aucune de ses actions (+ 30 points).

³³ MARTIN Solange, PAUTARD Éric, *op. cit.*

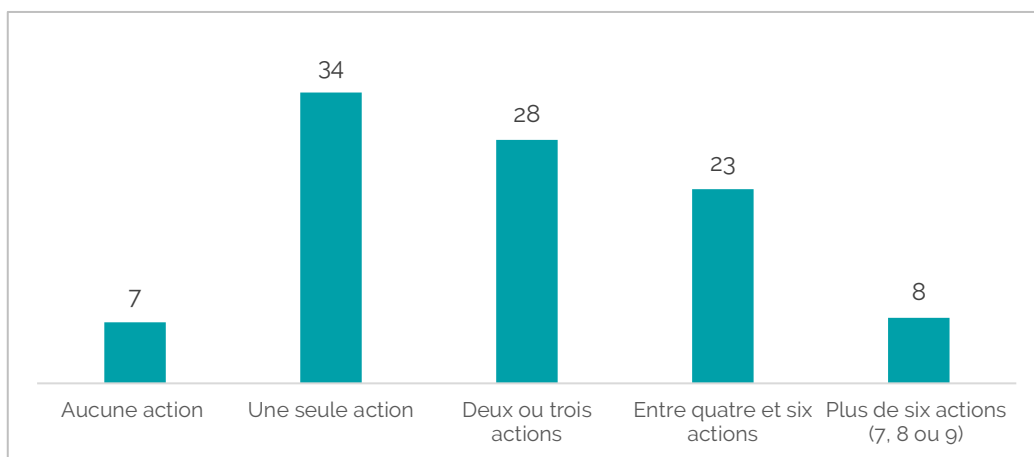
GRAPHIQUE 99. ACTIONS RÉALISÉES AU QUOTIDIEN POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SELON LE POSITIONNEMENT À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Rares sont les jeunes très investis au quotidien : parmi les 9 actions proposées, seulement 31 % des jeunes en ont mis au moins 4 en pratique. À l'autre bout du spectre, 41 % en ont adopté une seule ou aucune (Graphique 100).

GRAPHIQUE 100. NOMBRE D' ACTIONS EFFECTUÉES PAR LES JEUNES AU QUOTIDIEN (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

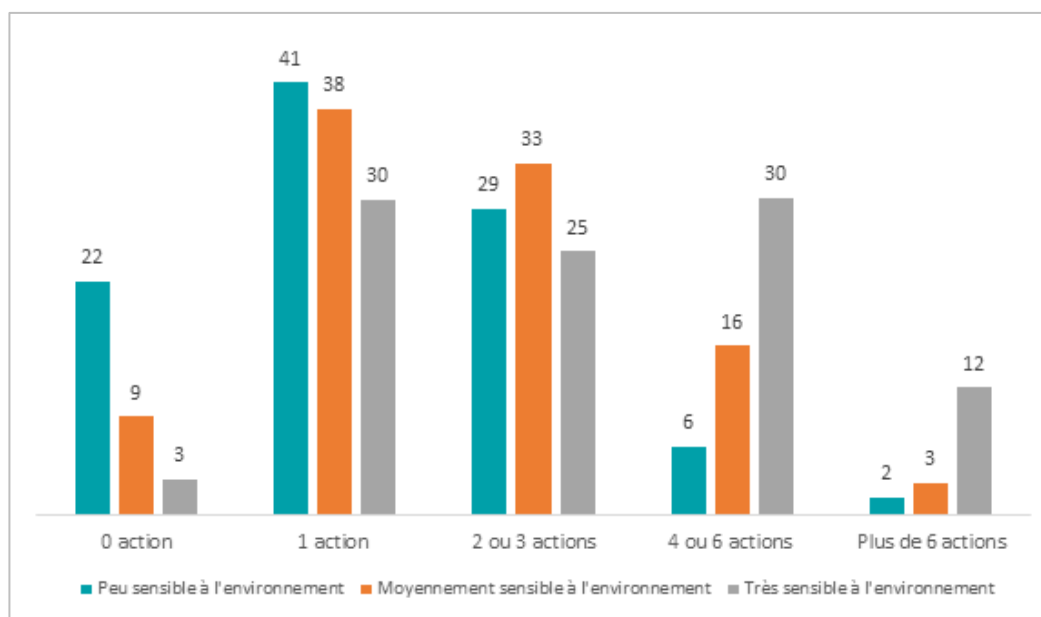
Parmi les jeunes qui n'ont adopté qu'une seule action « écoresponsable », 41 % réduisent leurs déchets ou font le tri sélectif, et 31 % utilisent des moyens de transport moins polluants. Les catégories de population les plus investies sont aussi les plus sensibles à l'environnement :

- les jeunes femmes sont plus nombreuses à adopter plusieurs actions écoresponsables (27 % ont mis en place 4 à 6 actions, contre 19 % des hommes) ;
- les titulaires du bac ou d'un diplôme du supérieur sont 26 % à avoir adopté 4 à 6 actions, contre 16 % des titulaires d'un diplôme inférieur au bac. 26 % des jeunes dont le revenu est supérieur à 2 200 euros effectuent quatre ou six actions, pour 19 % de ceux qui ont un budget inférieur à 1 200 euros ;
- les jeunes insatisfaits de leur quotidien sont moins nombreux à agir en faveur de l'environnement : un jeune insatisfait de sa vie sur dix ne fait aucune action dans son quotidien pour limiter son impact sur l'environnement (10 %, + 3 points), de même qu'un jeune sur dix qui déclare ne pas être confiant en l'avenir (11 %, + 4 points).

Enfin, les jeunes parents sont moins actifs au quotidien pour limiter leur impact sur l'environnement, 43 % des jeunes qui ont au moins un enfant ne réalisent qu'une seule action (30 % des jeunes sans enfant) et seuls 18 % d'entre eux en réalisent entre quatre et six (pour 24 % des jeunes sans enfants) réalisent entre quatre et six actions, pour 18 % des jeunes parents. Plusieurs éléments peuvent expliquer le phénomène : la nécessité de composer avec un budget plus restreint peut faire abandonner certaines pratiques comme la consommation de produits bios ; la recherche d'optimisation du temps peut également jouer en défaveur de certains comportements comme l'utilisation des transports en commun ou le tri des déchets. L'argument de la sécurité peut enfin pousser à adopter des comportements défavorables à la protection de l'environnement (chauffer plus, éviter les transports en commun, éviter les produits d'occasion pour des questions d'hygiène...).

La sensibilité à l'environnement est étroitement liée au nombre d'actions réalisées : les jeunes qui se déclarent peu ou pas sensibles à l'environnement font moins d'actions pour limiter leur impact sur l'environnement que les jeunes qui se déclarent très sensibles à l'environnement. Seuls 2 % des jeunes peu sensibles à l'environnement font plus de six actions (pour 12 % des jeunes très sensibles), 41 % en réalisent une seule (contre 30 %) et 22 % aucune (contre 3 %) [Graphique 101].

GRAPHIQUE 101. NOMBRE D' ACTIONS EFFECTUÉES AU QUOTIDIEN SELON LE NIVEAU DE SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

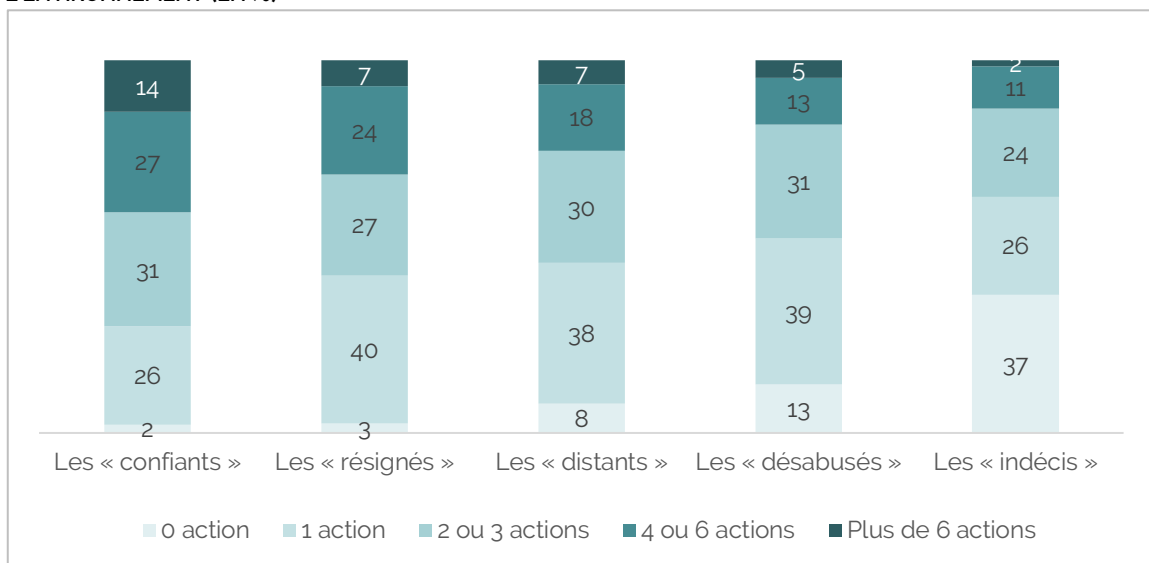
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La sensation d'être en capacité de protéger l'environnement apparaît déterminante pour l'adoption de comportements en faveur de l'environnement :

- les jeunes « confiants » font plus d'actions quotidiennes (27 % en font entre quatre et six, contre 23 % en moyenne) ;
- les jeunes « désabusés » font moins d'actions quotidiennes (39 % en font une seule ; 13 % n'en font aucune).

Dans le détail, le positionnement du jeune à l'égard de l'environnement est synonyme d'un plus grand nombre d'actions (Graphique 102). Ainsi les jeunes « confiants » sont 41 % à mettre en œuvre plus de quatre actions quotidiennes (+ 10 points) dont 14 % à en faire plus de six (+ 6 points) là où les jeunes « désabusés » sont 13 % à n'effectuer aucune action quotidienne (+ 5 points), et 39 % à n'en effectuer qu'une seule, soit 5 points de plus que l'ensemble des jeunes.

GRAPHIQUE 102. NOMBRE D'ACTIONS EFFECTUÉES SELON LE POSITIONNEMENT À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)

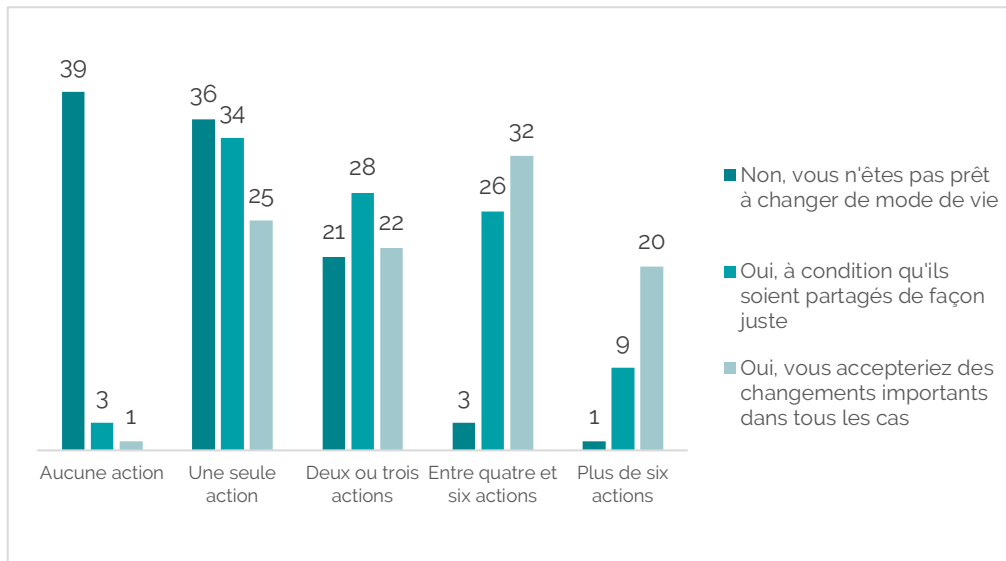


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes acceptant de manière inconditionnelle d'effectuer des changements dans leur mode de vie pour l'environnement sont 20 % à effectuer plus de six actions (soit + 16 points par rapport à l'ensemble des jeunes), et 32 % en réalisent entre quatre et six (soit + 9 points) (Graphique 103). Ces jeunes très investis mettent souvent au même niveau toutes les pratiques invoquées : 53 % privilégient la consommation de produits alimentaires bios et de saison, 52 % l'usage de transports moins polluants, 45 % la régulation de leur consommation d'eau et d'énergie, 43 % limitent les produits alimentaires à fort impact écologique (viandes, poissons) et 39 % se privent des biens de consommation superflus.

GRAPHIQUE 103. NOMBRE D' ACTIONS EFFECTUÉES AU QUOTIDIEN SELON L'ACCEPTATION DES CHANGEMENTS DE MODE VIE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



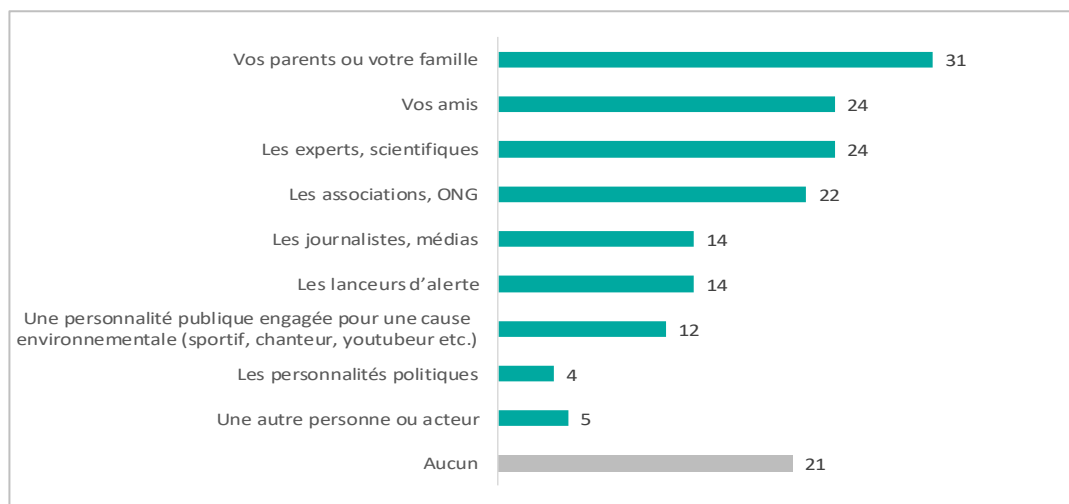
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes qui sont engagés bénévolement pour la cause environnementale en font également plus à titre individuel : 22 % réalisent quotidiennement plus de six actions pour limiter leur impact ; de même 29 % de ceux qui seraient prêts à s'engager ont mis en place quatre à six actions (+ 7 points) et 17 % plus de six actions (+ 9 points)

6. La famille proche, principale influence pour adopter des comportements écoresponsables

GRAPHIQUE 104. QUELLES SONT LES DEUX PRINCIPALES PERSONNES (OU ACTEURS) QUI VOUS POUSSENT À ADOPTER DES COMPORTEMENTS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT OU À DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ? (EN %)

Cumul des deux réponses



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

On l'a vu, la cause environnementale est devenue depuis quelques années un sujet de préoccupation central. Il faut dire qu'elle occupe de plus en plus le débat public et est quotidiennement mise en lumière dans les médias. Concrètement, qui influence les jeunes dans leur rapport à l'environnement ? Dans la majorité des cas (près d'un tiers), l'influence la plus importante est celle de la famille proche ou des parents. La sphère familiale – cadre de la sociabilisation primaire – est le lieu de transmission de culture et de comportements sociaux, son influence sur les comportements des jeunes pour la protection de l'environnement n'est donc pas une surprise. Cette influence est particulièrement marquée chez les jeunes vivant encore avec leurs parents : 40 % citent cette influence, + 8 points par rapport à la moyenne. *A contrario*, la mise en couple semble être à l'origine de l'amoindrissement de l'influence de la famille : alors que les jeunes célibataires sont plus influencés par leurs parents et leur famille (38 %, + 7 points d'écart à la moyenne de l'ensemble des jeunes), 29 % des jeunes en couple le sont aussi (Graphique 104).

On envisage parfois l'écologie comme une culture et une cause de la jeunesse. Greta Thunberg, devenue une figure emblématique du mouvement des jeunes pour la protection de l'environnement, nourrit la représentation d'une éducation des anciennes générations par la nouvelle génération. Et en effet, les amis, sphère sociale « choisie », arrivent en seconde position dans les groupes d'influence sur le comportement des jeunes, avec 24 % de citations. On retrouve à travers cette idée, l'effet génération. Très fortes en France et dans les sociétés occidentales où l'apprentissage et la construction sociale sont organisés à travers des groupes d'âges, les cultures générationnelles sont des phénomènes importants qui façonnent des comportements et des évolutions. Ce qui fait génération « c'est de vivre la même histoire », d'« être marqué par des expériences, des événements et des ruptures communes »³⁴. La jeunesse actuelle, dont les plus âgés aujourd'hui sont nés en 1990, a vécu les prémices du protocole de Tokyo (1992, puis 1997), l'épidémie de la vache folle (1996), les polémiques sur l'usage des OGM (organisme génétiquement modifié) (1998), et les sommets de la Terre dans les années 2000, les accords de Grenelle de 2008, l'accident de Fukushima en 2011, la succession des conférences et sommets sur le climat et le retrait des États-Unis en 2017 des accords de Paris. Les jeunes d'aujourd'hui ont grandi avec ces questionnements et ses négociations autour du climat, de l'écologie et de l'environnement, ils sont aujourd'hui « marqués » par cette histoire, qu'ils s'approprient par leurs actions et leurs adhésions.

Le phénomène générationnel est amplifié par l'usage massif par les jeunes des réseaux sociaux, la multitude d'interactions quotidiennes favorisant le mimétisme générationnel et façonnant une culture de la génération. Souvent décriées comme néfastes à l'apprentissage et isolant les jeunes, les nouvelles technologies et les réseaux sociaux ont également repris les phénomènes de réseaux connus en psychologie sociale pour façonner des comportements³⁵. L'influence des amis sur le comportement des jeunes pour la protection de l'environnement ne dépend ni de leur âge ni de leur situation professionnelle ou familiale.

À égalité avec la sphère amicale, les experts scientifiques (24 %) d'une part et les associations et ONG (22 %) d'autre part sont des sources de connaissance sur l'environnement, ses enjeux et les solutions possibles pour sa préservation. Cette vision de l'écologie et de la lutte de l'environnement basée sur des

³⁴ DONNAT Olivier, LÉVY Florence, « Approche générationnelle des pratiques culturelles et médiatiques », *Culture prospective*, vol. 3, n° 3, 2007, p. 1-31.

³⁵ MAILLÉ Marie-Ève, SAINT-CHARLES Johanne, « Influence, réseaux sociosémantiques et réseaux sociaux dans un conflit environnemental », *RISCP*, n° 12, 2014, p. 79-99.

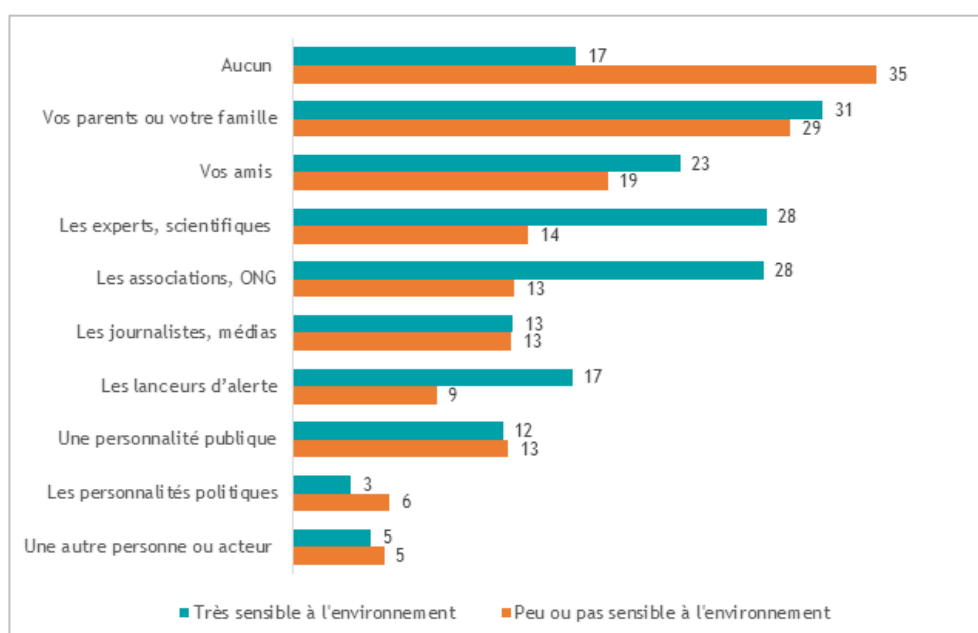
sources scientifiques est davantage partagée par les jeunes plus diplômés (28 %, + 4 points/26 %, + 4 points). Probablement en lien avec cet effet diplôme, les étudiants s'avèrent moins influencés par les experts scientifiques (19 %, - 5 points) et par les associations (17 %, - 5 points), de même que les jeunes vivant principalement chez leurs parents (20 % dans les deux cas).

Les médias, les journalistes, les lanceurs d'alerte et les personnalités publiques engagées pour une cause sont moins influents auprès des jeunes, même si les plus jeunes sont davantage sensibles à l'influence des personnalités publiques, comme les chanteurs, les sportifs ou les youtubeurs (15 % des moins de 25 ans le sont pour seulement 9 % des 25 à 30 ans).

Enfin, les personnalités politiques sont loin de faire partie des figures principales de la cause environnementale pour les jeunes. Seule une très faible proportion de jeunes se dit influencée par eux, 4 %. Un résultat qui fait écho au faible niveau d'engagement politique de la jeunesse : seulement 7 % des moins de 30 ans sont adhérents à un parti politique. Et finalement, la sympathie qu'éprouvent les jeunes pour le mouvement écologiste (67 % des 18-24 ans et 78 % des 15-17 ans³⁶) n'est pas synonyme d'une grande influence de la classe politique.

Se sentir plus ou moins concerné par la cause environnementale implique un rapport d'influence différent. Si la sphère familiale reste toujours en tête des influences, pour les jeunes investis dans la protection de l'environnement et qui jugent la cause environnementale importante, les experts scientifiques et les associations et ONG passent avant les amis : 28 % des jeunes très sensibles à l'environnement sont influencés par les experts et les associations contre moins de 14 % des jeunes peu ou pas sensibles à l'environnement (Graphique 105).

GRAPHIQUE 105. QUELLES SONT LES DEUX PRINCIPALES PERSONNES (OU ACTEURS) QUI VOUS POUSSENT À ADOPTER DES COMPORTEMENTS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT OU À DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ? (SELON LE DEGRÉ DE SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

³⁶ Enquête OPINIONWAY, 2017.

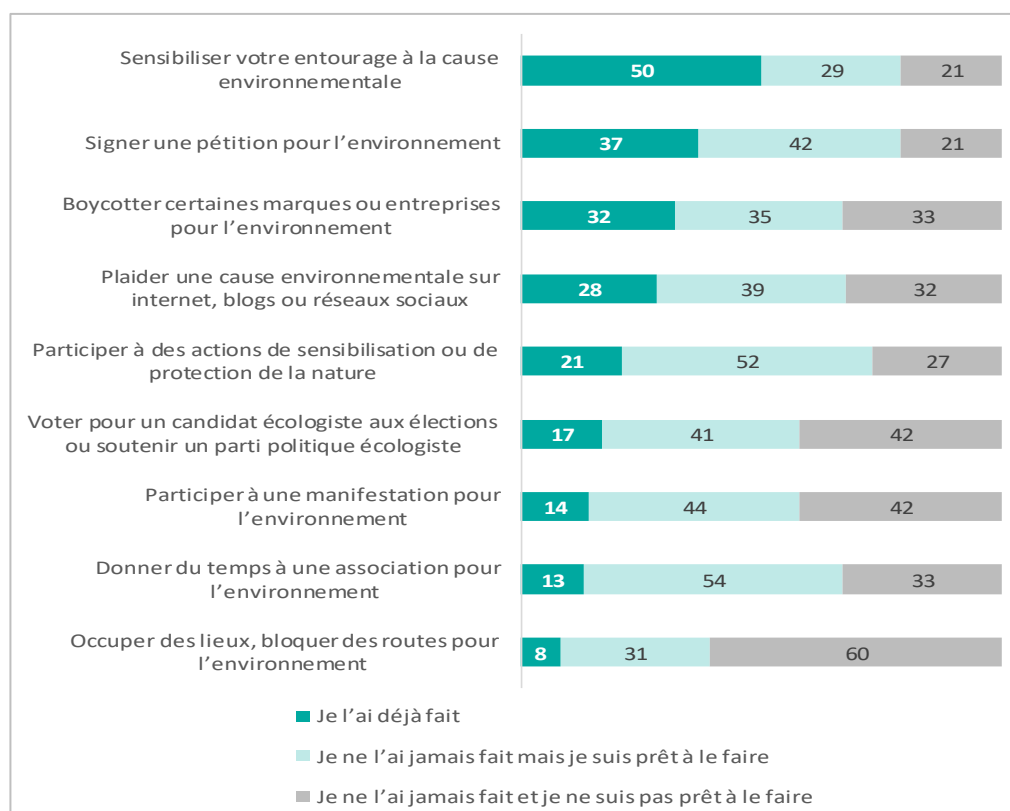
Les opinions par rapport à son rôle à jouer en matière d'environnement et le futur de la planète sont également en lien, dans une moindre mesure que la sensibilité environnementale déclarée, avec des sources de sensibilisation différentes. Ainsi les « confiants » sont davantage sensibilisés par les associations et les ONG (27 %, + 5 points), alors que les « distants » et les « désabusés » le sont moins, respectivement 17 % et 14 %, soit - 5 points et - 8 points par rapport à l'ensemble. Ces derniers sont également plus nombreux à se déclarer sensibilisés par aucun acteur ; 25 % des « distants » (+ 4 points) et 29 % des « désabusés » (+ 8 points), mais les moins influencés sont les « indécis » dont 49 % déclarent ne recevoir aucune influence (+ 28 points). Enfin les « résignés » ont un peu plus tendance à être sensibilisés par le cercle amical (+ 4 points).

Si 79 % des jeunes déclarent être influencés dans leur comportement pour la protection de l'environnement par au moins l'une des sphères citées, 21 % des jeunes ne se déclarent influencés par aucune d'entre elles. Les femmes et les plus âgés sont les plus concernés (24 % des femmes contre 18 % des hommes, et 25 % des 25 à 30 ans contre 18 % des 18-24 ans). Mais ce sont surtout les jeunes peu sensibles à l'environnement, estimant être impuissants et pensant qu'il est déjà trop tard, qui se déclarent imperméables aux influences : 48 % ne sont influencés par aucun des groupes proposés (+ 27 points par rapport à la moyenne).

7. La moitié des jeunes sensibilisent leur entourage à la cause environnementale

GRAPHIQUE 106. AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS DÉJÀ RÉALISÉ UNE DES ACTIONS SUIVANTES POUR DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ? (EN %)

Une réponse par ligne

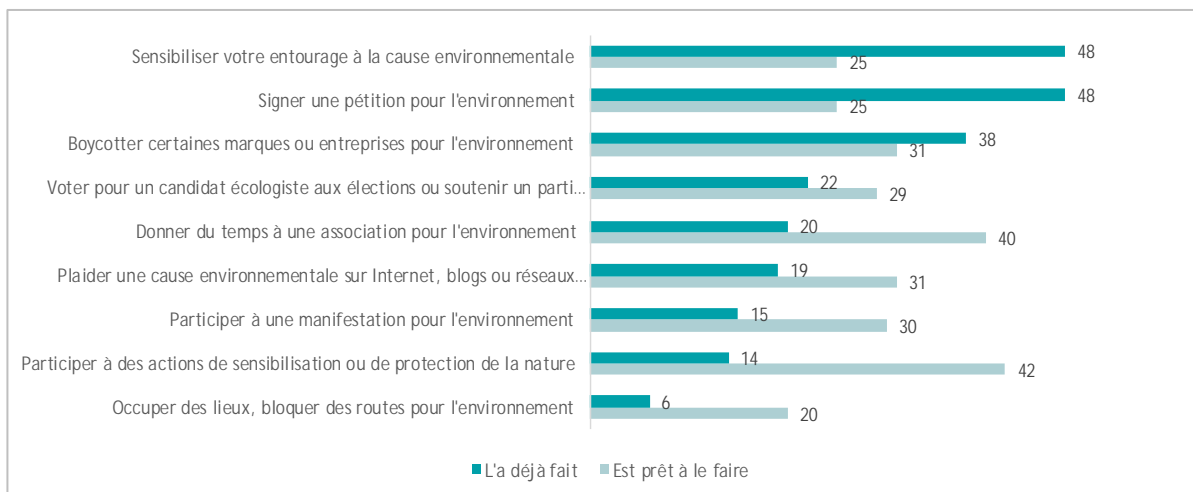


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La moitié des jeunes ont déjà entrepris de sensibiliser leur entourage à la cause environnementale, et près de 30 % sont prêts à le faire. Plus d'un tiers a déjà signé une pétition pour l'environnement et 32 % ont boycotté certaines marques ou entreprises (Graphique 106). La hiérarchie des initiatives est similaire au sein de l'ensemble de la population française, mais les proportions sont différentes : la sensibilisation de l'entourage et la signature de pétitions y arrivent ex aequo à la première place (avec 48 % des Français), suivies par le boycott (38 %). Le vote pour un candidat écologiste occupe une place particulière : cette action détient un rang plus haut au sein de la population dans son ensemble, 22 % des Français l'ayant déjà fait contre 17 % seulement des jeunes de 18-30 ans – un effet de la plus forte abstention des jeunes puisque 41 % se déclarent prêts à le faire, contre 29 % en population générale (Graphique 107).

GRAPHIQUE 107. AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS DÉJÀ RÉALISÉ UNE DES ACTIONS SUIVANTES POUR DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ?



Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020.

Champ : Population âgée de 15 ans et plus résidant en France.

On note que l'environnement occupe une place importante au sein de la vie citoyenne des jeunes :

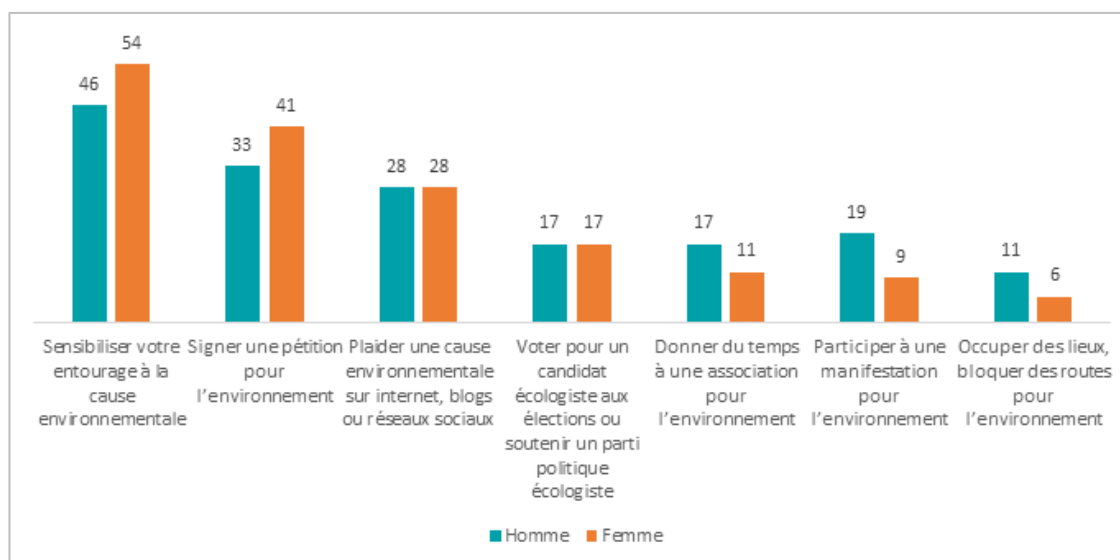
– parmi les jeunes ayant signé une pétition ou défendu une cause sur Internet, un blog ou un réseau social au cours de douze derniers mois, 63 % (+ 26 points) ont signé au moins une pétition en faveur de l'environnement et 30 % ne l'ont pas fait, mais seraient prêts à le faire ; 47 % (+ 11 points) ont plaidé une cause environnementale sur Internet et 39 % seraient prêts à le faire ;

– parmi les jeunes ayant participé à une manifestation, une grève, ou occupé des lieux au cours des douze derniers mois, 41 % ont participé à une manifestation en faveur de l'environnement (+ 27 points) et 45 % sont prêts à le faire (+ 31 points) ; 25 % ont occupé des lieux ou bloqué des routes pour l'environnement (+ 17 points) et 44 % seraient prêts à le faire (+ 13 points).

À l'image des actions privilégiées en général dans le cadre d'une participation citoyenne, les jeunes hommes et les jeunes femmes ne déclarent pas les mêmes actions réalisées pour l'environnement. 19 % des hommes ont déjà participé à une manifestation pour l'environnement, pour seulement 9 % des femmes. Ils sont également plus présents dans les opérations de blocage de lieux, de routes pour l'environnement (11 % pour 6 % des femmes) et plus nombreux à donner du temps aux associations pour l'environnement (17 % des hommes pour 11 % des femmes).

Les femmes sont plus présentes dans des actions moins physiques, d'*attention-giving* (cf. IV, 2, p. 65), comme les pétitions (41 % des femmes pour 33 % des hommes) et la sensibilisation de l'entourage (54 % des femmes pour 46 % des hommes) (Graphique 108).

GRAPHIQUE 108. AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS DÉJÀ RÉALISÉ UNE DES ACTIONS SUIVANTES POUR DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ? SELON LE GENRE (EN %)



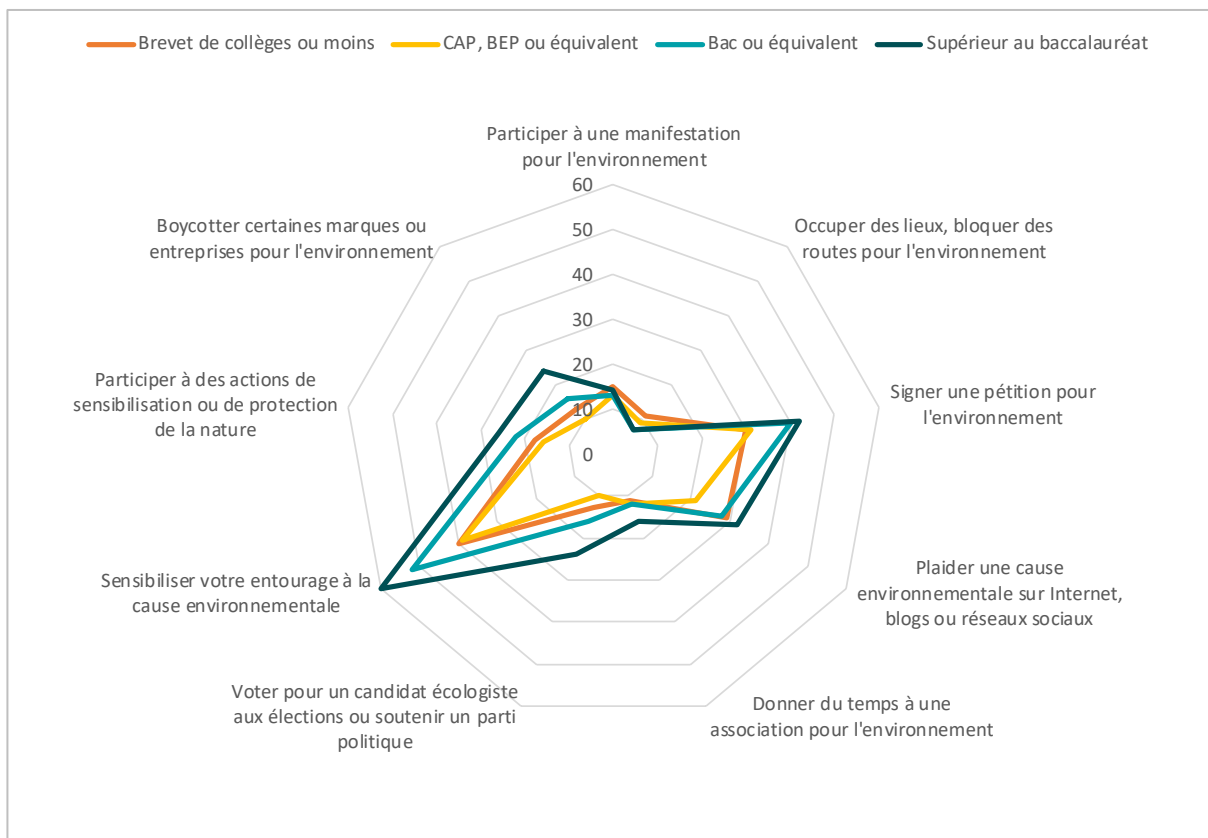
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les plus jeunes, âgés entre 18 et 24 ans, ont plus souvent manifesté ou plaidé une cause sur Internet que les jeunes de 25 ans et plus : 17 % des moins de 25 ans ont déjà manifesté, et 30 % d'entre eux ont déjà plaidé une cause environnementale sur les réseaux sociaux ou sur Internet, contre respectivement 11 % et 26 % des 25 ans et plus.

Plus le niveau de diplôme des jeunes interrogés est élevé, plus ils sont engagés... à l'exception des actions de terrain comme l'occupation des lieux et des routes ou la participation à des manifestations, pour lesquelles les différences s'estompent (Graphique 109).

GRAPHIQUE 109. AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS DÉJÀ RÉALISÉ UNE DES ACTIONS SUIVANTES POUR DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ? SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)

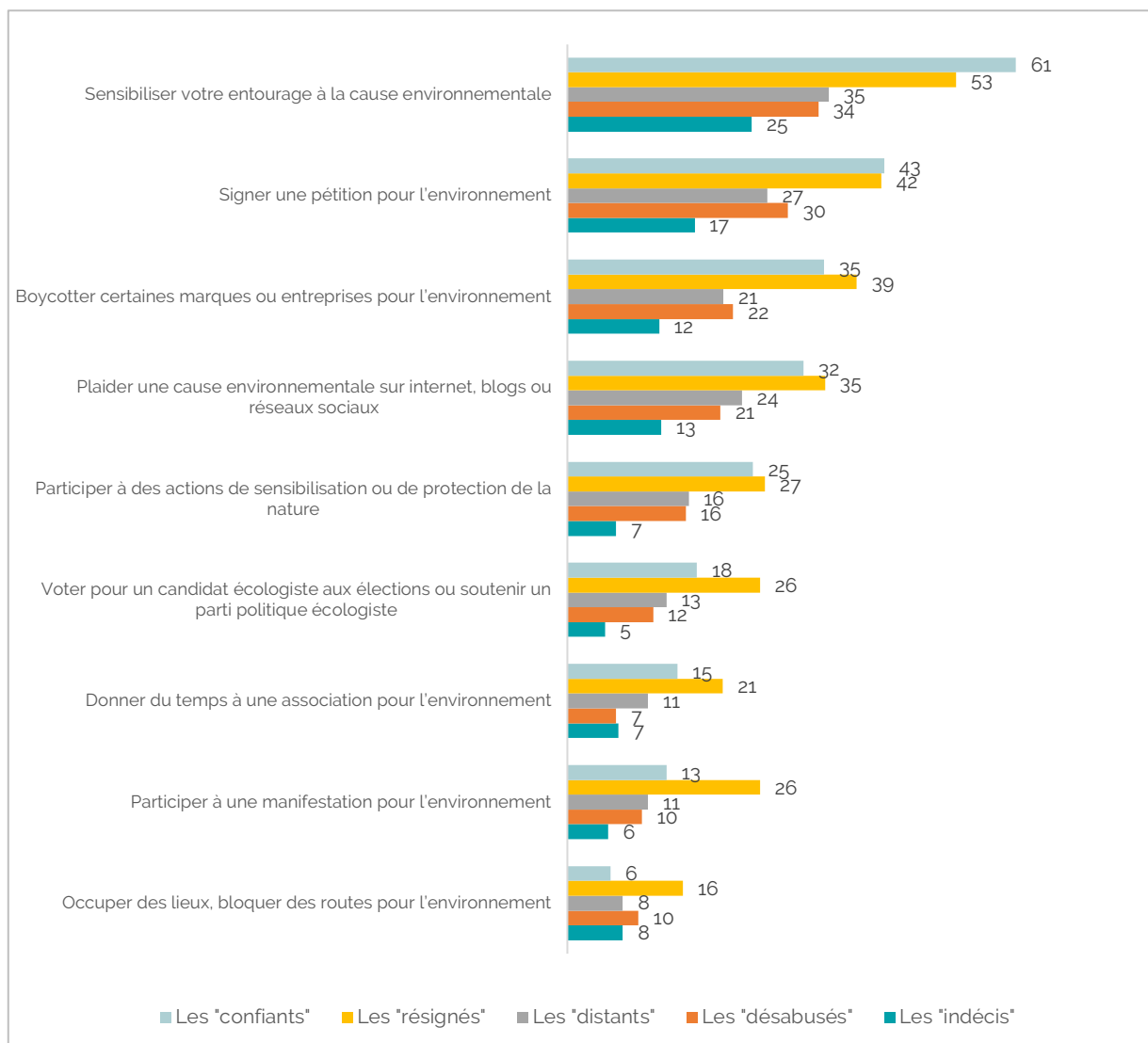


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Une sensibilité forte à la cause environnementale et le sentiment de pouvoir jouer un rôle sont des facteurs déterminants de l'engagement environnemental. Ils rendent plus probables la sensibilisation de l'entourage, la signature de pétitions et le boycott de certaines marques ou entreprises, comme le montre le graphique ci-dessous. Seul le blocage de lieux ou de routes ne semble pas être l'apanage des jeunes mobilisés par la cause environnementale. La résignation ou non à un avenir sombre en termes d'environnement apparaît également déterminante dans le choix des actions. Les jeunes « résignés », indiquant avoir un rôle à jouer, mais qu'il est déjà trop tard pour trouver des solutions pour l'avenir sont plus adeptes de solutions de terrain (occupations, manifestations) là où leurs homologues « confiants » (estimant avoir un rôle à jouer et qu'il existe ou existera des solutions), ressentant moins fortement une urgence à défendre la cause environnementale, sont plus concernés par un engagement sous forme de sensibilisation (Graphique 110).

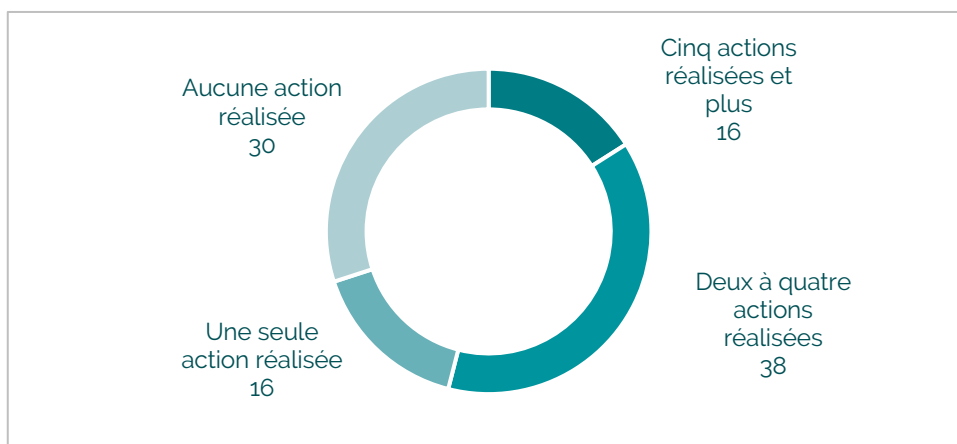
GRAPHIQUE 110. TYPE D' ACTIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT RÉALISÉES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS SUIVANT LE POSITIONNEMENT DU JEUNE À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Une majorité de jeunes privilégie plusieurs formes d'action : 54 % en ont réalisé deux ou plus et 16 % au moins cinq. 30 % n'en ont réalisé aucune (Graphique 111).

GRAPHIQUE 111. NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

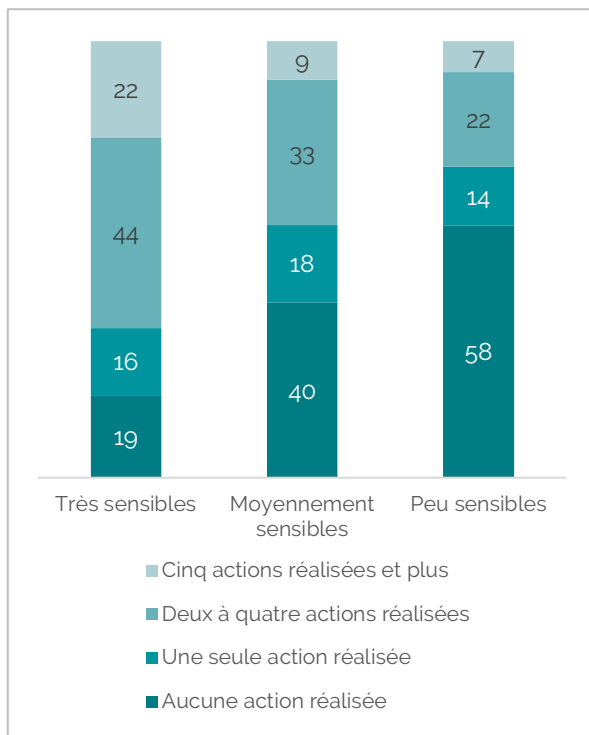
Les « distants » et les « désabusés » sont les plus inactifs dans ces différentes actions :

- 40 % des « distants » et 39 % des « désabusés » n'ont déjà réalisé qu'une seule action ;
- 45 % des « désabusés » déclarent n'avoir jamais réalisé et ne pas envisager de réaliser plus de cinq actions.

Les « résignés » sont les plus actifs, avec 25 % ayant déjà réalisé cinq actions ou plus et 34 % ne déclarant pour aucune action qu'elle n'a jamais été réalisée ou envisagée. Ces derniers sont investis au quotidien pour la préservation et la défense de l'environnement, mais également inquiets, voire pessimistes, au sujet de l'avenir de la planète. Ce positionnement les pousse à agir au sein de l'espace public.

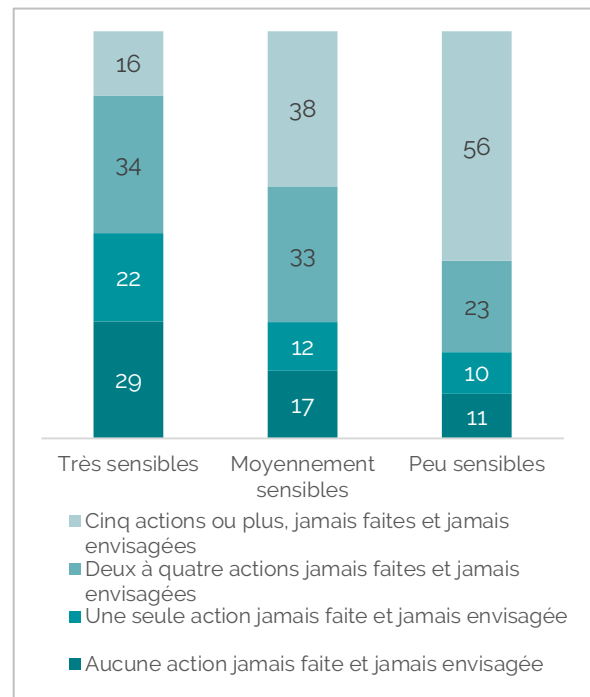
Les « confiants » ont une tendance très proche de l'ensemble des jeunes. Ils ne se distinguent pas d'une forme particulière d'action ou d'inaction, plus modérés dans leurs actions que les « résignés ».

GRAPHIQUE 112. NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES SELON LA SENSIBILITÉ À L' ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

GRAPHIQUE 113. NOMBRE D' ACTIONS NI RÉALISÉES NI ENVISAGÉES SELON LA SENSIBILITÉ À L' ENVIRONNEMENT (EN %)

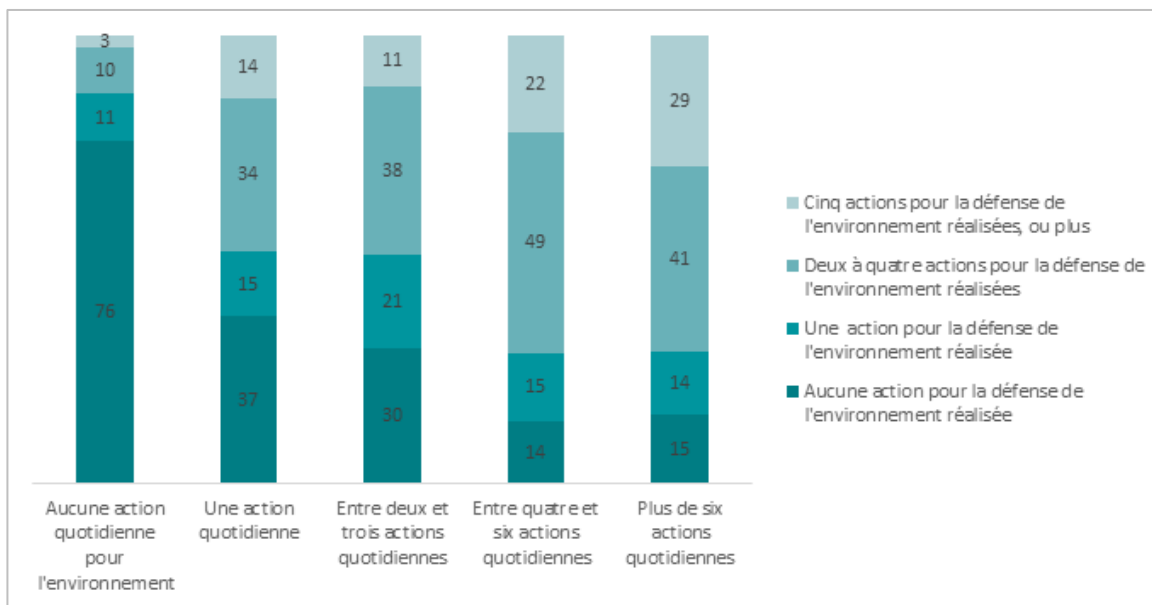


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le niveau de sensibilité environnementale est un facteur décisif sur le nombre d'actions réalisées pour la défense de l'environnement ou la cause écologique : plus la sensibilité est forte plus le nombre d'actions augmente, et inversement plus la sensibilité est faible plus le nombre d'actions ni réalisées ni envisagées augmente (Graphiques 112 et 113).

Les jeunes qui s'engagent pour l'environnement mettent-ils en pratique leurs convictions dans leurs propres comportements au quotidien ? L'analyse croisée de l'application des écogestes et de l'engagement environnemental indique une certaine cohérence. Les jeunes n'appliquant aucun des écogestes étudiés ne sont que 24 % à agir pour l'environnement, contre 85 % de ceux qui ont adopté 4 à 6 habitudes écolo-compatibles (Graphique 114).

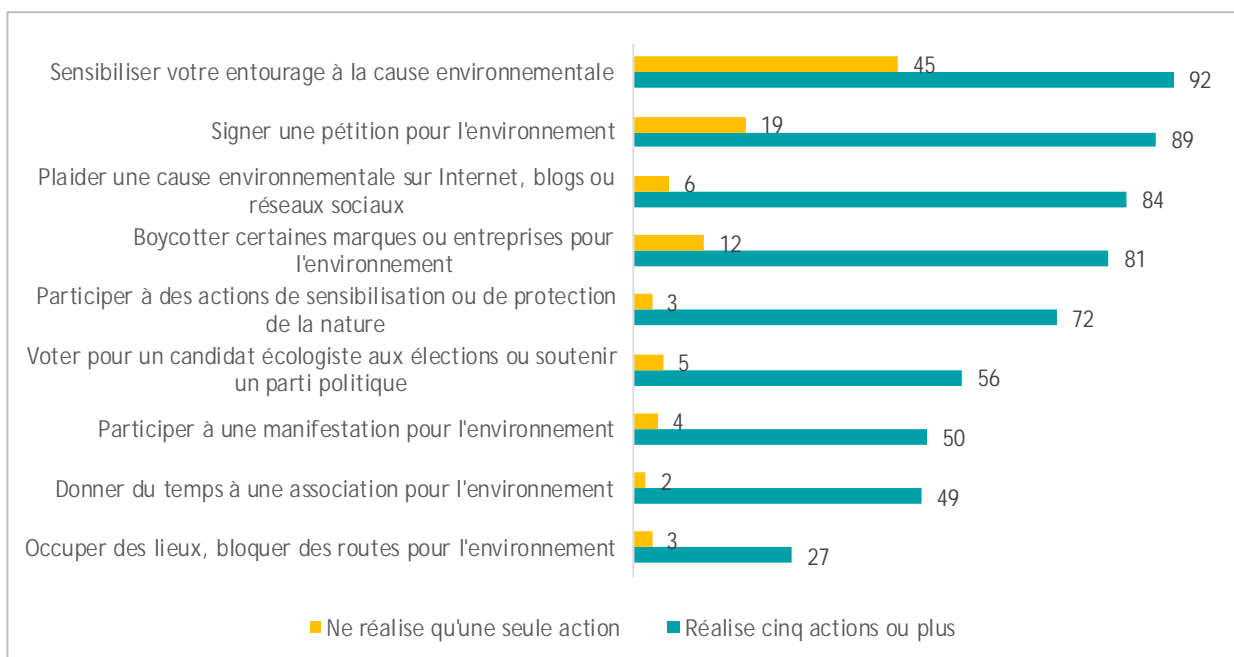
GRAPHIQUE 114 NOMBRE D' ACTIONS ENVISAGÉES SELON LE NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES AU QUOTIDIEN POUR LIMITER SON IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La sensibilisation de l'entourage à une cause environnementale apparaît comme un premier pas pour les jeunes peu impliqués (une seule action civique ou sociétale) : près d'un sur deux s'engage de cette manière pour l'environnement (Graphique 115).

GRAPHIQUE 115. TYPES D' ACTIONS RÉALISÉES SELON LE NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES AU QUOTIDIEN POUR LIMITER SON IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT (EN %)

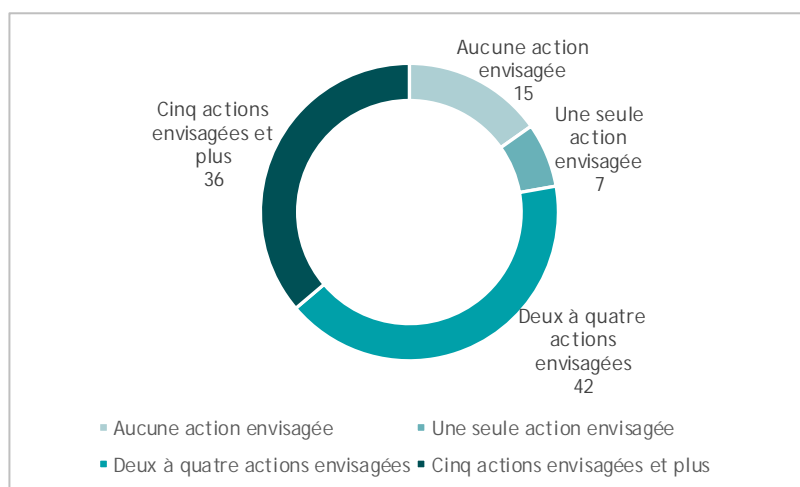


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Parmi les actions proposées, donner du temps à une association n'arrive qu'en avant-dernière position avec 13 % des jeunes qui déclare l'avoir déjà fait, mais avec une « réserve » importante, de 54 % « prêts à la faire ». Nous l'avons vu plus haut, les associations de défense de l'environnement attirent de plus en plus de jeunes : 14 % d'adhérents en 2020 pour 5 % en 2017 (+ 9 points) ; et la cause est vue comme l'un des sujets qui pourraient pousser les jeunes à s'engager, passant de 19 % en 2017 à 24 % en 2020 (+ 5 points), une hausse qui n'est pas commune à l'ensemble des causes. Il faut dire que depuis trois ans, l'image de la cause environnementale a beaucoup évolué, avec le développement de nouveaux modes d'action, comme la désobéissance civile non violente (« Extinction Rébellion », mouvement des « décrocheurs », grèves scolaires pour le climat...). La diffusion de ces actions sur les réseaux sociaux, le succès des marches pour le climat et l'apparition de figures médiatiques comme celle de Greta Thunberg ont largement contribué à rajeunir l'image de la lutte contre le réchauffement climatique.

Et aujourd'hui, 85 % des jeunes sont disposés à se lancer dans l'une des actions proposées pour défendre la cause environnementale. 36 % sont même prêts à en entreprendre cinq ou plus (Graphique 116).

GRAPHIQUE 116. NOMBRE D' ACTIONS ENVISAGÉES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS (EN %)

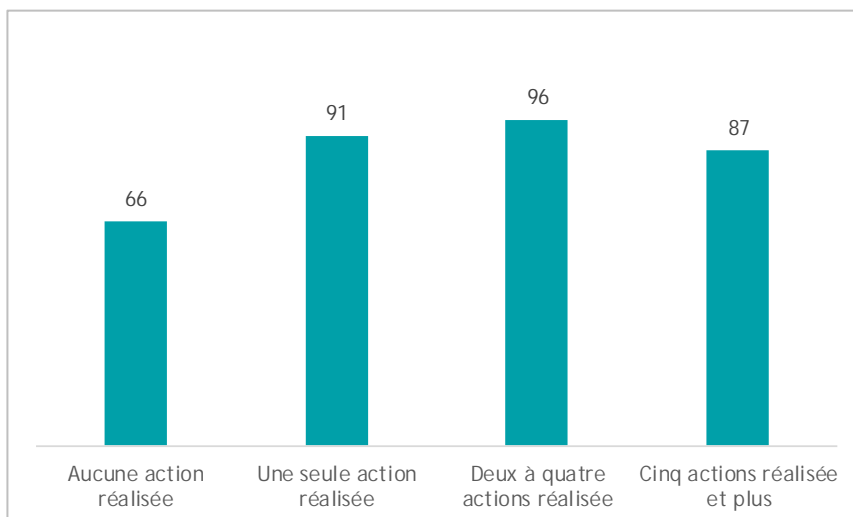


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La sensibilité et les actions déjà entreprises en faveur de l'environnement alimentent l'envie d'en faire plus encore. Parmi les jeunes qui se sont déjà engagés dans une action, 53 % sont prêts à en réaliser plus de cinq et 33 % entre deux et quatre et 96 % des jeunes ayant déjà réalisé deux à quatre actions sont prêts à en entreprendre au moins une autre. On retrouve ici le phénomène observé de manière générale dans l'engagement bénévole, où les jeunes s'engageant dans un très grand nombre de domaines veulent en investir plus encore, mais aussi dans la vie civique où des jeunes s'engagent sous tous les angles, probablement en faveur d'une cause essentielle à leurs yeux.

La disposition des jeunes les moins actifs à intervenir dans le futur n'est cependant pas à négliger : 66 % des jeunes n'ayant réalisé aucune des actions d'engagement environnemental proposées sont prêts à en réaliser au moins une (Graphique 117).

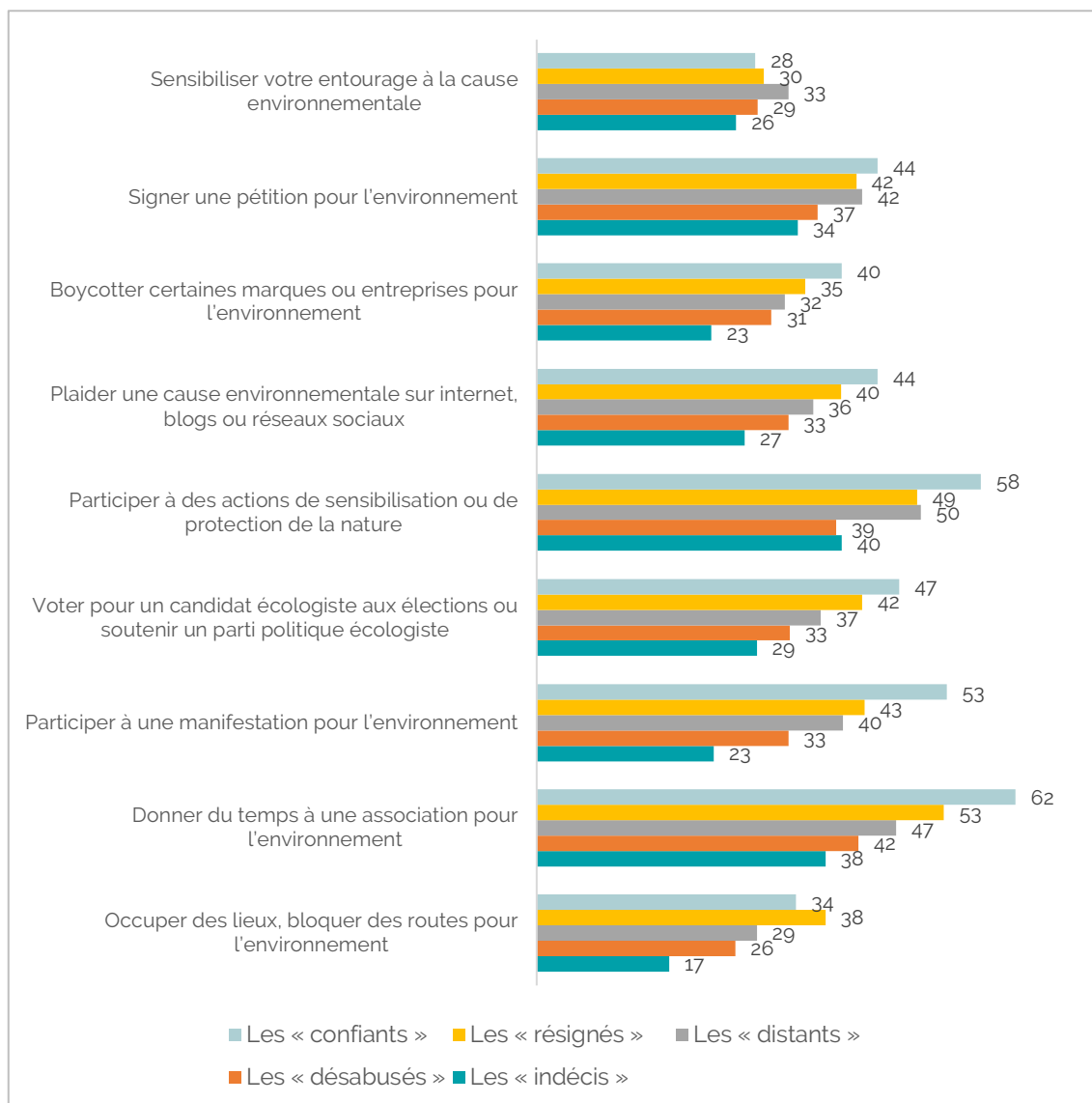
GRAPHIQUE 117. ENVISAGE AU MOINS UNE ACTION SELON LE NOMBRE D' ACTIONS DÉJÀ RÉALISÉES (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : Le pourcentage d'actions envisagées parmi les jeunes réalisant déjà cinq actions ou plus est structurellement plus faible, car cette catégorie de jeunes comprend des individus ayant déjà réalisé toutes les actions proposées et ne pouvant donc plus en entreprendre de nouvelles.

Sans surprise, les jeunes « confiants » sont donc tout particulièrement disposés à entreprendre des actions citoyennes à l'égard de l'environnement. 62 % d'entre eux seraient prêts à donner de leur temps à une association, 58 % à des actions de sensibilisation ou de protection de la nature ou encore 53 % à la participation à une manifestation pour l'environnement. Les « résignés » sont eux aussi majoritaires à se déclarer prêts à donner du temps à une association (53 %) et à des actions de sensibilisation (49 %), mais valorisent un peu moins les manifestations (43 %) ainsi que le vote écologique (42 %). Les actions de sensibilisation ou de protection de la nature sont les seules à attirer une majorité (50 %) de « distants », probablement en raison de la nature nébuleuse de cette formulation, peut-être moins « engageante ». 47 % des « distants » seraient toutefois prêts à donner de leur temps à une association pour l'environnement et 42 % signeraient une pétition en faveur de l'environnement. Le don de temps à une association parvient aussi à attirer deux « désabusés » sur cinq (42 %) et les actions de sensibilisation presque autant (39 %) (Graphique 118).

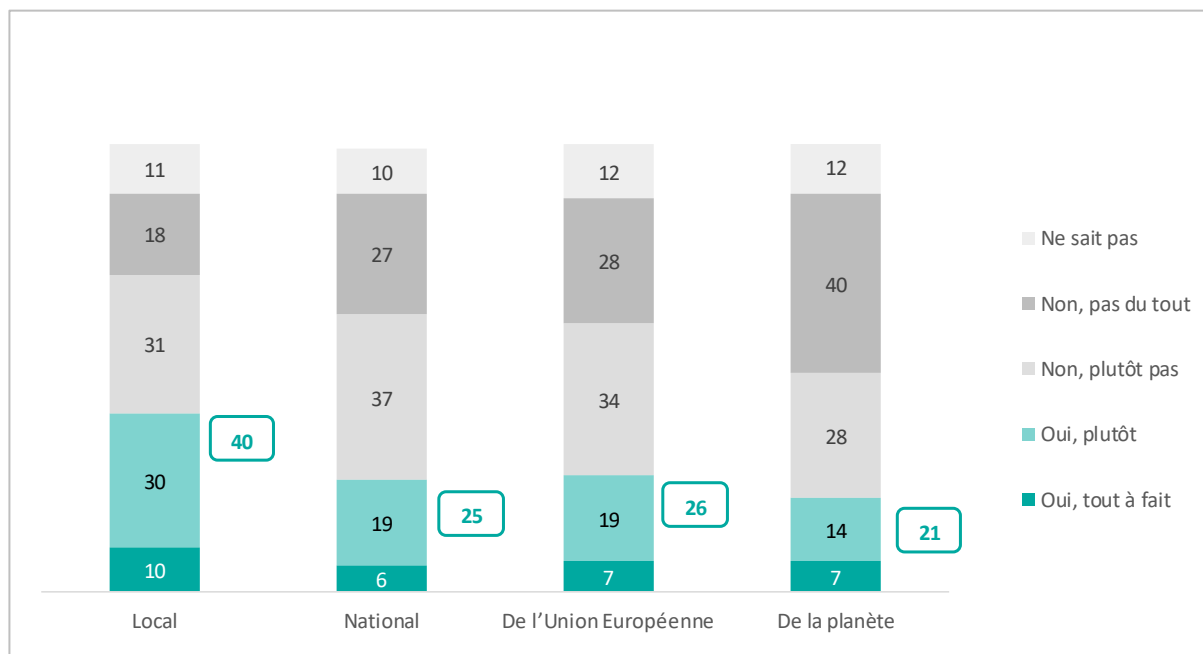
GRAPHIQUE 118. TYPE D' ACTIONS CITOYENNES ENVISAGÉES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT SUIVANT LE POSITIONNEMENT DU JEUNE À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

8. Les jeunes sont majoritairement critiques vis-à-vis de l'action des pouvoirs publics pour la protection de l'environnement

GRAPHIQUE 119. D'APRÈS VOUS, LES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX AGISSENT-ILS EFFICACEMENT POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU NIVEAU... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes sont majoritairement critiques vis-à-vis de l'action des pouvoirs publics pour la protection de la planète. Au niveau local, seuls 40 % des jeunes trouvent que l'action des pouvoirs publics est efficace, et ce quelle que soit la taille de l'unité urbaine. Moins d'un tiers des jeunes estiment que les pouvoirs publics sont efficaces au niveau national, communautaire et planétaire (Graphique 119).

Les données de l'eurobaromètre de 2017 sur les attitudes des Européens à l'égard de l'environnement confirment ces critiques :

- au niveau national¹⁵⁷ : 75 % des Français déclarent que le gouvernement de leur pays n'en fait pas assez pour l'environnement. 76 % des jeunes Français de 18 à 30 ans pensent de même (+ 23 points par rapport à la moyenne de la jeunesse européenne) et se placent en troisième position (derrière l'Espagne 80 % et la Grèce 89 %) des jeunes européennes insatisfaites de l'action de leur gouvernement ;
- au niveau européen : 71 % des Français critiquent l'action de l'Union européenne à l'égard de l'environnement (contre 58 % pour l'ensemble des Européens), et 70 % des jeunes Français (pour 55 % de la jeunesse européenne) ; les jeunes Français se classent en 4^e position des jeunes les plus critiques, derrière l'Italie (72 %), la Belgique (75 %) et la Suède (83 %).

¹⁵⁷ EUROBAROMÈTRE, *European Youth*, EB flash 455, septembre 2017.

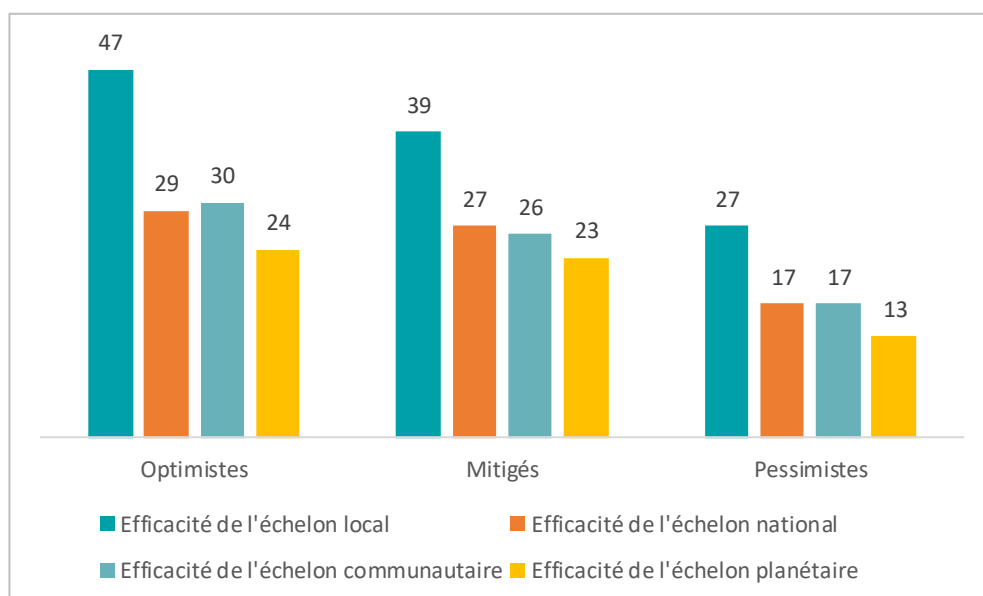
Les jeunes titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme supérieur (42 %), ainsi que les jeunes en emploi (43 %) estiment davantage que les pouvoirs publics sont efficaces au niveau local que les jeunes avec un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat (35 %) et les étudiants (33 %).

La vision portée sur sa vie et sa position dans la société a également un impact. Ainsi, les catégories de jeunes suivants sont plus satisfaites des actions menées par les pouvoirs publics, à leurs différents niveaux :

- les jeunes satisfaits de leur vie (13 % pour 7 % des jeunes insatisfaits) ;
- les jeunes confiants dans leur avenir (13 % pour 8 % des jeunes inquiets pour leur avenir) ;
- les jeunes qui ont le sentiment que leur avis compte (15 % pour 8 % des jeunes qui ont l'impression que leur avis ne compte pas).

Les jeunes porteurs d'un état d'esprit globalement optimiste (état d'esprit positif, satisfaction à l'égard de sa vie, confiance en son avenir) sont ainsi bien plus enclins à percevoir l'action publique comme efficace à l'égard de l'environnement au niveau local (47 %, + 7 points par rapport à l'ensemble des jeunes) (Graphique 120). Ces catégories d'état d'esprit du jeune ont été construites à partir des réponses aux questions sur l'état d'esprit, la satisfaction à l'égard de sa vie et la confiance en l'avenir (cf. partie II).

GRAPHIQUE 120. REGARD SUR L'EFFICACITÉ DE L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX SELON L'ÉTAT D'ESPRIT DU JEUNE¹⁵⁸ (EN %)



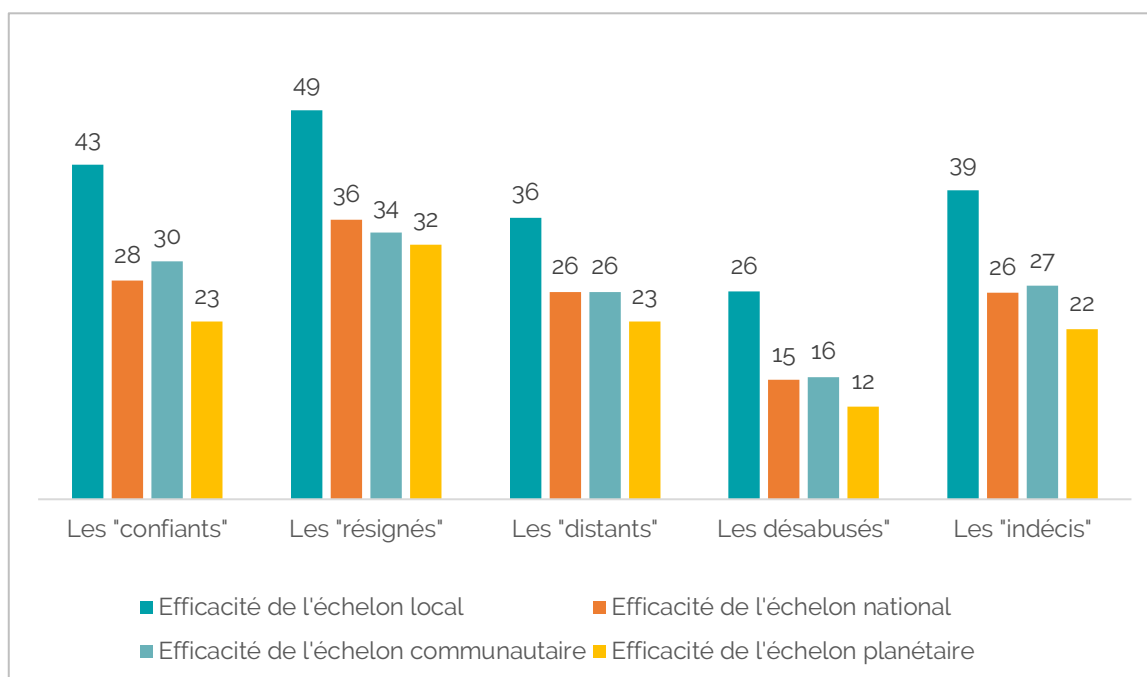
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes qui estiment pouvoir agir en matière d'environnement sont également plus satisfaits des actions menées par les pouvoirs publics sur le sujet, que ce soit au niveau local (44 %, + 4 points par rapport à l'ensemble des jeunes), au niveau national (30 %, + 5 points), au niveau de l'Union européenne (31 %, + 5 points) ou même planétaire (24 %, + 3 points) (Graphique 121).

¹⁵⁸ Ces catégories d'état d'esprit du jeune ont été construites à partir des réponses aux questions sur l'état d'esprit, la satisfaction à l'égard de sa vie et la confiance en l'avenir (cf. partie II).

GRAPHIQUE 121. REGARD SUR L'EFFICACITÉ DE L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX SELON LE POSITIONNEMENT DU JEUNE À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

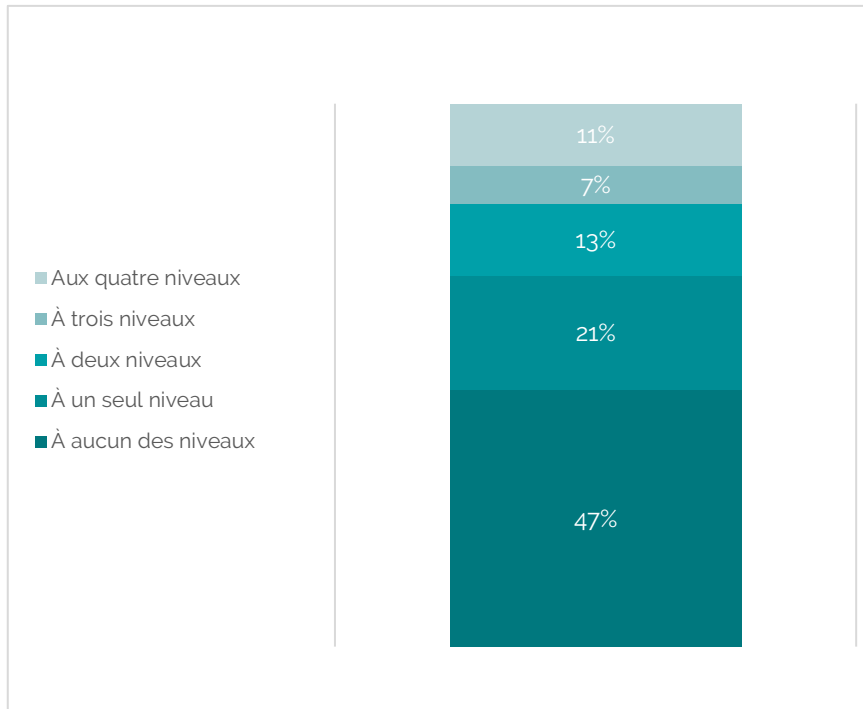
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

C'est plus généralement le cas des jeunes « confiants » (avec 43 % d'efficacité de l'échelon local, 28 % de celui national, 30 % de celui communautaire et 23 % de celui planétaire) et plus encore des « résignés » qui plébiscitent l'échelon local (49 % le pensent efficace, + 10 points) et se montrent plus favorables que l'ensemble des jeunes envers les échelons national (36 %, + 10 points), communautaire (34 %, + 7 points) et planétaire (32 %, + 10 points).

Près de la moitié des jeunes considèrent que les pouvoirs publics ne sont efficaces à aucun niveau (du local au planétaire), 21 % les estiment efficaces à un seul niveau, 13 % à deux niveaux et 7 % à trois niveaux et 11 % à tous les niveaux. S'ils doivent n'en retenir qu'un, les jeunes privilégient l'efficacité de l'échelon local : 67 % des jeunes qui considèrent un seul échelon seulement efficace estiment que les pouvoirs locaux le sont (contre 16 % pour l'Union européenne, 10 % pour la planète et 8 % seulement pour l'échelon national) (Graphique 122). Parmi les « désabusés », 63 % considèrent les pouvoirs publics inefficaces à tous les niveaux (+ 16 points), et 71 % des « indécis » (+ 24 points). Chez les « résignés », 21 % les considèrent efficaces à tous les niveaux (+ 10 points),

On retrouve de fortes disparités suivant le sexe du jeune interrogé : les hommes sont plus nombreux que les femmes à trouver les pouvoirs publics efficaces à tous les niveaux (13 % d'entre eux pour 9 % des femmes) tandis que les femmes sont majoritairement insatisfaites (53 % contre 41 % d'hommes). Précisons que les jeunes femmes sont à la fois plus sensibles à l'environnement que les jeunes hommes, et moins confiantes dans la classe politique (28 % font confiance aux femmes et aux hommes politiques, contre 32 % des hommes).

GRAPHIQUE 122. NOMBRE DE NIVEAUX CONSIDÉRÉS COMME EFFICACES (EN %)

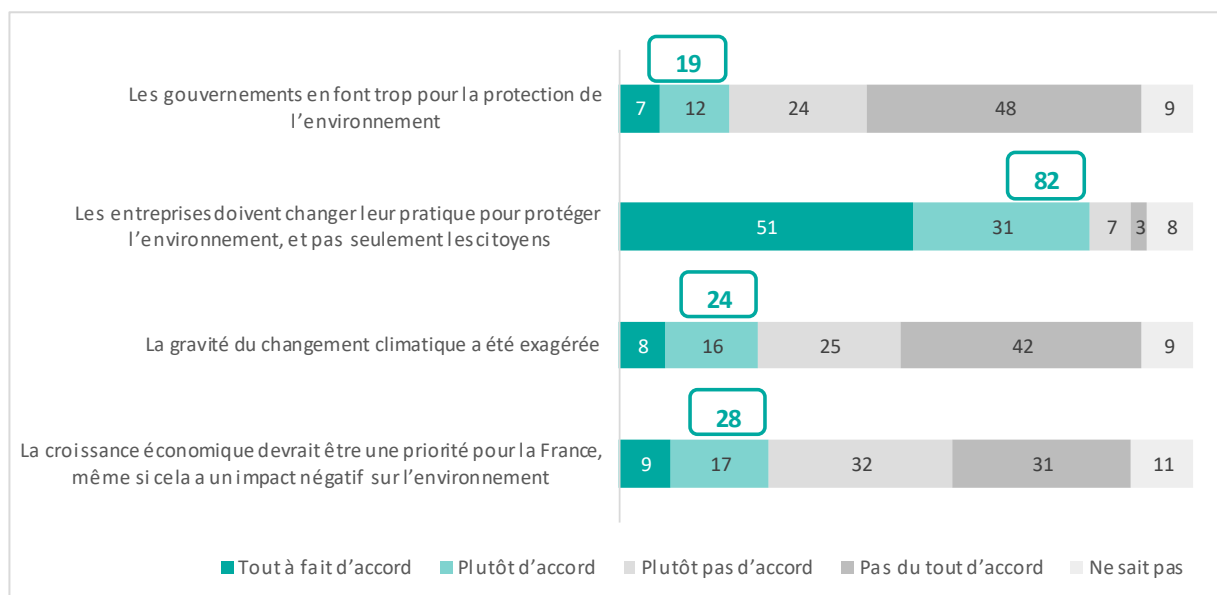


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

9. Quatre jeunes sur cinq attendent un changement des pratiques des entreprises en faveur de l'environnement

GRAPHIQUE 123. ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC LES PROPOSITIONS SUIVANTES ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les Français défendent majoritairement (69 %) l'idée que « tout le monde » doit être concerné par le financement de la transition écologique¹⁵⁹. La jeunesse s'inscrit également dans cette mouvance puisque 82 % des jeunes considèrent que les entreprises doivent changer leurs pratiques pour protéger l'environnement et pas seulement les citoyens. Les jeunes estimant que les gouvernements en font trop pour la protection de l'environnement sont minoritaires (19 %), de même que ceux considérant que la gravité du changement climatique a été exagérée (24 %) et que la croissance économique devrait être une priorité pour la France, même si cela a un impact négatif sur l'environnement (28 %) [Graphique 123].

Dans l'ensemble, on note que l'idée d'un changement de pratiques des entreprises est davantage défendue par les femmes, là où la sauvegarde de la croissance économique et l'exagération de la gravité du changement climatique sont des thèses davantage portées par les hommes (cf. Tableau 7). Les jeunes parents sont aussi plus prompts à défendre la croissance économique et une modération tant du discours sur le changement climatique que de l'action du gouvernement, probablement dans une volonté d'assurer un avenir économique à leur progéniture. De manière attendue, être peu sensible à l'environnement, considérer qu'il est déjà trop tard pour la planète de toute manière et que les actions des pouvoirs publics sont déjà efficaces en matière d'environnement amène également plus souvent des réponses allant dans ce sens. On note aussi que l'exagération de la gravité de la crise climatique est davantage à l'esprit des jeunes aux faibles niveaux de ressources comme de diplôme, probablement préoccupés au premier chef par les questions économiques.

À l'inverse, plus les jeunes sont sensibles ou concernés par la question écologique, plus ils sont susceptibles de se prononcer en faveur d'un changement au sein des entreprises : 92 % des jeunes prêts à changer de mode de vie sans condition (+ 10 points), 90 % de ceux prêts à changer à condition que les changements soient partagés de façon juste entre tous les membres de la société (+ 8 points), 89 % des jeunes très sensibles à l'environnement (+ 7 points), 89 % des jeunes qui pensent avoir un rôle à jouer (+ 7 points) ou encore 85 % des jeunes pour qui « il n'est pas trop tard pour trouver des solutions » (+ 3 points). En outre, plus le jeune est lui-même impliqué au quotidien pour l'environnement, plus il est favorable à cette proposition : 96 % de ceux qui font plus de six actions quotidiennes, 94 % entre quatre et six actions, 91 % entre deux et trois pensent ainsi contre 81 % de ceux qui en font une seule et 57 % de ceux qui n'en font aucune (Tableau 7).

¹⁵⁹ OPINIONWAY pour la mission du Grand débat national, « La transition écologique » in *Traitement des données issues du grand débat national*, avril 2019.

TABLEAU 7. LE REGARD PORTÉ PAR LES 18-30 ANS SUR L'IMPORTANCE ACCORDÉE À LA PROBLÉMATIQUE ENVIRONNEMENTALE (EN %)

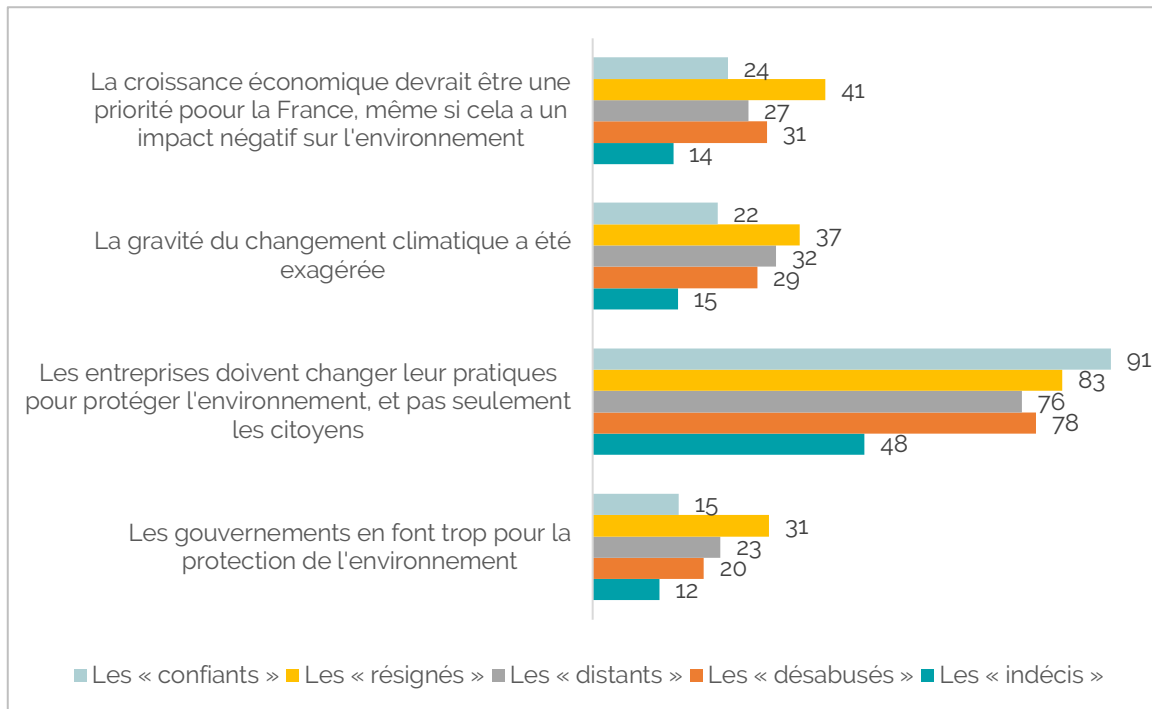
Les entreprises doivent changer leur pratique pour protéger l'environnement et pas seulement les citoyens (82 %)	Les femmes (85 %, + 3 points) Les jeunes avec un niveau de diplôme équivalent au baccalauréat ou supérieur (87 %, + 4 points) Les jeunes avec un revenu supérieur à 2 200 euros (88 %, + 5 points) Les jeunes très sensibles à l'environnement (89 %, + 6 points) Les jeunes qui estiment avoir un rôle à jouer dans la protection de l'environnement (89 %, + 6 points) Les jeunes prêts à changer de mode vie sans condition (92 %, + 9 points) et à condition que ces changements soient partagés entre tous les membres de la société (90 %, + 7 points) Les jeunes effectuant entre quatre et six actions pour limiter leur impact sur l'environnement (94 %, + 9 points) ou effectuant plus de six actions (96 %, + 13 points)
La croissance économique devrait être une priorité pour la France, même si cela a un impact négatif sur l'environnement (28 %)	Les hommes (31 %, + 3 points) Les parents (37 %, + 9 points) Les jeunes sentant que leur avis compte (31 %, + 3 points) Les jeunes peu ou pas sensibles à l'environnement (37 %, + 9 points) Les jeunes pour qui il est déjà trop tard pour l'environnement (35 %, + 7 points). Les jeunes d'accord avec les actions des pouvoirs publics à tous les niveaux (64 %, + 36 points)
La gravité du changement climatique a été exagérée (24 %)	Les hommes (31 %, + 5 points) Les jeunes avec un diplôme inférieur au baccalauréat (31 %, + 5 points) Les jeunes avec un revenu inférieur à 1 200 euros (32 %, + 6 points) Les parents (34 %, + 8 points) Les jeunes peu ou pas sensibles à l'environnement (41 %, + 14 points) Les jeunes estiment ne pas avoir de rôle à jouer dans la protection de l'environnement (31 %, + 5 points) Les jeunes pour qui il est déjà trop tard pour l'environnement (32 %, + 6 points) Les jeunes d'accord avec les actions des pouvoirs publics à tous les niveaux (60 %, + 34 points)
Les gouvernements en font trop pour la protection de l'environnement (19 %)	Les parents (28 %, + 9 points) Les jeunes peu ou pas sensibles à l'environnement (27 %, + 8 points) Les jeunes pour qui il est trop tard pour l'environnement (25 %, + 6 points) Les jeunes qui ne sont pas prêts à changer de mode de vie (24 %, + 5 points) Les jeunes qui accepteraient de changer de mode de vie à condition que les inconvénients soient compensés par des avantages (27 %, + 8 points) Les jeunes d'accord avec les actions des pouvoirs publics à tous les niveaux (56 %, + 37 points)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020. Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

La typologie du positionnement des jeunes à l'égard de l'environnement confirme l'imbrication du regard porté sur l'action publique en matière d'environnement, de la perception de son rôle à jouer et du fait qu'il soit ou non déjà trop tard pour lutter contre le changement climatique (Graphique 124) :

- les « confiants », qui pensent avoir un rôle à jouer et qu'il est toujours possible de trouver des solutions pour résoudre les problèmes d'environnement et rassemblent 52 % des jeunes, sont presque unanimement en faveur d'un changement de pratiques des entreprises (91 %, + 8 points). Ils sont les plus opposés au fait de privilégier la croissance économique au prix de l'environnement (70 % de désaccord, + 7 points), les moins d'accord avec l'idée que la gravité du changement climatique est exagérée (75 % de désaccord, + 7 points) et avec l'idée que les gouvernements en font trop pour l'environnement (80 % de désaccord, + 8 points) ;
- les « résignés », globalement sensibles à l'environnement, qui pensent qu'il est déjà trop tard pour l'environnement, mais avoir un rôle à jouer, se démarquent par un positionnement où le fatalisme et la volonté de privilégier l'économie l'emportent. 41 % sont d'accord avec l'idée de privilégier la croissance économique en France quitte à ce qu'elle ait un impact négatif sur l'environnement (+ 14 points par rapport à l'ensemble des jeunes). De manière surprenante, eu égard à leur opinion qu'il est déjà trop tard pour améliorer les choses en matière d'environnement, 37 % d'entre eux (+ 11 points) estiment la gravité du changement climatique exagérée. Ils sont par ailleurs plus nombreux à juger l'intervention des gouvernements en matière environnementale trop importante (31 %, + 12 points). 83 % pensent malgré tout que les entreprises doivent faire évoluer leurs pratiques pour protéger l'environnement ;
- les « distants », estimant ne pas avoir de rôle à jouer, mais qu'il n'est pas trop tard pour agir, estiment également plus souvent que la gravité du changement climatique est exagérée (32 %, + 6 points) et que les gouvernements en font trop en matière d'environnement (23 %, + 4 points). Ils sont moins unanimes sur le rôle à jouer pour les entreprises avec 76 % d'accord pour l'évolution de leurs pratiques en matière environnementale (- 7 points) ;
- les « désabusés », estimant ne pas avoir de rôle à jouer et qu'il est de toute manière déjà trop tard pour agir, sont eux aussi plus sceptiques sur la juste mesure du changement climatique, 29 % la jugeant exagérée (+ 3 points), et sont davantage en faveur d'une croissance économique au prix d'un impact négatif sur l'environnement (31 %, + 4 points). Enfin comme pour chez les « distants », les « désabusés » sont 78 % à être pour d'accord sur l'évolution des pratiques des entreprises pour protéger l'environnement (- 5 points) ;
- chez les « indécis » près d'un jeune sur deux ne se positionne pas sur les différentes propositions, 50 % se déclarent sans avis quant à la question sur la croissance économique au détriment de l'écologie, 47 % sur la mesure de la gravité du changement climatique, 44 % sur le taux d'effort des entreprises pour la préservation de l'environnement et 41 % sur l'action des gouvernements dans ce domaine.

GRAPHIQUE 124. ACCORD AVEC LES PROPOSITIONS SELON LE POSITIONNEMENT À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

51 % des jeunes optent pour au moins l'une des affirmations d'inspiration « climatosceptique » : ils considèrent soit que les entreprises ne doivent pas changer leurs pratiques, soit que le changement climatique a été exagéré, soit que les gouvernements en font trop, soit que la croissance économique doit être la priorité ; et lorsque les jeunes sont d'accord avec une seule de ces propositions, 40 % le sont avec « la croissance économique doit être une priorité », et 31 % avec « la gravité du changement climatique a été exagérée ».

VII. Des séjours à l'étranger mieux valorisés, tant du point de vue de la reconnaissance que des compétences acquises

La fermeture des frontières en mars 2020 en raison de la crise sanitaire du COVID-19 a fortement contrarié les projets de mobilité des jeunes et les programmes en cours. Toutes les mobilités planifiées (mobilités individuelles et collectives d'élèves et de personnels, voyages scolaires, formations, stages...), quelle que soit la destination, ont dû être reportées¹.

Pour les mobilités en cours, le ministère de l'enseignement supérieur² a recommandé aux étudiants français dont le séjour touchait à sa fin ou s'ils s'estimaient dans une situation de vulnérabilité dans le pays d'accueil en raison de la situation épidémique, ou encore si leur établissement d'accueil avait fermé, de revenir en France. Il était en revanche recommandé aux étudiants français dont la mobilité avait commencé depuis peu de rester dans le pays d'accueil, la bourse Erasmus + étant maintenue tout au long du séjour.

Des mesures ont été prises pour limiter l'impact de la crise sanitaire sur les programmes de mobilité transfrontalière. L'ensemble des conventions de subvention 2018 et 2019, se terminant jusqu'au 31 août 2020, sont étendues de 6 mois. Par ailleurs la Commission européenne a annoncé le 18 mai 2020 que les apprenants Erasmus + pourront participer à des mobilités hybrides dès 2020. Ces nouvelles formes de mobilité, déjà expérimentées par l'Agence européenne Erasmus depuis 2018 dans son programme *Virtual Exchange*³, mixent des activités virtuelles en lien avec la mobilité, comme l'apprentissage à distance organisé par l'établissement d'accueil, avec une mobilité physique à l'étranger à une date ultérieure dès lors que la situation le permettra⁴.

De fait, selon un sondage Opinionway⁵ réalisé en mai 2020, 22 % des 18-30 ans attendaient en priorité du gouvernement qu'il ajuste les parcours scolaires pour éviter que les élèves et étudiants soient pénalisés à la suite de la période de confinement.

La partie ci-après propose un état de lieux de la mobilité internationale au cours des cinq années qui ont précédé la crise sanitaire du COVID-19. La courbe des expériences internationales a tendance à augmenter depuis la première vague du baromètre en 2016. Ces séjours sont plus souvent expérimentés par les jeunes hommes, les 18-24 ans, et les diplômés du supérieur, mais aussi, spécificité propre à 2020, par les non-diplômés. Les motifs de départ sont majoritairement liés aux études, dans une moindre mesure à l'insertion professionnelle, et, plus rarement, à une mission bénévole. Ces séjours permettent avant tout d'acquérir des compétences transversales (telles que l'amélioration des compétences linguistiques ou les capacités d'adaptation). La valorisation de ces expériences au-delà des frontières est

¹ Page de l'Agence Erasmus + : <https://generation.erasmusplus.fr/coronavirus-quel-impact-sur-ma-mobilite/> Mis à jour le 9 avril 2020.

² L'ÉTUDIANT, « Covid-19 | FAQ Crous, études, concours, services... », 2020.

³ Erasmus+ Virtual Exchange est une plateforme permettant aux jeunes Européens et du Sud de la Méditerranée âgés de 18 à 30 ans, de s'engager dans des expériences interculturelles en ligne. <https://info.erasmusplus.fr/erasmus/113-erasmus-virtual-exchange.html>

⁴ Page de l'Agence Erasmus dédiée à l'actualité de la pandémie : <https://www.erasmusplus.fr/penelope/info-covid-19.php>

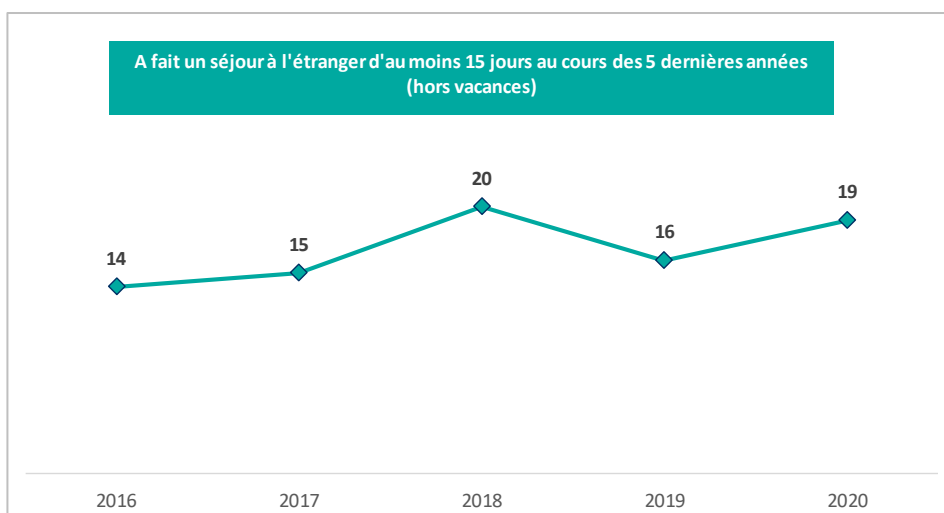
⁵ OPINIONWAY pour HEYME, 20 MINUTES, Baromètre « #MoiJeune, confiné et demain ? », vague 5, mai 2020.

en constante augmentation et concerne près de deux jeunes sur trois en 2020, même si un quart des 18-30 ans, plus en retrait de la société, sont réfractaires au départ. La mise en relation avec un employeur, des offres d'emploi ou de stage sur place, l'accès à un logement et les aides financières constituent les premiers leviers à ces départs.

1. Un jeune sur cinq a fait un séjour à l'étranger au cours des cinq dernières années, une tendance à la hausse depuis 2016

En 2017, dans le cadre d'un discours visant à promouvoir l'Union européenne, le président de la République Emmanuel Macron prévoit que les étudiants parlent au moins deux langues européennes en 2024, et que la moitié d'une classe d'âge ait passé au moins six mois dans un pays européen, avant ses 25 ans⁶. Ces objectifs se montrent ambitieux. En effet, bien que le taux de mobilité internationale ait progressé depuis 2017, il ne concerne encore qu'un jeune sur cinq en 2020 (Graphique 125).

GRAPHIQUE 125. PART DES JEUNES AYANT EFFECTUÉ UN SEJOUR À L'ÉTRANGER POUR UNE PÉRIODE D'AU MOINS 15 JOURS CONSÉCUTIFS (HORS VACANCES) (EN %)



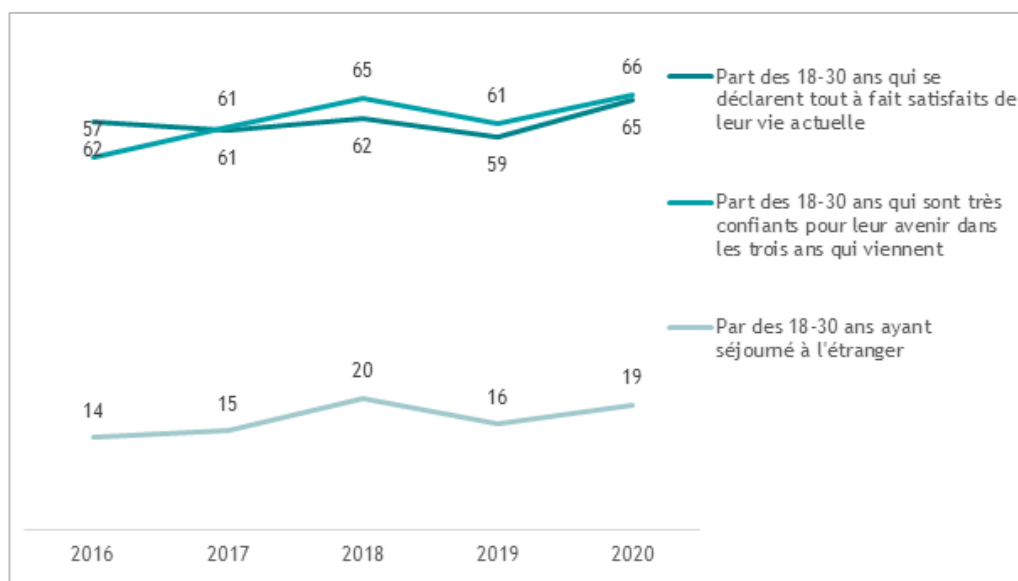
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

Ce taux est proche de celui de 2018, qui avait enregistré une forte progression de la mobilité par rapport aux années précédentes, suivie d'une baisse de 4 points en 2019. Ces variations peuvent s'expliquer par un engouement des jeunes pour l'expatriation vers le Royaume-Uni en 2017-2018, afin d'anticiper d'éventuelles difficultés liées au Brexit annoncé. On constate par ailleurs que le taux de mobilité internationale est fortement corrélé à l'état d'esprit des jeunes, notamment avec leur niveau de satisfaction vis-à-vis de leur vie personnelle et leur confiance pour les cinq années à venir. Or, cette courbe de confiance et de satisfaction des 18-30 ans tend de nouveau vers la hausse, après une légère inflexion en 2019 (Graphique 126).

⁶ Discours de présentation des propositions visant à relancer l'Union européenne, le 26 septembre 2017 à la Sorbonne à Paris. www.bfmtv.com/politique/macron-veut-que-les-etudiants-parlent-au-moins-deux-langues-europeennes-d-ici-2024-1264707.html

GRAPHIQUE 126. ÉVOLUTION DES TAUX DE MOBILITÉ INTERNATIONALE, DU NIVEAU DE SATISFACTION ENVERS LA VIE ACTUELLE, ET DU NIVEAU DE CONFIANCE EN L'AVENIR (EN %)

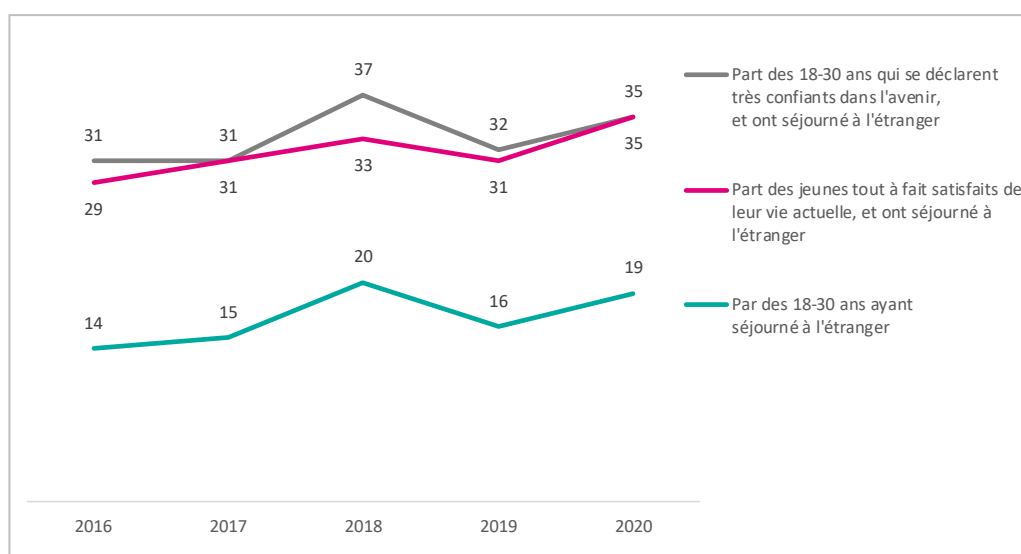


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

Ainsi les 18-30 ans qui se montrent confiants ou satisfaits vis-à-vis de leur vie actuelle sont nettement plus nombreux à avoir séjourné à l'étranger au cours des cinq dernières années (respectivement 35 % vs 19 % en moyenne) [Graphique 127].

GRAPHIQUE 127. TAUX DE MOBILITÉ INTERNATIONALE, SELON LE TAUX DE SATISFACTION ET DE CONFIANCE EN L'AVENIR (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans).

Les reports de séjour, voire les annulations, prévus par les établissements, conjugués à la baisse de confiance des jeunes et la montée de l'inquiétude face à la crise économique annoncée, auront donc nécessairement un impact sur le taux de mobilité internationale dans les années à venir.

CERTAINS ÉCARTS SOCIODÉMOGRAPHIQUES SE MAINTIENNENT

Comme les années précédentes, en 2020 certains profils montrent une plus grande appétence pour la mobilité internationale :

- Les hommes : 26 % vs 11 % des femmes (vs 19 % pour l'ensemble des 18-30 ans)
- Les 18-24 ans : 21 %, vs 17 % des 25-30 ans, cette tendance est relativement stable
- Les diplômés du supérieur : 15 % parmi les titulaires du BEPC, brevet des collèges, vs 33 % bac + 5 et plus (DEA, DESS, master 2, grandes écoles, doctorat...)
- Les jeunes résidant en milieu urbain : 13 % en milieu rural, 17 % dans les unités urbaines de 2 000 à moins de 200 000 habitants
- Les Franciliens (23 %)
- Les jeunes engagés au sein d'une association (30 %), ou bénévoles (27 %)

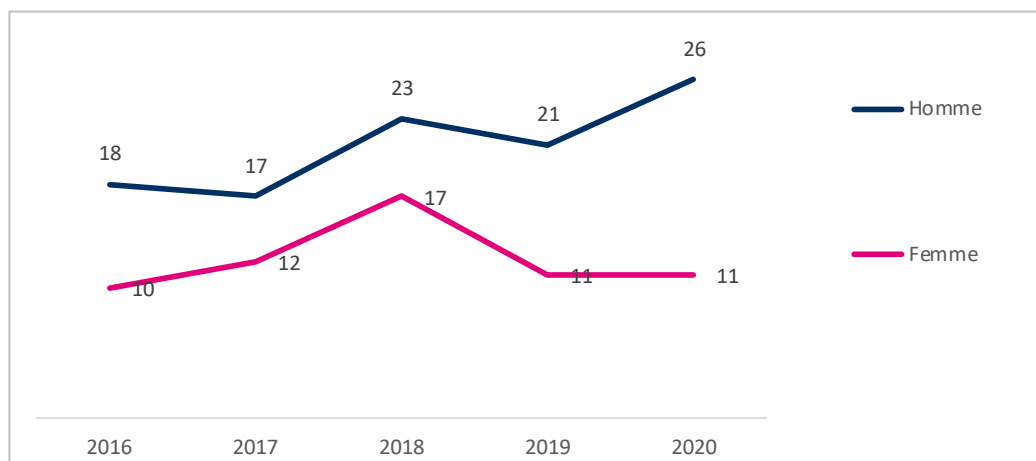
Si certaines tendances persistent au gré des différentes vagues de ce baromètre, quelques nuances sont toutefois à apporter.

L'écart selon le sexe continue de se creuser : de 10 points en 2019, il atteint 15 points en 2020 (Graphique 128). Cela tient à la fois aux conditions financières et l'état d'esprit des femmes qui se montrent plus pessimistes, générant ainsi une forme d'autocensure envers la mobilité internationale⁷. Une étude de l'observatoire Campus France sur la mobilité internationale⁸ indique que la situation financière des étudiantes est souvent plus difficile que leurs homologues masculins. Elles sont plus nombreuses à être boursières, à exercer ou devoir exercer une activité rémunérée pendant leurs études. Elles sont aussi moins représentées dans les écoles de commerce ou d'ingénieurs (soit près de sept partants sur dix⁹) où la mobilité est imposée et organisée. Elles se montrent en outre plus sévères envers leur niveau de langue et leur capacité à suivre des cours en anglais.

⁷ BAILLET Julie et al. (CREDOC), *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019*, op. cit.

⁸ CAMPUS FRANCE, « Le genre et la mobilité étudiante internationale », *Les notes de Campus France*, n° 52, 2016.

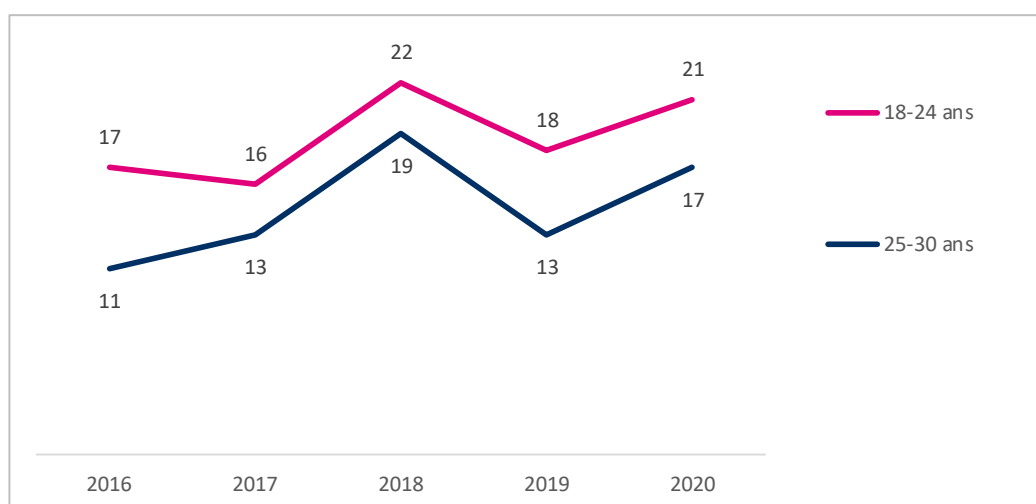
⁹ CALMAND Julien, ROBERT Alexie, « Effets des séjours à l'étranger sur l'insertion des jeunes : des bénéfices inégaux selon l'origine sociale », *Analyses et synthèses*, n° 25, INJEP, août 2019.

GRAPHIQUE 128. ÉVOLUTION DU TAUX DE MOBILITÉ INTERNATIONALE SELON LE SEXE (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

L'écart entre les 18-24 ans et les 25-30 ans reste relativement stable (Graphique 129). Il risque toutefois de se creuser dans les années à venir. En effet, les jeunes restent la variable d'ajustement sur le marché du travail et seront les premiers touchés par la crise économique engendrée par l'épidémie du Covid-19. Deux tiers des moins de 25 ans occupaient déjà des emplois précaires avant la crise : en 2019, 69 % étaient en contrat temporaire contre 13 % des 25-49 ans¹⁰. Un rapport de l'Organisation internationale du travail¹¹ indique que plus d'un jeune sur six interrogés au 27 mai 2020 avait arrêté de travailler depuis l'apparition du Covid-19. Pour les jeunes qui ont gardé leur emploi, le nombre d'heures de travail a chuté de 23 %.

GRAPHIQUE 129. ÉVOLUTION DU TAUX DE MOBILITÉ INTERNATIONALE SELON L'ÂGE (EN %)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

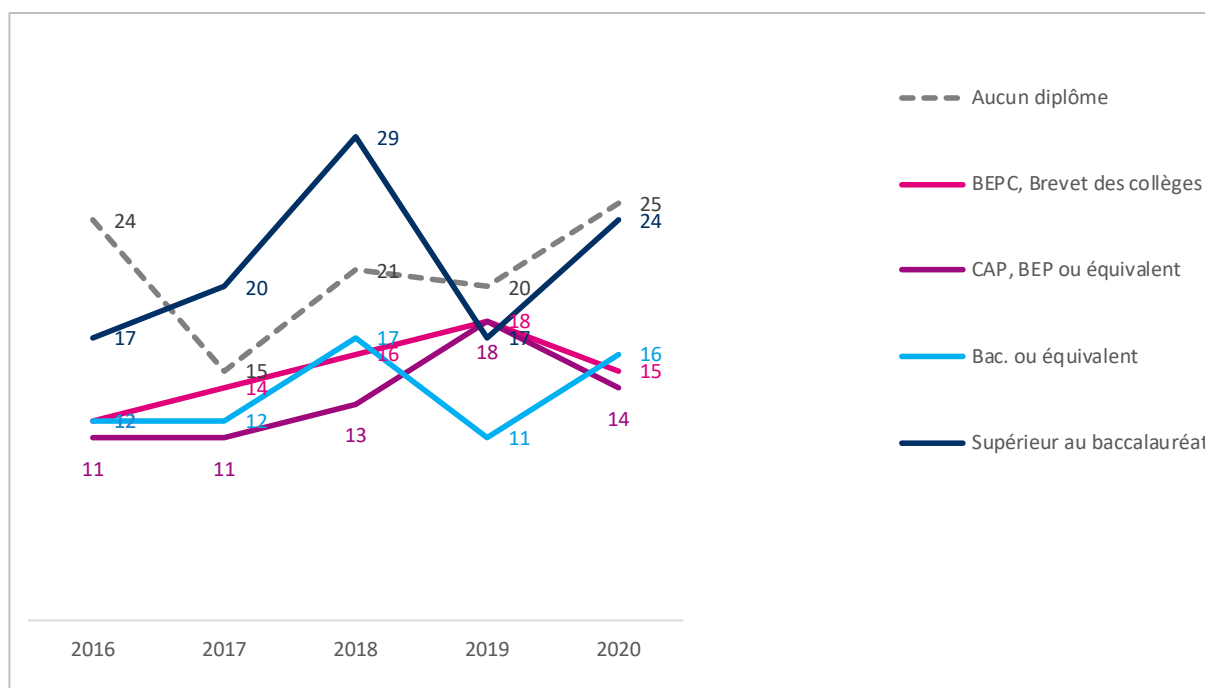
Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

¹⁰ Source Eurostat, 2019.

¹¹ COLLECTIF, *Le Covid-19 et le monde du travail*, op. cit.

La tendance de mobilité internationale à la hausse des diplômés du supérieur, enregistrée au cours des premières années du baromètre, se confirme (24 % contre 19 % en moyenne), sans toutefois atteindre le pic de 2018. En revanche, la mobilité des jeunes peu diplômés semble se stabiliser (16 % des bacheliers ont séjourné à l'étranger en 2020, 15 % des titulaires d'un CAP, BEP ou équivalent, et 14 % des titulaires du BEPC ou brevet des collèges) alors même que celle des non-diplômés retrouve le fort niveau enregistré en 2016. On observe en effet une augmentation progressive du taux de départs des non-diplômés depuis 2017, culminant à 25 % cette année et rejoignant même le niveau de celui des diplômés du supérieur (Graphique 130).

GRAPHIQUE 130. ÉVOLUTION DU TAUX DE MOBILITÉ INTERNATIONALE SELON LE DIPLÔME (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

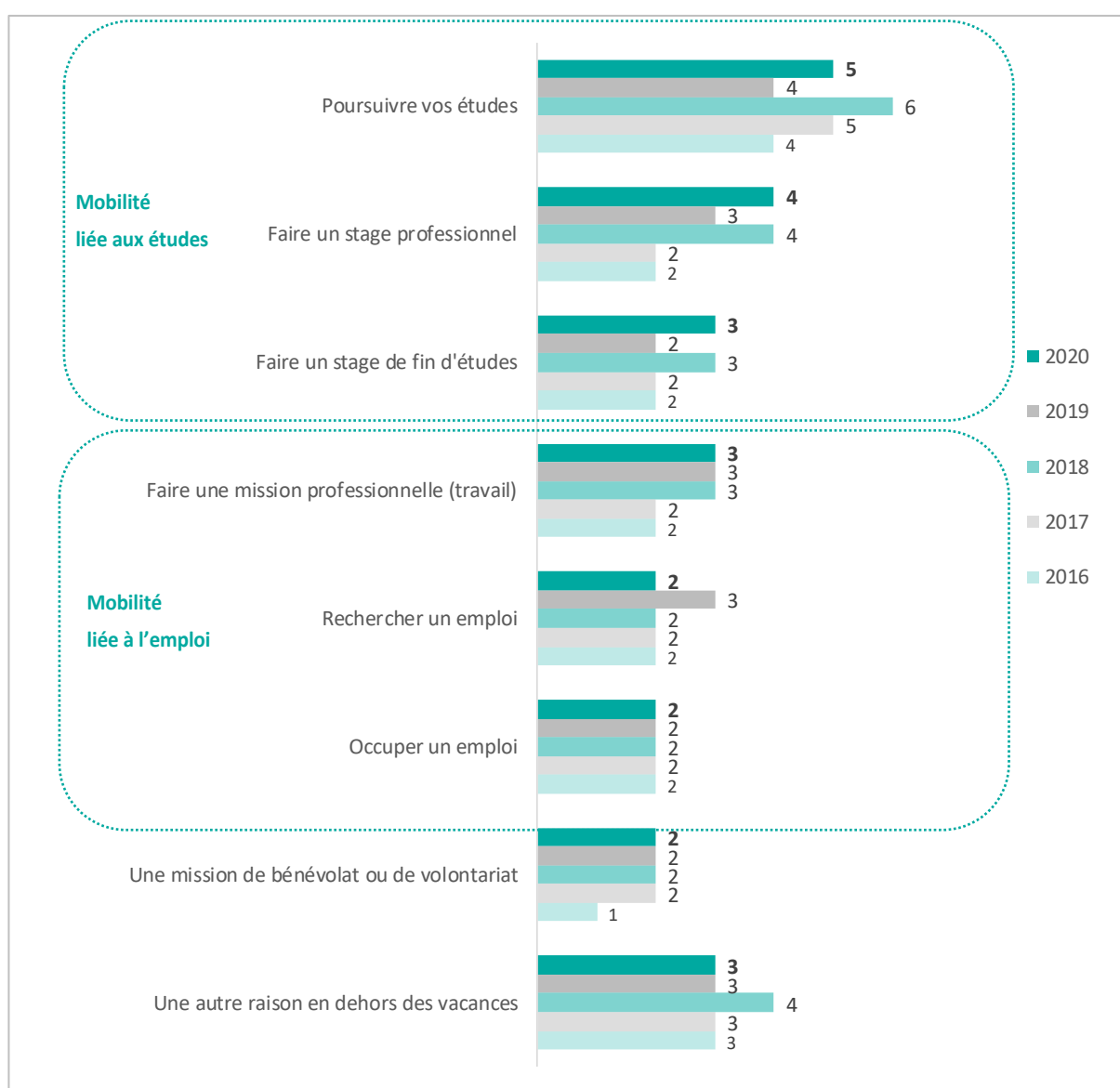
Comme les années précédentes, la part des 18-30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger varie en fonction du milieu social. Elle est de 26 % parmi les jeunes dont le père est cadre (vs 19 % en moyenne en 2020), tandis qu'elle atteint à peine 12 % lorsqu'il est ouvrier. À noter par ailleurs que le taux culmine à 50 % lorsque le père est agriculteur exploitant et 36 % lorsque ce dernier est inactif. Ces derniers sont probablement surreprésentés au sein de la formation professionnelle car, selon l'observatoire Erasmus + ¹², en 2016-2017, 61 % des apprenants de l'enseignement et de la formation professionnelle avaient une origine populaire (soit les deux parents sont ouvriers ou employés et/ou agriculteurs et/ou inactifs), tandis que 51 % des jeunes dans l'enseignement supérieur étaient nés d'un parent cadre. La faiblesse des effectifs sur ces catégories ne permet cependant pas d'analyser plus en détail ces tendances dans le cadre du présent baromètre.

¹² L'OBSERVATOIRE ERASMUS +, « Erasmus + : Vers une démocratisation et une inclusion renforcées ? », Notes, n°10, 2019.

2. La mobilité internationale reste principalement motivée par les études et l'insertion professionnelle

Comme les années précédentes, la mobilité internationale est majoritairement liée aux études. 5 % des 18-30 ans ont séjourné hors des frontières pour poursuivre leurs études, 4 % pour faire un stage professionnel et 3 % dans le cadre d'un stage de fin d'études. Les séjours internationaux sont dans une moindre mesure liés à l'insertion professionnelle, que ce soit dans le cadre d'une mission professionnelle (3 % des 18-30 ans), pour rechercher ou occuper un emploi (respectivement 2 %). Les séjours sont moins souvent liés à une mission bénévole (2 %) (Graphique 131).

GRAPHIQUE 131. AU COURS DES DERNIÈRES ANNEES, EN DEHORS DES VACANCES, ÊTES-VOUS PARTI·E, POUR UNE PÉRIODE D'AU MOINS 15 JOURS CONSÉCUTIFS À L'ÉTRANGER, POUR... (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

En 2020, plus de la moitié (56 %) des 18-30 ans ont séjourné à l'étranger pour au moins un motif lié aux études. Ils sont souvent plus jeunes et moins avancés dans leur parcours et sont surreprésentés par :

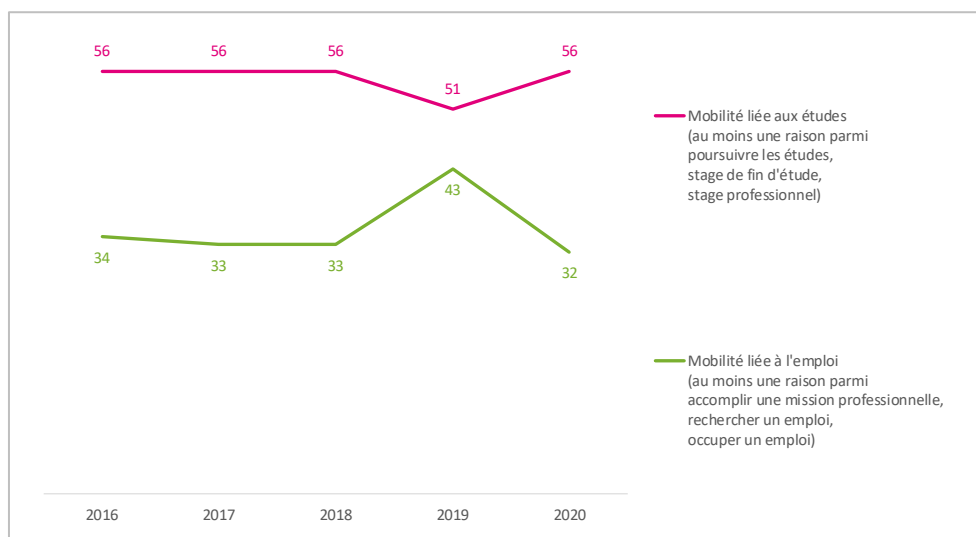
- les hommes (59 %, vs 49 % des femmes),
- les 18-24 ans (62 % vs 48 % des 25-30 ans),
- les diplômés du baccalauréat ou plus (63 % des diplômés du supérieur, voire 72 % parmi les titulaires d'un bac + 5),
- 64 % des étudiants qui ne travaillent pas, 68 % des étudiants ou élèves qui travaillent y compris en alternance,
- les jeunes qui vivent chez leurs parents (61 %).

Un tiers (32 %) des 18-30 ans a effectué ce séjour pour au moins un motif lié à l'emploi, que ce soit pour accomplir une mission professionnelle, chercher un emploi ou occuper un emploi. Ils sont plus âgés, plus autonomes, et plus insérés professionnellement. Ils sont plus nombreux parmi :

- les 25-30 ans (39 %),
- les diplômés d'un CAP, BEP ou équivalent (45 %),
- les jeunes qui ont déjà exercé un emploi (35 %) : la part de ceux qui sont aujourd'hui au chômage ou en emploi est proche (respectivement 39 % et 38 %),
- les jeunes vivant en couple (39 %) et ayant des enfants (40 %), ayant quitté le foyer parental (36 %),
- les employés (39 %).

Si l'on fait abstraction de l'année 2019, marquée par une chute du taux de départ des étudiants du supérieur, la part de la mobilité liée aux études (pour poursuivre les études ou réaliser un stage de fin d'études, ou encore un stage professionnel) se stabilise, tandis que celle liée à l'emploi (dans le cadre d'une mission professionnelle, d'une recherche d'emploi, ou encore pour occuper un emploi) tend à diminuer légèrement (- 2 points depuis 2016) (Graphique 132).

GRAPHIQUE 132. AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, EN DEHORS DES VACANCES, ÊTES-VOUS PARTI·E, POUR UNE PÉRIODE D'AU MOINS 15 JOURS CONSÉCUTIFS À L'ÉTRANGER, POUR... (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

Les départs des jeunes non diplômés sont plus souvent liés à l'emploi : 72 % d'entre eux sont partis pour au moins un des trois motifs liés à l'emploi. Ils sont moins de la moitié à faire le lien avec leurs études : 44 % justifient leur départ par au moins un des trois motifs liés aux études.

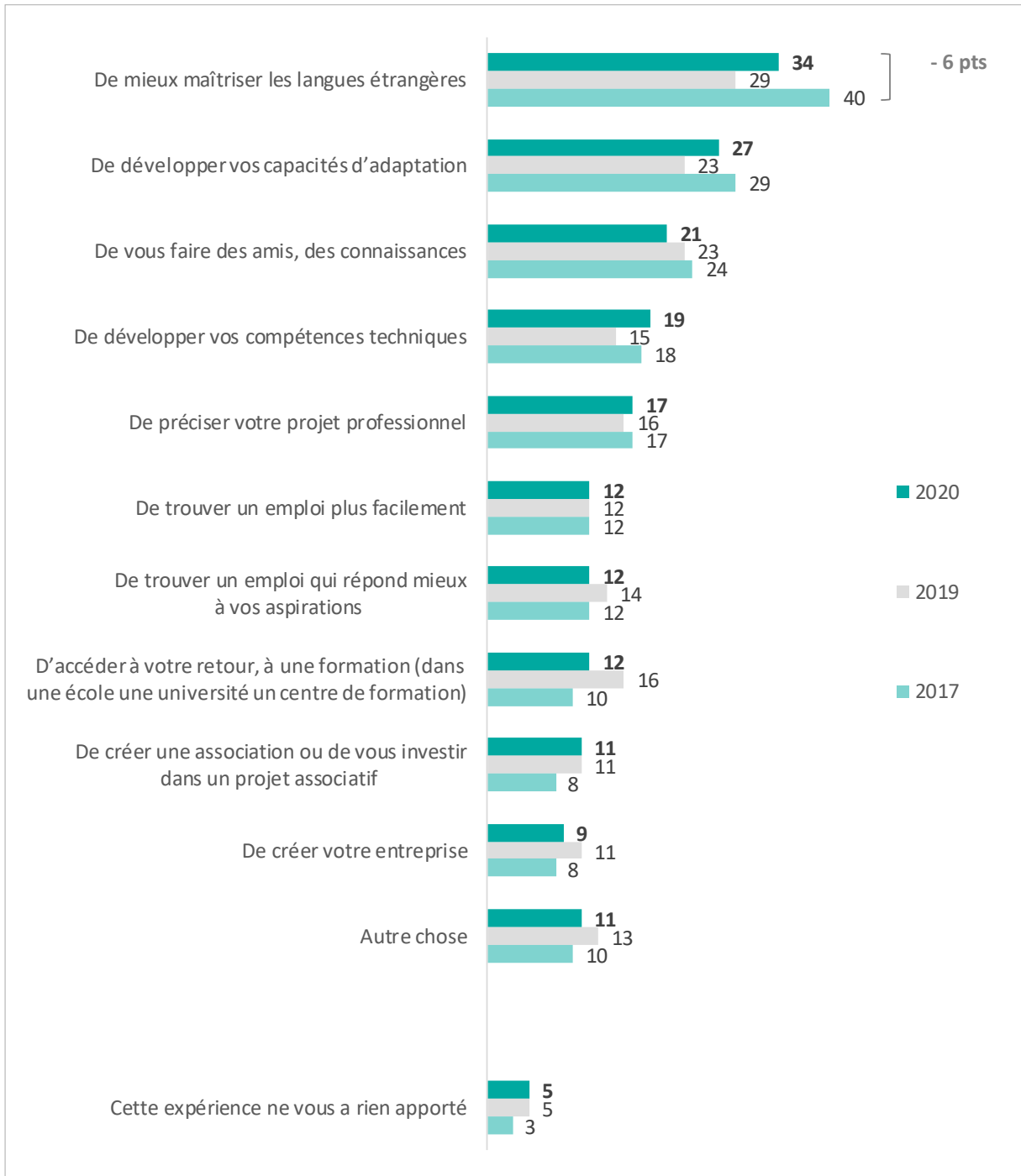
3. La maîtrise de la langue et le développement des capacités d'adaptation restent en tête des apports du séjour pour les jeunes

Globalement, les jeunes s'accordent à percevoir des bénéfices en lien avec leur expérience de mobilité internationale. Seuls 5 % considèrent que ce séjour à l'étranger ne leur a rien apporté et cette proportion est relativement stable.

L'ordre de citation des apports liés à l'expérience internationale reste inchangé. En tête du classement, l'amélioration de la maîtrise de la langue étrangère est mise en exergue par un tiers (34 %) des partants, suivie du développement des capacités d'adaptation (27 %). Près d'un jeune sur cinq met en avant l'aspect relationnel ou la sociabilité, avec l'opportunité de se faire des amis, des connaissances (21 %), et le développement de compétences techniques (19 %). La précision du projet professionnel est sensiblement moins citée (17 %). Un peu plus d'un jeune sur dix établit un lien direct avec l'emploi : cette expérience leur a permis de trouver un emploi plus facilement (12 %), ou un emploi qui répond mieux à leurs aspirations (12 %). Une proportion équivalente mentionne l'accès à une formation au retour du séjour (dans une école, une université ou un centre de formation). Pour 11 % d'entre eux, cela leur a permis de créer une association ou de s'investir dans un projet associatif et 9 % de créer leur entreprise. 11 % évoquent d'autres apports (Graphique 133).

Si les taux sont proches de ceux observés en 2017, on observe toutefois une diminution de la valorisation de la maîtrise des langues étrangères (- 6 points par rapport à 2017).

GRAPHIQUE 133. VOUS ÊTES PART·E À L'ÉTRANGER POUR UNE PÉRIODE D'AU MOINS 15 JOURS CONSÉCUTIFS, CETTE EXPÉRIENCE VOUS A-T-ELLE PRINCIPALEMENT PERMIS... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2017.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

Pour une plus grande robustesse, l'analyse ci-après porte sur le cumul des effectifs des trois vagues du baromètre qui ont intégré cette question (2017, 2019, 2020) [Graphique 134].

GRAPHIQUE 134. VOUS ÊTES PARTI·E À L'ÉTRANGER POUR UNE PÉRIODE D'AU MOINS 15 JOURS CONSÉCUTIFS, CETTE EXPÉRIENCE VOUS A-T-ELLE PRINCIPALEMENT PERMIS... ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2017.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances). % calculés sur le cumul des vagues 2017, 2019 et 2020.

L'analyse sociodémographique réalisée sur trois vagues cumulées du baromètre de la jeunesse (2017, 2018, 2020), est proche des taux observés sur le cumul des vagues 2017, 2019 lors de l'édition précédente du baromètre. Les bénéfices cités varient notamment selon le sexe, le niveau de diplôme, voire le niveau d'avancée dans le parcours. Les jeunes femmes sont plus nombreuses à faire référence à l'amélioration de la maîtrise de la langue, le développement des capacités d'adaptation. En revanche les jeunes hommes mettent plus souvent en avant l'opportunité de créer une association ou une entreprise. Enfin les moins diplômés sont plus nombreux à considérer que ce séjour leur a permis de trouver un emploi qui correspond mieux à leurs aspirations, à accéder à une formation, ou à créer leur entreprise.

LES BÉNÉFICES LIÉS AU SÉJOUR VARIENT SELON LE SEXE, LE NIVEAU DE DIPLÔME ET LE NIVEAU D'AVANCÉE DANS LE PARCOURS

Améliorer leur maîtrise des langues étrangères (34 %) est davantage mis en exergue par :

- Les diplômés du bac ou plus (40 %, + 6 points), et plus encore les titulaires d'un bac + 5 et plus (DEA, DESS, master 2, grandes écoles, doctorat...) [47 %, + 13 points]
- Les jeunes femmes (40 %, + 6 points)

Le développement des capacités d'adaptation (26 %)

- Les diplômés du supérieur (37 % des diplômés d'un bac + 5, + 11 points)
- Les jeunes femmes (31 %)

Développer des compétences techniques (17 %) par :

- Les jeunes hommes (19 % vs 15 % femmes)
- Les diplômés du supérieur (22 % des bac + 5)
- 26 % des jeunes qui occupent un poste de cadre supérieur au moment de l'enquête

Trouver un emploi qui répond mieux à leurs aspirations (13 %) par :

- Les jeunes dont le diplôme le plus élevé est inférieur au bac (15 %), ou encore titulaires d'un CAP, BEP ou équivalent (16 %)

Accéder au retour à une formation (13 %), qu'il s'agisse d'une école, une université ou un centre de formation, par

- Les non-bacheliers et notamment les jeunes dont le diplôme le plus élevé est un CAP ou BEP (15 %) ou le brevet des collèges (14 %)
- Les jeunes en couple (14 %) ou avec enfants (17 %)

Trouver un emploi plus facilement (12 %) par :

- Les jeunes parents (16 %, + 4 points)

Créer une association (10 %) par :

- Les hommes (11 % vs 8 % des femmes)
- 13 % ont des enfants

Créer son entreprise (9 %) par :

- Les jeunes hommes (11 % vs 7 % des femmes)
- Les jeunes en couple (11 %), ou parents (14 %)
- Les jeunes dont le diplôme le plus élevé est un CAP, un BEP ou équivalent (15 %)

À l'analyse des bénéficiaires liés au départ au cours des trois vagues du baromètre (2017, 2018, 2020), cinq parcours de jeunes se dessinent.

■ Les jeunes qui s'inscrivent dans un parcours de formation. Ils sont surreprésentés parmi ceux qui associent leur expérience internationale à l'amélioration de compétences linguistiques (34 %). En effet, les jeunes qui considèrent mieux maîtriser la langue étrangère pratiquée lors de leur séjour sont davantage partis pour suivre leurs études (40 %, + 6 points, vs 27 % de ceux qui justifient leur séjour par au moins un motif professionnel). 39 % des étudiants sans activité professionnelle mentionnent avoir amélioré leurs compétences linguistiques.

L'étude de l'observatoire Erasmus¹³ montre des effets positifs de la mobilité sur les apprenant.e.s (de l'enseignement et de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur) à travers l'amélioration des compétences transversales, et plus particulièrement linguistiques : ainsi 70 % des apprenants continuent de parler de façon informelle plusieurs fois par semaine la langue étrangère utilisée au cours de ce séjour¹⁴.

■ Les jeunes qui s'inscrivent plutôt dans un processus de réorientation ou de précision de leur projet professionnel. 17 % des 18-30 ans considèrent que le séjour à l'étranger leur a permis de préciser leur projet professionnel, ils sont 21 % (+ 4 points) parmi ceux qui sont partis dans le cadre d'un stage professionnel, et 20 % (+ 3 points) parmi ceux qui justifient leur mobilité par au moins un motif lié aux études.

C'est aussi le cas de ceux qui mentionnent la possibilité d'accéder à une formation à leur retour (13 %), que ce soit dans une école, une université ou encore un centre de formation. Ils sont surreprésentés par les jeunes partis effectuer une mission professionnelle 19 % (+ 6 points). On peut imaginer que cette expérience leur a permis de découvrir de nouveaux horizons professionnels, ou au contraire de réaliser que la voie ou tout au moins la mission pour laquelle ils sont partis ne leur convenait pas, que ce soit en termes de secteur d'activité, de contenu du poste, de compétences mobilisées, de responsabilités...

■ Les 18-30 ans qui s'inscrivent directement dans un parcours d'insertion professionnelle. Ces derniers font plus souvent référence à l'acquisition ou au développement de savoir-être et savoir-faire, ou encore à leur insertion professionnelle.

- Un quart (26 %) des jeunes met en avant le fait d'avoir développé leurs capacités d'adaptation. Il s'agit plus souvent d'étudiants ou élèves qui travaillent y compris en alternance (31 % soit + 5 points).

- 17 % évoquent les compétences techniques (17 %). Elles sont davantage citées par les jeunes partis dans le cadre d'une mission professionnelle (24 %, + 7 points), un stage professionnel (23 %, + 6 points), ou encore un stage de fin d'études (22 %, + 5 points).

- 13 % des jeunes estiment que l'expérience de mobilité leur a permis de trouver un emploi qui répond mieux à leurs aspirations. Ils sont 18 % lorsqu'ils sont partis pour rechercher un emploi (+ 5 points) et 17 % lorsqu'il s'agissait d'occuper un emploi (+ 4 points)

- 12 % des 18-30 ans considèrent que le séjour au-delà de l'Hexagone leur a permis de trouver un emploi plus facilement. Ils sont nettement surreprésentés par les jeunes partis pour rechercher un emploi (21 %, + 9 points).

¹³ L'OBSERVATOIRE ERASMUS+, « Les apports de la mobilité Erasmus + pour les apprenant.e.s, les personnels et les organismes », *Notes*, n° 12, septembre 2019.

¹⁴ Étude menée auprès de 8 277 apprenant.e.s de l'enseignement et de la formation professionnels et de l'enseignement supérieur, 322 personnes du secteur scolaire, de l'éducation des adultes, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, et 425 responsables d'organismes participant au programme.

+ 9 points), occuper un emploi (16 %, + 4 points), effectuer un stage de fin d'études ou professionnel (respectivement 15 %, soit + 3 points)

- Enfin, 9 % déclarent que cette expérience leur a permis de créer leur entreprise. C'est le cas de 13 % (+ 4 points) des jeunes partis pour rechercher un emploi. On peut imaginer que ce départ n'ait pas répondu à leurs attentes, et qu'ils ont alors décidé de se mettre à leur compte, ou qu'ils ont trouvé à l'étranger l'inspiration professionnelle pour réaliser leur propre projet.

- Un quart des 18-30 ans se montre plus « désintéressé » (en termes d'insertion professionnelle), et fait référence à l'aspect relationnel, se faire des amis des connaissances (23 %). Ils sont plus souvent étudiants sans activité professionnelle (27 % pour le cumul des trois années soit + 4 points, et jusqu'à 31 % en 2020). On peut toutefois envisager qu'ils aient tissé un réseau utile pour leur avenir professionnel à cette occasion.

- Des jeunes davantage engagés, sous forme d'implication bénévole, ou une forme de militantisme. Ils sont en effet 10 % à associer ce séjour à la création d'une association, 18 % (+ 8 points) lorsqu'ils sont partis pour une mission de volontariat, 14 % pour une mission professionnelle. Toutefois, l'engagement bénévole n'est pas nécessairement déconnecté du parcours de formation ou d'insertion professionnelle des jeunes. Certains travaux démontrent que l'engagement étudiant peut s'inscrire dans une logique utilitariste, de manière à faciliter l'accès à l'emploi. L'enquête de l'INJEP¹⁵, s'est intéressée à la notion d'engagement temporel des étudiants, sur la base du temps consacré aux activités bénévoles (en complément des études et de leurs activités salariées). À l'analyse, quatre profils se dessinent¹⁶. Les « scolaro-centrés » organisent leurs activités bénévoles en fonction de la scolarité. Les « élites multi-engagées » font preuve d'une soif d'apprendre et de multiplier les expériences. Les « distanciés », moins engagés, ont une moindre capacité à se projeter dans une carrière professionnelle, en raison de leur situation d'échec. Enfin, les jeunes qualifiés de « calculateurs » transforment leur engagement bénévole en « capitaux et compétences exploitables dans le milieu scolaire puis dans le milieu professionnel ». Ces jeunes décrivent leur engagement bénévole par sa dimension utilitaire : il vise à enrichir leur CV, en cohérence avec leurs aspirations professionnelles. D'autres travaux¹⁷ indiquent par ailleurs que le service civique attire davantage des jeunes en réorientation, n'ayant pas terminé leurs études, ou dont les diplômes obtenus ne permettent pas une insertion professionnelle « aisée ». Les jeunes disposant tout au plus du baccalauréat représentent 44 % des volontaires, parmi eux quatre sur dix ont entamé un cycle d'études supérieures. Ils sont moins souvent issus des filières professionnelles, tandis que les filières générales ou technologiques sont surreprésentées (à l'exception des titulaires d'un bac + 5). Par ailleurs les premières motivations des volontaires sont l'acquisition d'une expérience professionnelle (53 %), et le fait de bénéficier d'un revenu (39 %), devant le fait d'effectuer une mission générale (23 %). Cet attrait pour une mission d'intérêt général est

¹⁵ Enquête financée par l'INJEP conduite auprès d'étudiant·e·s d'institutions d'enseignement supérieur (deux universités, un grand établissement et un réseau d'écoles universitaires) situées à Paris et en région, avec des filières sélectives et non sélectives. Sur la base d'un questionnaire (2 420 répondants et 35 entretiens biographiques). L'étude s'intéresse aux activités qui conduisent à des pratiques effectives (et non réduites à une réflexion intellectuelle) et « instituées » (réalisées dans des structures organisées de manière formelle, telles que club de sport, association étudiante..).

¹⁶ COURONNÉ Julie, DUPUY Camille, SARFATI François, SIMHA Julie, « S'engager pour trouver un emploi ? Une logique utilitariste d'engagement étudiant », *Analyses & synthèses, études et recherches* n° 34, INJEP, mai 2020.

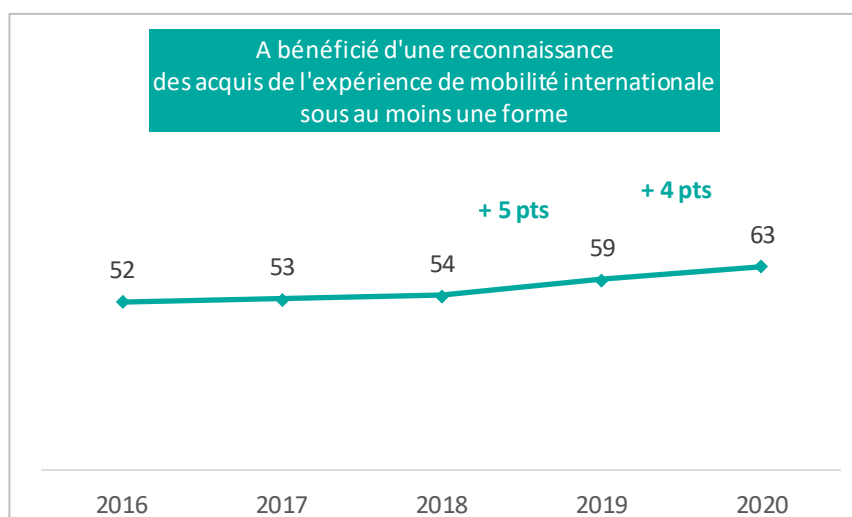
¹⁷ FRANCOU Quentin, PLOUX-CHILLÈS Adélaïde, « Les volontaires en service civique des parcours de formation et d'insertion variés », *Analyses & synthèses, études et recherches*, n° 32, INJEP, mars 2020.

beaucoup plus élevé parmi les sortants d'études supérieures ayant une expérience professionnelle (32 %), contre 17 % pour les chômeurs de longue durée sans expérience professionnelle.

4. La reconnaissance des acquis liés au séjour est plus souvent jugée utile, la validation d'acquis d'expérience progresse chaque année

La courbe du taux de reconnaissance des acquis d'expérience continue sa progression. En 2020 près des deux tiers des jeunes « partants » en ont bénéficié, avec une hausse de 4 points depuis l'an dernier. 5 % ont même cité plusieurs reconnaissances (Graphique 135).

GRAPHIQUE 135. AVEZ-VOUS BÉNÉFICIÉ D'UNE RECONNAISSANCE DES ACQUIS DE VOTRE EXPÉRIENCE DE MOBILITÉ INTERNATIONALE ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

Parmi les 18-30 ans qui ont expérimenté la mobilité internationale au cours des cinq dernières années, près des deux tiers (63 %) ont bénéficié d'une reconnaissance de ce séjour.

Les jeunes hommes sont proportionnellement plus nombreux à en bénéficier (69 %, + 6 points, vs 50 % des jeunes femmes). Cette proportion atteint 70 % parmi les étudiants du supérieur, voire 78 % parmi les diplômés d'un bac + 4 et 72 % des diplômés d'un bac + 5, et 73 % des étudiants ou élèves qui travaillent.

Près des deux tiers (68 %) des jeunes en emploi aujourd'hui ont bénéficié d'une reconnaissance. Cette proportion atteint même les trois quarts (76 %) des cadres contre 57 % des employés. L'exploitation de l'enquête « Génération 2013 »¹⁸ nous enseigne que, toutes choses égales par ailleurs, les jeunes partis à l'étranger ne semblent pas avoir plus de chance d'être en emploi, en revanche, ils accèdent à des postes plus qualifiés. Trois ans après leur sortie du système éducatif, ils sont plus nombreux à occuper un poste à responsabilité. Tandis que seuls 13 % des jeunes n'ayant pas effectué de séjour à l'étranger au cours de leurs études sont cadres, ils sont trois fois plus nombreux (35 %) lorsqu'ils ont effectué un séjour

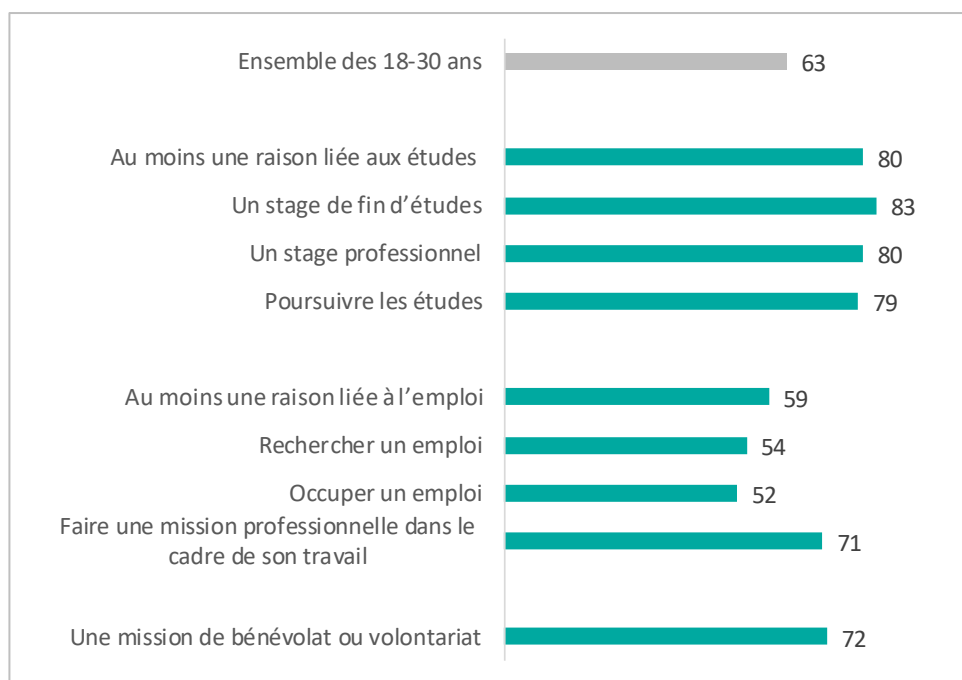
¹⁸ CALMAND Julien, ROBERT Alexie, *op. cit.*

d'études court et financé, et cinq fois plus nombreux (65 %) lorsqu'il s'agissait d'un séjour long financé. La mobilité internationale jouerait donc sur la « qualité » de l'insertion professionnelle. Par ailleurs les chercheurs du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) pointent les différences entre jeunes à la fois dans l'accès à la mobilité internationale, et dans la valorisation de ces séjours au sein de leur parcours professionnel. Les jeunes issus de familles modestes expérimentent moins souvent les séjours à l'étranger. Lorsqu'ils partent, les séjours sont plus courts, moins souvent liés à une reconnaissance (l'obtention d'un diplôme ou d'une certification), et moins valorisables sur le marché du travail. Parmi les jeunes dont au moins un parent est cadre, 70 % des séjours sont certifiants contre 45 % pour les jeunes d'origine populaire.

Ces reconnaissances s'inscrivent majoritairement dans un parcours de formation, 80 % des jeunes partis pour au moins une raison liée aux études en ont bénéficié contre 59 % de ceux qui sont partis pour au moins une raison liée à l'emploi. Le taux de reconnaissance est particulièrement élevé lorsque les jeunes sont partis dans le cadre d'un stage de fin d'études (83 %). Il est sensiblement moindre dans le cadre d'un stage professionnel (80 %) ou lorsque le séjour s'inscrit dans la continuité des études (79 %).

Si le taux de reconnaissance est nettement inférieur lorsque le séjour international est directement motivé par la recherche d'emploi (54 %), ou l'occupation d'un poste (52 %), il est en revanche plus élevé qu'en moyenne quand le jeune est parti à l'étranger pour effectuer une mission dans le cadre de son travail (Graphique 136).

GRAPHIQUE 136. PART DES JEUNES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RECONNAISSANCE DES ACQUIS SELON LES MOTIFS DE DÉPARTS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

Au regard des bénéfices liés au séjour international, le taux de reconnaissance est nettement moins élevé parmi les jeunes partis pour se faire des amis ou des connaissances (57 %), - 6 points par rapport à l'ensemble des jeunes partis en mobilité internationale.

La validation de crédits dans le cursus de formation reste en tête des reconnaissances citées et concerne près d'un jeune partant sur quatre. Cette proportion est proche des années 2017 et 2018¹⁹ et reste relativement stable. La valorisation des acquis d'expérience (VAE), citée en deuxième position, concerne près d'un jeune partant sur cinq (18 %). Ce type de reconnaissance poursuit sa progression depuis 2016 et a augmenté de 6 points au cours de ces cinq vagues du baromètre. Enfin, 13 % des jeunes se sont vu délivrer un certificat de type Youth Pass, Euro Pass..., proportion relativement stable au regard des années antérieures, à l'exception de l'année 2019, marquée par une forte hausse.

En cumulant les 4 vagues d'enquêtes, on observe que parmi les reconnaissances citées, certains types de diplômes sont surreprésentés :

- les diplômés du supérieur (32 %, + 9 points), et particulièrement les titulaires d'un bac + 5 (41 %, + 21 points) sont plus enclins à avoir bénéficié d'une validation de crédits (ECTS/ECVET) dans leur cursus de formation. Cette reconnaissance concerne un tiers des jeunes partis pour au moins une raison liée aux études ;

- les titulaires d'un bac + 2, ont sensiblement plus cité la valorisation des acquis d'expérience sensiblement 20 % (vs 18 % en moyenne) ;

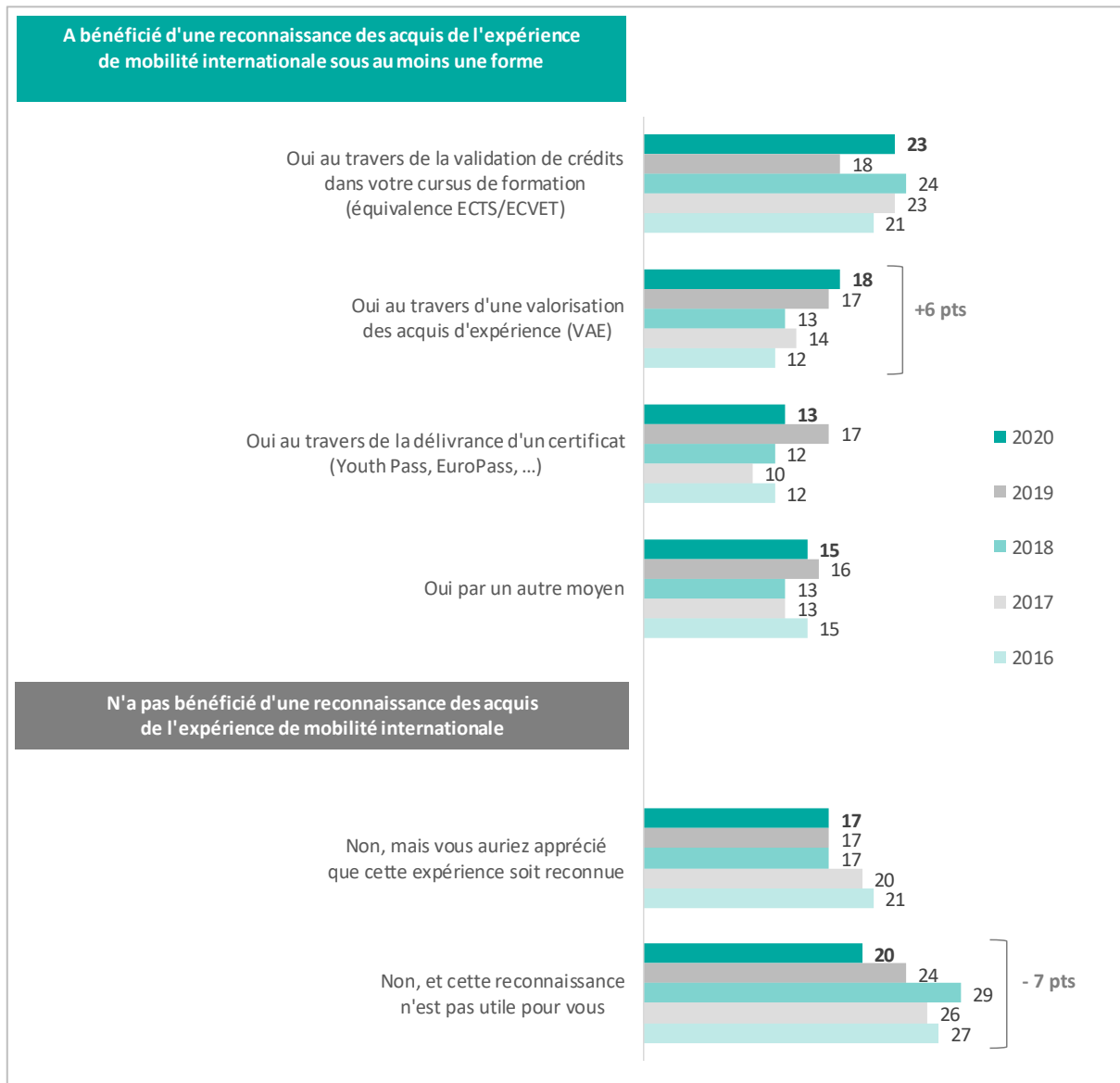
- tandis que les certificats de type Youth Pass ou Euro Pass (13 %) sont un peu plus cités par les titulaires d'un CAP, BEP (15 %) ou équivalent (15 %), d'un bac + 2 (15 %), d'un bac + 4 (16 %).

Enfin près d'un jeune sur quatre (37 %) n'a pas bénéficié d'une reconnaissance des acquis. Parmi eux, 17 % auraient apprécié que leur expérience soit reconnue. Ce taux est stable sur les trois dernières vagues du baromètre.

Un jeune sur cinq considère en outre qu'elle n'est pas utile dans son cas, une proportion en forte diminution depuis 2016 (- 7 points) [Graphique 137].

¹⁹ Le taux de validation de crédits a diminué en 2019, en lien avec la baisse de la mobilité enregistrée parmi les étudiants du supérieur.

GRAPHIQUE 137. AVEZ-VOUS BÉNÉFICIÉ D'UNE RECONNAISSANCE DES ACQUIS DE VOTRE EXPÉRIENCE DE MOBILITÉ INTERNATIONALE ? (EN %)



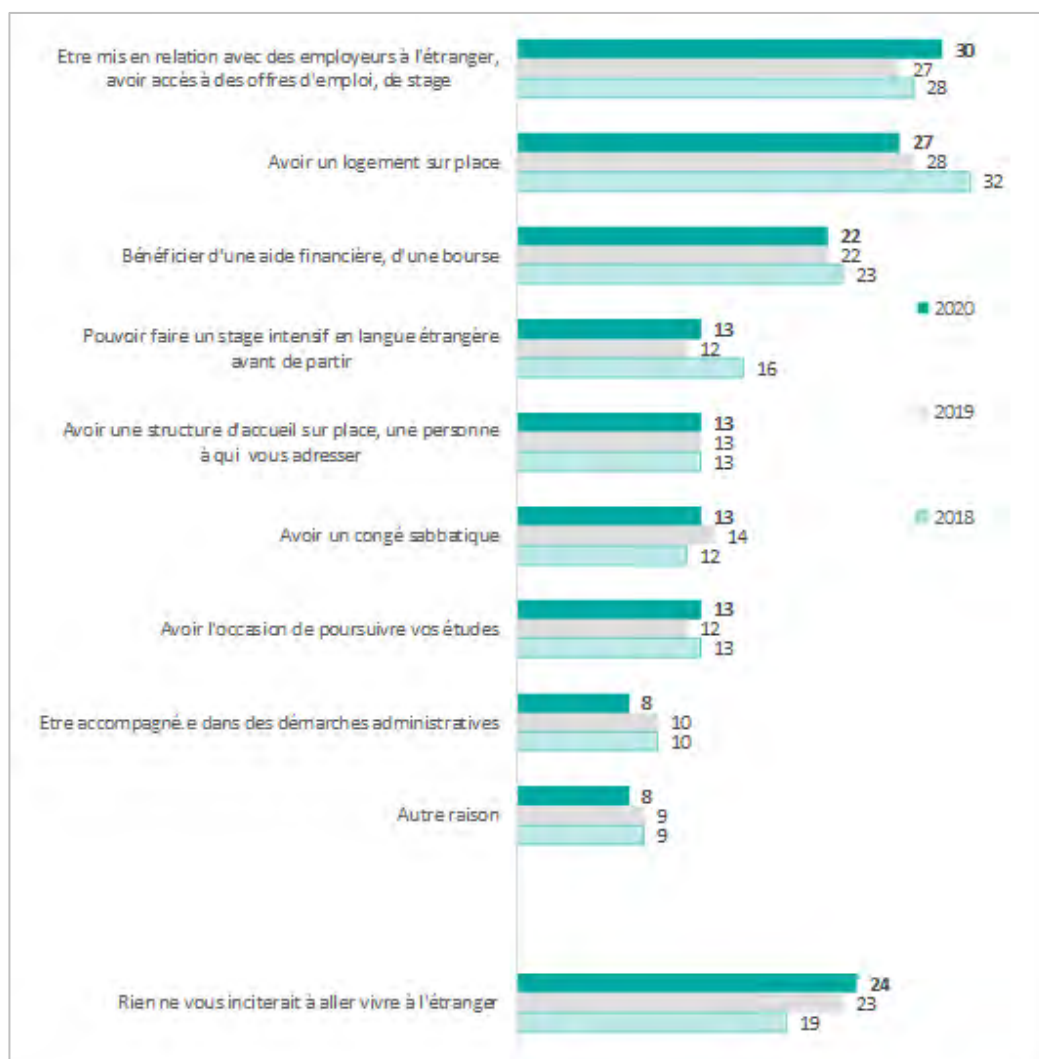
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour à l'étranger d'au moins 15 jours (hors vacances).

5. Avoir un emploi et un logement sur place constitue les principaux moteurs du départ

Parmi les différents leviers à la mobilité internationale, la possibilité d'être mis en relation avec des employeurs à l'étranger ou d'avoir accès à des offres d'emploi ou de stage, reste en tête, citée par 30 % des jeunes (qu'ils aient ou non effectué un séjour à l'étranger). Avoir un logement sur place intervient en deuxième position, citée par 27 % des 18-30 ans. Un jeune sur cinq serait plus enclin au départ s'il bénéficiait d'une aide financière ou d'une bourse et un peu plus d'un jeune sur dix (13 %) serait favorable à une expérience internationale s'il pouvait faire un stage intensif en langue étrangère avant de partir ou encore avoir une structure d'accueil ou un référent sur place, avoir la possibilité de disposer d'un congé sabbatique ou l'occasion de poursuivre leurs études. Moins d'un jeune sur dix (8 %) mentionne l'accompagnement pour effectuer les démarches administratives. Enfin un jeune sur quatre (24 %) reste totalement hermétique à l'idée d'aller vivre quelques mois à l'étranger (Graphique 138).

GRAPHIQUE 138. QU'EST-CE QUI POURRAIT VOUS INCITER À ALLER VIVRE PENDANT UNE PÉRIODE DE QUELQUES MOIS À L'ÉTRANGER ? (EN %) – CUMUL DE LA PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉPONSE



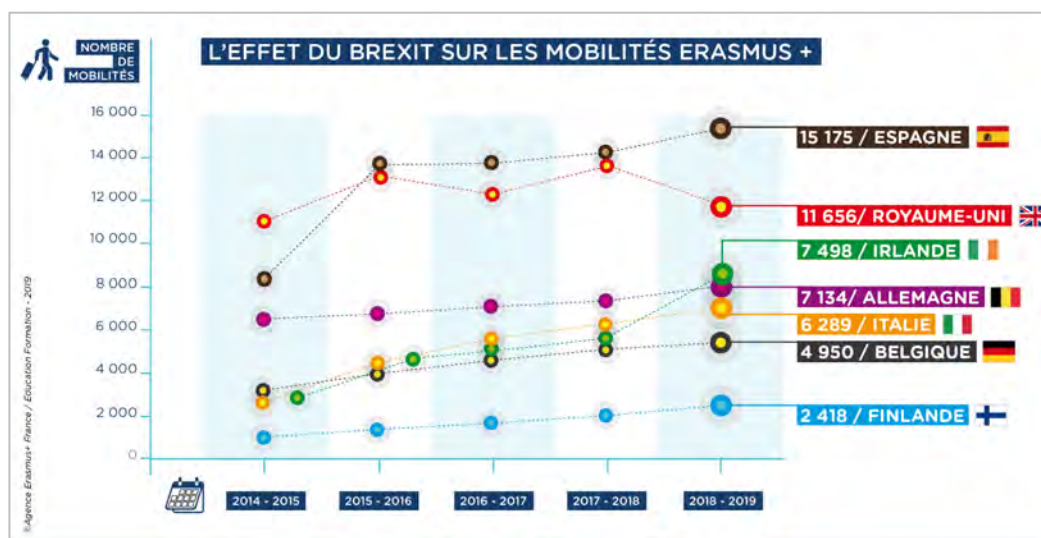
Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

Le classement des leviers est très proche de celui de 2019. Toutefois les préoccupations en termes d'insertion ou d'expérience professionnelle qu'il s'agisse d'être mis en relation avec des employeurs ou d'avoir accès à des offres de stage enregistrent une légère augmentation (+ 3 points depuis 2019) et précèdent les préoccupations liées au logement. En revanche, l'accompagnement dans les démarches administratives est légèrement moins cité (- 2 points).

Depuis 2018, les préoccupations liées au logement et le besoin d'effectuer un stage en langue étrangère avant de partir ont respectivement perdu 5 et 3 points. Ceci est probablement lié d'une part à l'augmentation de la proportion d'alternants (qu'ils soient en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) qui effectuent des séjours plus courts²⁰ et d'autre part, à la baisse de mobilité dans le cadre du programme Erasmus + France Éducation Formation vers le Royaume-Uni au profit de l'Espagne, où le coût de la vie et les difficultés de logement sont moindres (Graphique 139).

GRAPHIQUE 139. DESTINATIONS FAVORITES DES MOBILITÉS FINANCÉES PAR L'AGENCE ERASMUS + FRANCE/ÉDUCATION FORMATION... (EN %)



Source : Agence Erasmus + France Éducation Formation, 2019.

La proportion des jeunes réfractaires au départ tend à augmenter depuis 2018 (+ 3 points de 2018 à 2019, + 1 point de 2019 à 2020). Cette absence de motivation pour sortir de l'Hexagone est fortement liée aux conditions de vie. Les jeunes les plus avancés dans leur parcours d'autonomie se montrent moins appétents, de même que les moins diplômés, les jeunes éloignés de l'emploi, mais aussi des grandes agglomérations.

Comme les années précédentes, en 2020 certains profils montrent une moindre appétence pour la mobilité internationale :

- les femmes (25 % vs 22 % pour les hommes, et 24 % en moyenne),
- les plus avancés dans leur parcours d'autonomie : les 25-30 ans (28 %), les jeunes vivant en couple (26 %), les parents (28 % voire parmi 41 % les monoparents), 25 % de ceux qui ont quitté le foyer parental ;

²⁰ L'OBSERVATOIRE ERASMUS +, « L'alternance dans Erasmus + : un premier état des lieux », Notes, n° 11, mai 2019.

- les moins diplômés : 44 % de ceux qui n'ont aucun diplôme (l'écart s'est creusé au cours des trois dernières vagues : + 15 points par rapport à 2019, et + 19 points par rapport à 2018), 34 % dont le diplôme le plus élevé est un CAP, BEP ou équivalent, 32 % des jeunes diplômés tout au plus du brevet des collèges ;
- les jeunes au chômage (35 %), ou sans activité et ne cherchant pas à en avoir (43 %), ou qui n'ont jamais exercé d'emploi (28 %) ;
- les jeunes de catégories sociales plus modestes : 27 % des jeunes dont le père est ouvrier, et 29 % des jeunes occupant un poste d'ouvrier au moment de l'enquête ;
- les jeunes résidant au sein de communes rurales (31 %) ou d'unités urbaines de 2 000 à moins de 200 000 habitants (28 %).

Au-delà des conditions matérielles, les jeunes qui se montrent moins confiants, et font preuve d'une moindre capacité à se mobiliser et à participer à la vie publique, se montrent moins attirés par les séjours à l'étranger :

- les moins satisfaits de leurs conditions de vie, et les plus inquiets pour leur avenir sont surreprésentés. Un jeune sur trois (33 %, + 9 points) dont la vie actuelle ne correspond pas à ses attentes n'envisage pas de séjourner à l'étranger. C'est également le cas de 41 % des jeunes qui se déclarent très inquiets pour l'avenir (+ 17 points). Cette proportion est en constante augmentation au cours des trois dernières vagues du baromètre (ils étaient 24 % en 2018, 33 % en 2019). Ils sont par ailleurs 30 % parmi ceux qui se déclarent pessimistes et découragés à la question « quel est votre état d'esprit actuel » ou encore 35 % lorsqu'ils ne sont pas partis en vacances au cours de l'année passée. Le moral des jeunes, fortement influencé par les conséquences économiques de l'épidémie du Covid-19, laisse présager une augmentation de la part des réfractaires au départ dans les années à venir ;
- les jeunes les plus en retrait de la société, qui expriment un sentiment d'invisibilité, sont aussi plus souvent réfractaires au départ. Ils sont 38 % parmi ceux qui considèrent que leur avis ne compte pas au sein des espaces dans lesquels ils évoluent pour une raison indépendante de leur âge. Un jeune sur trois (34 %) qui n'est pas inscrit sur les listes électorales déclare que rien ne l'inciterait à aller vivre pendant quelque mois à l'étranger. Ils sont 32 % parmi ceux qui n'ont pas du tout l'intention d'aller voter aux municipales. Une étude de l'Observatoire national de l'impact Erasmus + ²¹, a révélé le lien entre mobilité et sentiment de citoyenneté. Les jeunes apprenant.e.s qui ont séjourné à l'étranger se sentent davantage citoyen.ne.s européen.ne.s un an et demi après leur retour de mobilité (avec 77 %, soit 9 points de plus au retour de la mobilité) ;
- le désintérêt pour l'expérience internationale est également plus prégnant parmi les jeunes qui ne prennent pas position sur les questions relatives aux comportements qu'on peut qualifier de radicaux²². Près de quatre jeunes sur dix qui sont dans l'incapacité de prendre position sur ces questions n'ont pas séjourné à l'étranger au cours des cinq dernières années ; 39 %, lorsqu'on évoque la dégradation des biens publics, n'ont pas effectué de séjour à l'étranger (+ 15 points), 38 % pour le recours à la violence physique, et 35 % sur le fait d'occuper ou bloquer des lieux (usines, routes, places, etc.). À l'opposé les jeunes qui n'envisagent pas d'expérimenter la mobilité internationale sont moins nombreux parmi ceux qui au cours des 12 derniers mois, ont signé une pétition ou défendu une cause sur Internet, un blog, un réseau social (16 %), ou ont participé à une concertation publique (12 %), ou encore ont adhéré ou renouvelé leur adhésion à un parti politique (11 %) ;

²¹ L'OBSERVATOIRE ERASMUS+, « Les apports de la mobilité Erasmus + pour les apprenant.es, les personnels et les organismes », *op. cit.*

²² La question est posée comme suit : « Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur. »

– les 18-30 ans hermétiques à la mobilité internationale, sont surreprésentés parmi les jeunes les moins engagés dans la vie associative. Près de la moitié (47 %) des jeunes qui ne souhaitent pas devenir bénévoles sont réfractaires à l'idée de partir au-delà des frontières de l'Hexagone. Ils sont 30 % lorsqu'ils ne font pas partie, ou ne participent pas aux activités d'une association (sportive, culturelle, de loisir, de jeunes, humanitaire, politique...). À noter par ailleurs que les jeunes qui ne sont jamais partis en colonie sont sensiblement moins enclins au départ (27 %) ;

– on observe la même tendance en termes d'engagement pour l'environnement. Les jeunes qui ne sont pas du tout prêts à changer de mode de vie pour protéger l'environnement (43 %), ou encore estiment ne pas être en mesure du tout de jouer un rôle pour défendre cette cause (30 %), montrent moins d'intérêt pour effectuer un séjour à l'étranger.

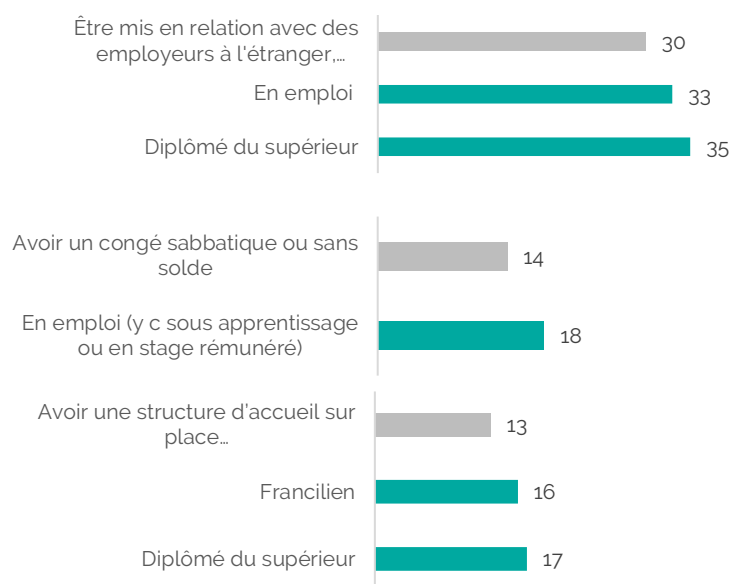
Les différents « coups de pouce » à la mobilité internationale ont un impact variable selon les profils des jeunes, on observe toutefois les mêmes tendances que les années précédentes.

Les jeunes les plus avancés dans leur parcours d'autonomisation se montrent plus sensibles au fait :

- d'être mis en relation avec des employeurs ou d'avoir accès à des offres d'emploi ou de stage,
- de bénéficier d'un congé sabbatique,
- d'avoir une structure d'accueil ou un référent sur place, ou encore d'être accompagné dans les démarches administratives.

Il s'agit notamment des jeunes âgés de 25 à 30 ans, en emploi, ayant quitté le foyer parental, en couple ou avec enfants à charge. C'est également davantage le cas des jeunes les plus favorisés socioéconomiquement, de professions intermédiaires, occupant un poste de cadre, et des plus urbains, notamment les Franciliens (Graphique 140).

GRAPHIQUE 140. LES LEVIERS PLUS SOUVENT ÉVOQUÉS PAR LES JEUNES LES PLUS INTÉGRÉS SOCIOÉCONOMIQUEMENT (EN %)

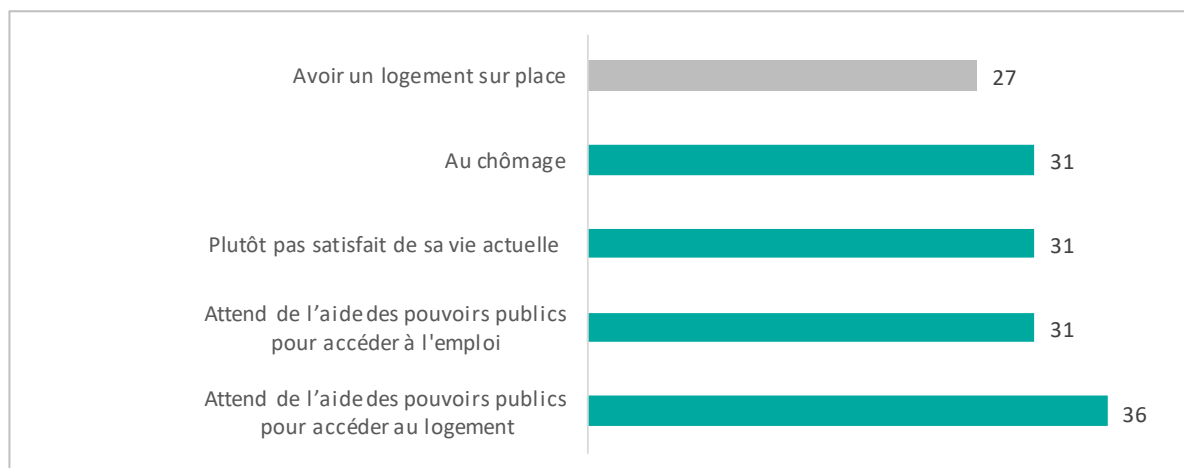


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes les plus éloignés de l'emploi (au chômage, en attente d'aide des pouvoirs publics pour accéder au logement ou trouver un emploi) seraient plus enclins à partir s'ils pouvaient disposer d'un logement sur place. Au regard des vagues précédentes, ce levier est toutefois nettement moins mentionné par les non-diplômés (27 % en 2019, et 18 % en 2020) (Graphique 141). Ceci semble aller de pair avec la baisse d'attentes d'aide en matière d'emploi de la part des pouvoirs publics, observée depuis 2016 (cf. V.4, p. 99).

GRAPHIQUE 141. LA POSSIBILITÉ D'AVOIR UN LOGEMENT SUR PLACE, LEVIER PLUS SOUVENT ÉVOQUÉ PAR LES JEUNES LES PLUS ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI (EN %)

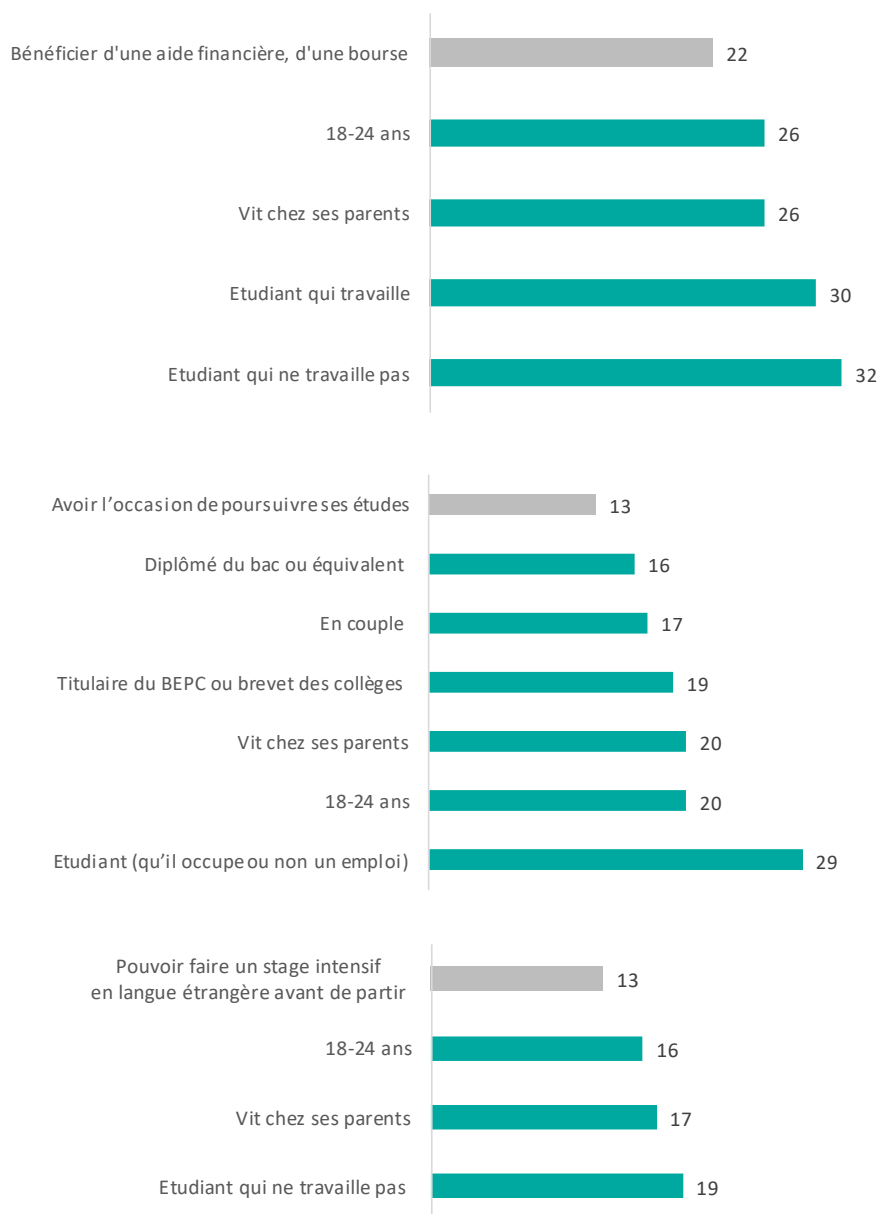


Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

Les jeunes les moins autonomes (les 18-24 ans, ou résidant chez leurs parents, plus rarement en couple ou avec enfants à charge, en cours de formation sans avoir d'activité professionnelle) sont plus attentifs aux aides financières, l'opportunité de poursuivre leurs études, ou encore la possibilité d'effectuer un stage en langue étrangère avant de partir (Graphique 142).

GRAPHIQUE 142. LES LEVIERS PLUS SOUVENT ÉVOQUÉS PAR LES JEUNES LES MOINS AVANCÉS DANS LEUR PARCOURS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

Champ : Ensemble des jeunes métropolitains âgés de 18 à 30 ans.

VIII. Vacances, le regard porté sur les colonies de vacances

Partir en vacances est un besoin important pour nos concitoyens, en quête d'épanouissement. Facteur de bien-être, il est jugé incontournable pour se sentir intégré à la société et « vivre décemment »¹. Il contribue d'ailleurs fortement à l'image que l'on se fait de son propre statut social. À niveau de revenu équivalent, on se sent plus « riche » si l'on part en vacances². Le poids des dépenses liées aux vacances varie selon les catégories sociales. Le budget vacances de ceux qui partent représente 5 % de l'ensemble des ressources du ménage, une proportion équivalente aux dépenses de santé et sensiblement plus élevée que pour l'habillement (3,8 %). Parmi les revenus modestes³, ce poste atteint 8 %.

De manière générale, les dépenses consacrées aux loisirs et à la culture dépendent de la conjoncture économique, et en période de crise, les ménages rognent prioritairement sur ce poste. Or les jeunes sont les premiers touchés par la précarité. En 2019, le taux de chômage des 15 à 24 ans est trois fois plus élevé qu'en population générale (avec 19,6 % contre 8,4 %)⁴. Le budget loisirs des jeunes les plus précaires risque d'être affecté pour les mois à venir.

Ce cinquième baromètre de la jeunesse propose donc un focus sur les vacances des jeunes. Il mesure d'une part le taux de départ plus de cinq nuits consécutives à l'extérieur du domicile au cours de l'année 2019. Il appréhende d'autre part le regard porté par les jeunes sur les colonies de vacances, qu'ils aient ou non expérimenté ce type de séjour. Cette partie apportera des éléments de réponse aux questions suivantes : les 18-30 ans ont-ils effectué un séjour en colonie durant leur enfance ou adolescence ? Quelles sont, selon eux, les raisons qui ont incité leurs parents à les y inscrire ? Sont-ils prêts eux-mêmes à proposer ces séjours à leurs enfants ? Quels sont les éléments qui peuvent les inciter ou les freiner à agir dans ce sens ?

Si la majorité des jeunes ont pris la route des vacances au cours de l'année écoulée, le taux de départ est fortement corrélé au milieu social. Ils sont par ailleurs près de la moitié à avoir expérimenté un séjour en centre de vacances durant leur enfance ou adolescence et il s'agissait de l'unique occasion de partir en vacances pour un tiers d'entre eux. Ces séjours collectifs sont associés à de bons souvenirs dans la majeure partie des cas, notamment en raison des activités proposées, et des opportunités de rencontres. Si les Français ont tendance à privilégier d'autres vacances que les séjours en colonie, quatre jeunes sur dix se déclarent prêts à y inscrire leurs enfants. L'inquiétude des 18-30 ans pour la sécurité de l'enfant et

¹ GILLES Léopold, COVOLO Chloé, CONCIALDI Pierre, MATH Antoine (CREDOC, IRES), *Budgets de référence*, ONPES, juillet 2014. Cette étude a permis d'élaborer des budgets de référence, à partir des besoins identifiés qui ne se limitent pas aux besoins considérés comme « vitaux » pour les personnes, mais incluent aussi les besoins jugés socialement nécessaires pour vivre décemment dans une société donnée.

² HOIBIAN Sandra, HATCHUEL Georges, *Avec la crise, la recherche de vacances économes se développe*, CREDOC, mars 2010.

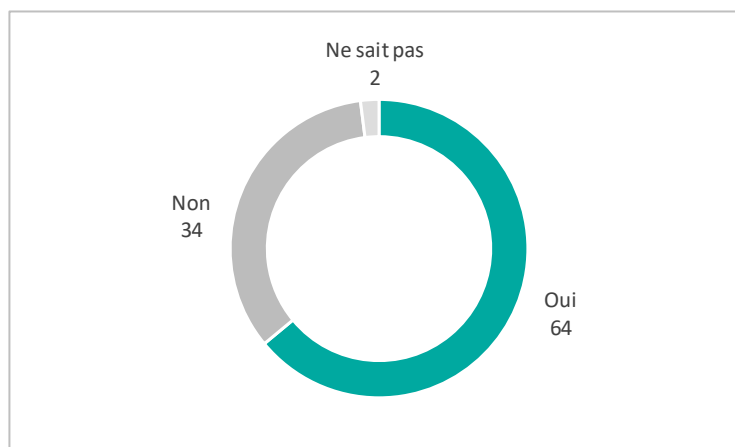
³ DAUDEY Émilie, HOIBIAN Sandra, LAUTIE Sophie, « Le budget vacances des Français », *Cahier de recherche*, n° 324, CREDOC, décembre 2015. Exploitation des données de l'enquête « Budget des Familles 2011 », INSEE. Le niveau de vie est défini comme le revenu total du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation selon l'échelle de l'OCDE, visant à tenir compte de la composition du foyer : une unité est comptée pour le premier adulte du foyer, 2,5 pour les autres personnes dès 14 ans et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Les revenus modestes correspondent au premier quartile de niveau de vie des ménages.

⁴ JAUNEAU Yves, VIDALENC Joëlle, « Une photographie du marché du travail en 2019. Le chômage continue de reculer », *Insee Première*, n° 1793, février 2020.

le coût du séjour constitue toutefois un frein pour une frange non négligeable d'entre eux, notamment pour les jeunes parents. La crise sanitaire liée au Covid-19 ne fait que renforcer ces freins.

1. Près de deux jeunes sur trois sont partis en vacances au cours des douze derniers mois, une situation fortement corrélée au milieu social et à la situation familiale

GRAPHIQUE 143. ÊTES-VOUS PARTI·E EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS (AU MOINS QUATRE NUITS CONSÉCUTIVES HORS DU DOMICILE HABITUEL POUR DES MOTIFS AUTRES QUE PROFESSIONNELS) ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Au cours de l'année 2019, les deux tiers des 18-30 ans interrogés dans le cadre de la cinquième vague du baromètre sur la jeunesse ont passé au moins quatre nuits consécutives hors du domicile habituel pour des motifs autres que professionnels (Graphique 143).

Selon l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC⁵, les 18-30 ans sont proportionnellement moins nombreux à partir en vacances que leurs cadets (les 15-17 ans) et leurs aînés (au-delà de 30 ans). Cela s'explique notamment par leur niveau de ressources. Majoritairement en études et rarement autonomes sur le plan financier, les jeunes de 15 à 17 ans ont probablement plus l'occasion de partir en famille, tandis que les 18-30 ans s'émancipent du foyer parental et font leur entrée dans la vie active dans des situations plus précaires et avec des revenus plus faibles que leurs aînés. Alors que la grande majorité des 25-29 ans sont dans la vie active (85,7 %), ils constituent une minorité parmi les 15-24 ans (37,7 %)⁶.

L'enquête Conditions de vie et aspirations indique que le taux de départ en vacances est fortement corrélé au niveau de revenus du foyer par unité de consommation, il évolue de 46 % pour les bas revenus (premier quartile) à 81 % pour les hauts revenus (dernier quartile). Selon une enquête menée par l'IFOP⁷, les deux tiers des Français ont même renoncé à partir en vacances d'été dans les cinq dernières années pour des raisons financières (39 % souvent, 26 % rarement). Si la courbe des départs est stable depuis

⁵ CREDOC, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, édition flash, avril 2020.

⁶ Source : Eurostat à partir des enquêtes communautaires sur les forces de travail, extraction mai 2019.

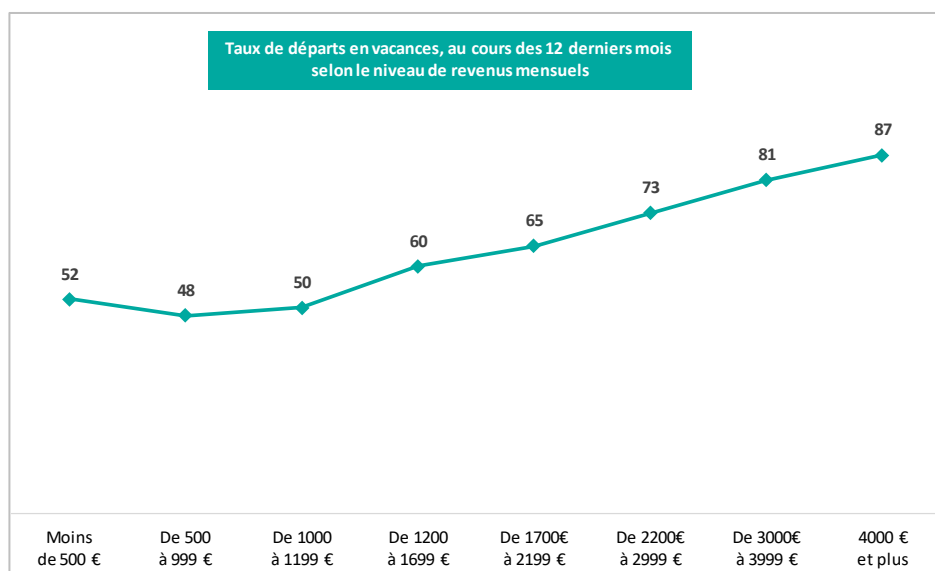
⁷ IFOP pour la FONDATION JEAN JAURES et l'UNAT, *Les Français et les vacances*, juillet 2019.

2015 et a rejoint les taux observés dans les années 1990, la proportion de Français partis plus de quatre nuits consécutives de leur domicile pour des raisons autres que professionnelles a fortement diminué dans les années 2000, atteignant son taux le plus bas (52 %) au plus fort de la crise de 2008-2009 pour remonter progressivement à partir de 2011⁸. La crise économique annoncée à l'aune du Covid-19 laisse présager une diminution de la part des Français susceptibles de prendre la route des vacances pour les années à venir. En effet, elle risque de reléguer les loisirs au dernier rang des principales préoccupations des Français, derrière l'emploi.

Les départs en vacances sont donc fortement corrélés au milieu social, et les jeunes interrogés dans le cadre de ce cinquième baromètre de la jeunesse n'échappent pas à ce constat : les ressources du foyer, le rapport à l'emploi, la catégorie sociale du jeune ou des parents, le niveau de diplôme sont autant d'éléments qui ont un impact sur leur taux de départ en vacances.

Si la grande majorité des 18-30 ans dont les ressources mensuelles du foyer sont supérieures à 4 000 euros sont partis en vacances en 2019 (87 %), seul un jeune sur deux dont les ressources sont inférieures à 1 200 euros est également parti (Graphique 144). Le coût lié aux transports constitue un frein non négligeable au départ. En effet, les jeunes qui doivent s'imposer des restrictions financières sur les transports (voiture, deux-roues, transports en commun) sont moins nombreux à être partis en vacances que les autres (60 %, vs 72 %). Si les frais de transport pour les vacances coûtent entre 140 et 180 euros par séjour et par unité de consommation, quel que soit le niveau de vie du ménage, le poids de ces dépenses varie selon les ressources du foyer. Il représente en effet 37 % des dépenses de vacances des foyers modestes partants⁹, et couvre la moitié de leur budget vacances (contre 30 % pour les plus aisés).

GRAPHIQUE 144. ÊTES-VOUS PARTI·E EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS (AU MOINS QUATRE NUITS CONSÉCUTIVES HORS DU DOMICILE HABITUEL POUR DES MOTIFS AUTRES QUE PROFESSIONNELS (% DE « OUI »))



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

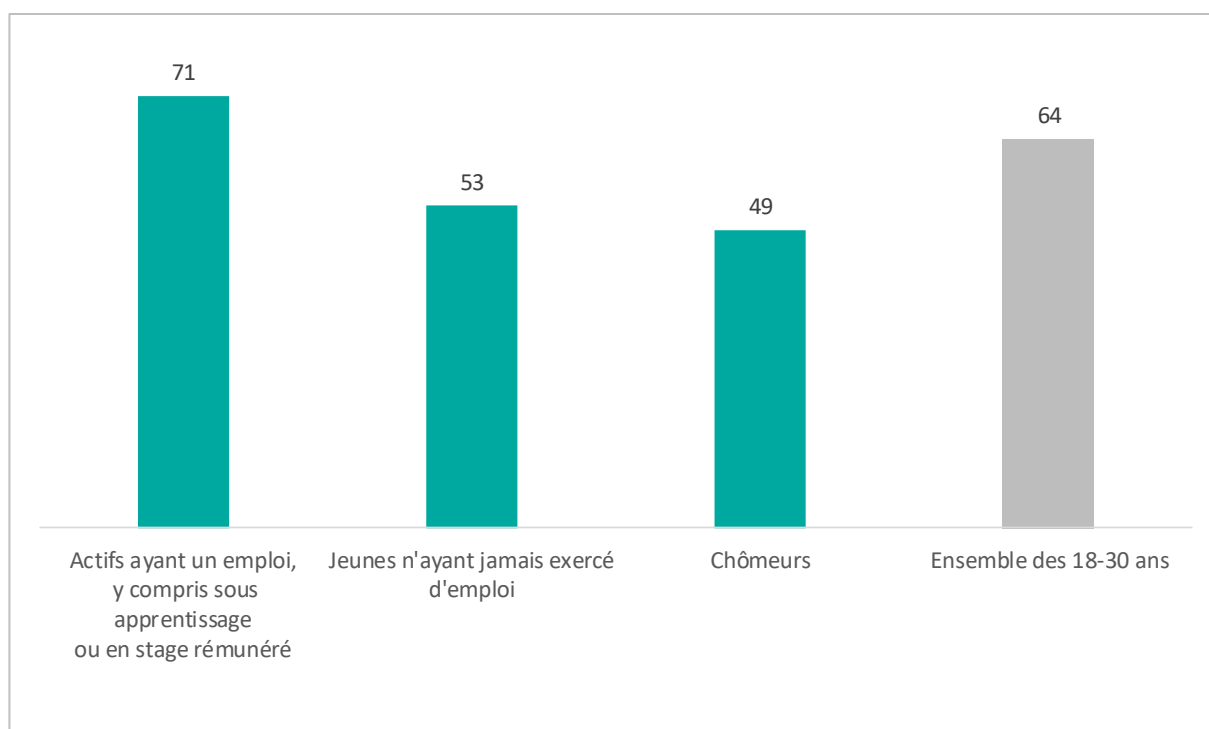
⁸ CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, 2020 ; HOIBIAN Sandra, MÜLLER Jorg, *Vacances 2014 : l'éclaircie*, DGE, janvier 2015.

⁹ DAUDEY Émilie, HOIBIAN Sandra, LAUTIE Sophie, « Le budget vacances des Français », *Cahier de recherche*, n° 324, CREDOC, décembre 2015.

Les jeunes qui ont quitté le foyer parental partent autant que ceux qui résident principalement chez leurs parents. En revanche, le taux de départ en vacances est fortement corrélé à leur situation professionnelle. Sept jeunes sur dix occupant un emploi (y compris sous apprentissage ou en stage rémunéré) ont pris la route des vacances en 2019 (71 % soit + 7 points par rapport à l'ensemble des 18-30 ans), contre 53 % de ceux qui n'ont jamais exercé d'emploi, et 49 % des chômeurs. (Graphique 145).

GRAPHIQUE 145. PART DES 18-30 ANS PARTIS EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS (AU MOINS QUATRE NUITS CONSÉCUTIVES HORS DU DOMICILE HABITUEL POUR DES MOTIFS AUTRES QUE PROFESSIONNELS)

SELON LEUR SITUATION PROFESSIONNELLE OU CELLES DES PARENTS (% DE « OUI »)

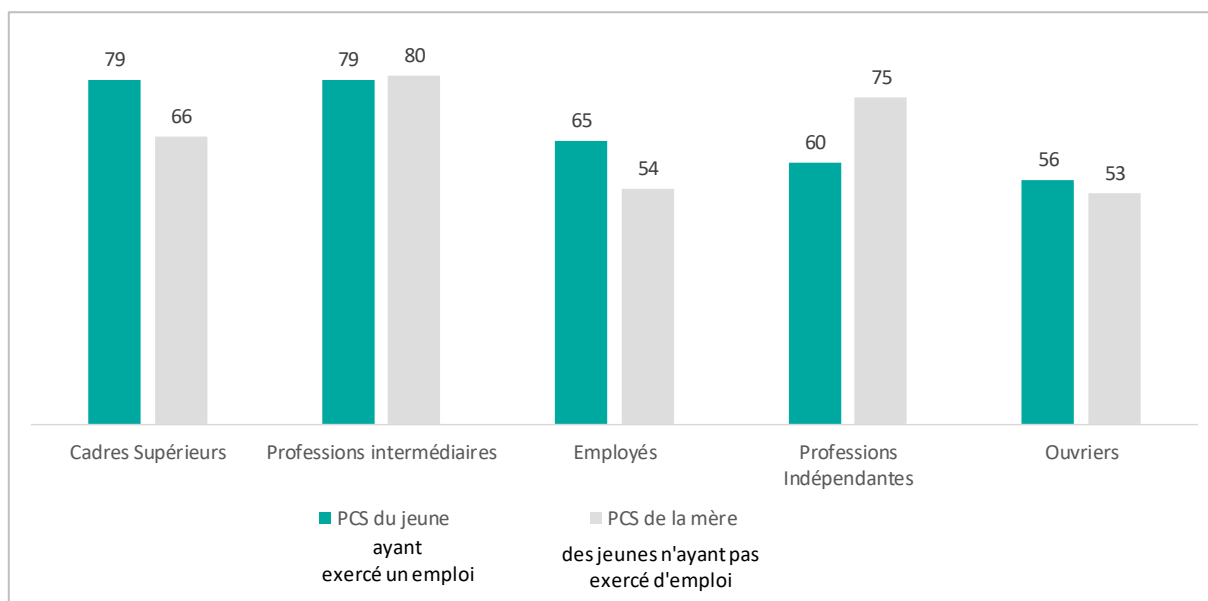


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Au-delà de la proximité même avec le marché du travail, la propension à prendre la route des vacances est corrélée à la catégorie socioprofessionnelle du jeune lorsque celui-ci est en emploi ou a déjà exercé une profession, ou de celles des parents lorsqu'il n'a jamais exercé d'emploi. Lorsqu'ils occupent des fonctions de cadre supérieur, ou de profession intermédiaire, les 18-30 ans sont près de quatre sur cinq (79 %) à avoir pris le chemin des vacances au cours de l'année écoulée, tandis qu'ils sont 56 % dans le même cas lorsqu'ils sont ouvriers. 79 % des jeunes dont la mère est cadre supérieure ou de profession intermédiaire ont séjourné au moins quatre nuits en dehors de leur domicile au cours de l'année passée, contre 56 % des jeunes dont la mère est ouvrière (Graphique 146).

GRAPHIQUE 146. PART DES JEUNES N'AYANT JAMAIS EXERCÉ D'EMPLOI, PARTIS EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON LA PCS DES PARENTS (EN %)

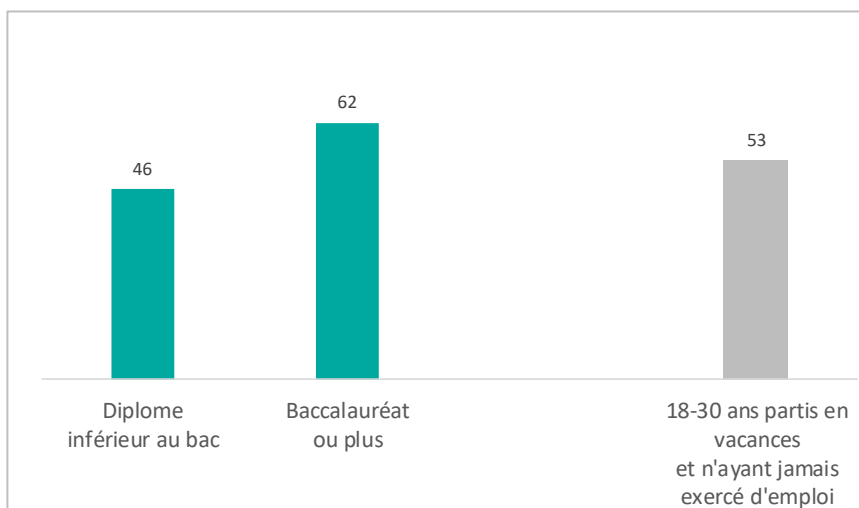


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Parmi les 18-30 ans qui n'ont jamais exercé de profession, la propension au départ tend à augmenter selon le niveau de diplôme. Alors que 53 % des 18-30 ans qui n'ont jamais exercé d'emploi sont partis en vacances, cette proportion atteint 62% pour les jeunes diplômés du baccalauréat ou plus, contre 46 % des jeunes qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat (Graphique 147).

GRAPHIQUE 147. PART DES 18-30 ANS N'AYANT JAMAIS TRAVAILLÉ ET PARTIS EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON LE DIPLÔME ? (EN %)



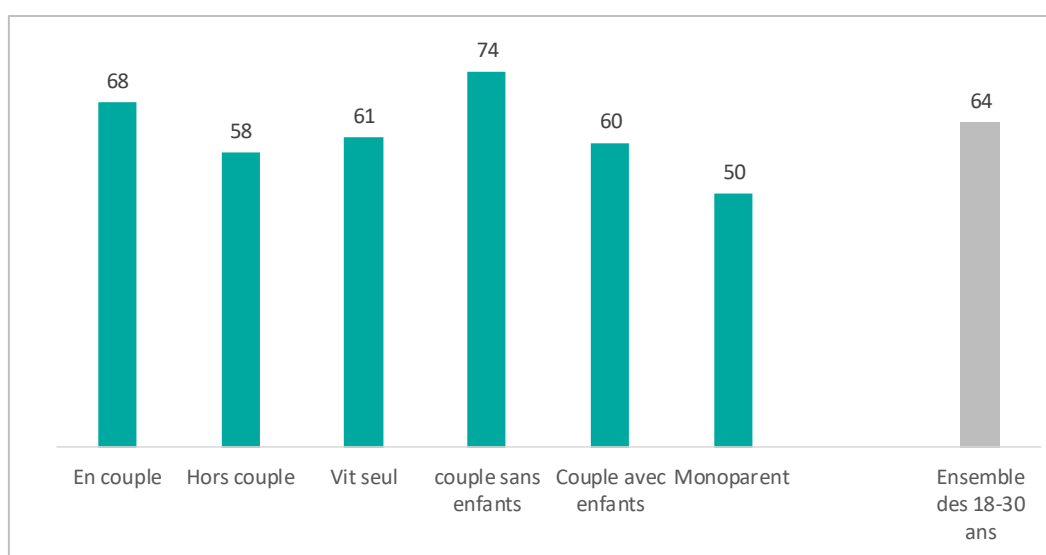
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant jamais exercé d'emploi.

La propension à partir en vacances varie également selon la situation familiale : si le fait d'être en couple favorise les départs, à l'inverse le fait de vivre seul ou d'être parent constitue un frein pour cette catégorie de la population :

- les 18-30 ans interrogés en couple (qu'ils vivent ensemble ou non) sont 68 % à être partis, contre 58 % des personnes qui ne se déclarent pas en couple, et 61 % des personnes qui vivent seules ;
- 74 % des 18-30 ans sans enfants ont pris le chemin des vacances en 2019, contre 60 % des couples avec enfants (soit - 4 points par rapport à l'ensemble des 18-30 ans) et la moitié des monoparents (50 %, soit - 14 points) (Graphique 148).

GRAPHIQUE 148. PART DES JEUNES, PARTIS EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON LA SITUATION FAMILIALE (EN %)



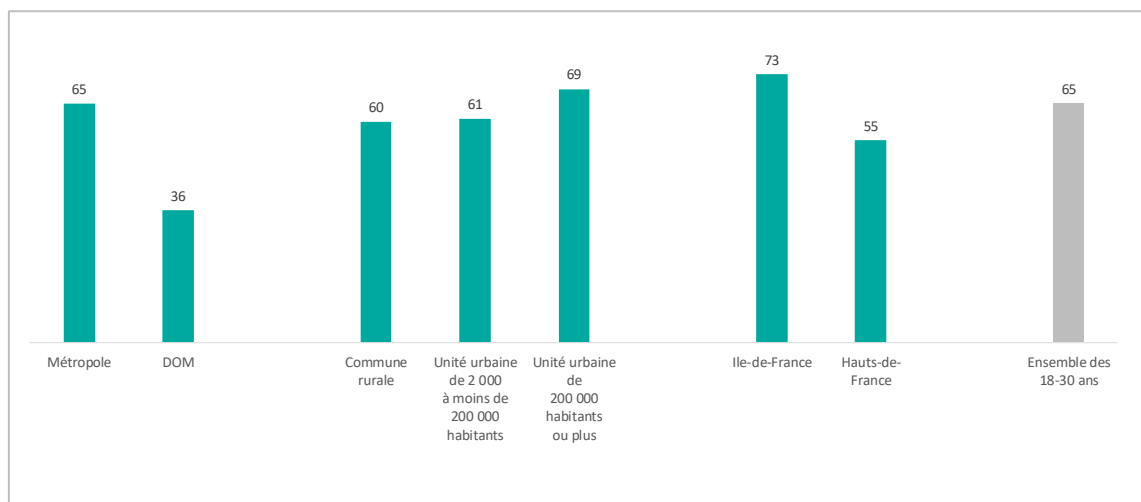
Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les femmes sont sensiblement plus nombreuses à partir que les hommes (66 % vs 62 %). Le taux de départ en vacances varie aussi en fonction du lieu de résidence. Les unités urbaines de 200 000 habitants ou plus enregistrent le taux de départ le plus élevé avec 69 % (+ 4 points par rapport à l'ensemble des 18-30 ans), contre 60 % au sein des communes rurales, 61 % dans les unités urbaines de 2 000 à moins de 200 000 habitants. C'est en région Île-de-France qu'il atteint son maximum, près de trois Franciliens sur quatre sont partis en villégiature (73 %, + 9 points par rapport à la moyenne), tandis que la région des Hauts-de-France présente le taux de départ le plus bas sur le territoire métropolitain (55 %, - 9 points). Au-delà des cadres de vie qui incitent probablement plus les personnes habitant en zone urbaine à s'extirper de leur environnement quotidien, ces différences sont aussi liées aux revenus, aux catégories socioprofessionnelles, et aux niveaux de diplômes qui sont plus élevés au sein des grosses agglomérations et particulièrement en Île-de-France. Par ailleurs, les métropolitains sont deux

fois plus nombreux à être partis en vacances que les ultramarins (65 % vs 36 %) (Graphique 149). Rappelons que le taux de pauvreté des moins de 30 ans est nettement plus élevé dans ces territoires¹⁰.

GRAPHIQUE 149. ÊTES-VOUS PARTI·E EN VACANCES AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS (AU MOINS QUATRE NUITS CONSÉCUTIVES HORS DU DOMICILE HABITUEL POUR DES MOTIFS AUTRES QUE PROFESSIONNELS) ? (% DE « OUI »)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Ces divergences selon le lieu d'habitation ne sont pas seulement le fruit de différences de nature socio-économique. En effet, si partir en vacances constitue une norme sociale, les travaux du CREDOC menés de 2014 à 2018 pour l'ONPES¹¹ indiquent que les besoins de partir en vacances diffèrent selon les lieux de vie et les configurations familiales. Les ménages estiment qu'il est nécessaire de partir en vacances « pour voir autre chose », et parce que « socialement, c'est bon de voyager ». Ainsi les actifs avec enfants ont jugé qu'il était nécessaire de partir deux semaines par an lorsqu'ils résidaient en ville moyenne ou au sein de la Métropole du Grand Paris, tandis que la durée est ramenée à une semaine en milieu rural, en raison de la présence d'un jardin et de la proximité avec la nature. Les écarts se creusent pour les ménages sans enfants, une semaine est considérée comme la durée minimale pour « vivre décentement » pour les résidents en milieu rural ou villes moyennes, contre deux à trois semaines en métropole du Grand Paris, en raison d'une vie quotidienne jugée plus contraignante (stress, logements moins confortables...)

Si les conditions de vie déterminent la possibilité de partir en vacances, ces séjours ont aussi des conséquences sur l'état d'esprit des jeunes. Selon les travaux du CREDOC, partir en vacances permet notamment de réduire le sentiment de solitude ; de plus, s'échapper du quotidien au moins une fois dans l'année rend plus heureux¹².

¹⁰ À titre indicatif, le taux de pauvreté des moins de 30 ans atteint 52,5 % à La Réunion et 49 % en Martinique, contre 22,5 % en métropole. Source : INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal, année 2016.

¹¹ GILLES Léopold *et al.*, *op. cit.*

¹² DAUDEY Émilie, HOIBIAN Sandra, LAUTIÉ Sophie, « Le budget vacances des Français », *op. cit.*

2. Près de la moitié des jeunes sont déjà partis en colonie de vacances, la plupart ont réitéré l'expérience et en gardent un bon souvenir

Les vacances des jeunes, et plus particulièrement des enfants, renvoient parfois aux colonies de vacances dans l'imaginaire des Français. Cette cinquième vague du baromètre vise notamment à appréhender le regard que portent les jeunes en 2020 sur les colonies de vacances.

Les colonies de vacances se sont développées à la fin du XIX^e siècle, à l'époque où la scolarisation obligatoire pose la question du devenir des enfants durant les périodes de vacances. D'abord ciblées sur les enfants des catégories populaires et notamment des ouvriers, elles se démocratisent après 1945 en accueillant des enfants de milieux sociaux plus variés dont une large part de ceux de la classe moyenne. Les colonies se diversifient également dans l'après-guerre, se démarquant de leur première catégorisation entre colonie laïque ou religieuse (d'abord protestante puis catholique en lien avec les patronages) et passant de considérations hygiénistes à des considérations de nature éducative, mais s'inscrivant davantage dans l'optique d'un apprentissage de l'autonomie et de compétences personnelles que d'un savoir scolaire¹³.

À la fin du XX^e siècle, de nombreux centres, anciens et vétustes, ferment, malgré des programmes de rénovation impulsés par l'État à partir de la fin des années 1970. Au tournant du siècle, le retour des vacances passées en famille, la modification des compositions familiales, la diversification des offres de services mais aussi la crise financière entament davantage leur fréquentation¹⁴. Leur public se polarise entre les enfants des catégories privilégiées à même de financer des colonies devenues plus onéreuses et des enfants de catégories populaires pouvant être subventionnées¹⁵. Au total, en 2020, 31 % des jeunes âgés de 5 à 19 ans seraient partis en vacances en séjour collectif (dont 15 % en colonie ou camp de scoutisme, 12 % en mini-séjour de loisirs ou centre de loisirs, 10 % en séjour linguistique et 9 % en stage musical ou sportif)¹⁶.

Nous verrons que les colonies sont de fait la seule occasion de départ en vacances pour une part non négligeable de la jeunesse, mais qu'elles se trouvent associées à un certain nombre de freins, notamment financiers.

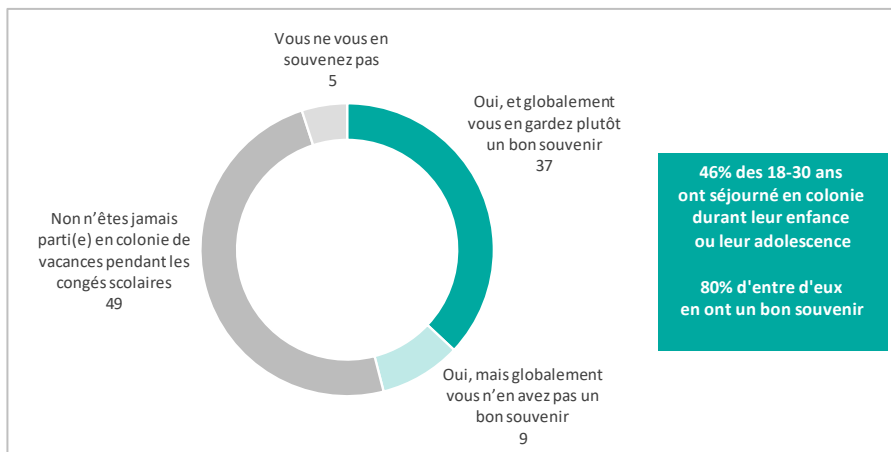
¹³ DOWNS Laura Lee, *Childhood in the Promised Land : Working-class movements and the colonies de vacances in France, 1880-1960*, Duke University Press, 2002.

¹⁴ TOULIER Bernard, « Les colonies de vacances en France, quelle architecture ? », in *Situ, Revue des patrimoines*, septembre 2008.

¹⁵ DOWNS Laura Lee, *op. cit.*

¹⁶ CREDOC pour l'OVLEJ, *Les vacances et les activités collectives des 5-19 ans*, juin 2020.

GRAPHIQUE 150. DURANT VOTRE ENFANCE OU VOTRE ADOLESCENCE ÊTES-VOUS PARTI(E) EN COLONIE DE VACANCES (HORS SCOUTISME) PENDANT LES CONGES SCOLAIRES ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Le nombre d'enfants et d'adolescents partis en colonies (ou séjours) de vacances décline depuis le milieu des années 1980¹⁷ pour atteindre le million de mineurs chaque année depuis le début des années 2000¹⁸.

Près de la moitié (46 %) des jeunes interrogés dans cette édition du baromètre ont expérimenté ce type de séjour au cours de leur enfance ou de leur adolescence : 37 % en gardent globalement un bon souvenir, 9 % n'en ont pas un bon souvenir. L'autre moitié (49 %) n'est jamais partie en centre de vacances, seuls 5 % ne s'en souviennent pas. Ainsi, 80 % des jeunes qui ont expérimenté les centres de vacances ont une image positive de leur séjour.

La grande majorité des jeunes (72 %) a également réitéré l'expérience. Ceux qui ont expérimenté ce type de vacances ont effectué quatre séjours en moyenne¹⁹ (Graphique 150).

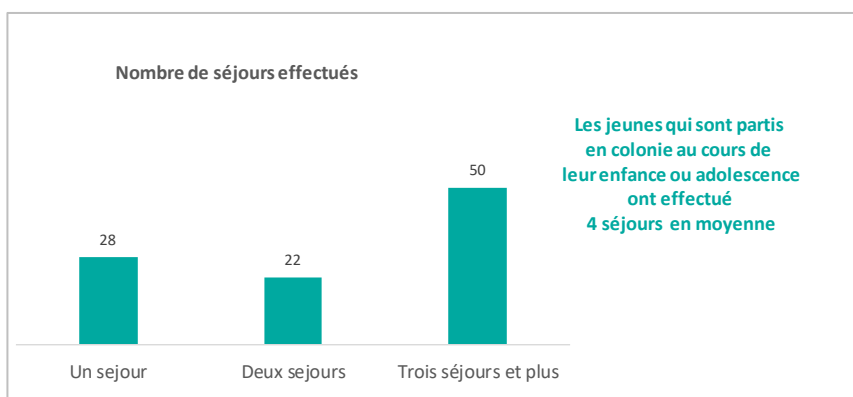
Parmi les jeunes qui sont partis en colonie durant leur enfance ou adolescence, la moitié comptabilise trois séjours et plus en colonies, et 22 % deux séjours. En revanche pour un jeune sur quatre (28 %) il s'agissait d'une expérience unique (Graphique 151).

¹⁷ MONFORTE Isabelle, « La fréquentation des centres de vacances depuis 1954 : contre quelques idées reçues », *Recherche et Prévisions*, n° 86, 2006.

¹⁸ Ministère de la jeunesse et des solidarités actives : chiffres clés de la fréquentation, séjours de vacances de 2000-2001 à 2009-2010.

¹⁹ Moyenne calculée sur le nombre de jeunes ayant effectué un séjour et ayant renseigné le nombre de séjours effectués.

GRAPHIQUE 151. DURANT VOTRE ENFANCE OU VOTRE ADOLESCENCE, COMBIEN DE SÉJOURS EN COLONIE DE VACANCES (HORS SCOUTISME) AVEZ-VOUS RÉALISÉS PENDANT LES CONGÉS SCOLAIRES ? (EN %)

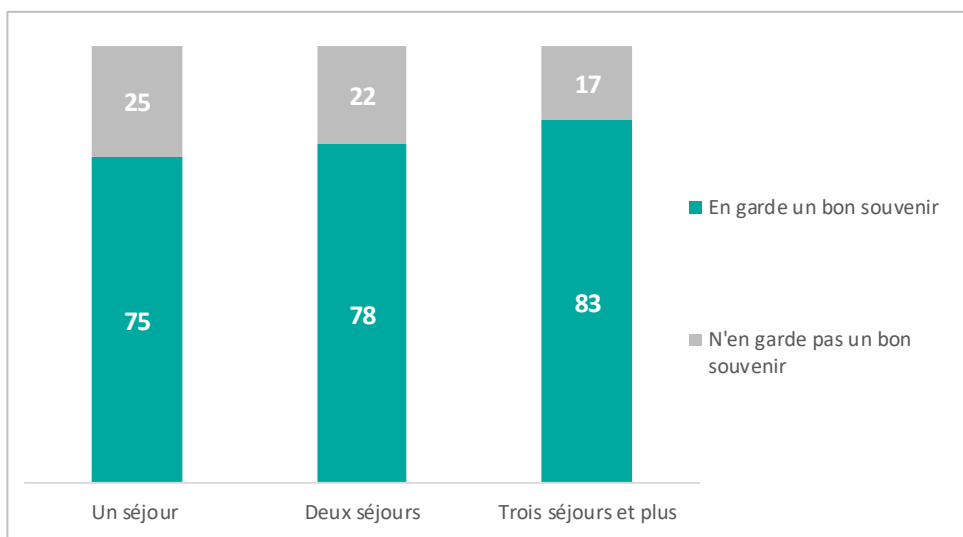


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour en colonie au cours de leur enfance.

Les jeunes qui ont renouvelé l'expérience de la colonie sont plus nombreux à en garder une bonne image. La proportion de jeunes qui en gardent un bon souvenir culmine à 83 % lorsqu'ils ont effectué plus de deux séjours, tandis qu'elle est de 78 % pour ceux qui ont renouvelé l'expérience une fois, et sensiblement moindre (75 %) lorsqu'il s'agissait d'une expérience unique (Graphique 152).

GRAPHIQUE 152. DURANT VOTRE ENFANCE OU VOTRE ADOLESCENCE, COMBIEN DE SÉJOURS EN COLONIE DE VACANCES (HORS SCOUTISME) AVEZ-VOUS RÉALISÉS PENDANT LES CONGÉS SCOLAIRES ? (EN %)

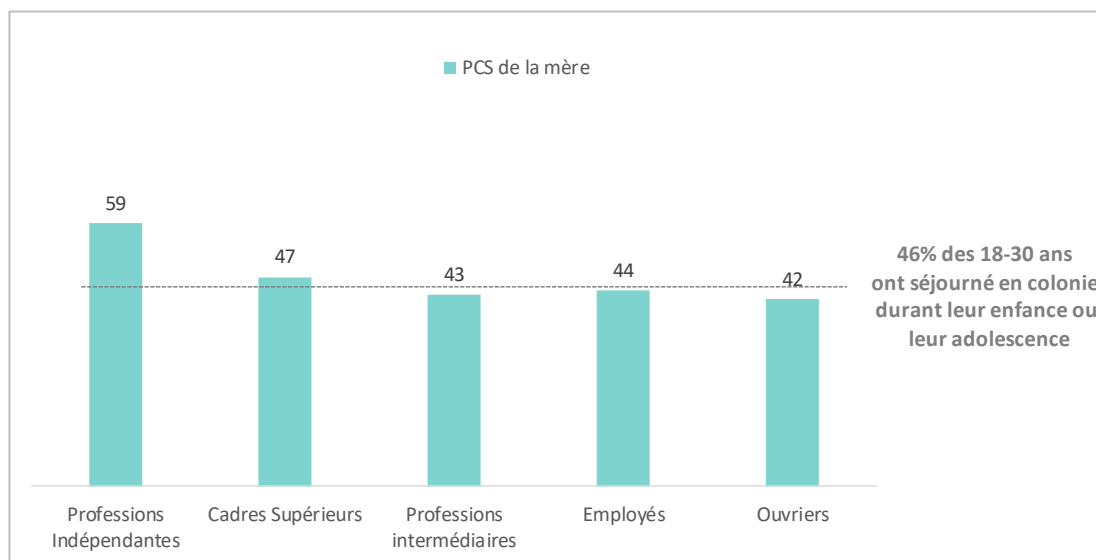


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour en colonie au cours de leur enfance.

Bien que la situation professionnelle des parents ait pu évoluer depuis l'enfance ou l'adolescence des jeunes interrogés, ils sont plus nombreux à avoir expérimenté la colonie, lorsque leur mère est de profession indépendante (59 % vs 46 %) (Graphique 153). Il peut en effet être parfois difficile de prendre des vacances lorsque l'on est indépendant, cette absence peut nécessiter la délégation de certaines tâches, et doit être planifiée à l'avance.

GRAPHIQUE 153. PART DES 18-30 ANS AYANT DÉJÀ SÉJOURNÉ EN COLONIE SELON LA PCS DES PARENTS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

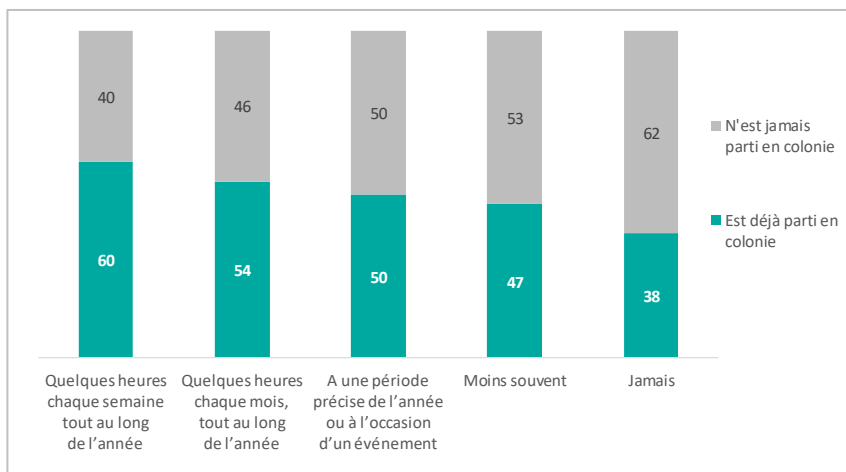
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour en colonie au cours de leur enfance ou de leur adolescence.

Note : Les données concernant la PCS de la mère au sein de la catégorie des agriculteurs exploitants ne sont pas représentées en raison d'effectifs trop faibles.

Les hommes sont un peu plus nombreux à avoir séjourné en colonie de vacances durant leur enfance ou adolescence (47 % vs 44 % des femmes), ils sont aussi plus nombreux à en conserver un bon souvenir (11 % vs 8 % des femmes).

Au-delà des caractéristiques sociodémographiques, les jeunes qui ont séjourné en colonie par le passé se montrent plus impliqués au sein de la collectivité aujourd'hui. Ils sont ainsi proportionnellement plus nombreux à donner de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation telle qu'un parti politique, un syndicat, etc., soit 53 % contre 47 % pour ceux qui n'ont jamais séjourné en colonie, et seuls 33 % ne souhaitent pas devenir bénévoles contre 67 % de ceux qui ne sont jamais partis en colonie. De surcroît leur engagement est plus régulier (60 % de ceux qui donnent de leur temps quelques heures par semaine sont partis en colonie, contre 38 % de ceux qui ne donnent jamais de leur temps) (Graphique 154). Cette aptitude au bénévolat peut être liée à l'expérimentation de la vie en collectivité, mais peut aussi être liée à l'héritage familial, et comme nous le verrons plus loin, les parents plus investis bénévolement sont aussi plus enclins à inscrire à leur tour leurs enfants en centre de vacances.

GRAPHIQUE 154. PART DES 18-30 ANS AYANT SÉJOURNÉ EN COLONIE SELON LA FRÉQUENCE DE LEUR IMPLICATION EN TANT QUE BÉNÉVOLES (EN %)

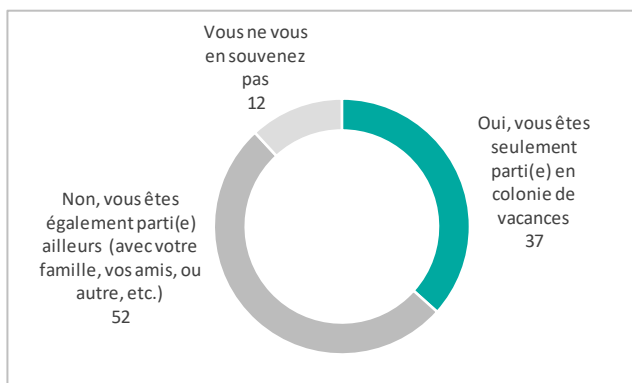


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Les deux tiers des jeunes qui ont effectué un séjour d'au moins quinze jours consécutifs à l'étranger au cours des cinq dernières années (en dehors des vacances), sont aussi partis en colonie par le passé (65 %, contre 42 % de ceux qui n'ont pas séjourné à l'étranger). Rappelons que le taux de séjour à l'étranger est également en partie corrélé au niveau de diplôme, et à la catégorie sociale. La part des jeunes ayant séjourné en colonie évolue progressivement de 41 % pour ceux qui détiennent tout au plus le brevet des collèges, à 49 % pour les diplômés du supérieur. Toutefois on peut penser que le fait d'avoir séjourné en collectivité en dehors de l'environnement familial durant l'enfance ou l'adolescence (voire peut-être au-delà de l'Hexagone) incite probablement les jeunes à s'affranchir, et expérimenter d'autres horizons une fois adultes.

3. Le séjour en colonie était la seule occasion de partir en vacances pour plus d'un tiers d'entre eux, et près d'un jeune sur deux lorsqu'un seul parent est actif

GRAPHIQUE 155. VOTRE DERNIER SÉJOUR EN COLONIE DE VACANCES ÉTAIT-IL VOS SEULES VACANCES CETTE ANNÉE-LÀ ? (EN %)

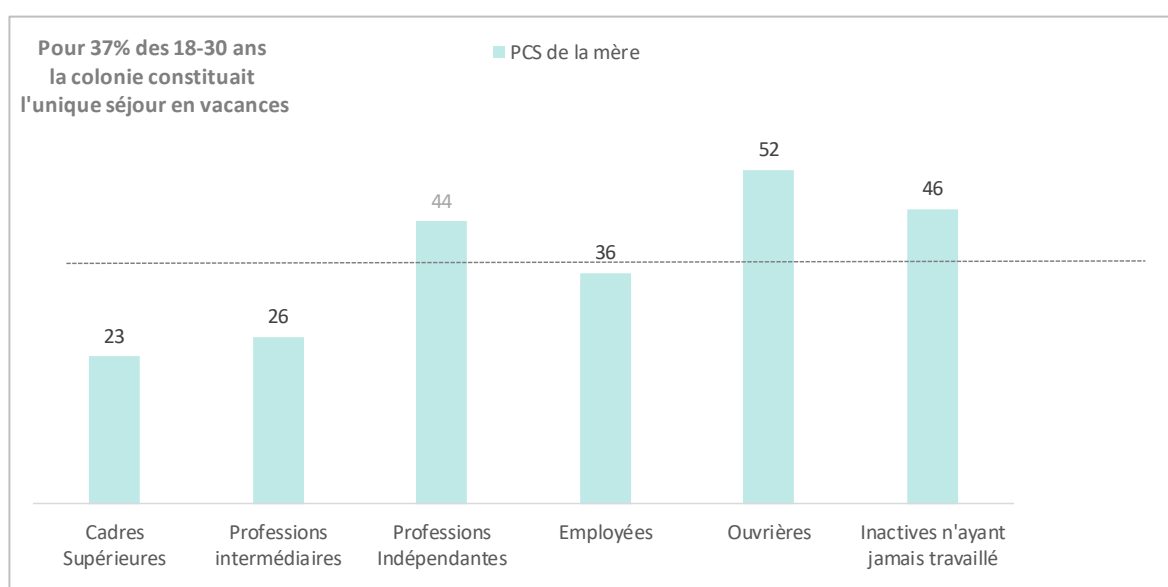


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour en colonie au cours de leur enfance.

La moitié des 18-30 ans qui ont séjourné en colonie par le passé sont également partis en vacances en famille lors de leur dernier séjour, un tiers est uniquement parti dans ce cadre collectif, et 12 % ne se souviennent pas (Graphique 155). Selon un sondage IFOP, le premier souvenir associé aux vacances passées durant l'enfance et l'adolescence des Français est le temps passé avec la famille (53 %), devant la découverte de nouveaux territoires (34 %), des activités qu'ils ne pratiquaient pas au quotidien (28 %), et les nouvelles rencontres (17 %) ²⁰.

Au sein des familles les plus modestes, ce séjour en colonie, constitue plus souvent la seule occasion de partir en vacances, c'est le cas de près d'un jeune sur deux (52 %) dont la mère est ouvrière, contre un jeune sur quatre dont la mère est cadre supérieure ou de profession intermédiaire (Graphique 156).

GRAPHIQUE 156. TAUX DE 18-30 ANS DONT LE DERNIER SEJOUR EN COLONIE ÉTAIT LA SEULE OCCASION DE PARTIR EN VACANCES, SELON LA PCS DES PARENTS (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

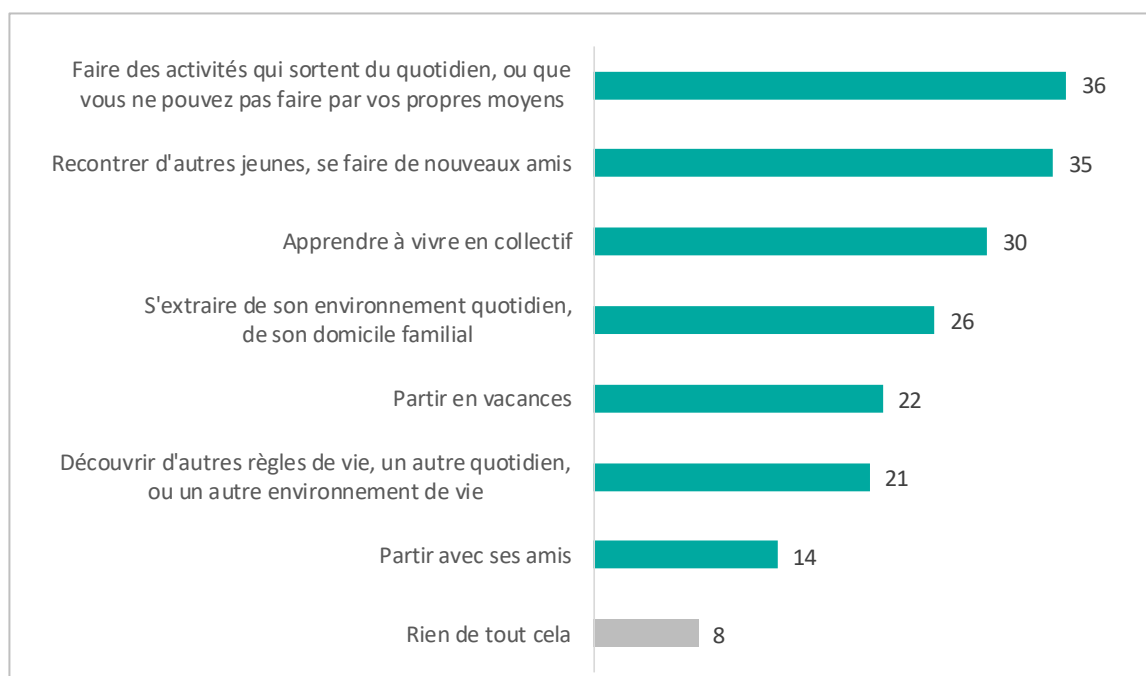
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant effectué un séjour en colonie au cours de leur enfance.

Les 25-30 ans sont également plus nombreux à être partis uniquement en colonie que leurs cadets (vs 34 % des 18-24 ans) ; faut-il y voir un signe d'un désintérêt pour ce type de vacances dans la période plus récente ?

²⁰ IFOP pour JEUNESSE PLEIN AIR, *Le regard des enfants et l'avis des parents sur les colonies de vacances*, 2019.

4. La possibilité de partir en vacances et de faire des activités qui sortent du quotidien, atout clé pour les plus modestes, l'opportunité de se faire de nouveaux amis pour les plus aisés

GRAPHIQUE 157. SELON VOUS, QUELS SONT LES DEUX PRINCIPAUX ATOUTS DES COLONIES DE VACANCES ? (EN %) CUMUL DES DEUX RÉPONSES



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Historiquement les colonies visaient à permettre aux enfants de milieu urbain de s'extraire de leur environnement quotidien, pour bénéficier du grand air de la campagne ; elles se sont peu à peu parées d'une visée éducative, avec l'apprentissage de l'autonomie, de la vie en collectivité, et la découverte de nouvelles activités.

Plus d'un jeune sur trois (qu'il ait ou non expérimenté les centres de vacances par le passé) considère que les principaux atouts de ce type de séjour sont la possibilité de faire des activités qui sortent du quotidien, ou qu'ils ne peuvent pas faire par leurs propres moyens (36 %), et l'opportunité de rencontrer d'autres jeunes ou de se faire de nouveaux amis (35 %). 30 % valorisent l'apprentissage de la vie en collectivité. Pour un jeune sur quatre, il s'agit de s'extraire de son environnement quotidien, de son domicile familial (26 %). Près d'un jeune sur cinq met en avant l'opportunité de partir en vacances (22 %) ou encore de découvrir d'autres règles de vie, un autre quotidien ou un autre environnement de vie (21 %). Partir avec ses amis est cité par 14 % des jeunes. Enfin, 8 % ne valorisent aucune des propositions citées (Graphique 157).

Ainsi la moitié des jeunes (49 %) valorisent le fait de se retrouver entre pairs, qu'il s'agisse de faire de nouvelles rencontres, ou de partager ces moments avec ses amis. Comme l'indique Yaëlle Amsellem-

Mainguy²¹, ces séjours sont pour ces jeunes une occasion d'élargir leur cercle de connaissances, de nouer des liens avec des animateurs qui ne sont, de leur point de vue, ni adolescents ni adultes, mais aussi d'expérimenter les premiers flirts (lors des boums notamment). Certains liens peuvent d'ailleurs perdurer notamment *via* les réseaux sociaux.

Les jeunes de milieu moins favorisé mettent en avant l'opportunité de partir en vacances, de faire des activités qui sortent du quotidien, ou encore de s'extraire de leur environnement. Lorsqu'ils doivent s'imposer des restrictions sur leur budget, les 18-30 ans pointent davantage l'offre d'activités qui sortent du quotidien (40 % vs 36 % en moyenne, + 4 points), l'opportunité de s'extraire de leur environnement (29 % vs 26 %, + 3 points), ou encore aussi la possibilité de partir en vacances (29 % vs 22 %, + 7 points). Ce dernier levier est nettement plus évoqué par les jeunes qui ont des enfants à charge, qu'ils soient monoparents (30 % vs 22 % en moyenne, + 8 points), ou en couple (25 %).

Les jeunes issus de milieux plus aisés, qui ont plus souvent l'occasion de partir sous d'autres formes, valorisent davantage la sociabilité et la dimension éducative : la possibilité de rencontrer d'autres personnes, de se faire de nouveaux amis, d'apprendre à vivre en collectif, ou de découvrir d'autres règles de vie. Lorsque les revenus mensuels du foyer sont supérieurs à 4 000 euros, les 18-30 ans sont plus sensibles à la possibilité de rencontrer d'autres personnes, ou de se faire de nouveaux amis (41 % vs 35 %, + 6 points), ou encore d'apprendre à vivre en collectivité (38 % vs 30 %, + 8 points). Les jeunes cadres supérieurs (27 % vs 21 %, + 6 points) mettent plus en avant la découverte d'autres règles de vie, d'un nouveau quotidien ou d'un autre environnement (vs 18 % des ouvriers ou 22 % des employés), c'est aussi le cas lorsque la mère est cadre supérieure (28 % vs 21 % lorsque cette dernière est ouvrière ou employée).

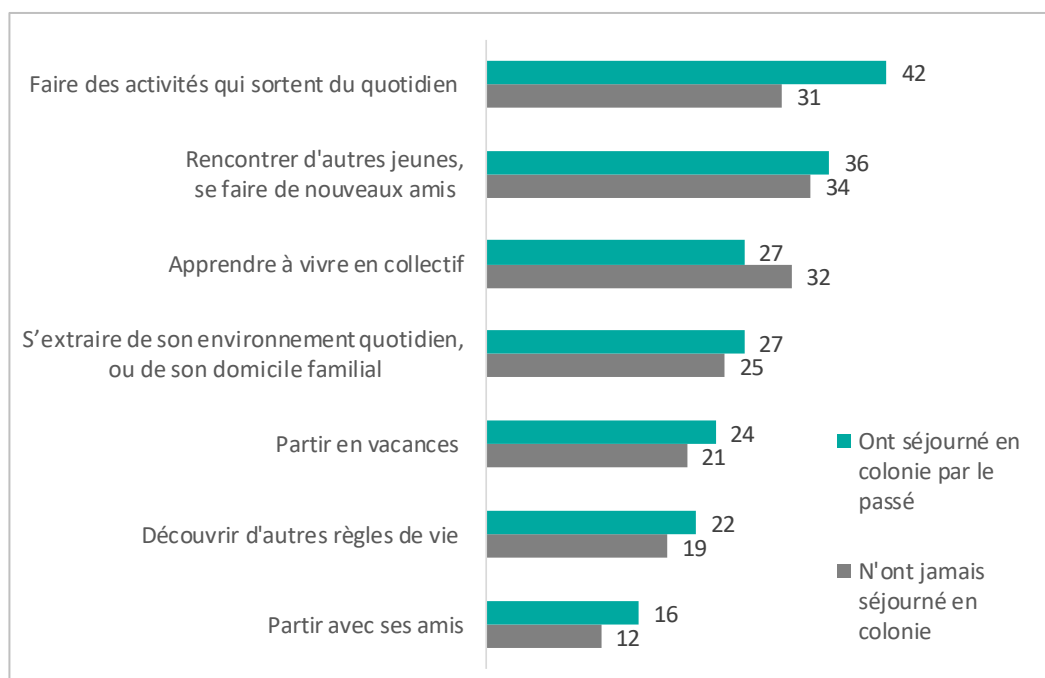
Les femmes montrent un plus grand intérêt pour la possibilité de pratiquer des activités qui sortent du quotidien (41 % vs 30 % hommes) ; en revanche, elles mettent moins en avant le fait de partir avec des amis (11 % vs 17 % des hommes). Quant aux 18-24 ans, ils sont plus friands de se retrouver entre pairs, qu'il s'agisse de se faire de nouveaux amis (37 % vs 33 % de leurs aînés), ou de partir avec leurs camarades (16 % vs 12 % des 25-30 ans).

Les Franciliens qui bénéficient sans doute d'une offre de loisirs plus large au quotidien ont plus tendance à valoriser la possibilité de s'extraire de leur environnement (30 % vs 26 %, + 4 points), et probablement de respirer le « bon » air de la campagne. Tandis que les jeunes ultramarins citent plus souvent la découverte d'un autre environnement ou d'autres règles de vie (28 %, vs 20 % des métropolitains).

Les jeunes qui ont effectué un séjour en colonie se montrent plus élogieux, et sont proportionnellement plus nombreux à citer les différents atouts proposés. L'offre d'activités retient particulièrement leur attention (42 % vs 31 % quand ils n'ont jamais expérimenté ce type de séjour). En revanche, les jeunes qui n'ont jamais séjourné en colonie portent un plus grand intérêt à l'apprentissage de la vie en collectivité (32 % vs 27 % de ceux qui ont déjà séjourné en colonie), peut-être en lien avec une vision moins ludique de ces séjours (Graphique 158).

²¹ AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle, « Des vacances entre jeunes, partir en "colo" », *Jeunesse études et synthèse*, n° 10, septembre 2012.

GRAPHIQUE 158. ATOUS PRINCIPALEMENT ASSOCIÉS PAR LES JEUNES AUX COLONIES DE VACANCES, SELON QU'ILS AIENT OU NON EXPERIMENTÉ CE TYPE DE SÉJOUR ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

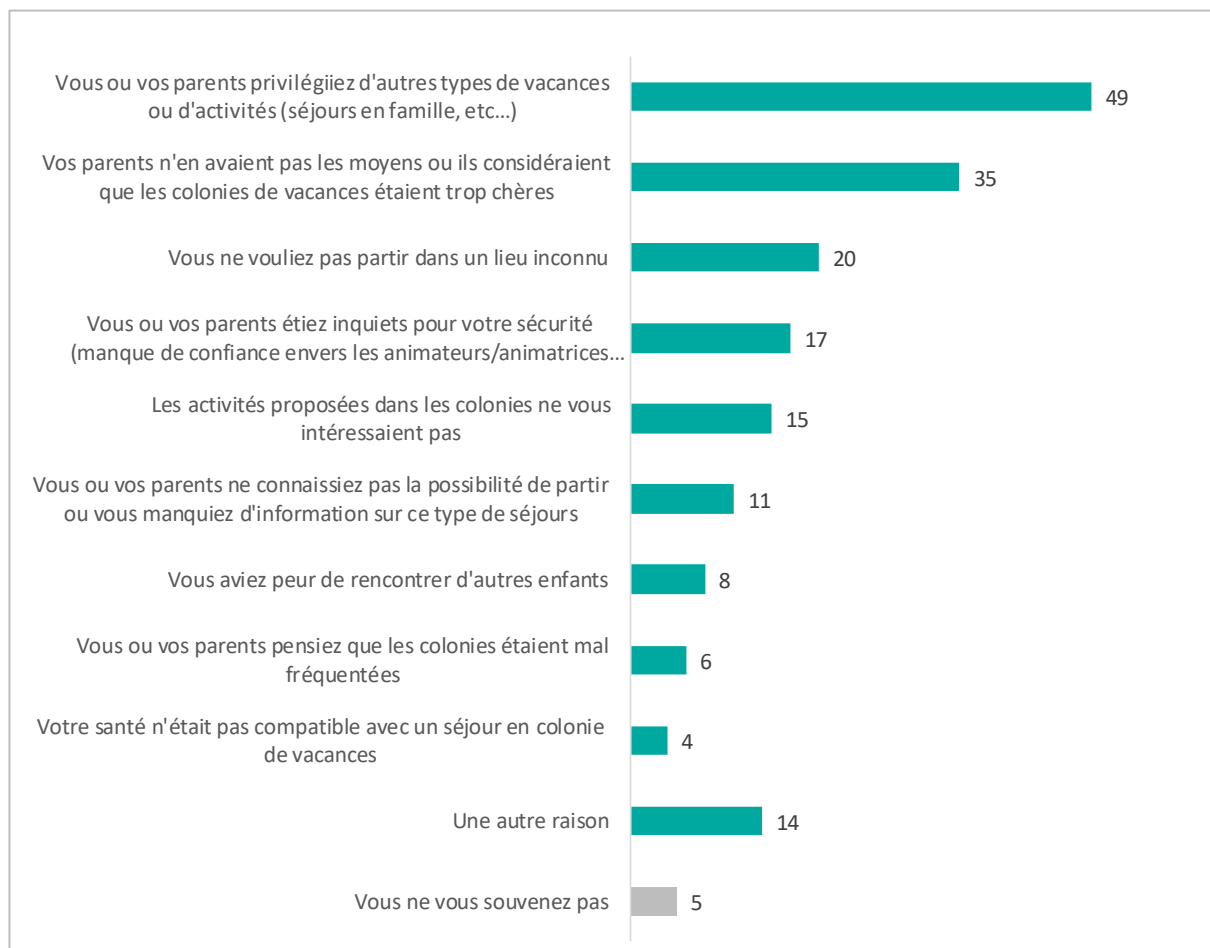
Le caractère « extraordinaire » des activités pratiquées et les nouveaux liens d'amitié sont également plus souvent mis en exergue par les jeunes qui gardent un bon souvenir de ces centres de vacances (respectivement 44 % vs 33 % de ceux qui n'en ont pas un bon souvenir, et 38 % vs 28 %).

En revanche, les jeunes qui ne gardent pas un bon souvenir de leur séjour en colonie mettent plus en avant le fait de s'extraire de son environnement familial (31 % vs 27 % de ceux qui en ont un bon souvenir), et l'opportunité de partir en vacances (28 % lorsque le séjour est associé à un bon souvenir vs 23 %).

Le fait d'avoir ou non des enfants à charge n'a pas d'impact sur les réponses relatives aux avantages liés aux séjours en colonie.

5. Le coût, principal frein au départ en colonie durant l'enfance des jeunes interrogés, derrière la préférence pour d'autres types de séjours

GRAPHIQUE 159. D'APRÈS VOUS, QUELLES SONT LES DEUX RAISONS PRINCIPALES POUR LESQUELLES VOUS N'ÊTES JAMAIS PARTI·E EN COLONIE DE VACANCES ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant jamais effectué de séjour en colonie.

La moitié des jeunes qui n'ont jamais expérimenté la colonie, le justifient par le fait qu'eux-mêmes ou leurs parents privilégiaient d'autres types de vacances tels que les séjours en famille. Un tiers l'explique par le manque de moyens des parents ou le coût du séjour. Un sur cinq ne souhaitait pas partir dans un lieu inconnu, 17 % évoquent leur inquiétude ou celle de leurs parents en termes de sécurité (comme le manque de confiance envers les animateurs.trices), 15 % n'étaient pas intéressés par les activités proposées, et 11 % évoquent la méconnaissance ou le manque d'information sur ce type de séjour. Les autres raisons concernent moins d'un jeune sur dix : la peur de rencontrer d'autres enfants (8 %), le sentiment que les colonies étaient mal fréquentées (6 %), ou une santé incompatible avec ce type de séjour (4 %) [Graphique 159].

Parmi les 18-30 ans qui ne sont jamais partis en colonie, un jeune sur deux pense que ses parents privilégiaient les vacances en famille. Ce chiffre est cohérent avec les travaux du CREDOC²², selon lesquels les séjours en France avec hébergement gratuit (chez des membres de la famille, des amis ou en résidences secondaires) constituent plus de la moitié des séjours en vacances (56 %). Ils sont en outre deux fois moins onéreux qu'en hébergement marchand (325 euros en moyenne par UC, contre 714 euros en hébergement marchand, que ce soit à l'hôtel, en camping, en résidences de tourisme...).

Les enfants issus de milieux plus aisés sont nettement plus nombreux à considérer que leurs parents ont privilégié les séjours en famille. Deux tiers des jeunes dont la mère est cadre supérieure sont dans ce cas, ou de profession intermédiaire (67 % dans les deux cas). Elle est la plus faible pour les jeunes dont la mère est ouvrière.

Parmi les freins au séjour en centre de vacances évoqués, les jeunes issus de milieux moins favorisés citent plus souvent le coût, la crainte de l'inconnu ou encore l'inquiétude de leurs parents. Quatre jeunes sur dix (45 % vs 35 %, + 7 points) dont la mère est ouvrière pensent n'être jamais partis en colonie en raison du coût du séjour (vs 20 % lorsque la mère est indépendante et 26 % cadre supérieure). 25 % auraient refusé de partir dans un lieu inconnu (vs 21 % en moyenne), et 19 % pensent que leurs parents étaient trop inquiets pour leur sécurité (vs 17 %). Cette inquiétude, ou manque de confiance, est particulièrement importante lorsque la mère est inactive ou n'a jamais exercé d'emploi (25 % + 8 points). La réassurance ou la relation de confiance est un facteur important dans le projet de départ : l'OVLEJ²³ indique que dans 30 % des cas, c'est l'entourage qui suscite ce projet par le biais des informations qu'il va apporter à la famille.

La dimension économique a en effet un rôle déterminant notamment dans les milieux les plus modestes. Isabelle Monforte²⁴ établit un lien entre la fréquentation des séjours collectifs et l'évolution de la politique d'aide aux loisirs des caisses d'allocations familiales. La chute de la fréquentation des séjours collectifs serait en grande partie liée à réduction des dépenses consacrées par la CNAF à ce type de séjour (au profit des loisirs de proximité). Les jeunes issus de milieux plus aisés mentionnent plus souvent un manque d'intérêt de leur part pour les activités proposées, c'est le cas de 22 % lorsque le père est cadre (vs 15 % en moyenne, soit + 7 points) contre 12 % lorsqu'il est ouvrier. Cette inappétence est par ailleurs nettement plus prégnante chez les hommes (21 % vs 9 % des femmes). Le manque d'intérêt pour les activités peut s'expliquer par l'accès à une offre plus diversifiée et une pratique quotidienne plus assidue au sein des milieux aisés. Si l'on se réfère à la pratique sportive, le baromètre national²⁵ indique qu'elle est inégale selon les populations : les bas revenus ont moins souvent une pratique sportive.

²² DAUDEY Émilie, HOIBIAN Sandra, LAUTIE Sophie, « Le budget vacances des Français », *op. cit.*

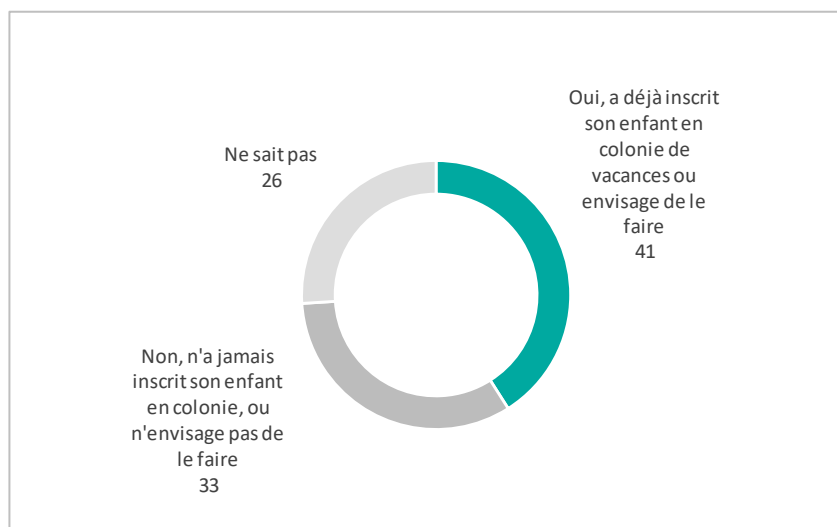
²³ OVLEJ, *Les vacances d'été 2020 des enfants et des adolescents*, 2020. Cette enquête a été conduite auprès d'un échantillon représentatif d'usagers de 900 familles et près de 380 adolescents âgés de 11 à 17 ans. Elle a été réalisée avec la collaboration et le soutien financier de la Caisse nationale des allocations familiales, d'Aludéo, du comité central d'entreprise SNCF, de la Fédération générale des PEP, d'ODCVL, de Temps Jeunes, de Vacances Voyages Loisirs ainsi que la Fédération des AROEVEN pour la communication.

²⁴ MONFORTE Isabelle, *op. cit.*

²⁵ CROUTTE Patricia, MÜLLER Jörg (CREDOC), *Baromètre national des pratiques sportives*, Notes et rapport d'études, INJEP, janvier 2019.

6. Parmi les 18-30 ans, quatre sur dix ont déjà inscrit leur enfant en colonie de vacances ou envisagent de le faire, les jeunes parents se montrent toutefois plus réticents

GRAPHIQUE 160. VOUS-MÊME, AVEZ-VOUS DÉJÀ INSCRIT VOS ENFANTS EN COLONIE DE VACANCES OU ENVISAGEZ-VOUS DE LE FAIRE À L'AVENIR ? (SI VOUS AVIEZ DES ENFANTS À CHARGE, ENVISAGERIEZ-VOUS DE LES INSCRIRE EN COLONIE DE VACANCES ?) (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant des enfants.

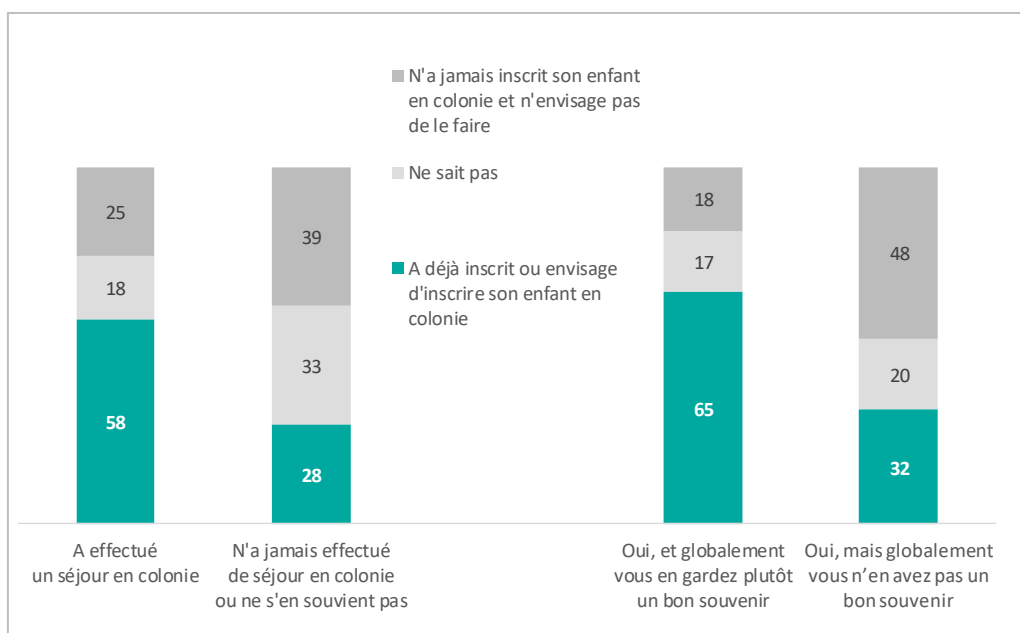
41 % des Français ont déjà inscrit ou envisagent d'inscrire leur enfant en colonie, un tiers ne l'envisage pas, et un quart ne parvient pas à se positionner (Graphique 160). Un sondage IFOP pour Jeunesse au plein air²⁶ réalisé auprès de parents indique que 49 % des parents ont déjà proposé à leur enfant de partir en colonie. Les cadres ont une plus forte propension à l'avoir proposé (62 %, vs 44 % des ouvriers), de même que les habitants de l'agglomération parisienne (60 %).

Parmi les 18-30 ans, on observe que le souhait ou l'idée d'inscrire leurs enfants en centre de vacances est fortement corrélé au fait qu'ils y soient allés eux-mêmes par le passé et au souvenir qu'ils ont de ce séjour. D'autres éléments, tels que la situation familiale, la situation professionnelle et financière, et le lieu de résidence sont aussi à prendre en considération.

Le fait d'avoir expérimenté les centres de vacances incite deux fois plus à y inscrire ses enfants. 58 % des jeunes qui sont déjà partis en colonie durant leur enfance ou adolescence ont inscrit leurs enfants ou se disent prêts à le faire, ils ne sont plus que 28 % lorsqu'ils n'y sont jamais allés ou ne s'en souviennent pas. De même les jeunes qui en gardent un bon souvenir, sont deux fois plus susceptibles de le proposer à leur progéniture, ils sont ainsi 65 % contre 32 % lorsqu'ils n'en gardent pas un souvenir agréable (Graphique 161).

²⁶ IFOP pour Jeunesse au plein air, *op. cit.* Sondage mené auprès d'un échantillon de 400 enfants âgés de 7 à 12 ans et 1 003 parents d'enfants âgés de 7 à 12 ans, à partir d'un questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 24 avril 2019.

GRAPHIQUE 161. PART DES JEUNES QUI ONT DÉJÀ INSCRIT LEUR ENFANT EN COLONIE, OU ENVISAGENT DE LE FAIRE, SELON QU'ILS ONT EUX-MÊMES EFFECTUÉ UN SÉJOUR, ET LE SOUVENIR QU'ILS EN GARDENT (EN %)

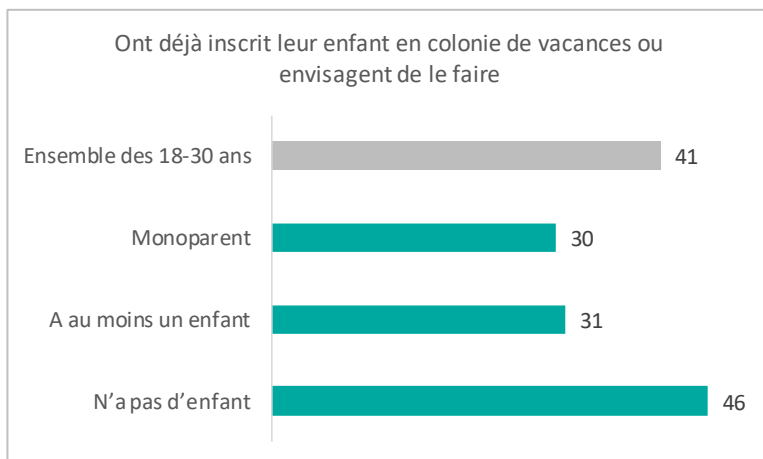


Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant des enfants.

Les intentions ne se traduisent toutefois pas nécessairement par les actes. Près de la moitié (46 %) des 18-30 ans qui n'ont pas d'enfants envisagent de les inscrire en colonie de vacances ; ils sont moins d'un tiers (31 %) en tant que parents et sensiblement moins nombreux en tant que monoparents (30 %). L'entrée dans la parentalité explique ainsi que les 25-30 ans l'envisagent moins que leurs cadets (38 % vs 44 % des 18-25 ans). Les parents envisagent probablement plus difficilement de se séparer de leurs enfants d'autant plus qu'ils sont encore tout petits (Graphique 162).

GRAPHIQUE 162. PART DES JEUNES QUI ONT DÉJÀ INSCRIT LEUR ENFANT EN COLONIE, OU ENVISAGENT DE LE FAIRE, SELON QU'ILS SONT PARENTS OU NON (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans ayant des enfants.

Par ailleurs, les jeunes dont les revenus mensuels excèdent 3 000 euros se montrent particulièrement favorables au séjour en colonie pour leurs enfants. Ils sont 47 % (+ 6 points par rapport à la moyenne) lorsque les revenus sont compris entre 3 000 et 3 999 euros et atteignent 53 % (+ 12 points) au-delà de 4 000 euros. Il s'agit sans doute de couples biactifs, pour lesquels il est difficile de couvrir les seize semaines de vacances scolaires. Et qui envisagent des solutions complémentaires aux vacances en famille.

Les jeunes qui doivent s'imposer des restrictions sur leur budget projettent aussi un peu plus que la moyenne ce type de séjour pour leur enfant (45 %, + 4 points). Les loisirs constituent une variable d'ajustement en cas de difficultés financières, et les jeunes qui disposent d'un budget contraint y voient sans doute une opportunité de partir en vacances pour leurs enfants, en bénéficiant probablement d'aides au départ.

De même les jeunes ultramarins se montrent particulièrement favorables à inscrire leurs enfants en colonie (70 % vs 41 % des métropolitains). Rappelons qu'étant aussi nettement moins nombreux à partir en vacances, les taux de départs sont inversement proportionnels (36 % sont partis au cours de l'année 2019, contre 65 % des métropolitains). La colonie constituerait une réelle opportunité de partir pour leurs enfants.

Enfin, les jeunes qui vivent en milieu urbain projettent plus souvent d'inscrire leur progéniture en colonie de vacances. Ils sont 45 % parmi les résidents d'unité urbaine de 200 000 habitants et plus, tandis qu'ils ne sont que 34 % en milieu rural, le taux culmine à 48 % en Île-de-France. La taille des logements justifie le besoin de sortir de son cadre quotidien ; ce sont aussi dans ces territoires que le taux d'activité et les revenus sont les plus élevés.

On constate par ailleurs que les jeunes les plus investis en tant que bénévoles sont nettement plus enclins à inscrire leurs enfants en colonie : c'est le cas de la moitié de ceux qui participent aux activités d'une association (50 %, soit + 9 points) et 47 % de ceux qui sont déjà bénévoles, contre 23 % des jeunes qui ne souhaitent pas l'être. La propension à envisager d'inscrire ses enfants en colonie de vacances varie également selon les domaines d'engagement des jeunes. Les 18-30 ans sont plus enclins à inscrire leur progéniture en centre de vacances lorsqu'ils donnent régulièrement de leur temps (quelques heures chaque semaine, chaque mois, à une période précise de l'année ou à l'occasion d'un événement), dans le domaine de l'humanitaire et l'aide au développement (63 %), la jeunesse et l'éducation (60 %), la paix dans le monde (60 %), la culture (59 %), les discriminations (59 %), le domaine social et la solidarité (56 %).

À noter toutefois que la part des jeunes qui envisagent d'inscrire leur enfant en centre de vacances chute à 30 % parmi les personnes interrogées pendant le confinement (vs 42 % pour ceux qui ont été interrogés avant le confinement). Dans le contexte de l'épidémie liée au COVID-19, les parents se montrent plus frileux envers les séjours collectifs. Dès la mi-mai, le secrétaire d'État Gabriel Attal envisageait de soutenir et favoriser le développement des colonies de vacances tout en respectant les protocoles sanitaires liés au COVID-19, sous forme d'aide à la fois envers les structures d'accueil et les familles : « Nous voulons que le tourisme social qui permet aux familles modestes de partir ne soit pas balayé par la crise. »²⁷

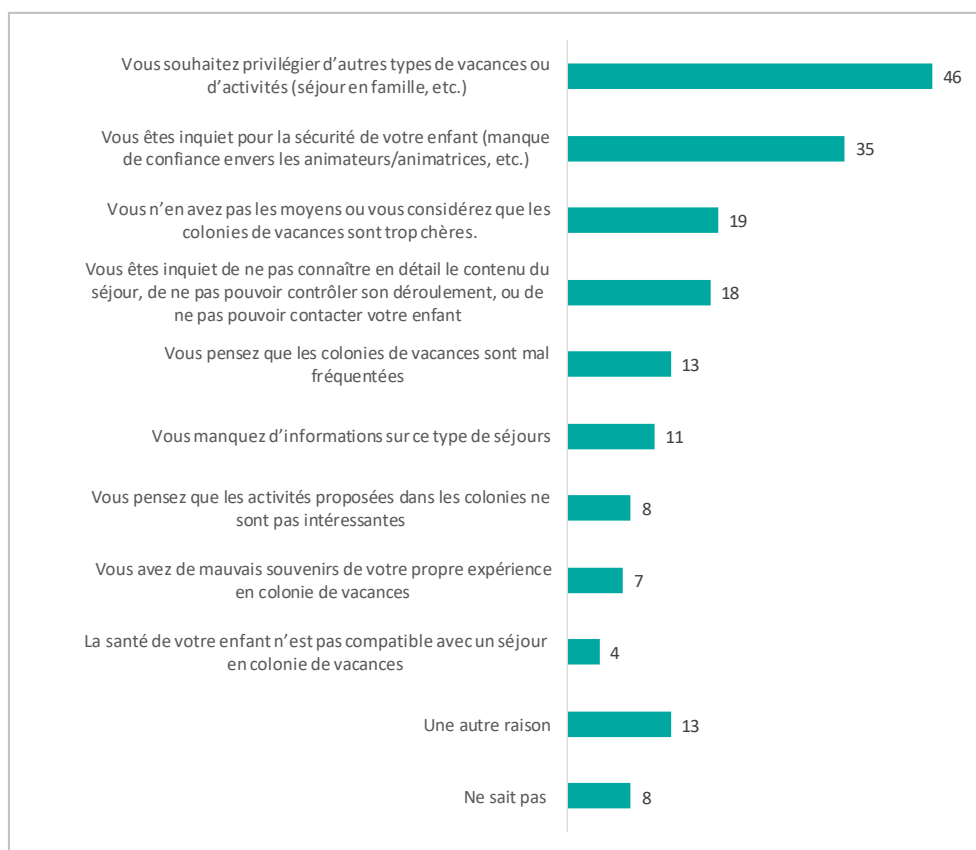
²⁷ COUVELAIRE Louise, « Écoles ouvertes, colonies de vacances : "Nous voulons que le tourisme social ne soit pas balayé par la crise", affirme Gabriel Attal », *Le Monde*, 14 mai 2020.

7. La sécurité, principal frein pour les jeunes parents qui n'inscrivent pas leurs enfants en colonie, derrière la préférence pour d'autres types de vacances

Selon une étude du CREDOC pour l'OVLEJ²⁸ auprès de parents, 64 % des enfants vivant dans une famille avec un enfant de moins de 20 ans sont partis en vacances en 2019. Parmi les parents d'enfants non partants, la moitié (54 %) l'explique par manque de moyens, 27 % parce qu'ils ne pouvaient pas partir avec leur enfant, et 14 % parce qu'ils n'ont pas l'habitude de partir en vacances. Par ailleurs, une part non négligeable évoque également un manque d'attrait des enfants pour ce type de séjour : 30 % déclarent qu'ils ne souhaitent pas partir en séjour collectif, et 26 % qu'ils préféreraient rester à la maison. D'autres citent des contraintes liées aux enfants : le fait qu'ils aient un emploi ou un petit boulot (11 %), un problème de santé (9 %) ou qu'ils doivent réviser (9 %).

Ce cinquième baromètre de la jeunesse appréhende les raisons pour lesquelles les 18-30 ans n'envisagent ou n'envisageraient pas d'inscrire leurs enfants en centre de vacances, qu'ils soient ou non parents au moment de l'enquête.

GRAPHIQUE 163. POUR QUELLES RAISONS N'ENVISAGEZ-VOUS PAS D'INSCRIRE VOS ENFANTS EN COLONIE ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant pas l'intention d'inscrire leur(s) enfant(s) en colonie de vacances.

²⁸ CREDOC pour l'OVLEJ, *op. cit.* Questions insérées dans l'enquête Conditions de vie et aspirations des Français : 3 019 personnes âgées de 15 ans et plus, interrogées en ligne (dont 715 parents d'enfants âgés de 5 à 19 ans, répondant pour 1 079 enfants au total).

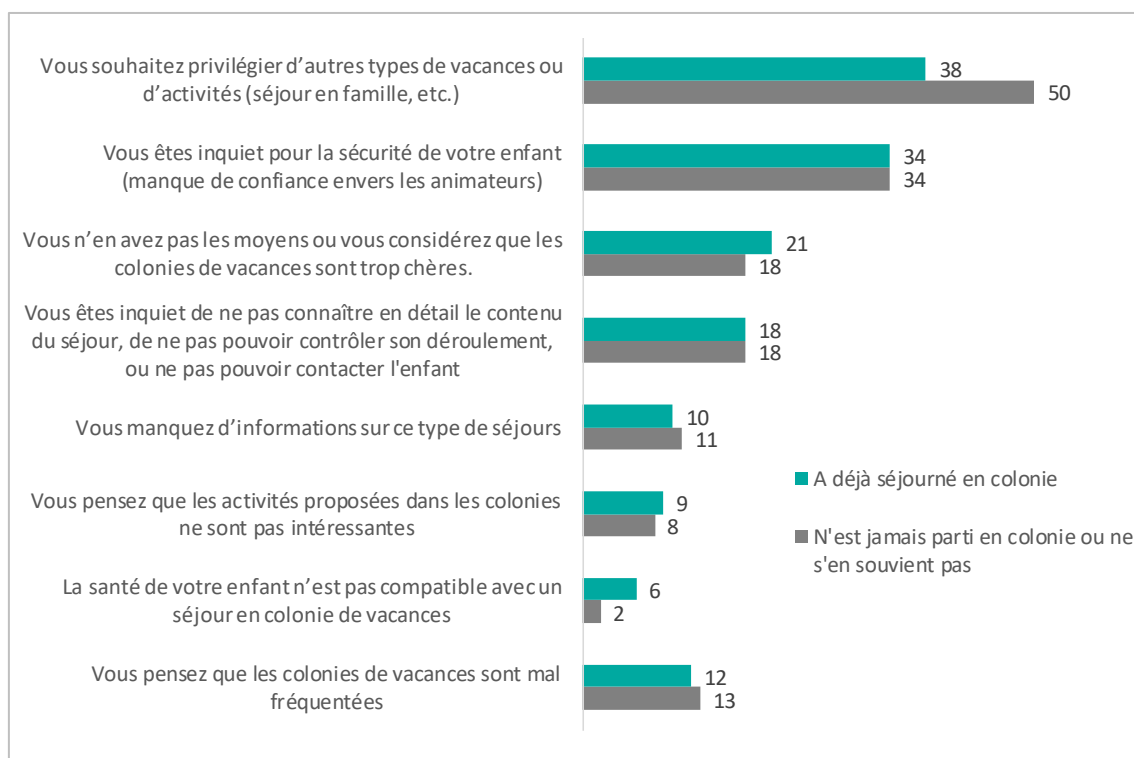
Parmi les différentes propositions, près d'un jeune sur deux (46 %) privilégie(ra)it d'autres types de vacances ou d'activités comme les séjours en famille. Plus d'un parent sur deux (53 %) montre des signes d'inquiétude : en effet, 35 % se montrent inquiets pour la sécurité de l'enfant (par manque de confiance envers les animateurs par exemple) et 18 % sont soucieux de ne pas connaître en détail le contenu du séjour, de ne pas contrôler son déroulement ou encore de ne pas pouvoir contacter leur enfant. Un jeune sur cinq justifie le fait de ne pas envisager la colonie, faute de moyens financiers, ou considérant que ces séjours sont trop chers. 13 % pensent que les centres de vacances sont mal fréquentés, et 11 % qu'ils manquent d'information à ce sujet. Enfin, moins d'une personne sur dix fait référence au manque d'intérêt pour les activités proposées (8 %), au mauvais souvenir des colonies (7 %) ou encore à la santé de l'enfant qu'ils jugent incompatible avec ce type de séjour (4 %). 13 % invoquent une autre raison, et 8 % ne sont pas en mesure de répondre (Graphique 163).

Lorsque les enfants sont mineurs, les départs en vacances avec les parents ou les autres membres de la famille sont largement privilégiés par les Français. En effet, la grande majorité des 5-19 ans qui sont partis en vacances au cours de l'année 2019 sont partis avec leurs parents (78 %), 33 % avec d'autres membres de la famille sans les parents, et 19 % avec des amis²⁹. Ils sont nettement moins nombreux à être partis en séjours collectifs : 15 % en colonie, camp de vacances ou scoutisme, 12 % en mini-séjour du centre de loisirs ou centre aéré, 10 % en séjour linguistique, et 9 % en stage musical ou sportif.

Les raisons qui freinent les 18-30 ans à inscrire leurs enfants en centre de vacances sont citées dans les mêmes proportions, qu'ils aient ou non une expérience des centres de vacances. Seul le fait de privilégier d'autres types de vacances est nettement plus cité par ceux qui n'ont jamais séjourné en colonie, ils sont 50 % dans ce cas contre 38 % de ceux qui ont effectué au moins un séjour (Graphique 164). Les habitudes familiales jouent un rôle important dans le fait d'envisager ou non ce type de séjour.

²⁹ *Ibid.*

GRAPHIQUE 164. RAISONS POUR LESQUELLES LES 18-30 ANS N'ENVISAGENT PAS D'INSCRIRE LEURS ENFANTS EN COLONIE, SELON QU'ILS Y ONT DÉJÀ SÉJOURNÉ OU NON (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant pas l'intention d'inscrire leur(s) enfant(s) en colonie de vacances.

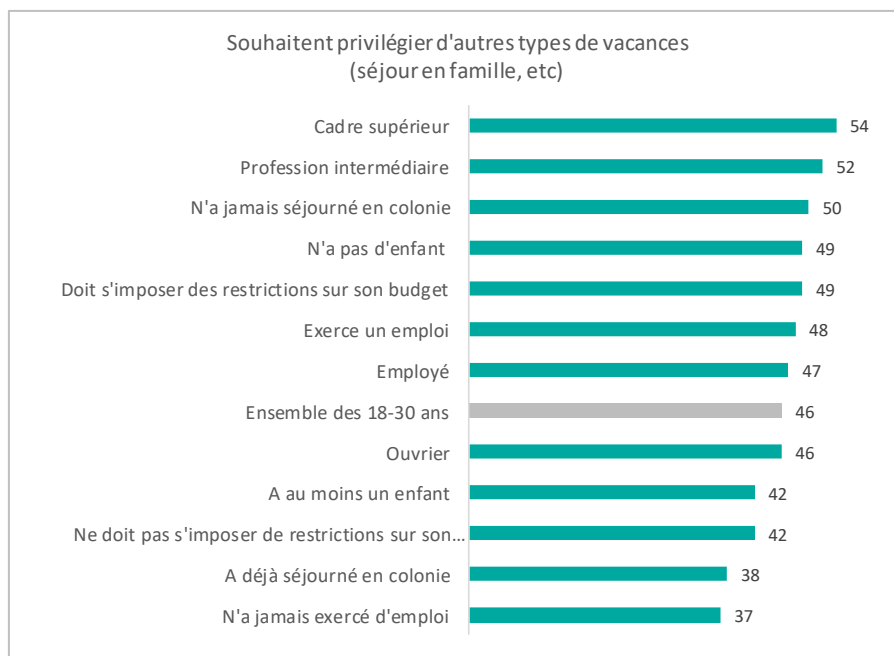
Les jeunes les mieux insérés sur le plan professionnel, et dans une situation plus confortable, envisagent également plus souvent d'autres types de vacances ou d'activités pour leurs enfants. 48 % des jeunes qui ont déjà exercé un emploi envisagent d'autres types de séjours en colonie (vs 37 % de ceux qui n'ont jamais exercé d'emploi). Parmi les jeunes qui sont en emploi, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires sont proportionnellement plus nombreux à projeter d'autres formes de vacances pour leurs enfants (respectivement 54 % et 52 %) que les employés et ouvriers (47 % et 46 %).

À l'opposé, les personnes qui doivent s'imposer des restrictions sur leur budget sont aussi sensiblement plus nombreuses à se projeter sur d'autres formes de vacances : ils sont 49 % dans ce cas contre 42 % de ceux qui n'en ont pas besoin. On peut imaginer que ces jeunes-là envisagent que les enfants soient gardés dans la famille, et notamment chez les grands-parents. Selon l'enquête de l'Observatoire des familles³⁰, les grands-parents constituent un soutien très important pour les ménages. Parmi les parents allocataires de la CAF, 76 % bénéficient du soutien (non financier) des grands-parents pour garder leurs enfants pendant les vacances scolaires (la moitié des parents, soit 49 %, jugeant ce soutien indispensable pour eux). Ce sont même 40 % des grands-parents qui partent en vacances avec les petits-enfants (l'aide est jugée indispensable pour 14 % des parents).

³⁰ UNAF, « Le rôle des grands-parents dans la vie familiale », Étude n° 12, Réseau national des observatoires des familles, avril 2020. Résultats d'une étude menée auprès de 17 000 parents d'enfants mineurs allocataires de la CAF sur la base d'un questionnaire envoyé par la Caisse nationale des allocations familiales, entre mars et avril 2019.

De même les personnes sans enfants ont une plus forte propension à préférer d'autres types de séjours aux colonies. C'est le cas de 49 % des jeunes qui n'ont pas d'enfants contre 42 % des jeunes parents (Graphique 165). Ils sont toutefois nettement moins enclins à se projeter dans d'autres types de vacances lorsqu'ils ne vivent pas avec leur enfant (31 %, soit - 18 points), contre 43 % lorsqu'ils vivent avec lui.

GRAPHIQUE 165. POUR QUELLES RAISONS N'ENVISAGEZ-VOUS PAS D'INSCRIRE VOS ENFANTS EN COLONIE ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant pas l'intention d'inscrire leur(s) enfant(s) en colonie de vacances.

Un jeune sur trois (35 %) s'inquiète pour la sécurité de l'enfant et réfute l'idée du séjour en colonie pour cette raison. Les femmes (41 % vs 28 % des hommes) et plus particulièrement les monoparents évoquent plus souvent ce frein (45 %). Cette réserve ou sentiment d'inquiétude se renforce en période de confinement (48 % des jeunes se déclarent inquiets pour la sécurité de leurs enfants contre 34 % lorsqu'ils ont été interrogés avant). Compte tenu de la vitesse de propagation du virus pendant cette période, on comprend que les jeunes se soient montrés plus réticents envers les séjours collectifs. La décision du gouvernement de rouvrir des établissements scolaires le 12 mai a inquiété de nombreux parents. Selon les résultats d'un sondage national réalisé par la plateforme de garde d'enfants Yoopies³¹, seuls 46 % des parents avaient l'intention d'envoyer leur enfant à l'école à compter du 11 mai. On peut imaginer que cette crise incitera les parents à s'inquiéter des conditions d'accueil du point de vue sanitaire.

Le coût qu'occasionnerait le séjour de leur enfant en colonie ou le manque de moyens sont plus souvent invoqués par les jeunes qui exercent un emploi d'ouvrier (28 % vs 19 %, + 9 points) ou encore par ceux qui doivent régulièrement s'imposer des restrictions sur certains postes de leur budget (22 %, voire un tiers lorsqu'ils doivent se restreindre sur les dépenses liées aux enfants).

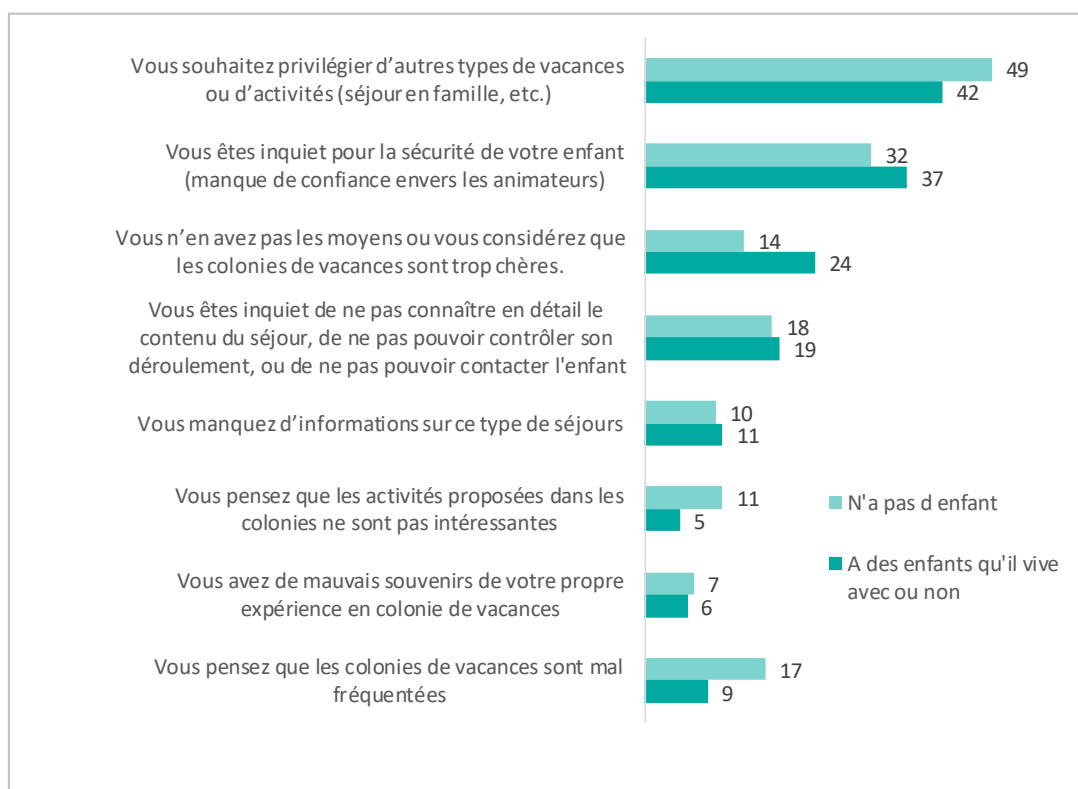
Ce frein est également plus souvent cité par les jeunes parents (24 % contre 14 % de ceux qui n'ont pas d'enfants). Rappelons que la présence d'enfants implique davantage de dépenses préengagées pour les ménages, en raison notamment du coût d'entretien des enfants, les frais de cantines scolaires ou

³¹ https://yooopies.fr/presse/resultats_etude_yooopies_deconfinement_ecoles

d'assurances, une plus grande superficie du logement...³² L'exploitation de l'enquête Budget des familles de l'INSEE indique que ces dépenses préengagées représentent 26 % des dépenses des couples sans enfants, et atteignent 30 % pour les couples avec enfants, voire 35 % pour les familles monoparentales.

Globalement, les parents se soucient plus de la sécurité de leur enfant et du coût du séjour que ceux qui n'ont pas d'enfants. En revanche, ceux qui n'ont pas d'enfants envisagent plus souvent de privilégier d'autres types de vacances, ils sont aussi plus nombreux à considérer que les colonies sont mal fréquentées et que les activités proposées ne sont pas intéressantes (Graphique 166).

GRAPHIQUE 166. RAISONS POUR LESQUELLES LES JEUNES N'ENVISAGENT PAS D'INSCRIRE LEURS ENFANTS EN COLONIE SELON QU'ILS SONT OU NON PARENTS ? (EN %)



Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans n'ayant pas l'intention d'inscrire leur(s) enfant(s) en colonie de vacances.

Enfin, les jeunes hommes ont une plus forte propension à penser que les colonies sont mal fréquentées (16 % vs 11 % en moyenne), ils évoquent aussi plus souvent le manque d'information (12 % vs 9 % des femmes) et le désintérêt pour les activités proposées (13 % vs 3 % des femmes). Les jeunes qui au cours de l'année participent aux activités d'une association (sportive, culturelle, de loisir, de jeunes, humanitaire, politique...) ont également une plus forte propension à dénigrer l'intérêt des activités proposées en colonie (13 % vs 6 % pour ceux qui n'en pratiquent pas, soit + 5 points).

³² COLLECTIF, « Moins d'un parent d'enfant scolarisé sur deux a l'intention de l'envoyer à l'école à partir du 11 mai », in *YOUPIES*, 24 avril 2020 ; LELIÈVRE Michèle, RÉMILA Nathan, « Dépenses pré-engagées : quel poids dans le budget des ménages ? » *Les dossiers de la DREES*, n° 25, DREES, mars 2018.

IX. Annexes

A. Questionnaire Baromètre DJEPVA sur la jeunesse (5^e vague)

Légende pour la lecture des modifications apportées au questionnaire

Surlignage vert : Hors DOM

Surlignage bleu : nouvelles questions 2020

Surlignage rose : questions posées dans l'enquête « conditions de vie » janvier 2020

CARACTÉRISTIQUES DE LA PERSONNE INTERROGÉE

Bonjour et bienvenue ! Commençons par quelques questions pour mieux vous connaître.

[A TOUS] SEXE

Q1 Vous êtes...

- . Un homme 1
- . Une femme 2

[A TOUS] AGE

Q2 Quel est votre âge ? Si < 18 ou > 30 alors FIN

			ans
--	--	--	-----

CALLSON (un institut d'études indépendant) a été mandaté par la DJEPVA (direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative) pour la réalisation d'une étude concernant les opinions et les modes de vie des jeunes de 18 à 30 ans.

L'étude permettra de mieux comprendre leurs conditions de vie dans un ensemble de domaines : loisirs, logement, regard sur l'avenir...

Votre participation à cette étude est strictement volontaire et peut s'arrêter librement à tout moment. L'étude sera conduite dans le respect du code de déontologie Market Research Society (MRS) des sociétés d'étude de marché. Vos réponses seront utilisées uniquement dans le cadre de l'étude.

Votre avis compte ! Exprimez-vous au travers de cette enquête !

[A TOUS] DIPLOME

Q3 Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

- . Aucun diplôme 1

. BEPC, Brevet des collèges	2
. CAP, BEP ou équivalent.....	3
. BAC général, technologique, professionnel ou équivalent	4
. Bac + 2 (Deug, DUT, BTS...)	5
. Bac + 3 (Licence...)	6
. Bac + 4 (Maîtrise, Master 1...).....	7
. Bac + 5 et plus (DEA, DESS, Master 2, grandes écoles, doctorat...)	8

[A TOUS]

ZEAT – REG22 – REG13 – UU – DEPT

Q4 Quel est votre code postal ?

Q5 Quel est le nom de votre commune de résidence ?

Si vous avez plusieurs domiciles, il s'agit de votre domicile principal ou celui où vous résidez le plus souvent

Recode : ZEAT ; région ; département ; rural/2 000 à moins de 200 000 hab./200 000 et plus

[A TOUS]

EXERCEPRO

Q6 Exercez-vous ou avez-vous déjà exercé un emploi rémunéré ?

- | | |
|-------------|---|
| . Oui | 1 |
| . Non | 2 |

[A TOUS]

SITUACT

Q7 Poser l'item 1 que si Q6 = 1 Quelle est votre situation actuelle ? Vous êtes...

(Si vous êtes en congé maladie de courte durée ou en congé maternité, déclarez votre situation principale)

(Une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| . En emploi | 1 |
| . Étudiant ou élève, sans activité professionnelle | 2 |
| . Étudiant ou élève qui travaille, y compris en alternance | 3 |
| . Au chômage..... | 4 |
| . Sans activité et vous ne recherchez pas d'emploi | 5 |
| . Invalide ou malade de longue durée | 6 |
| . Volontaire (service civique, service volontaire européen (SVE), volontariat humanitaire de solidarité internationale (VSI...) | 7 |

[SI SITUACT = 1,3]

SITUEMP1 – SITUEMP3

Q8 Si Q7 = 1 ou 3 Et plus précisément, concernant votre situation actuelle, êtes-vous :

(Plusieurs choix possibles)

- . A votre compte 1
- . Salarié en contrat à durée indéterminée (CDI, hors contrat aidé) 2
- . Salarié en contrat à durée déterminée (CDD, hors contrat aidé) 3
- . Salarié en intérim..... 4
- . Salarié en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation)..... 5
- . Salarié en contrat aidé (emploi d'avenir, contrat unique d'insertion (CUI), contrat starter) 6

[SI EXERCEPRO = 1] PCSDET – PCS8

Q9 Si Q6= 1 Quelle est votre profession actuelle ou, si vous ne travaillez plus, quelle était la dernière profession que vous avez exercée ?

Recode PCS en 6 positions (agri exploitant, profession indépendante, cadre sup, prof inter, employé, ouvrier)

[A TOUS] EXERCEPROMERE

Q10 Votre mère exerce-t-elle, ou a-t-elle déjà exercé, au cours de sa vie, un emploi rémunéré ? Possibilité de non-réponse

- . Oui 1
- . Non 2
- . Je ne souhaite pas répondre..... 3

[SI EXERCEPROMERE = 1] PCSMEREDET – PCSMERE8

Q11 Si Q10 = 1 Quelle est la profession actuelle de votre mère ? Si elle ne travaille plus, quelle était la dernière profession qu'elle a exercée ?

Recode PCS

[A TOUS] EXERCEPROPERE

Q12 Votre père exerce-t-il, ou a-t-il déjà exercé, au cours de sa vie, un emploi rémunéré ? Possibilité de non-réponse

- . Oui 1
- . Non 2
- . Je ne souhaite pas répondre..... 3

[SI EXERCEPROPERE = 1] PCSPEREDET – PCSPERE8

Q13 Si Q12= 1 Quelle est la profession actuelle de votre père ? S'il ne travaille plus, quelle était la dernière profession qu'il a exercée ?

Recode PCS

[A TOUS] NBPERS

Q14 Combien de personnes au total vivent habituellement dans votre logement, y compris vous-même ?

Si vous vivez dans plusieurs logements, merci de prendre en compte votre logement principal ou celui dans lequel vous résidez le plus souvent



[A TOUS] ENFANTS

- Q15 Êtes-vous parent d'un ou plusieurs enfants ?
- . Oui, et au moins un de vos enfants vit avec vous (y compris en garde alternée) 1
 - . Oui, mais aucun de vos enfants ne vit pas avec vous 2
 - . Non..... 3

[SI NBPERS > 1 – SI NBPERS = 1 ALORS METTRE VITPARENTS = 2] VITPARENTS

- Q16 Si Q14 > 1 Vivez-vous principalement chez vos parents ?
- . Oui 1
 - . Non 2

[A TOUS] COUPLE

- Q17 Êtes-vous actuellement en couple ?
- (Une seule réponse)
- . Oui, avec une personne qui vit dans le logement 1
 - . Oui, avec une personne qui ne vit pas dans le logement 2
 - . Non..... 3

[A TOUS] STATLOG

Q18 Si Q16= 1 Vos parents occupent-ils le/leur logement en tant que...

Si Q16= 2 Occupez-vous votre logement en tant que...

- . Propriétaire ou accédant à la propriété..... 1
- . Locataire ou sous-locataire d'un logement social (HLM) 2
- . Locataire ou sous-locataire d'un logement appartenant à un propriétaire privé ou un bailleur privé 3
- . Colocataire dans un logement social ou appartenant à un bailleur privé 4
- . Logé dans un foyer, une résidence universitaire, un hôtel meublé..... 5
- . Logé gratuitement..... 6

ENGAGEMENT

Merci pour vos premières réponses ! Parlons à présent des activités associatives et des causes pour lesquelles vous seriez éventuellement prêt à vous engager.

BÉNÉVOLAT

[A TOUS]

ASSO_ON

Q19 Faites-vous partie, ou participez-vous aux activités d'une association (sportive, culturelle, de loisir, de jeunes, humanitaire, politique...)?

Oui 1

Non 2

[A TOUS]

FREQASSO

Q20 À quelle fréquence donnez-vous bénévolement de votre temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc. ?

(Une seule réponse)

. Quelques heures chaque semaine tout au long de l'année 1

. Quelques heures chaque mois, tout au long de l'année 2

. À une période précise de l'année ou à l'occasion d'un événement 3

. Moins souvent 4

. Jamais 5

SI FREQASSO IN (1, 2 OU 3)

DOMASSO1—DOMASSO13

Q21 Dans quel(s) domaine(s) donnez-vous bénévolement de votre temps au sein d'une association ou d'une autre organisation ?

(Plusieurs réponses possibles, rotation des items sauf « un autre domaine »)

. La culture ou les loisirs 1

. L'action humanitaire et l'aide au développement 2

. L'insertion, l'emploi, la formation 3

. L'environnement 4

. Le domaine social, la solidarité 5

. Le patrimoine 6

. Le sport 7

. La jeunesse et l'éducation 8

. La santé, la recherche médicale, l'aide aux malades 9

. L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle) 10

. La lutte contre les discriminations (racisme, homophobie, antisémitisme, etc.) 11

. La paix dans le monde 12

. Un autre domaine 13

[A TOUS]

WHYCAUS1 – WHYCAUS2

Q22 [Si **FREQASSO = 1,2,3 ou 4**] Quelles sont les deux principales causes qui vous donneraient envie de vous engager davantage bénévolement ?

[Si **FREQASSO = 5**] Quelles sont les deux principales causes qui vous donneraient envie de vous engager bénévolement ?

Rotation aléatoire sauf 2 derniers items – Deuxième réponse différente de la première

	En 1 ^{er}	En 2 nd
. La culture ou les loisirs	1	1
. L'action humanitaire et l'aide au développement	2	2
. L'insertion, l'emploi, la formation	3	3
. L'environnement	4	4
. Le domaine social, la solidarité	5	5
. Le patrimoine.....	6	6
. Le sport	7	7
. La jeunesse et l'éducation	8	8
. La santé, la recherche médicale, l'aide aux malades	9	9
. L'intervention d'urgence en cas de crise (catastrophe naturelle)	10	10
. La lutte contre les discriminations (racisme, homophobie, antisémitisme, etc.).....	11	11
. La paix dans le monde.....	12	12
. Une autre cause	13	13
. Aucune cause.....	14	14

[SI **FREQASSO = 5**]

BÉNÉVOLE

Q23 Si Q20= 5 Seriez-vous prêt à devenir bénévole pour une cause ?

(Une seule réponse)

. Oui certainement	1
. Oui probablement	2
. Non probablement pas	3
. Non certainement pas	4

A TOUS

FREI NBENEVO

Q24 [Si Q20= 1, 2, 3 ou 4] Si vous ne donnez pas plus de votre temps bénévolement au sein d'une association ou d'une autre organisation c'est avant tout :

[Si Q23= 1 ou 2] Si vous ne donnez pas de votre temps bénévolement au sein d'une association ou d'une autre organisation c'est avant tout :

[Si Q23= 3 ou 4] Si vous ne souhaitez pas devenir bénévole, c'est avant tout :

(Rotation aléatoire sauf dernier item, une seule réponse)

- . Parce que ça ne sert à rien 1
- . Parce que vous n'avez pas le temps 2
- . Pour vous consacrer un peu plus à vos proches 3
- . Parce que vous auriez besoin d'aide vous-même..... 4
- . Parce que les autres ne vous aident pas non plus 5
- . Parce que vous pensez ne pas avoir les qualités requises..... 6
- . Parce que l'occasion ne s'est pas présentée 7
- . Pour une autre raison, veuillez préciser/_____/..... 8

MOBILITÉS INTERNATIONALES = > Hors DOM

Parlons maintenant de vos expériences éventuelles de mobilité internationale, en dehors des vacances.

[A TOUS] EXPA1 -- EXPA8

Q25 Au cours des 5 dernières années, en dehors des vacances, êtes-vous parti(e), pour une période d'au moins 15 jours consécutifs, à l'étranger pour...

(8 réponses possibles sauf si dernier item)

- . Poursuivre vos études 1
- . Faire un stage de fin d'études 2
- . Faire un stage professionnel 3
- . Faire une mission professionnelle dans le cadre de votre travail 4
- . Rechercher un emploi 5
- . Occuper un emploi 6
- . Effectuer une mission de bénévolat ou de volontariat 7
- . Une autre raison en dehors des vacances 8
- . Vous n'êtes pas parti(e) à l'étranger pour une période d'au moins quinze jours au cours des cinq dernières années (en dehors des vacances) 9

[SI EXPA1 < > 9] (PERSONNES PARTIES A L'ÉTRANGER)
RECOEXPA1 – RECOEXPA4

Q26 Pour une période d'au moins quinze jours au cours des cinq dernières années avez-vous bénéficié d'une reconnaissance des acquis de votre expérience de mobilité internationale ?

(Plusieurs réponses possibles sauf si 5 ou 6)

- Oui, au travers de la validation de crédits dans votre cursus de formation (équivalence ECTS/ECVET) 1
- Oui, au travers d'une valorisation des acquis de l'expérience (VAE) 2
- Oui, au travers de la délivrance d'un certificat (Youth Pass, EuroPass...) 3
- Oui, par un autre moyen..... 4
- Non, mais vous auriez aimé que votre expérience soit reconnue..... 5
- Non, et cette reconnaissance n'est pas utile pour vous..... 6

SI EXPA1 – EXPA2 1 A 8 PROEXPA1 – PROEXPA2

Q27 Vous-êtes parti(e) à l'étranger pour une période d'au moins 15 jours consécutifs, cette expérience vous a-t-elle principalement permis :

(Rotation aléatoire, classez les deux réponses – Deuxième réponse différente de la première)

	En 1 ^{er}	En 2 nd
. De trouver un emploi plus facilement	1	1
. De trouver un emploi qui répond mieux à vos aspirations...	2	2
. De mieux maîtriser les langues étrangères	3	3
. De vous faire des amis, des connaissances.....	4	4
. D'accéder à votre retour à une formation (dans une école, une université, un centre de formation)	5	5
. De préciser votre projet professionnel	6	6
. De créer votre entreprise	7	7
. De créer une association ou de vous investir dans un projet associatif	8	8
. De développer vos compétences techniques	9	9
. De développer vos capacités d'adaptation	10	10
. Autre chose	11	11
Cette expérience ne vous a rien apporté	12	12

[A TOUS]

INCI TEXP1- INCI TEXP2

Q28 Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à aller vivre pendant une période de quelques mois à l'étranger ?

(Rotation aléatoire sauf deux derniers items, deuxième réponse différente de la première – Si item 10 en 1^{er} rien mettre en 2nd)

	En 1 ^{er}	En 2 nd
. Bénéficier d'une aide financière, d'une bourse.....	1	1
. Pouvoir faire un stage intensif en langues étrangères avant de partir.....	2	2
. Avoir une structure d'accueil sur place, une personne à qui vous adresser	3	3
. Avoir un congé sabbatique (congé sans solde si vous êtes en emploi).....	4	4
. Être mis en relation avec des employeurs à l'étranger avant d'y aller, avoir accès à des offres d'emploi, de stage.....	5	5
. Etre accompagné(e) dans des démarches administratives	6	6
. Avoir l'occasion de poursuivre vos études.....	7	7
. Un logement sur place.....	8	8
. Autre raison.....	9	9
. Rien ne vous inciterait à aller vivre à l'étranger.....	10	10

ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX

Nous allons maintenant parler des aides et des prestations sociales.

RECOURS/NON-RECOURS

[A TOUS] NONRECS

Q29 Au cours des douze derniers mois, y a-t-il des dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre et dont vous n'avez pas bénéficié ?

- . Oui 1
- . Non 2
- . Vous ne savez pas 3

[A TOUS] WHYNONRECB

Q30 Si Q29 = 1 La dernière fois que c'est arrivé, pour quelle raison principale n'avez-vous pas bénéficié des dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre ?

Si Q29 = 2 ou 3 Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas des dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ?

(Une seule réponse – Randomiser les réponses 1 à 8)

- . Par crainte d'être perçu comme un assisté 1
- . Par manque d'information sur les aides, les personnes à qui s'adresser 2
- . Par découragement devant l'ampleur ou la complexité des démarches à suivre 3
- . Par volonté de se débrouiller tout seul 4
- . Pour ne pas subir de conséquences négatives (perte d'autres droits, obligation de payer des impôts, problèmes administratifs, obligation de rendre des comptes, etc.) 5
- . Parce que les difficultés sont perçues comme passagères 6
- . Parce que la demande d'aide n'a pas abouti..... 7
- . Parce l'aide n'a pas été proposée 8
- . Pour une autre raison, veuillez préciser/_____/ 9

CONNAISSANCE DES DISPOSITIFS

[A TOUS]

NOTOGJ – NOTORSA – NOTOCMU – NOTOAAH –
 NOTOLOGB – NOTOACS – NOTOBOURSE –
 NOTOPRIM –
 NEW : NOTOCAUT – NOTOSOC – NOTOCSS

Q31 Avez-vous entendu parler des prestations et dispositifs suivants ?

Rotation aléatoire des items

	Oui	Non
. La Garantie Jeunes	1	2
. Le revenu de solidarité active (RSA)	1	2
. La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)	1	2
. L'allocation pour les adultes handicapés (AAH)	1	2
. Les aides financières au logement (comme les allocations logement, l'APL ou le fonds solidarité logement...)	1	2
. Les dispositifs de caution (comme Visale, Loca-Pass, Mobili-Jeune, ou caution locative étudiante-CLE)	1	2
. L'offre sociale de logement (comme les foyers de jeunes travailleurs, ou les résidences sociales...)	1	2
. L'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) ou « chèque-santé »	1	2
. La bourse sur critères sociaux	1	2
. La prime d'activité	1	2
. La complémentaire santé solidaire	1	2

ATTENTES/MESURES/PRESTATIONS POUR LES JEUNES

[A TOUS]

AI DEPP1 – AI DEPP2

Q32 Quels seraient les deux principaux domaines dans lesquels vous souhaiteriez que les pouvoirs publics vous aident davantage ?

Rotation aléatoire des items 1 à 7- 2 réponses possibles sauf si dernier item

. Pour payer votre loyer, vos factures d'énergie ou de communication, vos courses alimentaires.....	1
. Pour payer des soins médicaux.....	2
. Pour payer des activités sportives, de loisirs ou culturelles	3
. Accéder à un logement.....	4
. Trouver un emploi	5
. Définir votre orientation ou votre projet professionnel	6
. Être informé(e) sur vos droits	7
. Un autre domaine.....	8
. Vous n'avez pas besoin d'être davantage aidé par les pouvoirs publics.....	9

ASPIRATIONS

Parlons à présent de vos aspirations.

[A TOUS]	AVISB
Q33	Pensez-vous que votre avis compte au sein des espaces dans lesquels vous évoluez (entreprise, école, université, association, club de loisir ou de sport...) ?
. Oui, plutôt	1
. Non, plutôt pas, et c'est surtout en raison de votre âge.....	2
. Non, plutôt pas, et c'est surtout pour une raison indépendante de votre âge.....	3

[A TOUS]	SATISVIE
Q34	De manière générale, votre vie actuelle correspond-elle à vos attentes ?
Oui tout à fait.....	1
Oui, plutôt	2
Non, plutôt pas.....	3
Non, pas du tout.....	4

[A TOUS]	AVENIR
Q35	Comment voyez-vous votre avenir dans les trois ans qui viennent ?
Vous êtes très confiant	1
Vous êtes plutôt confiant	2
Vous êtes plutôt inquiet	3
Vous êtes très inquiet	4

[A TOUS]	ESPRIT
Q36	Quel mot (ou phrase courte) décrit le mieux votre état d'esprit actuel ? (Question ouverte, limitée à 25 caractères)
/ _____ /	

CITOYENNETÉ

Nous allons aborder maintenant le thème de la participation à la vie publique.

[A TOUS]

PETITION – GREVE

Q37 Au cours des douze derniers mois, avez-vous ?

(Citez un à un – Une réponse par ligne)

	Oui	Non	Ne se prononce pas
. Signé une pétition ou défendu une cause sur Internet, un blog, un réseau social	1	2	3
. Participé à une manifestation, une grève ou occupé des lieux	1	2	3
. Participé à une concertation publique	1	2	3
. Adhéré ou renouvelé votre adhésion à un parti politique	1	2	3
. Donné de votre temps bénévolement dans un groupe ou une association	1	2	3
. Participé à la vie publique sous une autre forme	1	2	3

[SI AUTRPART = 1]

PARTELSE

NEW

Q38 Sous quelle autre forme avez-vous participé à la vie publique ?

/ _____ /

[A TOUS]

RADI 1 – RADI 2 – RADI 3

Q39 Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, comprenez-vous qu'on puisse avoir recours aux actions suivantes ?

(Rotation aléatoire des items – Une réponse par ligne)

	Oui, je comprends	Non, je ne comprends pas	Ne sait pas
. Occuper ou bloquer des lieux (usines, routes, places, etc.)	1	2	3
. Dégrader des biens publics	1	2	3
. Avoir recours à la violence physique	1	2	3

A TOUS]

VOTEMUNI

Q40 Cette année, avez-vous l'intention d'aller voter aux prochaines élections municipales ?

(Une seule réponse)

- | | |
|---|---|
| . Oui certainement | 1 |
| . Oui probablement | 2 |
| . Non probablement pas | 3 |
| . Non certainement pas | 4 |
| . Non, vous n'avez pas le droit de voter | 5 |
| . Non, vous n'êtes pas inscrite(e) sur les listes électorales | 6 |

[SI VOTEMUNI = 1 OU 2]

MOTI MUNI

Q41 Quelle est votre principale motivation à aller voter aux prochaines élections municipales ?

(Rotation aléatoire – Une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| Par devoir citoyen..... | 1 |
| Pour soutenir un candidat | 2 |
| Pour soutenir un projet de société à l'échelle municipale | 3 |
| Pour faire barrage à un candidat | 4 |
| Pour faire barrage à un projet de société qui vous déplaît à l'échelle municipale | 5 |
| Pour que les choses changent..... | 6 |
| Autre | 7 |

[SI VOTEMUNI = 3 OU 4]

RAISNOMU

Q42 Pour quelle raison principale n'êtes-vous pas certain d'aller voter aux prochaines élections municipales ?
(Rotation aléatoire – Une seule réponse possible)

- . Vous pensez que ces élections ne changeront rien à votre vie quotidienne 1
- . Pour manifester votre mécontentement à l'égard des partis politiques 2
- . Vous pensez que les élus municipaux n'ont pas le pouvoir d'améliorer les choses 3
- . Aucun candidat ne défend ou représente vos idées 4
- . Vous ne savez pas où aller voter 5
- . Vous ne serez pas présent dans la commune où vous êtes inscrit pour voter..... 6
- . Vous n'avez pas envie de vous déplacer pour aller voter 7
- . Vous ne pouvez pas vous déplacer pour aller voter 8
- . Autre, veuillez préciser/_____/ 9
- . Ne se prononce pas..... 10

VACANCES

Parlons maintenant des vacances.

COLONIES DE VACANCES

A TOUS VACANCES

Q43 Êtes-vous parti(e) en vacances au cours des douze derniers mois (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile habituel pour des motifs autres que professionnels) ?

- Oui..... 1
- Non 2
- Ne sait pas..... 3

A TOUS COLONIE

Q44 Durant votre enfance ou votre adolescence êtes-vous parti en colonie de vacances (hors scoutisme) pendant les congés scolaires ?

Une seule réponse possible

- Oui, et globalement vous en gardez plutôt un bon souvenir 1
- Oui, mais globalement vous n'en avez pas un bon souvenir 2
- Non, vous n'êtes jamais parti(e) en colonie de vacances pendant les congés scolaires 3
- Vous ne vous en souvenez pas..... 4

FILTRE : Q44 = 1 OU 2 EST PARTI EN COLONIE DE VACANCES NBCOL

Q45 Durant votre enfance ou votre adolescence, combien de séjours en colonie de vacances (hors scoutisme) avez-vous réalisés pendant les congés scolaires ?

Minimum 1 – Maximum à définir

I__I

FILTRE : Q44 = 1 OU 2 EST PARTI EN COLONIE DE VACANCES LASTCOL

Q46 Votre dernier séjour en colonie de vacances était-il vos seules vacances cette année-là ?

Une seule réponse possible

- Oui, vous êtes seulement parti(e) en colonie de vacances..... 1
- Non, vous êtes également parti(e) ailleurs (avec votre famille, vos amis, ou autre, etc.) 2
- Vous ne vous en souvenez pas..... 3

FILTRE : Q44 = 3 N'EST JAMAIS PARTI EN COLONIE DE VACANCES

RAISNOCOL1 – RAISNOCOL2

Q47 D'après vous, quelles sont les deux raisons principales pour lesquelles vous n'êtes jamais parti en colonie de vacances... ?

Rotation aléatoire (sauf « Autre raison » et « vous ne vous en souvenez pas »)

1,5 unités

	En 1 ^{er}	En 2 nd
Vos parents n'en avaient pas les moyens ou ils considéraient que les colonies de vacances sont trop chères.	1	2
Vous ou vos parents étiez inquiets pour votre sécurité (manque de confiance envers les animateurs/animatrices, etc.)	1	2
Vous ou vos parents ne connaissiez pas la possibilité de partir ou vous manquiez d'informations sur ce type de séjour	1	2
Vous ou vos parents privilégiez d'autres types de vacances ou d'activités (séjours en famille, etc.)	1	2
Vous ne vouliez pas partir dans un lieu inconnu	1	2
Vous ou vos parents pensiez que les colonies de vacances étaient mal fréquentées	1	2
Votre santé n'était pas compatible avec un séjour en colonie de vacances	1	2
Les activités proposées dans les colonies ne vous intéressaient pas	1	2
Vous aviez peur de rencontrer d'autres enfants	1	2
Une autre raison	1	2
Vous ne vous souvenez pas	1	2

A TOUS

ATOUTCOL1 – ATOUTCOL2

Q48

Selon vous, quels sont les deux principaux atouts des colonies de vacances ?

Rotation aléatoire (saut « rien de tout cela »)

	En 1 ^{er}	En 2 nd
Faire des activités qui sortent du quotidien, ou que vous ne pouvez pas faire par vos propres moyens	1	2
Découvrir d'autres règles de vie, un autre quotidien, ou un autre environnement de vie	1	2
Partir avec ses amis	1	2
Rencontrer d'autres jeunes, se faire de nouveaux amis	1	2
Partir en vacances	1	2
Apprendre à vivre en collectif	1	2
S'extraire de son environnement quotidien, ou de son domicile familial	1	2
Rien de tout cela	1	2

A TOUS

Q49

FORMULATION : SI Q15 = 1 OU 2 AU MOINS UN ENFANT ENFCOL

Vous-même, avez-vous déjà inscrit vos enfants en colonie de vacances, ou envisagez-vous de le faire à l'avenir ?

FORMULATION : SI Q15 = 3 N'A PAS D'ENFANT

Si vous aviez des enfants à charge, envisageriez-vous de les inscrire en colonie de vacances ?

Une seule réponse possible

- Oui.....1
 Non2
 Ne sait pas.....3

SI Q49 = 2

RAI SNOENF1 – RAI SNOENF2

Q50 Pour quelles raisons n'envisagez-vous pas d'inscrire vos enfants en colonie ?

Rotation aléatoire (sauf « autre raison » et « ne sait pas »)

	En 1 ^{er}	En 2 nd
Vous n'en avez pas les moyens ou vous considérez que les colonies de vacances sont trop chères.	1	2
Vous êtes inquiet pour la sécurité de votre enfant (manque de confiance envers les animateurs/animatrices, etc.)	1	2
Vous manquez d'informations sur ce type de séjour	1	2
Vous souhaitez privilégier d'autres types de vacances ou d'activités (séjour en famille, etc.)	1	2
Vous pensez que les colonies de vacances sont mal fréquentées	1	2
Si Q 15 = 1 ou 2 (si a des enfants) La santé de votre enfant n'est pas compatible avec un séjour en colonie de vacances	1	2
Vous pensez que les activités proposées dans les colonies ne sont pas intéressantes	1	2
Si Q44 = 1 ou 2 (déjà parti) Vous avez de mauvais souvenirs de votre propre expérience en colonie de vacances	1	2
Vous êtes inquiet de ne pas connaître en détail le contenu du séjour, de ne pas pouvoir contrôler son déroulement, ou de ne pas pouvoir contacter votre enfant	1	2
Une autre raison	1	2
Ne sait pas	1	

1 unité

1,5 unité

ENVIRONNEMENT

Nous allons maintenant parler de l'environnement.

A TOUS

SENSIENV

Q51 Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible ». Comment vous classez-vous ?

(Enquêteur : Échelle de 1 à 7) |__|

A TOUS

ACTIENV1 A ACTIENV9

Q52 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous déjà réalisé une des actions suivantes pour défendre une cause environnementale ?

Une réponse par ligne

	Je l'ai déjà fait	Je ne l'ai jamais fait, mais je suis prêt à le faire	Je ne l'ai jamais fait et je ne suis pas prêt à le faire
Participer à une manifestation pour l'environnement	1	2	3
Occuper des lieux, bloquer des routes pour l'environnement	1	2	3
Signer une pétition pour l'environnement	1	2	3
Plaider une cause environnementale sur Internet, blogs ou réseaux sociaux	1	2	3
Donner du temps à une association pour l'environnement	1	2	3
Voter pour un candidat écologiste aux élections ou soutenir un parti politique écologiste	1	2	3
Sensibiliser votre entourage à la cause environnementale	1	2	3
Participer à des actions de sensibilisation ou de protection de la nature	1	2	3
Boycotter certaines marques ou entreprises pour l'environnement	1	2	3

A TOUS

QUOTENV1 A QUOTENV10

Q53 Au quotidien, quelles sont les actions que vous privilégiez pour la protection de l'environnement ?

Rotation aléatoire – Plusieurs réponses possibles (autant que d'items sauf si réponse « aucune de ces actions »)

Utiliser des modes de transport moins polluants (vélo, train, transport en commun, covoiturage, etc.)	1
Réduire vos déchets ou les trier pour le recyclage (utiliser des produits réutilisables, préférer des produits avec peu ou pas d'emballage, faire du compost, etc.)	2
Ajuster votre régime alimentaire (limiter consommation viandes, poissons, produits transformés, etc.)	3
Privilégier certains produits alimentaires (locaux, de saison, bio, etc.)	4
Éviter l'achat de biens neufs (meubles, vêtements, etc.) en préférant la réparation ou l'achat d'occasion	5
Limiter votre consommation d'eau et d'électricité	6
Limiter l'achat de biens que vous considérez superflus	7
Éviter les produits polluants pour l'environnement (lessives, produits ménagers, pesticides, etc.)	8
Limiter votre usage du numérique au maximum (attendre que vos appareils électroniques/téléphones mobiles tombent en panne avant de les remplacer, ne pas utiliser de streaming...)	9
Aucune de ces actions	10

A TOUS

FAVENV1 – FAVENV2

Q54 Quelles sont les deux principales personnes (ou acteurs) qui vous poussent à adopter des comportements favorables à l'environnement ou à défendre une cause environnementale ?

Rotation aléatoire (sauf « une autre personne ou acteur » et « aucun »)

	En 1 ^{er}	En 2 nd
Vos parents ou votre famille	1	2
Vos amis	1	2
Les journalistes, médias	1	2
Les experts, scientifiques	1	2
Les personnalités politiques	1	2
Les associations, ONG	1	2
Les lanceurs d'alerte	1	2
Une personnalité publique engagée pour une cause environnementale (sportif, chanteur, youtubeur, etc.)	1	2
Une autre personne ou acteur	1	2
Aucun	1	2

A TOUS AVENIRENV

Q55 En pensant à l'avenir et aux enjeux environnementaux, pensez-vous... ?

Une seule réponse possible

- Qu'il est déjà trop tard, on ne trouvera pas de solutions efficaces pour améliorer les choses 1
- Qu'il n'est pas trop tard, beaucoup de solutions peuvent être mises en œuvre pour améliorer les choses 2

A TOUS ROLENV

Q56 À titre personnel, estimez-vous que vous pouvez jouer un rôle dans la protection de l'environnement ?

Une seule réponse possible

- Oui, tout à fait 1
- Oui, plutôt 2
- Non, plutôt pas 3
- Non, pas du tout 4
- Ne sait pas 6

A TOUS LOCENV – NATENV – UEENV – PLANENV

Q57 D'après vous, les pouvoirs publics nationaux agissent-ils efficacement pour la protection de l'environnement au niveau... ?

Une réponse par ligne

	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	Ne sait pas
Local	1	2	3	4	5
National	1	2	3	4	5
De l'Union européenne	1	2	3	4	5
De la planète	1	2	3	4	5

A TOUS CROISENV1 A CROISENV4

Q58 Êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ?

Une réponse par ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
La croissance économique devrait être une priorité pour la France, même si cela a un impact négatif sur l'environnement	1	2	4	5	6
La gravité du changement climatique a été exagérée	1	2	4	5	6
Les entreprises doivent changer leur pratique pour protéger l'environnement, et pas seulement les citoyens	1	2	4	5	6
Les gouvernements en font trop pour la protection de l'environnement	1	2	4	5	6

Q59 Êtes-vous prêts à réaliser des changements importants dans votre mode de vie pour protéger l'environnement ?

Une seule réponse possible

- Oui, à condition qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de la société..... 1
- Oui, à condition que les inconvénients soient compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.)..... 2
- Oui, à condition qu'ils soient décidés collectivement 3
- Oui, à condition que les changements soient modérés, vous n'êtes pas prêt à accepter un changement radical de mode de vie..... 4
- Oui, vous accepteriez des changements importants dans tous les cas 5
- Non, vous n'êtes pas du tout prêt à changer de mode de vie..... 6
- Ne sait pas..... 7

RESSOURCES

Merci ! Le questionnaire est presque terminé. Pour pouvoir analyser les résultats de cette enquête, nous avons besoin d'avoir quelques renseignements sur vos revenus et vos dépenses. Ils resteront bien sûr tout à fait confidentiels et anonymes. Sachez que vous avez la possibilité de ne pas y répondre.

Pour répondre à la question qui va suivre sur vos revenus nets mensuels, veuillez prendre en compte, pour tous les membres de votre foyer, toutes les rentrées d'argent : salaires, retraites, allocations chômage, primes, prestations sociales (allocations familiales, aide au logement, RSA...), pension d'invalidité, revenus du capital... il s'agit des revenus après cotisations sociales et après impôts à la source. (Modifié/aux années précédentes).

Q60 À combien s'élèvent par mois les revenus nets après impôts de l'ensemble des membres de votre foyer (les vôtres, ceux de vos parents si vous vivez avec eux...) ?

- . Moins de 500 € par mois 1
- . De 500 à 999 € par mois 2
- . De 1 000 à 1 199 € par mois 3
- . De 1 200 à 1 699 € par mois 4
- . De 1 700 € à 2 199 € par mois 5
- . De 2 200 € à 2 999 € par mois 6
- . De 3 000 € à 3 999 € par mois 7
- . De 4 000 € et plus par mois 8
- . Ne sait pas..... 9
- . Ne souhaite pas répondre 10

[A TOUS]

RESTRICT

Q61 Est-ce que vous ou votre foyer êtes obligés de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

- . Oui 1
- . Non 2
- . Ne souhaite pas répondre 3

[SI RESTRICT = 1] RE_MEDI – RE_VOIT – RE_EQUI
 RE_ALIM – RE_VAC – RE_HABI – RE_LOG –
 RE_ENF – RE_TABAL – RE_WEB

Q62 Parmi les postes de dépenses suivants, quels sont tous ceux pour lesquels vous ou votre foyer, vous vous imposez régulièrement des restrictions ?

(Aléatoire – Une réponse par ligne)

	Oui	Non	Nsp
. Soins médicaux	1	2	3
. Transports (voiture, deux-roues, transports en commun)	1	2	3
. Achat d'équipement ménager	1	2	3
. Alimentation	1	2	3
. Vacances et loisirs	1	2	3
. Habillement	1	2	3
. Logement	1	2	3
. Dépenses pour les enfants	1	2	3
. Tabac, boisson	1	2	3
. Téléphone, Internet, matériel électronique et informatique	1	2	3

Merci beaucoup pour votre participation à cette enquête.

B. Régressions logistiques

TABLEAU 8 : RÉGRESSION LOGISTIQUE – OPTIMISME À L'ÉGARD DE SA VIE (CUMUL : ÉTAT D'ESPRIT POSITIF, SATISFACTION À L'ÉGARD DE SA VIE ET CONFIANCE DANS SON AVENIR)

		Paramètre estimé de la régression logistique	
		Estimation	Pr > khi-2
Sexe	Homme	0,4688	***
	Femme	Réf.	
Âge	18-24 ans	Réf.	
	25-30 ans	0,0938	
Diplôme	Inférieur au bac	-0,4792	***
	Bac ou plus	Réf.	
Situation d'activité	Invalides, en maladie de longue durée, inactifs sans recherche d'activité	-0,9115	***
	Au chômage	-1,0023	***
	Étudiant ne travaillant pas	-0,0439	
	En emploi (dont étudiants travaillant et volontaires)	Réf.	
Situation familiale	Famille monoparentale	0,4418	**
	En couple sans enfants	0,6994	***
	En couple avec enfants	0,8095	***
	Célibataire	Réf.	
Taille d'unité urbaine	Commune rurale	-0,0471	
	Unité urbaine de 2 000 à moins de 200 000 habitants	-0,0675	
	Unité urbaine de 200 000 habitants ou plus	Réf.	
Région	Centre-Val de Loire	0,0079	
	Bourgogne-Franche-Comté	-0,0644	
	Normandie	-0,2467	
	Hauts-de-France	-0,0631	
	Grand Est	-0,0707	
	Pays de la Loire	-0,0718	
	Bretagne	-0,2294	
	Nouvelle-Aquitaine	-0,0341	
	Occitanie	-0,0899	
	Auvergne-Rhône-Alpes	0,0666	
	Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse	-0,0484	
Île-de-France	Réf.		

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Paramètre estimé pour la constante (situation de référence) : 3,0063.

Note de lecture : un coefficient de signe positif (resp. négatif), statistiquement significatif, indique que le facteur accroît (resp. réduit) la probabilité d'être optimiste à l'égard de sa vie.

*** : significatif au seuil de 1 % ; ** : significatif au seuil de 5 % ; * : significatif au seuil de 10 % ; réf. : catégorie de référence, NS : non significatif.

TABLEAU 9 : RÉGRESSION LOGISTIQUE – A LA SENSATION D'AVOIR UN RÔLE À JOUER EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

		Paramètre estimé de la régression logistique	
		Estimation	Pr > khi-2
Sexe	Homme	-0,3506	***
	Femme	Réf.	
Âge	18-24 ans	Réf.	
	25-30 ans	0,1244	
Diplôme	Inférieur au bac	-0,6389	***
	Bac ou plus	Réf.	
Situation d'activité	Invalides, en maladie de longue durée, inactifs sans recherche d'activité	-0,3399	**
	Au chômage	-0,0020	
	Étudiant ne travaillant pas	0,0613	
	En emploi (dont étudiants travaillant et volontaires)	Réf.	
Situation familiale	Famille monoparentale	0,61718	***
	En couple sans enfants	0,761	
	En couple avec enfants	0,2577	**
	Célibataire	Réf.	
Taille d'unité urbaine	Commune rurale	0,0486	
	Unité urbaine de 2 000 à moins de 200 000 habitants	-0,0055	
	Unité urbaine de 200 000 habitants ou plus	Réf.	
Région	Centre-Val de Loire	0,0734	
	Bourgogne-Franche-Comté	0,2587	
	Normandie	0,1719	
	Hauts-de-France	0,0140	
	Grand Est	-0,0388	
	Pays de la Loire	0,0831	
	Bretagne	0,2139	
	Nouvelle-Aquitaine	0,2289	
	Occitanie	0,0599	
	Auvergne-Rhône-Alpes	0,0585	
	Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse	0,1365	
Île-de-France	Réf.		
Situation de résidence	Vit chez ses parents	0,1017	
	Ne vit pas chez ses parents	Réf.	

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2020.

Paramètre estimé pour la constante (situation de référence) : 8,2457.

Guide de lecture : un coefficient de signe positif (resp. Négatif), statistiquement significatif, indique que le facteur accroît (resp. réduit) la probabilité d'avoir la sensation d'avoir un rôle à jouer en faveur de l'environnement.

*** : significatif au seuil de 1 % ; ** : significatif au seuil de 5 % ; * : significatif au seuil de 10 % ; réf. : catégorie de référence, NS : non significatif.

BAROMÈTRE DJEPVA SUR LA JEUNESSE 2020

À la demande de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et avec l'appui de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) a réalisé début 2020 la cinquième édition du baromètre DJEPVA sur la jeunesse, une enquête nationale auprès de 4 500 jeunes de métropole et d'outre-mer, âgés de 18 à 30 ans. Ce dispositif est adossé à l'enquête permanente du CREDOC sur les Conditions de vie et aspirations des Français, qui existe depuis 1978 et permet de resituer les analyses portant sur les jeunes sur des données de contexte général, et de comparer certains des résultats à ceux observés dans d'autres tranches d'âge.

Plusieurs thèmes ont été abordés dans cette cinquième vague :

- Les **aspirations** : l'état d'esprit actuel, la satisfaction vis-à-vis de la vie actuelle et les perspectives futures.
- La **protection de l'environnement** : la défense d'une cause environnementale, le changement des comportements
- Les **colonies de vacances** : atouts et freins au départ en colonies de vacances.
- L'**accès aux droits sociaux** : le non-recours aux droits sociaux, les motifs de non-recours, la connaissance d'une sélection de dispositifs sociaux et les attentes d'aides des pouvoirs publics.
- La **mobilité et l'expérience internationale** : les départs à l'étranger (hors vacances) au cours des cinq dernières années, les apports de ce séjour à l'étranger, les éléments qui pourraient inciter les jeunes à aller vivre à l'étranger pendant une période et la reconnaissance des acquis de l'expérience de mobilité.
- L'**engagement citoyen** : l'adhésion associative, l'engagement bénévole, les freins et leviers à l'engagement bénévole.

The logo for CREDOC, consisting of the word "CREDOC" in a bold, black, sans-serif font. A small red and pink graphic element is positioned above the letter 'C'.The logo for INJEP, featuring a stylized circular icon with a blue and green swirl to the left of the word "injep" in a lowercase, sans-serif font.